

Près de quatre mille réfugiés cubains sont autorisés à émigrer

LIRE PAGE 6
l'article de notre envoyé spécial
FRANCIS PISANI

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2.20 F

Algérie, 1,30 DA ; Maroc, 2 dr. ; Tunisie, 2 m. ; Allemagne, 1,40 DM ; Autriche, 14 sch. ; Belgique, 17 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 220 F CFA ; Danemark, 4,75 kr. ; Espagne, 90 pes. ; Grèce, 35 dr. ; Irlande, 35 sh. ; Italie, 600 L ; Liban, 275 p. ; Luxembourg, 17 fr. ; Norvège, 4 kr. ; Pays-Bas, 1,50 fl. ; Portugal, 20 esc. ; Royaume-Uni, 1,50 £ ; Suède, 1,75 kr. ; Suisse, 1,20 fr. S.A. ; 30 esc. ; Yémen, 27 dr. ;

Tarif des abonnements page 22

5, RUE DES ITALIENS
75001 PARIS CEDEX 02
C.C.P. 5317-33 PARIS
Tél. Paris 26 60 92
Tél. 246-72-23

Les crises d'Iran et d'Afghanistan

Un langage sans ambiguïté

Sans aller jusqu'à forcer la main aux Européens, le président Carter a clairement donné à entendre que si leur soutien explicite et actif dans l'affaire des otages continuait à lamer à désirer, ils porteraient la responsabilité des « mesures plus énergiques » que les États-Unis seraient alors réduits à prendre. Les Américains « n'ont plus beaucoup de temps », leur patience est à bout et ils ne manqueraient pas d'indiquer le « caractère non belligérant » de leurs efforts pour libérer les otages et leurs alliés européens ne s'alignent pas sur eux.

Washington estime que sa position est celle d'une « partie sérieusement lésée » au sens du droit international. Certes, la politique américaine n'a pas déjà épuisé tous ses moyens de pression, notamment économiques, sur l'Iran au point d'être accusée à l'intervention militaire. Mais les événements peuvent se précipiter et, à défaut d'une action collective vigoureuse de la coalition atlantique, les États-Unis risquent — selon leur président — de se voir réduits aux solutions extrêmes.

M. Carter est fondé à être plus catégorique encore sur l'invasion de l'Afghanistan, en « violation grossière des principes de la détermination ». Il se plaint en outre d'avoir été berné par les Soviétiques, qui, contrairement aux assurances reçues de Moscou ou données à M. Giscard d'Estaing, n'ont « aucune intention » de retirer leurs troupes. Dans ces conditions, participer aux Jeux olympiques reviendrait à « cautionner » — le mot revient souvent dans la bouche du président — l'agression soviétique.

Sur ce point, M. Carter rompt avec les précautions oratoires et ne tolère aucun compromis. Il lui paraît « inimaginable » que des États « épris de paix » puissent « marquer du sceau de leur approbation » l'intervention soviétique en envoyant une délégation nationale aux Jeux. La non-participation de « 20, 30, 40, 50 et peut-être 70 » pays est le seul moyen de faire savoir au peuple russe, auquel ses dirigeants ont caché la condamnation à l'ONU de l'expédition afghane par cent quatre nations, que son gouvernement est mis en quarantaine par une bonne partie de l'opinion mondiale.

Dans les propos du président Carter, on décèle sans peine une réserve certaine à l'égard de la France, notamment à propos des déclarations faites par M. Giscard d'Estaing lors de son voyage dans le Golfe. M. Carter n'est pas d'accord et ne pense pas que le président français ait l'assentiment de tous ses voisins. Pour lui, il n'y a pas de solution de rechange aux accords de Camp David, qui ont été respectés aussi bien par les Israéliens que par les Égyptiens ; ce qui, à ses yeux, tient du miracle et aurait paru totalement chimérique il y a deux ans. Tout en s'inclinant devant les « droits légitimes des Palestiniens », M. Carter se prononce contre toute reconnaissance de l'O.L.P. tant que cette dernière n'aura pas souscrit aux termes de la résolution 242 des Nations unies reconnaissant implicitement mais clairement l'existence d'Israël et son droit à la sécurité.

Sans doute, M. Carter ne saurait-il tenir un autre langage en année électorale, mais ces considérations ne suffiraient pas à le faire parler contre son cœur. Ce qui trappe, en effet, dans la conversation du président américain et des journalistes européens, c'est la conviction et la clarté de l'expression. M. Carter pense ce qu'il dit et ne s'embarrasse pas de circonlocutions. Sur l'Iran, l'Afghanistan, les Jeux olympiques, le Proche-Orient, le « leadership » américain et, au risque de heurter nombre d'Européens, ne montre aucune complaisance pour ceux qui ne s'y rallient qu'à moitié.

- Paris ne songe pas à rompre ses relations avec Téhéran comme le demande M. Carter
- Le sort des Jeux de Moscou dépend des Européens

La franchise des déclarations faites dimanche soir 13 avril par M. Carter aux représentants de quatre chaînes de télévision européennes n'avait provoqué, lundi en fin de matinée, aucune réaction officielle dans les capitales européennes. À Paris, cependant, on se déclarait surpris par l'initiative de M. Carter, et l'on précisait qu'il n'est pas question d'obtempérer aux demandes du chef de la Maison Blanche, qui a laissé entendre très clairement que, si les Européens ne se rallient pas à une politique dure à l'égard de l'Iran — sanction économique et, semble-t-il, suspension des relations diplomatiques —, les États-Unis devraient envisager des représailles militaires contre l'Iran.

Les déclarations du président Carter ont été plutôt mal accueillies à Paris, encore qu'on ne veuille pas « polémiquer » avec les États-Unis. « C'est une mauvaise manière d'aborder le problème », dit-on dans les milieux autorisés à propos de « la date précise » évoquée par le chef de la Maison Blanche à laquelle les pays ouest-européens devraient se rallier, selon lui, à la politique américaine à l'égard de l'Iran. Tout en se gardant de « polémiquer », on laisse entendre très clairement cependant qu'il n'est pas question d'obtempérer aux obligations de M. Carter et de rompre les relations diplomatiques avec Téhéran. De la même manière, on souligne que le rappel à Paris de M. Raoul Delays, l'ambassadeur de France en Iran, ne constitue pas un prolongement à une rupture des relations. M. Delays, comme les autres ambassadeurs des

Suivant les termes recommandés du président Carter, le Comité olympique des États-Unis (USOC) s'est, d'autre part, prononcé, samedi 12 avril, à Colorado Springs, à une large majorité — 1 604 voix pour, 757 contre, 2 abstentions — pour le boycottage des Jeux de Moscou.

La décision des Américains porte un rude coup aux Jeux de Moscou, qui n'auront désormais dans le meilleur des cas d'olympique que le nom, et dont le sort dépend maintenant des Européens. À Lausanne, le président du Comité international olympique, lord Killanin, a fait savoir que la commission exécutive se réunira le 21 ou le 23 avril pour « faire le point ».

Qu'a voulu dire exactement le président des États-Unis. On se livre à deux hypothèses en ce qui concerne cette « date ». L'une se situerait aux alentours de la mi-mai, l'autre au 21 avril, date à laquelle se réunissent à Luxembourg les ministres des affaires étrangères des Neuf, qui doivent effectivement faire le point à cette occasion des initiatives communautaires dans l'affaire des otages de Téhéran.

Cette date du 21 avril, fait-on cependant remarquer, ne figure dans aucun message reçu de Washington. Elle a simplement été citée dimanche 13 avril par M. Warren Christopher, secrétaire d'État adjoint, au cours d'une interview télévisée diffusée avant celle de M. Carter.

JACQUES AMALRIC.
(Lire la suite page 5.)

Une interview de M. Chirac

Le président du R.P.R. propose un « plan de redressement »

- Accroissement des investissements
- Impôt exceptionnel sur la fortune
- Hausse des tarifs publics

M. Jacques Chirac, jusqu'alors silencieux sur les moyens financiers de la politique économique et sociale qu'il préconise, lève le voile sur ses projets dans l'interview qu'on lira ci-dessous. Convaincu qu'il n'y a pas d'issue à la crise sans une énergique « opération de redressement » permettant un « retour à la confiance », le président du R.P.R. fixe comme priorité absolue la résorption du chômage, ce cancer du corps social.

Pour financer la « nouvelle croissance » qu'il estime nécessaire, notamment les importantes dépenses d'équipement et les mesures sociales qui la caractériseraient, M. Chirac propose à la fois une limitation de moitié de l'embauche des fonctionnaires, une réduction de 10 % des subventions budgétaires d'intervention — ce qui entraînerait une forte hausse des tarifs publics : « Le moment est venu de faire payer l'usager à la place du contribuable », — une lutte plus sérieuse contre les fraudes sur la T.V.A. et un impôt exceptionnel sur les grandes fortunes.

Pour équilibrer le budget de la Sécurité sociale, le maire de Paris fait plus confiance à la création d'emplois qu'à d'hypothétiques économies sur les dépenses de santé. À son avis, « il est naturel que l'elles-dit progressent », pulvérisant nos concitoyens se soulagent mieux. Ces perspectives de réanimation économique et sociale ne lui paraissent pas incompatibles avec une lutte sérieuse contre l'inflation et la recherche des équilibres extérieurs. M. Chirac pense que l'une et l'autre seraient mieux menées si la politique française n'était pas comme « actuellement inféodée aux grands intérêts internationaux ».

« Vous avez proposé au pays de vastes programmes d'action économique et sociale : relance de la production par 10 à 15 milliards d'investissements supplémentaires ; actions spécifiques dans certains secteurs-clés : construction, production agricole, chimie,

chantiers navals, sidérurgie, machine-outil, armement ; soutien massif aux P.M.I. pour les aider à se développer à l'étranger ; soutien à l'éducation égal à 50 % du S.M.I.C. et soutien individuel gratuit pour les familles nombreuses... Vous avez avancé, à propos de ces mesures, le coût total de 30 milliards de dépenses supplémentaires par an, soit 6 % du budget de l'État ou 1,5 % de la production nationale. Ce total est-il toujours exact ?

— Avant d'entrer dans la discussion chiffrée, je voudrais dire tout d'abord qu'une nouvelle politique économique appelée, dans la situation actuelle, une opération de redressement, laquelle doit respecter certains principes d'orientation politique plus qu'économique. On ne peut en effet prétendre s'occuper des effets sans toucher aux causes et il ne s'agit pas seulement d'organiser une inflexion de la politique actuelle.

» En particulier, il faut renouer à certaines méthodes d'intervention qui pourraient, par voie d'autorité, des effets contraires à ceux que permet le jeu spontané des mécanismes économiques. C'est dans cet esprit que j'ai approuvé le principe de la suppression du contrôle des prix, que le gait hostile à une politique des revenus, au contrôle quantitatif du crédit, aux manipulations de T.V.A., à toute politique qui cherche à dissimuler le nombre des chômeurs, aux appels à l'investissement lancés en l'absence de toute baisse du loyer de l'argent à long terme... C'est seulement dans ce contexte général de retour à la vérité que se situe le problème des moyens d'une politique économique nouvelle et de leur financement.

Propos recueillis par
GILBERT MATHIEU.
(Lire la suite page 12.)

AU JOUR LE JOUR

Bons sens

Vous savez ce que c'est quand on est intelligent. On a tellement d'idées et on imagine tant de possibilités qu'il en devient parfois difficile de choisir la meilleure solution.

Ainsi en est-il pour le Tadjik. Devait-on procéder à son pompage ou à son renfouement ? Nul ne semblait capable d'en décider rapidement. Et on vient seulement, pour ne pas polluer davantage les plages bretonnes, d'estimer urgent de colmater les fissures d'où s'échappent continuellement du pétrole — ce que n'importe quel esprit simple aurait pensé à faire dès le commencement.

Mais cela prouve seulement que les sots ont souvent du bon sens, alors que les étres intelligents en manquent parfois tellement que cela peut les amener à se montrer bien sots.

MICHEL CASTE.

Le Libéria en quête d'égalité

Nouveau chef de l'État libérien, le sergent-chef Samuel K. Doe, a formé dès dimanche 13 avril son gouvernement. Il a confié le portefeuille des affaires étrangères à M. Gabriel Bacchus Matthews, leader de l'opposition, chef du parti progressiste populaire (P.P.P.), mouvement mis hors la loi le mois dernier.

Selon certaines sources diplomatiques, outre le président Tolbert (« le Monde » du 14 avril), plusieurs membres de sa famille auraient été tués au cours du putsch qui s'est déroulé dans la nuit de vendredi à samedi. M. Chesson, mi-

nistre de la justice, aurait également trouvé la mort dans les combats.

Plusieurs personnalités de l'ancien régime, dont la femme du président Tolbert, ont été arrêtées et passeront prochainement en justice sous l'accusation de « corruption » et de « violations des droits de l'homme ». Tous les membres des partis d'opposition qui avaient été emprisonnés sur ordre du président Tolbert ont été libérés au moment du putsch. Notre collaborateur Paul Balta, qui s'est rendu au Libéria peu avant le coup d'État, analyse les raisons qui ont conduit à la chute du régime.

I. — Le ras-le-bol des « indigènes »

Monrovia. — Au centre de la ville, face au super-marché Abu-Jawdi, au milieu d'un terrain vague entouré de maisons, s'élève un petit pavillon de trois pièces : c'est le siège du P.A.L. (Progressive Alliance of Liberia), mouvement fondé depuis 1974, qui a finalement été officiellement enregistré le 24 décembre 1979 comme parti légal d'opposition sous le nom de Progressive People Party. Ce n'est pas sans mal qu'il avait obtenu ce cadeau de Noël. Pour inciter la justice à se pro-

De notre envoyé spécial
PAUL BALTA

noncer rapidement, son président, Gilbert Bacchus Matthews — libéré par les nouveaux dirigeants et nommé ministre des affaires étrangères — avait décidé de haranguer ses partisans, tous les sots après la fermeture des bureaux, tandis que les militants venaient dans les rues de la capitale l'organe ronfoté du parti, The Voice of Revolution.

Un tel spectacle était insolite dans ce pays longtemps dirigé comme une paroisse du XIX^e siècle où les « pauvres » devaient savoir faire preuve d'humilité et de discrétion ; bien que la Constitution ait prévu le multipartisme, personne n'avait jamais envisagé sérieusement de se dresser contre le True Whig Party (T.W.P.), constitué en 1880 par des opposants mais qui se comportait comme un parti unique depuis qu'il a larmé ses adversaires après avoir accédé au pouvoir en 1968. Ce monopole de fait explique que le P.A.L. ait été créé non pas au Libéria mais aux États-Unis, le 31 décembre 1974, par de jeunes exilés et que ses dirigeants n'aient regagné Monrovia qu'en 1978.

De forte carrure, le visage encadré par une barbe à la Karl Marx, ancien vice-consul à New York, M. Matthews, âgé de trente et un ans, se réclame du socialisme africain. Il évite cependant de recourir aux clichés marxistes et s'exprime dans un langage simple, concret, efficace. « C'est la première fois dans l'histoire de ce pays, lance-t-il à la foule à l'aide d'un porte-voix quelques semaines avant le coup d'État, qu'il y a un parti de masse formé d'ouvriers, de paysans et d'étudiants. » Il nous assurait alors que le P.P.P. comptait dix

mille adhérents dans la capitale et autant en province.

La campagne du P.P.P. et les échos qu'elle a trouvés, entraînant la chute du régime, se sont fondés sur les multiples contradictions et les crises injustifiées, pour la plupart, de la façon dont ce pays, qui compte près de deux millions d'habitants, a été créé et gouverné. Fondé en 1822 par l'American Colonization Society qui se proposait d'installer d'anciens esclaves, le Libéria — « La Terre de la liberté » — est devenu la première république d'Afrique le 26 juillet 1847 et est la dixième république noire du monde après Haïti.

(Lire la suite page 3.)

TONY CARTANO

Blackbird

roman

Un roman de haut vol... d'une extrême richesse, c'est une grande œuvre fascinante.

Mar Pol Fouquet (VSD)

Blackbird dont on parlera beaucoup, si on sait lire.

Franz André Burquet (Magazine littéraire)

Un livre neuf, fort, ample, frémissant de mystère et d'interrogations, brûlant de la nécessité d'écrire.

Pierre Lepape (Télérama)

Tony Cartano a écrit la son grand roman.

(Les Nouvelles littéraires)

Buchet/Chastel

15, rue de Condé 75006 Paris

CENTENAIRE D'OFFENBACH A REGGIO-EMILIA

« La Bella Elena » aux antipodes

Lastement enlevée sur un fond d'Antiquité grecque par ses personnages, mais française d'expression, la Bella Elena est peut-être le plus parisien des ouvrages d'Offenbach. En sorte que c'est une gageure de vouloir la représenter à l'étranger parce qu'on ne peut qu'amoindrir l'effet de cette multitude de cils d'œil ou d'allusions cachées qui forment l'essentiel du livret : si exactement traduit qu'il soit, les mêmes mots n'ont pas la même histoire. Or, le comique de Melhac et Halévy était essentiellement un comique du mot, comme celui d'Offenbach repose largement sur des juxtapositions incongrues du verbe et de l'expression mélodique. Et cependant toutes ces excel-

lentes raisons n'empêchent pas les théâtres étrangers de représenter la Pénichole, la Vie parisienne, la Bella Elena et les Contes d'Hoffmann ; le succès est alors fonction de la place que le public garde dans son cœur pour le français, le quadrille et les p'tites femmes de Paris... Ainsi l'initiative du théâtre municipal de Reggio-Emilia, une ville de moyenne importance à mi-chemin entre Parme et Bologne, de présenter la Bella Elena pour célébrer le centenaire de la mort d'Offenbach est-elle à la fois très compréhensible et un peu aventureuse.

GÉRARD CONDE.
(Lire la suite page 17.)

Le Monde

LIBERTÉ

Le droit de l'État contre l'État de droit

par MARCO PANELLA (*)

DEPUIS quelques semaines, il y a, dans ce pays, une étrange situation. On ne peut pas dire que l'État de droit soit en danger. Mais on peut dire que l'État, en tant qu'entité juridique, est en train de se déformer. C'est ce que nous allons essayer d'expliquer.

Dans ce pays, on ne peut pas dire que l'État de droit soit en danger. Mais on peut dire que l'État, en tant qu'entité juridique, est en train de se déformer. C'est ce que nous allons essayer d'expliquer.

La seule cible que cette classe dirigeante, « démocrate », « communiste », vise et parvient même à atteindre, c'est celle que nous appelons les « terroristes ». L'État de droit, la Constitution, l'esprit de plus de justice dans plus de liberté, une civilisation juridique libérale et démocratique. Et c'est ainsi que pour ce régime, le véritable ennemi est en fait le « terrorisme ».

C'est indiscutable au plan international en ce qui concerne la solidarité avec les victimes de l'impérialisme. A Madagascar, en Afrique noire, en Algérie, les communistes ont pris leur place dans la défense contre la répression coloniale française de ceux qui par milliers ont été emprisonnés, torturés, et si souvent condamnés à mort. Il n'est pas de pays capitaliste, ni du tiers-monde, où ils ne soient intervenus, qu'il s'agisse de l'Espagne franquiste, du Chili de Pinochet ou de l'Iran du chah, pour s'en tenir à quelques dictatures. C'était bien les droits de l'homme qui étaient en cause. Cette action s'est développée en harmonie avec la politique que le P.C.F. mettait en œuvre dans ce domaine. Elle se poursuit aujourd'hui, par exemple à propos des droits des peuples palestiniens et sahraouis, des interdits professionnels en Allemagne fédérale, ou de la répression dont sont l'objet les syndicalistes tunisiens.

Depuis quarante-neuf ans, dans ce pays, depuis quarante-neuf ans, nous avons assisté à la dégradation de l'État de droit. C'est ce que nous allons essayer d'expliquer.

Dans ce pays, on ne peut pas dire que l'État de droit soit en danger. Mais on peut dire que l'État, en tant qu'entité juridique, est en train de se déformer. C'est ce que nous allons essayer d'expliquer.

Deux écoles. Ce désastre, le parti communiste en est l'auteur, au même titre que la démocratie chrétienne. Il est l'instrument puissant, le moteur premier de cette politique dite d'« unité nationale » ou de « compromis historique » qui n'est pas pour demain, pour la bonne raison qu'elle est agissante et dominante depuis au moins une décennie. La lutte, la lutte il y a, est lue entre deux écoles, deux rentes : mieux vaut — selon l'une d'elles — que les réalistes cèdent d'une démocratie chrétienne ayant le monopole du sol-disant « pouvoir » et le P.C.I. calui d'une sol-disant « opposition » ; tandis que mieux vaut — pour l'autre école — que nous soyons officiellement et sein même du gouvernement (question de plus autour de la table du conseil des ministres qui, depuis des années, ne font qu'obéir au vouloir des partis de l'« unité nationale »).

Entre-temps, l'État est en pleine pourriture. Tous les compléments de l'unité nationale ayant une sorte de veto sur toutes les lois importantes de réforme, il n'y a pas de réforme qui ne soit avant même de voir le jour. C'est le « filibuster » permanent contre le Parlement et contre toute possibilité de gouvernement réel de la société.

Nous avons nous, radicaux, bloqué pendant une dizaine de jours, mais ouvertement, démocratiquement, selon les règlements et la Constitution, l'indépendance d'une des lois les plus importantes, la loi dite « loi de la non-violence », dans les règlements parlementaires. C'est nous, une fois de plus, les « fascistes », les « sociaux trahis », les « terroristes », les « pédés », les « drogués », les « stonistes », les « exhibitoires », les « fascistes », les « garantistes », les irresponsables. Comme à l'habitude, par le P.C.I. et ses partis frères, le parti fasciste, dans les années 30, tous les vices anti-fascistes, qu'ils s'appellent Gramsci ou Roselli, Trotski ou Russel ; qu'ils s'appellent Zinoviev ou Blum, Brandt ou Mann.

Mais les apprentis sorciers n'en ont pas fini là. D'ores et déjà, en Italie, un golpe légal est devenu possible, faisable. Il serait possible, sans changer les lois de Zaccagnini et de Berlinguer, pour tout violent et imposé, « rouge » ou « noir », les deux courants, d'ailleurs, bien joués par Benito Mussolini) de maintenir désormais le pouvoir en Italie.

Ne voudrait-il pas la peine, à Paris, chers amis et camarades, d'ouvrir le débat sur ce point ?

Les communistes français et les droits de l'homme

par BERNARD ANDREU, FRANCIS JACOB, EDDY KENIG, CLAUDE MICHEL et ROLAND RAPPAPORT (*)

FAUT-IL considérer comme scandaleux la constitution par le P.C.F. d'un Comité de défense des droits de l'homme ? C'est une opinion qui a été largement exprimée dans les milieux politiques et dans la presse. Nous ne la partageons pas.

Les communistes français ont en effet des titres pour intervenir dans le domaine des droits de l'homme. Nous pouvons en témoigner à partir de notre expérience professionnelle.

C'est indiscutable au plan international en ce qui concerne la solidarité avec les victimes de l'impérialisme. A Madagascar, en Afrique noire, en Algérie, les communistes ont pris leur place dans la défense contre la répression coloniale française de ceux qui par milliers ont été emprisonnés, torturés, et si souvent condamnés à mort. Il n'est pas de pays capitaliste, ni du tiers-monde, où ils ne soient intervenus, qu'il s'agisse de l'Espagne franquiste, du Chili de Pinochet ou de l'Iran du chah, pour s'en tenir à quelques dictatures. C'était bien les droits de l'homme qui étaient en cause. Cette action s'est développée en harmonie avec la politique que le P.C.F. mettait en œuvre dans ce domaine. Elle se poursuit aujourd'hui, par exemple à propos des droits des peuples palestiniens et sahraouis, des interdits professionnels en Allemagne fédérale, ou de la répression dont sont l'objet les syndicalistes tunisiens.

Un constat. En rappelant la part prise par les communistes français dans ces luttes pour les libertés, nous n'oublions pas le rôle que d'autres y ont joué et ne méconnaissons ni nos erreurs, ni nos insuffisances, ni nos incompréhensions. Mais, à notre avis, ce n'est pas ce qui sert de base ou de prétexte à la mise en cause de l'initiative du P.C.F. C'est la question des libertés dans les pays socialistes qui fait difficulté.

Le document publié par le P.C.F. sur les massacres des vingt dernières années met en évidence les responsabilités écrasantes du capitalisme. Ce constat, pas plus que le bien des acquis du socialisme dans les domaines économiques, sociaux et culturels, ne nous dispense de l'examen de la situation dans les pays socialistes au regard des droits de l'homme et des libertés.

La répression a aussi fait des millions de morts dans le monde socialiste, pendant le stalinisme, encore récemment en Chine lors de la révolution culturelle et au Cambodge sous la terreur des Khmers rouges. Si des condamnations catégoriques sont intervenues au cours des derniers congrès du P.C.F., l'analyse de ces événements a tout juste été ébauchée.

L'expression politique

En France, les communistes sont au premier rang de ceux qui posent dans toute son ampleur la question de la dimension économique et sociale des droits de l'homme. Mesure-t-on bien, lorsqu'on apprécie l'état de ces droits dans notre pays, ce qu'est le sort de ces centaines de milliers de chômeurs sans perspective de travail, de ces trop nombreuses familles chassées de leurs logements parce qu'elles ne peuvent faire face au paiement de loyers de plus en plus lourds, de ces immigrés soumis au racisme et aux discriminations ? Journalièrement de très nombreux salariés sont licenciés sous des prétextes dérisoires ou fallacieux. Lorsque les tribunaux estiment leur licenciement injustifié, ils ne peuvent obtenir que des indemnités dérisoires, mais pas la réintégration dans leur emploi. Et même pour les salariés de ces travailleurs pour lesquels la loi prévoit, cette réintégration est très exceptionnelle. Le citoyen perd ses droits dès qu'il franchit les portes de l'entreprise : l'activité syndicale y est constamment réprimée ; l'expression politique y est interdite, même pendant les pauses ou le temps des repas. Dans la dernière période, le patronat a recouru à de nouvelles méthodes pour porter atteinte aux libertés et aux droits syndicaux. Il utilise de plus en plus fréquemment les milices privées à l'intérieur des entreprises. Pour faire échec au droit de grève, il réclame en justice des sommes considérables au titre de dommages et intérêts aux organisations syndicales. Nous sommes dans une société qui produit des excès par millions. Les communistes ont raison de mettre fortement l'accent sur ces aspects des droits et libertés.

Une chape de silence

L'ouvrage L'U.R.S.S. et Nous, chaudement recommandé par le bureau politique lors de sa publication en 1978, avait abordé avec esprit de rigueur l'étude de la réalité soviétique, mais il faut constater que cet effort n'a pas connu depuis les prolongements nécessaires. En U.R.S.S. même, le pouvoir a fait retomber une chape de silence sur cette période. Certes, la situation soviétique n'est plus celle qui existait à l'époque stalinienne. Mais est toujours en place un système étatique dont le fonctionnement repose sur une restriction des libertés et de la démocratie. Les atteintes aux libertés dans les pays socialistes ne se limitent pas aux seules affaires qui ont ému l'opinion publique. Il ne s'agit pas de simples bavures.

L'étude des affaires Chitcharanskii en U.R.S.S., Danilov et Havel en Tchécoslovaquie, a mis sous nos yeux l'ampleur des atteintes aux droits de l'homme ; poursuites pour délit d'opinion, censure préalable sur les publications, interdits professionnels pour des motifs politiques, interdiction de se rendre à l'étranger, violation des droits de la défense dans les procès politiques. On connaît aussi les moyens utilisés contre nombre de ceux qui pensent autrement et le disent : déchéance de nationalité, internement psychiatrique, assignation à résidence, droit de grève n'existe pas. En fait, les citoyens sont désemparés de tous droits à une expression politique indépendante du parti au pouvoir dans la cité comme sur les lieux du travail. Aussi, penser que les batailles pour les libertés en France et dans le

De nouvelles aspirations

Dans le domaine des libertés publiques et individuelles au sens traditionnel du Front populaire à la Résistance, puis dans la lutte contre le pouvoir personnel, ils ont aussi acquis des titres incontestables. En 1975, dans le cadre de la réflexion sur une voie démocratique vers le socialisme, le P.C.F. a publié une déclaration des libertés. Celle-ci prenait en compte les nouvelles aspirations apparues dans la société française, notamment à la suite de mai 1968, et tirait les premières leçons de l'expérience des pays socialistes. Elles désignaient le champ des libertés et en formulaient les garanties. Ce texte, même s'il doit être approfondi par rapport aux aspects nouveaux de la concentration du pouvoir, du rôle des médias, du développement de l'informatique, du mouvement pour l'émancipation des femmes, des aspirations à l'autogestion, garde toute sa valeur. Il est dommage que lors de la constitution du Comité des droits de l'homme du P.C.F., il n'ait pas été fait référence à ce document. En effet, la défense et l'extension des droits de l'homme et des libertés appelle, outre la dénonciation de leurs violations, la définition d'objectifs concrets et la recherche de plus vastes rassemblements pour les atteindre. C'est d'autant plus nécessaire qu'actuellement le pouvoir, en se référant à la doctrine de sécurité et

Le labyrinthe basque

(Jean-Jacques Koerfandaky)

La société syrienne contre son Etat (Paul Maier)

Le numéro 7 France 5, rue des Italiens, 75227 PARIS Cedex 06. Publication mensuelle du Monde. En vente partout.

LE MONDE diplomatique

NUMERO D'AVRIL

Le labyrinthe basque (Jean-Jacques Koerfandaky)

La société syrienne contre son Etat (Paul Maier)

Le numéro 7 France 5, rue des Italiens, 75227 PARIS Cedex 06. Publication mensuelle du Monde. En vente partout.

LE MONDE DE L'EDUCATION

NUMERO D'AVRIL

L'ORIENTATION APRES LA CINQUIEME ET LA TROISIEME

La formation des architectes - Jeunes Africains à Paris

En vente partout : 7 F.

Islande



Terre de contrastes. Terre de feu et de glace. Pays des amoureux de la nature.

La brochure «Saga Tours 80» vous propose:

- Tours classiques
- Expéditions camping (pour ceux qui désirent vivre une aventure)
- Islande en toute liberté (louez une voiture et découvrez l'Islande)
- Randonnées (voyage de 3 semaines dont 6 jours à pied, sac au dos)
- Tours spéciaux (ornithologie, géologie, minéralogie, pêche au saumon, rassemblement des moutons...)

Consultez votre agent de voyages ou retournez cette annonce avec votre nom et adresse à ICELANDAIR, 32, rue du 4 Septembre, 75002 Paris - Tél. 742.52.26, et vous recevrez renseignements et documentation.

ICELANDAIR

Le Monde

Un p...



William Tolbert : un représentant de la minorité dominante

William Tolbert, après la chute de son régime, a été condamné à mort. C'est ce que nous allons essayer d'expliquer.

Dans ce pays, on ne peut pas dire que l'État de droit soit en danger. Mais on peut dire que l'État, en tant qu'entité juridique, est en train de se déformer. C'est ce que nous allons essayer d'expliquer.

مكتبة الامم المتحدة

Le Monde

étranger

LIBERIA

Un pays en quête d'égalité

(Suite de la première page).

Or, selon l'opinion, elle demeure une « colonie américaine » qui risque d'être « le dernier Etat à achever sa décolonisation alors que les autres autochtones — 95 % d'autochtones — sont dominés par leurs frères venus d'Amérique leur apporter la civilisation ».

En 1971, à la mort de William Tubman, le vice-président William Tolbert avait accédé automatiquement à la présidence. Il s'est efforcé depuis lors de développer le pays et réduire une dépendance à l'égard des Etats-Unis si profonde que les signes en sont encore voyants. Le drapeau libérien est le petit drapeau de la bannière étoilée, à cela près qu'il ne porte qu'une étoile représentant le premier Etat d'une conférence africaine mais vu le jour. Le Libéria est le seul Etat indépendant dont la monnaie soit officiellement le dollar américain même si un « dollar libérien » a fait son apparition. La Banque centrale n'a vu le jour qu'en 1974 et les pièces

allant de un cent à un « dollar libérien » ne représentent encore que 2 % de la circulation fiduciaire.

Le Capitole, la Chambre des représentants, le Sénat, la Constitution, bref, toutes les institutions politiques ont été copiées sur celles des Etats-Unis et ce n'est que récemment que le mandat présidentiel a été porté de

Les trois cents familles

quatre à huit ans. Bâtiments officiels, lieux du culte, villas coques reproduisent fidèlement l'architecture du « sud profond ». Un des spectacles les plus surprenants est le temple maçonnique — un des plus grands du monde — surmonté d'un globe noir décoré des emblèmes traditionnels — compas, équerre, marteau — recouvert de feuilles dorées.

Le développement au point que la population, aujourd'hui, envie le sort des anciennes colonies françaises, en particulier de la Côte-d'Ivoire.

En 1975, le 5 janvier 1976 pour un mandat de huit ans, le président Tolbert s'était montré sensible aux mouvements qui secouaient l'Afrique et semblait même avoir l'intention de se retirer à la fin de son mandat. Pour l'affermir, il avait lancé sa « révolution tranquille » et tenté de prendre des mesures frappant l'opinion : révision de la Constitution ; adoption de fêtes nationales qui ne soient plus liées à l'histoire des Etats-Unis comme le Jour des forces armées (11 février), le Jour du redressement (13 mai), le Jour de l'indépendance de l'Afrique (26 mai) ; projet de modification du drapeau et de l'emblème du pays dans la devise totalement anachronique — « L'amour de la liberté nous a conduits ici » — est une provocation pour les « indigènes ».

Le chef de l'Etat avait également diversifié les échanges de sorte que la C.E.E. a supplanté les Etats-Unis, devenant le premier partenaire commercial du Libéria. En 1978, le « Duke » du Nigeria Mano a conclu avec la Sierra-Leone, a permis aux deux pays de coordonner leurs actions dans les domaines des télécommunications, des tarifs douaniers de l'exploitation forestière, etc. L'inauguration, en 1976, du Pont Mano, maillon essentiel de la route Dakar-Lagos, a consolidé cette union et renforcé le réseau des relations de Monrovia avec ses voisins du nord. Enfin, M. Tolbert avait adhéré à la Communauté économique de l'Afrique occidentale, intensifiant la collaboration avec la Côte-d'Ivoire pour la mise en valeur du fleuve frontalier Cavalla et certains des accords de coopération économique et de défense avec la Guinée.

En même temps que le premier plan quadriennal (juillet 1976-juin 1980), le président Tolbert avait lancé quatre autres projets d'ordre : « Le temps du redressement » appelait l'ensemble de la population à participer au développement du pays, tandis que « l'engagement total » était celui de chacune des catégories sociales. « De la natte au matelas » (mat to mattress) était un programme spécial tendant à améliorer le sort des plus défavorisés. Enfin la campagne pour « l'unité dans le gouvernement » avait entraîné l'éviction spectaculaire de plusieurs ministres soupçonnés de corruption. C'est en effet sur ce thème que l'opinion trouvait ses arguments les plus convaincants et la lutte contre la corruption a été immédiatement invoquée pour justifier son putsch par l'opinion officielle qui a arraché le pouvoir au président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine dans le premier coup d'Etat de l'histoire du Libéria.

Pour jouer un rôle dans le pays, il fallait, en effet, remplir quatre conditions : appartenir à une famille venue jadis des Etats-Unis, être membre du T.W.P., être franc-maçon et appartenir aux sociétés d'initiation (le Porc pour les hommes, la Sande pour les femmes). Les classes laborieuses ne sont donc exclues de la société civile. Comment en serait-il autrement quand on sait, par exemple, que le président de la Libération National Federation of Trade Unions n'était autre, jusqu'au coup d'Etat, que M. A.-B. Tolbert, fils du président chargé d'expliquer les « revendications » des travailleurs.

La constitution d'une classe moyenne d'autochtones souhaitée par Tolbert, est à peine ébauchée : la scolarisation est très faible (1.300 écoles, 5700 enseignants, 240.000 élèves), la formation technique toujours inexistante, l'administration une chasse gardée du T.W.P. et le petit commerce à 95 % aux mains de quelque six mille Libanais (2). Dans Broad-Street, la grande artère de la capitale, comme dans les rues, les enseignes portent des noms arabes : « Abu-Para », « Fayouz », « Abul-Abu-Zaki ». Les serveurs des restaurants et les vendeurs de magasins parlent arabe, au point qu'on se croirait transporté à Beyrouth.

Tout se faisant « au nom de

Dieu » dans ce pays, M. Mathews pouvait s'écrier devant les paysans (70 % de la population) ou les ouvriers : « As Libéria, même le bon Dieu en a ris de toi. » Il était compris et applaudi. Personne ne pensait cependant que la crise social fut très profonde jusqu'au jour où l'insulte éclata à Monrovia pendant le week-end du 14 avril 1979. Pour dissuader les agriculteurs d'abandonner leurs terres (pour aller s'employer dans les plantations d'hévéas), Mme Florence Chebeweth, ministre de l'Agriculture, avait proposé de porter le prix du sac de riz de 20 à 30 dollars. Le riz étant la nourriture de base des pauvres, le P.A.L.-P.P.P. avait appelé la population à manifester pacifiquement contre les insuffisances de la politique sociale du gouvernement.

Très vite, la manifestation dégénéra. Plus de 90 % des magasins de gros et de détail furent pillés et partiellement ou totalement détruits par une foule en colère et parfois par les militaires chargés de maintenir l'ordre. Les affrontements, d'une extrême violence, auraient fait, selon les

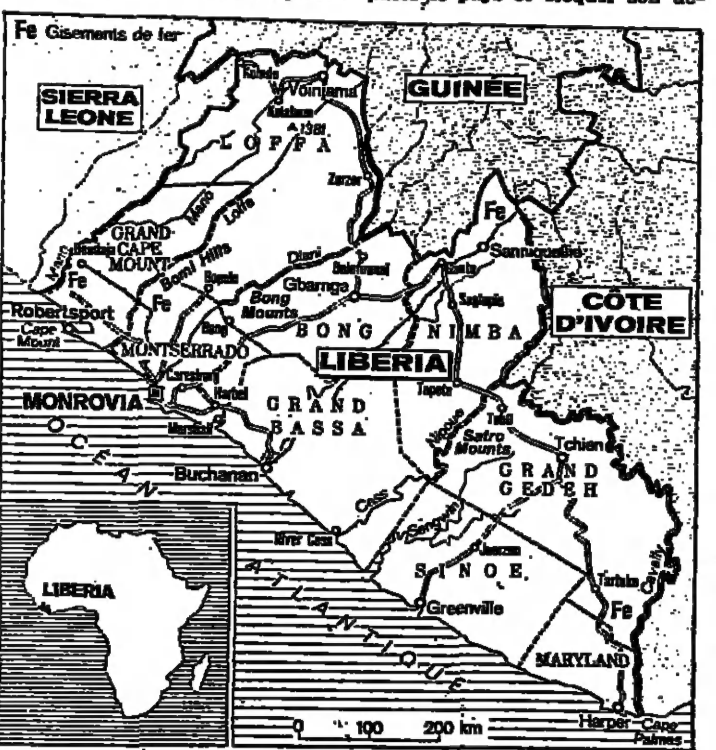
autorités, une quarantaine de morts et deux cents blessés. En réalité, au moins soixante-dix personnes ont été tuées et plus de quatre cents blessées par balles. L'événement était sans précédent. Nul n'y vit pourtant le signe annonciateur de la chute du régime.

Les dirigeants du P.A.L. furent aussitôt arrêtés, de même que M. Togba-nah Tipoteh, professeur d'économie, chef du mouvement pour la justice en Afrique (M.O.J.A.), petite formation d'extrême gauche, et son adjoint, M. Mayson. Le président Tolbert se fit attribuer les pouvoirs spéciaux, mais il amnistia en juin les détenus afin d'apaiser les esprits avant l'ouverture, un mois plus tard, de sixième session de l'O.U.A. Depuis lors, il invoquait le risque d'explosion pour tenter d'amener à ses vues les éléments les plus conservateurs du T.W.P. qui auraient voulu imposer le parti unique. Se rassurant à trop bon compte, il ne croyait guère à ses propres menaces et prit même le risque — mortel, on l'a vu, — de frapper à nouveau l'opposition en mars dernier.

PAUL BALTA.

Prochain article :

LE FEU AUX POUDRES



Indépendant depuis 1847, le Libéria est la plus ancienne République d'Afrique noire. Couvrant 111 370 kilomètres carrés, le pays compte de 2 à 3 millions d'habitants suivant les estimations. Septième producteur mondial de caoutchouc, le Libéria est le premier exportateur africain de minerai de fer. Grâce au système du pavillon de complaisance, le pays dispose de la plus importante flotte marchande du monde (79 millions de tonnes, soit 20 % du tonnage mondial).

William Tolbert : un représentant de la minorité dominante

Contrairement à certains de ses pairs africains, William Tolbert ne semblait pas promis à une mort violente. Tout, chez cet homme affable et d'apparence benoîte, tournait le dos à ce destin tragique. Portant élégamment ses soixante-huit ans, il en paraissait aisément dix de moins, et son allure de dandyman cossu mais austère contrastait avec celle de son prédécesseur, William Tubman, dont le visage était toujours nimbé par la fumée d'énormes havanes, bégayés à ses initiales, qu'il fumait constamment.

Né en 1913 à Bensonville, dans le comté de Montserrado, William Tolbert était ministre de l'Église baptiste et il ne cessait jamais de prêcher occasionnellement dans le temple de son village natal. D'abord chef de l'Église missionnaire baptiste libérienne, il fut élu, en 1965 à Miami, président de l'Alliance baptiste universelle, premier homme de couleur à accéder à de telles responsabilités. Il occupa ce poste jusqu'en 1970 et, en septembre 1973, il devint conseiller de l'Union évangélique de toutes les Églises missionnaires, ce qui ne l'empêcha d'ailleurs point, comme tous les présidents libériens, de rester jusqu'à sa mort grand maître émérite de la maçonnerie locale.

Selon certains de ses biographes, William Tolbert commença sa vie professionnelle comme simple dactylographe au ministère des finances en 1935, un an après avoir obtenu son diplôme de docteur en droit à l'université de Monrovia. Huit ans plus tard, il entra dans l'armée politique en enlevant le siège de représentant du comté Montserrado au Parlement. Élu vice-président de la République en 1961, sa candidature comme William Tubman était seul candidat à la présidence, et fut constamment réélu et, conformément aux dispositions constitutionnelles, il devint à son tour

président, après le décès de William Tubman, en juillet 1971, dans une clinique londonienne. Comme son prédécesseur, le dix-neuvième président de la plus ancienne république noire d'Afrique s'efforça, avec un relatif succès, de jouer un rôle d'arbitre sur le plan inter-africain. Mais, contrairement à William Tubman, qui bénéficia longtemps, comme son ami l'empereur Haile Sélassié d'Éthiopie, d'une sorte de monopole de fait, le président Tolbert fut aussitôt à faire face à la « concurrence » de plusieurs de ses pairs, dont les présidents Senghor et Houphouët-Boigny. Néanmoins, dans plusieurs conflits inter-africains, dont celui qui opposa pendant plusieurs années la Guinée à la Côte-d'Ivoire, il sut habilement faire prévaloir la modération.

Son élection, l'année dernière, à la présidence de l'Organisation de l'unité africaine lui avait donné l'occasion de se poser en médiateur dans le conflit du Sahara occidental, puis dans la guerre civile du Tchad. En dépit de sa volonté d'ouverture, aux « natives », il restait toutefois attaché aux privilèges de la caste dont il était issu. Riche propriétaire terrien et gros planteur, exploitant de vastes domaines d'hévéas, détenant des participations importantes dans plusieurs affaires commerciales prospères, il était apparenté à William Tubman et appartenait à la même haute bourgeoisie capitaliste. Le fils aîné de Tubman avait épousé une fille Tolbert, et Tolbert lui-même avait épousé la fille du président de la Cour suprême, membre de la même minorité afro-américaine dite des « frères », « les hommes libres ». Ses origines sociales et ses options politiques personnelles, résolument libérales et anticommunistes, sont, sans doute, les causes profondes du coup d'Etat qui lui a coûté la vie.

PHILIPPE DECAENE.

ALGÉRIE

La contestation culturelle en Kabylie

UN DIALOGUE S'AMORCE ENTRE LES GRÉVISTES ET LES AUTORITÉS

De notre correspondant

Alger. — Élargissement du mouvement de contestation en Kabylie, détente à Alger et à Tizi-Ouzou, où les grévistes poursuivent leur action mais paraissent engagés dans une phase de dialogue avec les autorités, telles sont les deux principales constatazioni qu'il s'imposait dimanche soir dans la capitale. L'extension du mouvement s'est opérée ces derniers jours sur deux plans : géographiquement d'abord, puisque des manifestations de jeunes revendiquant « le droit à l'existence pour la culture berbère » ont affecté non plus les grands centres mais des villages de moyenne importance tels que les Ghardaïas, le centre des Beni-Yenni, ou encore Mekla ou Djennas-Besardj. A Sidi-Ahmed, jeudi dernier, c'est l'interdiction d'un concert donné par le chanteur Ferhat et le groupe Imagin'grou qui aurait mis le feu aux poudres. Le chanteur aurait été interpellé pour la seconde fois en moins d'une semaine puisqu'il l'avait déjà été lors de la manifestation du lundi dans la capitale.

Legislation berbère aurait signé aussi, selon le comité antirépression de Tizi-Ouzou, la Petite-Kabylie, et notamment les localités de Delya et Bordj-Boujelleguy. L'empireur de ces manifestations est peut-être survenue par les étudiants, mais l'extension du mouvement à Tizi-Ouzou même ne paraît pas probable. Dimanche, les élèves du grand lycée Amirouche se sont mis en grève. Imitant leurs aînés de l'université, ils avaient l'intention d'occuper les locaux. Les cours sont également arrêtés dans les deux autres lycées de la ville. Mais surtout, et cela marque un tournant, le mouvement en faveur du berbère et de la « liberté d'expression » a débordé le cadre des établissements d'enseignement pour s'étendre à une organisation publique, l'Institut de la ville, d'ailleurs proche du campus. Une maladresse des responsables, auteurs au nom du personnel d'un « message de soutien à la direction politique du pays » sans que les intéressés aient été consultés, a engendré une vive réaction. Au cours d'une assemblée générale, une autre « motion de soutien » a été rédigée, dans elle s'adressait cette fois-ci aux étudiants grévistes. Elle a réuni en quelques heures près de cent cinquante signatures, tant de la part des médecins que du personnel paramédical. Une lettre a été envoyée au président Chadli Bendjedid et une autre au ministre de la santé pour leur demander l'arrêt de la répression » et l'examen des revendications présentées par les étudiants contestataires.

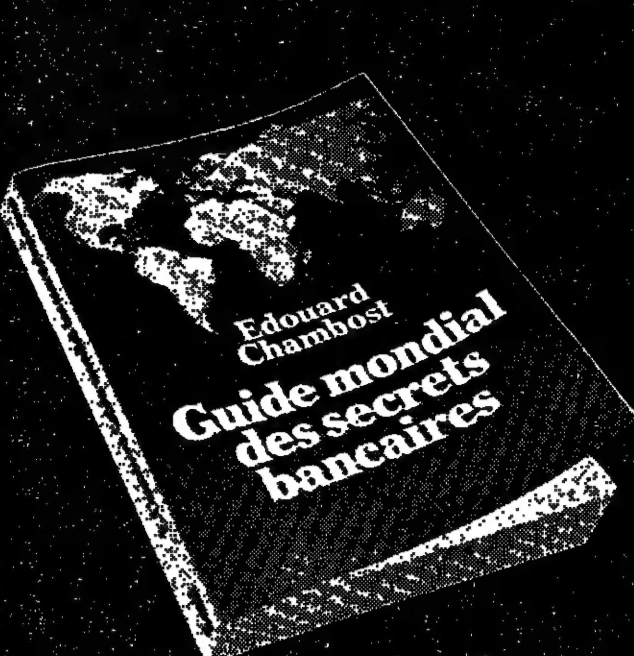
« Dédramatiser »

Élargissement du mouvement, mais aussi tentative pour établir le dialogue. C'est ainsi que le wali (préfet) de Tizi-Ouzou M. Sidi-Said s'est rendu, dimanche, à l'hôpital pour discuter avec le personnel. Après deux jours de contrôle serré et de blocus rapproché de l'université de Tizi-Ouzou, les forces de l'ordre ont desserré leur dispositif, et le seul filtrage était, dimanche, le fait du piquet de grève. D'autre part, neuf enseignants de Tizi-Ouzou ont été convoqués par le wali à se rendre à Alger pour rencontrer le ministre de l'enseignement supérieur, M. Abdelhak Bencherif. L'entretien, selon les étudiants, aurait duré plus de trois heures. Le ministre aurait insisté sur la nécessité d'engager un dialogue afin de « dédramatiser la situation », ce qui passerait par une normalisation de la situation. Les enseignants, eux, ont demandé, d'une part, « le retrait des forces de répression », et, d'autre part, que le dossier du berbère « tabou jusqu'à présent », soit enfin ouvert. Le ministre aurait annoncé son intention de venir à Tizi-Ouzou. Enfin, une délégation mixte d'étudiants de Tizi-Ouzou et d'Alger devait déposer, dimanche après-midi, une série de cahiers de doléances à la présidence de la République.

Du côté des autorités, qui peuvent faire état du soutien massif de toutes les organisations nationales, et notamment, dimanche, de l'Union générale des travailleurs algériens et de l'Union des paysans, on s'attache à mettre en valeur le caractère « marginal » de cette agitation orchestrée, dit-on, par des « groupuscules ». Il est de fait qu'à Alger le noyau de quelques centaines d'étudiants grévistes ne paraît pas s'être élargi ces derniers jours. La situation pourrait cependant évoluer au milieu de la semaine, des tracts circulant en Kabylie pour appeler la « peuple algérien » à une journée de grève le 16 avril prochain. Il est signé d'un comité de soutien aux étudiants et travailleurs en grève, et les étudiants de Tizi-Ouzou en déclinent la paternité.

DANIEL JUNQUA.

Par l'auteur du Guide des paradis fiscaux



Edouard Chambost Guide mondial des secrets bancaires

Le premier guide pratique fondé sur une vaste enquête internationale

- Comment échapper aux enfers bancaires (France, Etats-Unis, Allemagne, Suède, Italie, Grande-Bretagne, etc.)
- et entrer dans les paradis bancaires (Suisse, Andorre, Luxembourg, Panama mais aussi... URSS, Hongrie, etc.)
- Les instruments du secret bancaire (Comptes à numéro, pseudonyme, anagramme, contrôle des changes local, conventions privées, etc.)
- Les banques face à la fraude fiscale
- Secret bancaire et secrets politiques
- Secret bancaire et héritage

Un volume 350 pages

SEUIL

AMÉRIQUES

LES DÉCLARATIONS DU PRÉSIDENT CARTER ET LA

Nous avons communiqué à nos alliés une date précise avant laquelle devrait aboutir un effort commun pour la libération des otages a affirmé le chef de la Maison Blanche

Le président Carter a répondu, dimanche soir 13 avril, aux questions que lui ont posées les représentants de quatre chaînes européennes de télévision, MM. André Calais (TF1), Fred Emery (B.B.C.), Winfried Scharlau (ARD-Hambourg), Antonio Marescalchi (R.A.I.). Voici de larges extraits de cette interview.

Interrogé d'abord sur la déception des États-Unis au sujet du soutien, jugé insuffisant, des alliés dans la crise iranienne, le président a dit :

« L'aspect le plus important, aussi bien du problème iranien que du problème afghan, réside beaucoup moins dans une déception que nous éprouverions à l'égard de nos alliés que dans la constatation et l'insatisfaction que nous faisons tous montre dans ce pays comme en Europe face à la menace contre la paix qu'a constituée non seulement l'agression soviétique en Afghanistan, mais aussi l'attaque terroriste contre notre ambassade et ses fonctionnaires en Iran. Ces deux actes ont été unanimement condamnés comme une menace contre la paix. Notre pays a réagi bien évidemment de façon beaucoup plus énergique, car ce sont nos ressortissants qui sont directement impliqués. Nous avons essayé, depuis maintenant plus de cinq mois, par tous les moyens diplomatiques, de parvenir à une solution de cette crise, de sauvegarder l'honneur et l'intégrité de notre pays, et d'obtenir la remise en liberté et la sécurité de nos ressortissants. Nous constatons aujourd'hui que, pour de nombreux raisons, le gouvernement iranien ne nous réserve pas le droit de prendre toute mesure qui s'avérerait nécessaire pour assurer la sécurité et la libération des otages. »

Un calendrier

— Pourriez-vous nous donner une idée de votre calendrier ?

— Ce n'est pas une question de semaines, et certainement pas une question de mois. Il ne s'agit pas pour moi de fixer une date. Cela dit, nous avons communiqué aux chéfs d'État, à tous ceux que vous représentez ici, une date précise pour laquelle nous espérons que cet effort commun devrait aboutir.

— M. Powell a déclaré que les prochaines mesures n'entraîneront pas une escalade militaire. Si les militants iraniens entreprennent des actions de caractère physique, ou un procès, quelle sera alors votre action ?

— Notre action sera très vigoureuse et énergique, elle pourrait parfaitement recourir à des moyens militaires. Ce qu'a dit M. Powell est conforme à ma politique, nous avons effectivement l'intention d'éprouver, non seulement nos moyens économiques et diplomatiques propres (et il y a d'autres mesures de caractère économique que nous pouvons prendre contre l'Iran), mais également d'essayer de recueillir tous les fruits communs possibles d'une action concertée de la part de nos alliés que nous avons sollicités, tant en privé que publiquement. En outre, il nous faudrait prendre des mesures supplémentaires qui pourraient parfaitement impliquer des moyens militaires. Cependant, si les otages sont libérés, et si l'un d'eux est tué, nous n'attendrions plus pour prendre des mesures de nature plus incisive.

— En pourriez-vous parler à l'égard de l'Iran une politique que vous avez qualifiée de vigoureuse, ne risquez-vous pas non seulement de ne pas récupérer les otages, mais de fêter les iraniens et leur pétrole dans les bruns des Russes ?

— Je crois que personne ne saurait me reprocher de ne pas

avoir été assez patient. Nous avons vu cinquante-trois innocents américains tout d'abord détenus par des terroristes, lesquels ont été ensuite appuyés et justifiés par le gouvernement officiel de l'Iran, au total mépris de toutes les exigences de la décence et de la morale humaine, en violation des procédures diplomatiques et du droit international. C'est une situation qui a été condamnée à deux reprises par la totalité des membres du Conseil de sécurité, la Cour internationale de justice a confirmé cette opinion, et nous nous sommes montrés extrêmement patients. Mais nous ne pouvons plus attendre. Et si l'aspect de la crise iranienne que l'on m'a reproché dans mon propre pays, c'est bien d'avoir été trop patient.

— Votre décision de rompre les relations diplomatiques et de prendre des sanctions s'est-elle fondée sur la conviction que les modérés à Téhéran étaient susceptibles d'être éliminés ?

— Non. Certains des modérés à Téhéran se sont honnêtement efforcés d'obtenir le transfert des otages hors du contrôle des terroristes et d'obtenir ensuite leur mise en liberté. Nous avons été à plusieurs reprises informés par le Conseil de la révolution iranien de la décision d'effectuer ce transfert à l'insécurité, et que ce transfert avait été accepté par les militants islamiques. Des sanctions diplomatiques nous ont assuré que cette démarche avait l'approbation de Khomeiny lui-même. Or, les événements ont démontré que cette manœuvre n'était qu'une ruse pour le gouvernement iranien. Le président Bani Sadr n'avait pas été obtenu. Cela a été pour nous une expérience très frustrante, mais nous n'avons pas pour autant exclu toute possibilité d'un éventuel soutien susceptible de faire évoluer la crise vers une solution.

— L'Afghanistan. Vous savez certainement ce qui allait se passer en Afghanistan. Vous connaissiez l'existence de concentrations militaires. Pourquoi n'avez-vous mis en garde personne et, en mettant en garde, empêché que cela n'arrive, ou incité les Russes à y réfléchir à deux fois ?

— Je ne savais pas que cela allait arriver. Nous avions des renseignements très précis sur la présence de troupes soviétiques le long de la frontière de l'Afghanistan. Ces troupes étaient là depuis longtemps, des mois, voire des années pour certaines d'entre elles. Nous savons également que la présence soviétique se renforçait en Afghanistan, sous forme de personnel militaire, à concurrence de quelques centaines. Ce n'est que la veille de Noël qu'un gigantesque pont aérien a commencé à amener d'importantes troupes soviétiques dans la région de Kaboul et ce n'est qu'un ou deux jours

avant que nous ayons eu connaissance de la situation. Nous avons immédiatement réagi en envoyant des avions de reconnaissance et en lançant des avions de reconnaissance. Nous avons immédiatement réagi en envoyant des avions de reconnaissance et en lançant des avions de reconnaissance. Nous avons immédiatement réagi en envoyant des avions de reconnaissance et en lançant des avions de reconnaissance.

— M. Breznevski disait récemment dans un discours : « Si tous les alliés faisaient montre de solidarité, celle-ci pourrait rendre superflue le recours à d'autres mesures. » Cela signifie-t-il que vous ne témoignez pas de cette solidarité, vous envisagez d'appliquer d'autres mesures et, si oui, lesquelles et quand ?

— Oui, effectivement. Il ne reste pas beaucoup de temps. Le peuple américain souhaite vivement que cette question se règle rapidement. Aux termes du droit international nous sommes ce qu'on appelle une « partie lésée » et nous avons toute une gamme de possibilités qui nous sont ouvertes. Des actions économiques, diplomatiques et également militaires. Dans la mesure où nos alliés s'associeront à nous pour donner toute leur efficacité aux pressions économiques et diplomatiques susceptibles d'amener les iraniens à libérer les otages, nous pourrions éviter la nécessité de recourir à d'autres mesures plus énergiques. Nous préférons conserver à nos alliés un caractère non belliqueux, mais nous nous réservons le droit de prendre toute mesure qui s'avérerait nécessaire pour assurer la sécurité et la libération des otages.

— Dans vos publications et manuels officiels, on peut lire que la reconnaissance à Moscou du droit d'organiser les Jeux olympiques constitue de fait une ratification de la politique étrangère soviétique et une reconnaissance de la nature pacifique du gouvernement soviétique. Je pense donc que, dans ce cas, vous ne pouvez pas vous en tenir à la position que vous adoptez à l'égard de l'Iran, mais que vous devez reconnaître que vous avez en fait ratifié la position soviétique.

— Je suis personnellement très sensible à cette question, et je crois qu'une très grande majorité de citoyens américains le sont également.

— Il se peut que l'opinion des Européens soit ou ne soit pas différente. Je n'ai aucun moyen de le savoir, mais je sais qu'il y a une certaine divergence d'opinion à l'Union soviétique d'expliquer au reste du monde et à ses propres citoyens pourquoi vingt, trente, quarante, cinquante, voire soixante pays auront refusé de participer. C'est si vrai que lorsque les Nations unies, au début de l'année, ont condamné l'Union soviétique — je crois que quatre pays ont voté pour dans ce sens — les citoyens sovi-

étiques n'ont jamais été informés. Je n'ai absolument aucun espoir, d'ici à la date définitive d'ouverture des Jeux olympiques à Moscou, — je crois que c'est le 24 mai, — de voir les troupes soviétiques se retirer. C'est le contraire qui se produit. Les troupes soviétiques se renforcent en Afghanistan, et il se peut que votre comité olympique, à la lumière de ce fait, renverse sa décision et décide de ne pas participer à ces Jeux olympiques. Je suis sûr que certains de vos brillants athlètes, pour lesquels j'ai beaucoup d'admiration, avaient annoncé qu'ils participeraient à ces Jeux olympiques. Je crois que les règles du Comité olympique ne permettent pas à un athlète de concourir à titre individuel. Il doit faire partie d'une équipe nationale, mais je crois que les engagements pris se concrétiseront rapidement.

— Nous avons reçu des assurances privées de la part de certains autres pays, selon lesquelles ceux-ci s'associeraient au boycott des J.O. Mais je ne veux pas tenter de parler pour eux. Ils sont parfaitement capables de le faire eux-mêmes.

— La question olympique n'est qu'un exemple de la différence entre les États-Unis et l'Europe. Vous attendez des Européens qu'ils nous soutiennent, mais ils nous soutiennent pas. Je pense que, dans ce cas, vous ne pouvez pas vous en tenir à la position que vous adoptez à l'égard de l'Iran, mais que vous devez reconnaître que vous avez en fait ratifié la position soviétique.

— Chaque pays doit prendre ses propres décisions. Notre position est claire. Nous ne sommes pas conditionnés par ce que d'autres nations sont susceptibles de faire, mais nous sommes conscients de la décision. Même si tous les pays décidaient d'aller à Moscou, nous n'irions pas ; mais chaque pays, y compris le nôtre, doit prendre sa décision pour son propre compte. En ce qui concerne les mesures à l'égard de l'Iran, nous avons très clairement indiqué à nos alliés et à nos amis quelle était notre position. Nous avons essayé de les informer de nos actions avant de les mettre en œuvre. Mais parfois il n'est pas nécessaire d'agir unilatéralement sans pouvoir se consulter pleinement avec qui que ce soit.

— Je ne suis pas d'accord avec les déclarations faites par le président Giscard d'Estaing. Je le reconnais parfaitement le droit qu'il avait de le faire. Je ne pense pas que tous les autres pays européens soient entièrement d'accord avec ce qu'il a dit. Mon sens, la meilleure chance de voir nos espoirs, des espoirs communs à nous tous, se réaliser au Proche-Orient, autour d'un réside dans ce que nous pourrions dans le cadre envisagé par les accords de Camp David.

— Je crois donc qu'il serait préférable pour les pays européens de nous donner la possibilité de poursuivre le processus de Camp David, à moins que ne se dessine de façon claire une autre solution préférable. Mais je ne vois aucune perspective pour qu'une telle solution soit proposée.

— Certains se sont orientés vers la reconnaissance de l'O.I.P. Nous n'avons pas l'intention de reconnaître l'O.I.P., ni de négocier avec l'O.I.P. tant que celle-ci n'aura pas d'abord reconnu la validité et la pertinence de la résolution 242 des Nations unies, et reconnu le droit à l'existence de l'État d'Israël. C'est là, de notre part, une politique claire à laquelle nous nous tiendrons. Mais nous sommes aussi déterminés que d'autres à voir résoudre la question des réfugiés, établir la pleine autonomie de la Cisjordanie et de Gaza, à voir Israël vivre à l'intérieur de frontières sûres et reconnues, et la paix rétablie.

Les accords de Camp David

— Nous souhaitons voir les accords de Camp David mis en œuvre ; malheureusement il semble que nous en soyons très loin. Comment espérez-vous l'obtenir que M. Begin change d'avis ?

— Nous changeons tous d'avis, je crois que ce serait une erreur pour moi d'essayer de ce côté de prédire ce qui va advenir. Je dois rencontrer le premier ministre Begin, j'ai rencontré le président Sadat, nous vous souvenez de ce qu'était la situation il y a deux ans, et si vous comparez avec ce qui a pu être réalisé depuis lors, c'est véritablement presque un miracle. A cette époque, aucun pays arabe n'acceptait même de parler à Israël, ni n'était prêt à reconnaître son droit à l'existence, ni à négocier avec lui. Aujourd'hui, le pays arabe le plus puissant du monde nous a reconnu Israël en tant que pays (...).

— Le traité israélo-égyptien a été miraculeusement respecté par les deux parties. Je n'oublie pas que les futures négociations entre Israël, l'Égypte et tous les voisins soient faciles, mais nous faisons tout ce que nous pouvons, et de véritables et importantes concessions ont été faites par les deux parties dans un effort pour parvenir à la paix dans cette région vitale du monde.

— En ce qui concerne le Proche-Orient, le président Giscard d'Estaing a fait une déclaration, dont il semble que les pays européens partagent les conclusions. Selon vous, cette politique est-elle de nature à aider ou à porter

préjudice à votre propre politique ?

— Je ne suis pas d'accord avec les déclarations faites par le président Giscard d'Estaing. Je le reconnais parfaitement le droit qu'il avait de le faire. Je ne pense pas que tous les autres pays européens soient entièrement d'accord avec ce qu'il a dit. Mon sens, la meilleure chance de voir nos espoirs, des espoirs communs à nous tous, se réaliser au Proche-Orient, autour d'un réside dans ce que nous pourrions dans le cadre envisagé par les accords de Camp David.

— Je crois donc qu'il serait préférable pour les pays européens de nous donner la possibilité de poursuivre le processus de Camp David, à moins que ne se dessine de façon claire une autre solution préférable. Mais je ne vois aucune perspective pour qu'une telle solution soit proposée.

— Certains se sont orientés vers la reconnaissance de l'O.I.P. Nous n'avons pas l'intention de reconnaître l'O.I.P., ni de négocier avec l'O.I.P. tant que celle-ci n'aura pas d'abord reconnu la validité et la pertinence de la résolution 242 des Nations unies, et reconnu le droit à l'existence de l'État d'Israël. C'est là, de notre part, une politique claire à laquelle nous nous tiendrons. Mais nous sommes aussi déterminés que d'autres à voir résoudre la question des réfugiés, établir la pleine autonomie de la Cisjordanie et de Gaza, à voir Israël vivre à l'intérieur de frontières sûres et reconnues, et la paix rétablie.

MOSCOU : la presse attaque le président avec une virulence sans précédent

De notre correspondant

Moscou. — La presse soviétique n'a pas attendu la décision de boycott prise par le comité olympique national américain pour s'en prendre avec une virulence sans précédent au président Carter. C'est son discours au congrès de la Société des rédacteurs de journaux qui a provoqué les réactions les plus vives. Jamais, même aux pires moments de la guerre du Vietnam, un chef de l'exécutif américain n'avait été interpellé dans des termes aussi vifs. Il est vrai que, à cette époque, M. Richard Nixon était un interlocuteur recherché du Kremlin, alors que, pour le moment du moins, M. Carter s'est déqualifié aux yeux des Soviétiques. « Quel que soit le passage du discours de Jimmy Carter, écrit Tass, on y voit partout le message grossier, malintentionné, indigne d'une personnalité de rang aussi élevé que le président des États-Unis. »

Les premiers commentaires sur la décision de Colorado Springs sont sans surprise. Ils reprennent les thèmes abondamment développés ces derniers temps par les moyens d'information soviétiques : ils mettent en cause « les pressions et le chantage sans précédent » exercés par la Maison Blanche et par « la délégation anti-olympique », conduite par le vice-président Mondale, qui s'« travaille » les membres du C.N.O. « malgré la ferme opposition de la majorité écrasante des sportifs à l'exploitation des athlètes dans le jeu politique et électoral du président Carter, affirme Tass. La Maison Blanche a agi dans l'esprit des pires moments du maccarthysme. »

Et déjà apparaissent les thèmes de la propagande future des Soviétiques : les sportifs américains « sacrifiés aux intrigues politiques (du gouvernement) expriment leur légitime mécontentement face à la décision du C.N.O. ». Nombre d'entre eux ont l'intention de poursuivre la lutte contre le boycottage. Les Soviétiques évitent, autant que possible, d'établir un lien entre les événements d'Afghanistan et le boycottage des Jeux olympiques. Ils exploitent simplement la décision américaine par les ambitions électorales de M. Carter. Il leur sera difficile de maintenir une telle ligne si d'autres comités olympiques nationaux suivent l'exemple du C.N.O. des États-Unis. Il leur restera plus dans cet hypothèse qu'à dénoncer l'« alignement » sur les Américains, alors qu'aujourd'hui ils méprisent les Européens de l'Ouest de ne pas suivre Washington dans sa politique de sanctions à l'égard de l'Iran.

« Démangeaison antisoviétique »

Le boycottage des Jeux olympiques, même si son caractère symbolique frappe particulièrement les Soviétiques, que ce soit les dirigeants ou les simples citoyens, n'est qu'un des éléments du contentieux avec les États-Unis. En commentant le discours de M. Carter devant les

rédacteurs de journaux, l'agence Tass les a tous passés en revue. Le président — écrit-elle — a recours au « mensonge en tant que principal argument », que ce soit à propos de l'Iran, de l'Afghanistan, de l'accord SALT 2 ou des Jeux olympiques.

C'est un mensonge, écrit l'agence, d'affirmer que l'Iran n'a pas voulu se conformer au droit international, ce sont les États-Unis qui font une entorse à ce droit en refusant de livrer le chah. Ce sont eux qui, par leurs actes, « réduisent à l'état de papiers sans vie les normes internationales universellement reconnues, lorsqu'ils exercent sur l'Iran une pression politique, militaire et économique ». Il est tout aussi faux d'affirmer que l'Union soviétique a commis une « intervention en Afghanistan » pour « aider à créer sur les frontières sud de l'U.R.S.S. un avant-poste du Pentagone ». Il n'est pas vrai que l'accord SALT 2 soit bloqué du fait de Moscou, ce sont les Américains qui, « en dépit du bon sens et de l'esprit de la détente, poursuivent une escalade ultérieure de la course aux armements ».

C'est aussi un mensonge d'affirmer que les Américains ne veulent pas participer aux Jeux olympiques de Moscou, ceux qui s'y opposent ce sont « Jimmy Carter et Co », ils cherchent à « attiser l'hostilité et la haine, aggraver la tension, détériorer brutalement les rapports soviéto-américains » en recourant à des procédés ignobles : « Jimmy Carter, en proie à une démangeaison antisoviétique insupportable, est allé jusqu'à chercher une ressemblance entre l'Olympiade de Moscou et les Jeux olympiques de 1936 en Allemagne hitlérienne, écrit Tass, et cela en le dit d'un pays qui, le monde entier le sait, a joué un rôle décisif dans l'écrasement du fascisme, qui a remporté la victoire au prix de la vie de vingt millions de ses fils. « Sacrilege ! Il est impossible de qualifier autrement les affirmations du président américain. »

Dénouant « les proportions inouïes de cette psychologie impérialiste », les Soviétiques reprochent fondamentalement aux Américains de ne pas admettre la parité entre les États-Unis et l'U.R.S.S., de ne pas reconnaître cette dernière en tant qu'une grande puissance jouissant de droits égaux. « Les prédécesseurs directs de M. Carter essayaient d'adapter la politique américaine aux nouvelles réalités du monde, affirmait récemment, en substance, un commentateur des deux télévisions, conseiller de M. Brejnev. M. Carter, lui, veut adapter la réalité à sa politique. » Tout serait, en effet, plus simple si, comme le proposent les Soviétiques, tout le monde qualifiait la présence en Afghanistan de huit à neuf divisions de l'armée rouge d'« aide terroriste et déstabilisatrice », et la présence de navires américains dans le golfe Persique d'« agression ouverte des États-Unis contre les pays producteurs de pétrole ».

DANIEL VERNET.

BONN : le monde politique est divisé face aux appels américains à la solidarité

De notre correspondant

Bonn. — Les appels du président Jimmy Carter à la solidarité occidentale ont été diversement appréciés au sein des deux parties de la coalition gouvernementale à Bonn, et ont donné lieu, le dimanche 13 avril, à une visite au chancelier Schmidt des dirigeants de ces formations. Bien que cette rencontre n'ait pas été officiellement confirmée et n'ait fait l'objet d'aucun communiqué, son lieu était, selon des sources bien informées, de trouver une réponse unanime aux demandes de M. Carter concernant le boycottage des Jeux olympiques à Moscou et l'application de sanctions contre l'Iran. Le F.D.P. (libéraux) avait estimé que le refus de l'Allemagne fédérale et de ses partenaires européens d'accéder à ces demandes constituerait un « danger mortel ». Le S.P.D., parti de M. Schmidt, a pour sa part fait savoir que ni le boycottage des Jeux olympiques ni l'embargo pour l'Iran ne lui paraissaient pouvoir avoir un effet

suffisant. Les libéraux sont d'ailleurs assez peu enthousiastes pour un embargo. Les deux partis de la coalition ont saisi chaque occasion pour affirmer qu'il ne pouvait être question de division entre l'Europe et les États-Unis. Ils ont réitéré toutefois que tout doit être fait pour éviter de pousser les Français et les autres pays alliés dans les bras de l'Union soviétique.

Dans l'opposition, les démocrates-chrétiens restent quant à eux partisans du boycottage des Jeux olympiques et de sanctions contre l'Iran. Ils ont même déclaré qu'une « pression militaire » n'était pas à exclure, si elle contribuait à la libération des otages américains à Téhéran.

Le monde politique et économique estime que si les dés sont jetés aux États-Unis, ils le sont également en Allemagne fédérale, et que la décision de suivre M. Carter n'est plus qu'une question de temps.

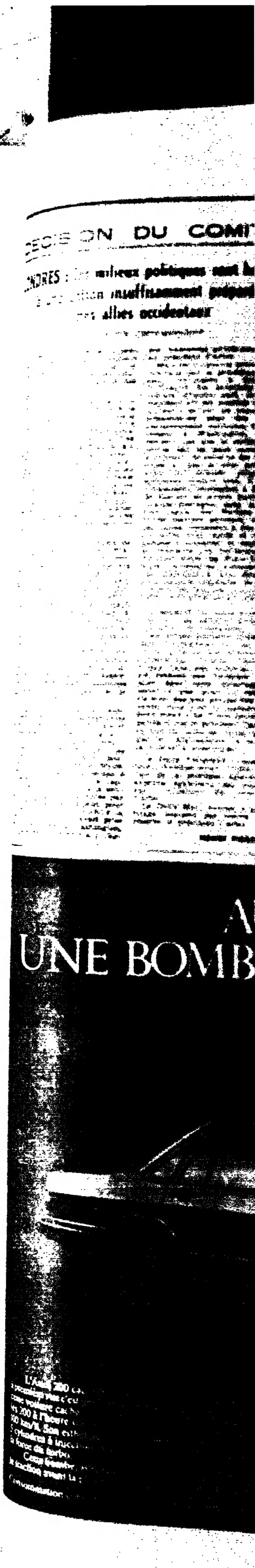
(Tutérin.)

ISTH
Institut privé des Sciences et Techniques Humaines

PREPA
HEC.ESSEC.ESCP
Section PILOTE

• Étudiants classes 1990 premiers aux concours 1979
• Étudiants BAC C avec mention • Effectifs limités

AUTEUIL 6, Av. Léon-Henry - 75016 Paris - Tél. : 224.10.72
TOLBIAC 83, Av. d'Italie - 75013 Paris - Tél. : 585.58.35



AMÉRIQUES

DÉCISION DU COMITÉ OLYMPIQUE DES ÉTATS-UNIS

LONDRES : les milieux politiques sont hostiles à une action insuffisamment préparée des alliés occidentaux

De notre correspondant

Londres. — L'interview du président Carter a créé un certain malaise à Londres. Ce que l'on appelle « la diplomatie par télévision » n'est guère appréciée des milieux officiels.

Le président américain a-t-il voulu fixer une date limite à la décision d'action commune dans la crise iranienne qu'il espère obtenir des alliés des États-Unis, ou s'agit-il d'un ultimatum fixé au gouvernement de Téhéran pour la libération des otages ? Pour le correspondant du Times, l'ultimatum du président Carter ne s'adressait pas aux alliés, mais plutôt aux dirigeants iraniens, les avertissant que de nouveaux avertissements obligeraient le gouvernement américain, seul ou avec les alliés, à prendre des mesures plus rigoureuses, y compris d'ordre militaire.

Néanmoins, les déclarations de M. Christopher, secrétaire d'État adjoint américain, sur la prochaine réunion des ministres des affaires étrangères de la Communauté prévue pour le 21 avril, entretiennent une certaine confusion chez les officiels britanniques. Le gouvernement américain menace-t-il ses alliés de passer à l'action militaire s'ils n'obtiennent pas leur coopération pour l'application des sanctions économiques et le renforcement des pressions politiques sur l'Iran ? Mme Thatcher, qui s'est entretenue de la situation avec lord Carrington, ministre des affaires étrangères, apportera probablement aux Communautés des précisions sur la position de la Grande-Bretagne.

En attendant la mise au point du premier ministre, les premières réactions des milieux officiels et des représentants des partis politiques trahissent un certain embarras. Comme l'indiquent les déclarations de M. Rippon, pour les conservateurs, et de M. Shore, pour les travaillistes, la nécessité de répondre positivement à l'appel du président Carter à la solidarité atlantique est acceptée par tous. Mme Thatcher ne peut, pour sa part, paraître inflexible la ferme position qu'elle avait prise lors de son voyage à Washington, en décembre, ni revenir sur l'ap-

propos chancelier qu'elle avait donné au président Carter.

Mais les dirigeants britanniques, instruits par le précédent rhodésien, continuent à douter de l'efficacité des sanctions économiques. D'autre part, ils se demandent s'il est possible d'établir un embargo sur les exportations britanniques pour des raisons exclusivement politiques. Contrairement à Washington, ils ne pensent pas que la motion, présentée par les pays occidentaux au Conseil de sécurité des Nations unies et que le veto soviétique avait fait échouer, puisse être appliquée malgré tout. Il paraît notamment impossible à Londres de bloquer les avoirs iraniens en Grande-Bretagne, sans la sanction légale des Nations unies. D'une manière générale, les Britanniques répugnent à une action concertée trop rapide et insuffisamment préparée, et souhaitent au préalable une meilleure coordination entre les États-Unis et leurs partenaires européens en vue d'aboutir à une démarche diplomatique commune de préférence à des mesures économiques dont l'efficacité paraît aléatoire.

Cependant, les milieux officiels prennent au sérieux la menace implicite du président Carter d'une action militaire unilatérale dans l'hypothèse où les alliés occidentaux lui refuseraient leur coopération. Comme l'écrit le Times dans son éditorial : « Il est évident que l'alliance devra aller dans cette direction, ne serait-ce que pour le retour. Ce n'est pas une perspective plaisante, mais c'est le moindre des deux maux. » Le Times estime cependant que le président Carter a eu tort de faire de l'Iran, plutôt que de l'Afghanistan, le test de la solidarité atlantique.

Le Daily Telegraph (conservateur), habituellement fidèle soutien de la politique américaine, exprime également des réserves sur l'initiative du président Carter.

Le Daily Mail, journal à grand tirage, soutient par contre sans réserve le président Carter.

HENRI PIERRE.

Pas d'athlètes américains à Moscou

New-York. — Le comité olympique américain (USOC) a décidé, le 12 avril, à une majorité de deux tiers des mandats, de boycotter les Jeux de Moscou, comme le président Carter le lui demandait depuis trois mois avec une insistance croissante. Le vote a eu lieu à l'issue d'une réunion du comité à Colorado-Springs.

Samedi matin, le vice-président Mondale, venu tout exprès de Washington, a lancé un appel en ces termes aux délégués : « Votre vote sera un test de notre volonté, de notre confiance, des valeurs que nous défendons et de notre pouvoir de maintenir la paix par des moyens pacifiques. »

Jeudi, le président Carter avait déclaré qu'il était prêt à prendre les

De notre correspondant

« dispositions légales » nécessaires pour empêcher les athlètes américains de participer aux Jeux de Moscou.

À l'issue de leur vote, les délégués de Colorado-Springs ont adopté la résolution suivante : « En raison des déclarations du président des États-Unis selon lesquelles les événements

à laquelle participaient près de trois cents délégués, athlètes et responsables d'organisations, avec leurs suppléants. Après plusieurs heures d'un débat houleux, le comité a pris sa décision par 1 604 voix contre 797, chaque délégué disposant d'un nombre de mandats proportionnel à l'importance de son organisation.

International menacent la sécurité du pays, le comité olympique américain a décidé de ne pas envoyer d'équipes aux Jeux d'été 1980 de Moscou. Au cas où le président envisagerait le comité avant le 20 mai que la situation internationale est redevenue compatible avec l'intérêt du pays et que la sécurité de celui-ci n'est plus menacée, le comité olympique enverrait ses athlètes aux Jeux d'été 1980. » La date limite d'inscription des équipes aux Jeux de Moscou est le 24 mai.

Après le vote, le vice-président Mondale a félicité les délégués et leur a déclaré : « C'est un véritable référendum en faveur de la liberté... Ce qui est en jeu est rien de moins que la sécurité future du monde civilisé... Si nous et nos alliés et amis ne réussissons pas à utiliser tous les moyens pacifiques disponibles pour sauver la paix, quel espoir reste-t-il que la paix soit sauvée ? »

Le vote du comité olympique n'a pas été obtenu sans peine. Plusieurs résolutions et amendements condamnant l'action du président Carter ont dû être rejetés avant que la majorité des délégués accepte la décision des dirigeants du comité. Dans la nuit de vendredi à samedi, les représentants des organisations nationales des deux sports représentés aux Jeux olympiques et panaméricains s'étaient déclarés opposés au boycottage. A Colorado-Springs, un certain nombre d'athlètes ont évoqué la possibilité de contester en justice la décision du comité.

Nombre des participants à la réunion de samedi ont protesté contre les « positions fluctuantes » du pré-

sident Carter, non seulement sur la question du boycottage, mais aussi sur les moyens « légaux » qu'il aurait envisagés d'utiliser pour empêcher les athlètes de se rendre à Moscou — les situations au retrait possible de leurs passeports ont provoqué un tollé dans tout le pays, — ainsi que les déclarations contradictoires de la Maison Blanche sur le soutien des alliés des États-Unis au boycottage et sur l'organisation éventuelle de Jeux de remplacement.

Les athlètes ont surtout été choqués du « marchandage » qui semble avoir précédé la décision finale du comité : depuis l'annonce, par le président, le 4 janvier, d'un boycottage possible des Jeux de Moscou, la situation financière du comité s'est gravement dégradée. Les subventions de firmes et de particuliers se sont raréfiées et le comité risque de se trouver à la fin de l'année, devant un déficit de 7 millions de dollars.

Le vice-président Mondale a d'ailleurs déclaré : « Je suis convaincu que le peuple américain ne veut pas que ses athlètes soient les otages du voyant exercice de propagande (que seront les Jeux de Moscou), et je vous adjure de respecter ce sentiment qui est généralisé. Au nom du président des États-Unis, je vous assure que notre pays fera tout ce qui est en son pouvoir pour assurer le succès des Jeux de 1984 à Los Angeles, pour aider le comité olympique à rétablir son budget, pour stimuler encore davantage le développement du sport amateur et, surtout, pour reconnaître le véritable hérosisme qui n'ont pas à Moscou. »

NICOLE BERNHEIM.

LA RÉACTION DE PARIS

(Suite de la première page).

« Nous attendons maintenant de nos alliés des actions et non pas des paroles », a notamment déclaré M. Christopher. « Je suis convaincu que nos alliés se rendent compte que nous sommes dans une nouvelle phase, et qu'ils vont prendre des mesures dans les deux ou trois semaines. »

Quant à la date de la mi-mai, elle figure bien, précise-t-on, dans un message de M. Carter transmis le 25 mars dernier à M. Giscard d'Estaing, mais en liaison avec l'évolution de la situation intérieure en Iran et non pas comme expiration d'un ultimatum quelconque : c'est aux alentours de la mi-mai, en effet, que l'Assemblée nationale iranienne sera en état de se préoccuper du sort des otages américains puisque le deuxième tour des élections législatives n'aura lieu que le 2 mai et que plusieurs jours seront nécessaires au dépouillement et à la proclamation des résultats.

Deux autres contacts ont eu lieu depuis entre Paris et Washington : jeudi dernier, 7 avril, M. Chapman, ministre conseiller de l'ambassade américaine, a remis un nouveau mémorandum, au Quai d'Orsay, alors que M. Carter avait eu une conversation téléphonique avec M. Giscard d'Estaing. Le mémorandum remis par M. Chapman à M. Robin, le directeur des affaires politiques au ministère

des affaires étrangères, ne contenait aucune date, ajoute-t-on.

Tout en se déclarant conscient de la gravité de la situation, — jamaïs les risques d'une action militaire américaine contre l'Iran n'ont été aussi grande, — on insiste dans les milieux gouvernementaux sur les dimensions « intérieures » de la nouvelle crise : les États-Unis sont en pleine campagne électorale et la popularité de M. Carter est nettement en baisse. Il doit, pour faire taire les critiques qui fusent contre sa politique dans les affaires iraniennes et afghanes, faire preuve de fermeté. Mais il se trompe en pensant reporter sur les pays européens une responsabilité qui reste sienne.

Sans doute. Mais les résultats sont là : l'affaire des otages de Téhéran, dans laquelle M. Carter avait fait preuve jusqu'à présent d'une modération exemplaire, est en passe de dégénérer gravement. La prestation de M. Carter est d'autant plus significative à cet égard que son homme religieux a paru, tout au long de son interview, résolu et profondément convaincu de la justesse de la cause américaine. L'épisode, en tout cas, aura bien été accueilli à Moscou : au-delà des protestations rituelles, on en retiendra en effet, au Kremlin, que les divergences entre les États-Unis et l'Europe occidentale ne cessent de s'approfondir.

JACQUES AMALRIC.

Depuis 38 ans, le journal spécialisé
“Les Annonces” est le n°1
 pour la vente des fonds de commerce
 En Vente Partout 2.50 F et 36, rue de Malte, 75011 PARIS

AUDI 200 TURBO. UNE BOMBE CACHÉE DANS UNE AUDI.



L'Audi 200 cache bien son jeu. Élégante, discrète, à première vue c'est une berline prestigieuse. Mais attention, cette voiture cache une bombe : un turbo. Elle dépasse les 200 à l'heure sur circuit et, en 8,7 sec., elle atteint les 100 km/h. Son esthétique dissimule un formidable moteur 5 cylindres à injection de 2 200 cm³, 170 ch DIN et toute la force du turbo.

Cette bombe, avec ses 11 CV fiscaux, est aujourd'hui la traction avant la plus puissante de sa catégorie. Et c'est

sans doute aussi la plus sûre. Freins à disques, bien sûr, mais à l'avant les disques sont surdimensionnés et ventilés. On l'a aussi dotée d'un double circuit de freinage en diagonale et d'une direction assistée auto-stabilisante.

Et pourtant, rien dans son aspect ne laisse soupçonner sa vraie nature. Pas même ses phares jumelés, ni ses pneus taille basse.

Avec ses vitres teintées, ses sièges velours, ses coussins et ses spots de lecture, elle a tout d'une voiture-salon.

Rien ne lui manque. Au point qu'elle offre, en série, presque tout ce que ses rivaux proposent en option. Mais prenez garde, cette voiture-salon, c'est une bombe.

Audi

La maîtrise.

AUDI 200 5 Cyl. LA TURBO.

Consommation conventionnelle à vitesse stabilisée : 8,9 l à 90 km/h ; 11,8 l à 120 km/h ; 15,7 l en ville. Volkswagen France S.A. 02600 Villiers-Cotterets. Tél. 96 08 03 — Crédit VW par S.V.F.



AMÉRIQUES

El Salvador

Alors que les forces de l'ordre intensifient la répression

Les États-Unis réaffirment leur soutien sans réserves à la junte civile et militaire

San-Salvador. — En trois jours, trente-trois morts, vingt-trois incidents dont cinq « affrontements armés » entre des forces de l'ordre et des « subversifs », une mairie prise d'assaut et une localité occupée par des militants révolutionnaires, l'incendie de deux fermes, l'assassinat du chef de poste de police, la « découverte » de huit cadavres d'inconnus sur les routes, l'attaque de plusieurs autobus pour en rançonner les passagers : c'est l'ordinaire des jours au Salvador. Près de neuf cents personnes, depuis le début de cette année ont péri en raison de la violence politique. Davantage déjà que dans les douze mois de 1979.

Il ne faut pas imaginer pourtant que le pays donne l'impression d'être à feu et à sang. Les patrouilles de la garde nationale — une sorte de gendarmerie — et de la police sont réduites au minimum dans la capitale. Dix sympathisants de gauche ou d'extrême gauche sont, en moyenne,

De notre envoyé spécial

tue pour un de droite ou d'extrême droite. Les pertes militaires ou policières sont presque nulles. L'un des éléments les plus étonnants est la brutalité avec laquelle les manifestations sont réprimées par les forces de l'ordre. Les « corps de sécurité » — comme on appelle ici la douzaine de policiers qui, indépendamment des forces armées, surveillent le pays — ne disposaient pas jusqu'à ces dernières semaines de grenades lacrymogènes. En conséquence, les représentants de l'ordre tirent à balles sur les manifestants.

Une autre tradition bien établie est l'attaque des cortèges de gauche par des hommes en civil armés, fréquemment postés sur les toits d'édifices publics. En réponse, les organisations révolutionnaires ont pris l'habitude de protéger leurs cortèges par un service d'ordre armé.

La « chasse » aux

La « chasse » aux dirigeants paysans est particulièrement active dans certaines régions où les deux grandes organisations rurales, l'une de tendance chrétienne et l'autre marxiste, sont puissantes. Les zones les plus frappées sont celles de Chalatenango, San-Vicente et Aguilares. L'une des « techniques » utilisées est l'encercllement d'un secteur par des gardes nationaux, aidés de représentants d'Ordre (1) : les « gendarmes », rattachés aux villages. Officiellement, ces opérations dites de « pacification » ou d'« assainissement » doivent permettre de découvrir des armes. En fait, on tue sans restriction ceux qui dénoncent les mouchards. Ceux-ci se « paient » sur l'habitant : argent liquide, postes de radio, provisions de maïs, sont des prises de guerre appréciées. Dans certains cantons on met le feu aux maisons, parfois on tire à vue sur les femmes et les enfants : les « hommes et les adolescents de certains villages ne rentrent plus chez eux, vivant et dormant dans les collines.

Dans la capitale, une opération fréquente est l'enlèvement de militants de gauche par des « inconnus en civil et armés ». Les victimes sont retrouvées, après quelques semaines, mutilées au bord d'une route. Les enseignants sont une des cibles favorites des tueurs : une quarantaine d'entre eux ont ainsi péri en une année. A gauche, l'un des groupes de guérilla les plus actifs est le Front populaire de libération (F.P.L.). Il s'est fait une spécialité d'assassiner dans les villages les

dirigeants paysans

mouchards d'Ordre et les policiers réputés tyranniques ou tortionnaires. L'enlèvement pour rançon de personnalités est une des pratiques de l'extrême gauche.

Les affrontements armés entre groupes de guérilleros et patrouilles militaires ou policières sont fréquents. Mais la terminologie officielle « affrontement armé » camoufle parfois une autre réalité : le massacre des paysans. On peut à tout le moins le soupçonner lorsque les forces de l'ordre déclarent avoir tué dix ou vingt « subversifs » sans une seule victime dans leurs rangs.

Cette violence n'a pas surgi du néant. Le Salvador est la plus ancienne République militaire de la planète. Face à une agitation sociale que l'oligarchie locale ne pouvait plus contenir, les forces armées qui ont pris le pouvoir en 1931 déclenchèrent une « chasse aux communistes » qui provoqua la mort de vingt à trente mille personnes, surtout dans les campagnes. Généraux et colonels ont depuis lors occupé sans interruption le palais présidentiel, à l'exception de deux intermédiaires dits « civilo-militaires », où, comme c'est le cas aujourd'hui, ils avaient accepté des civils au gouvernement. Hormis de courts épisodes libéraux, le pays a été sous la coupe des « quatorze familles » des barons du café convertis à partir des années 50 dans l'industrie, le commerce et la banque. Certains officiers ne sont pas oubliés : un dictionnaire qu'« aucun militaire ne résiste à un calibre de cent mille dollars ».

Guerre populaire prolongée

Face à la montée des oppositions, les forces armées ont tenté d'assurer leur maintien au pouvoir par la fraude électorale à grande échelle. Après celle de 1972 sont nées les « organisations populaires », d'abord les deux plus importantes, le Bloc populaire révolutionnaire (B.P.R.) et le Front d'action populaire unifié (F.A.P.U.), puis les Ligues populaires du 28 février (L.P. 28). En 1975, ces deux mouvements ont décidé de rompre avec la « stratégie électorale » et de commencer une « guerre populaire prolongée ». Tout en préconisant l'« insurrection » comme ultime étape, le B.P.R. et les L.P. 28 sont attentifs à se démarquer des trois mouvements de guérilla qui opèrent, l'un depuis 1971, les deux autres depuis trois ans environ (2), et qu'ils reconnaissent comme leur « avant-garde ».

M. Julian Flores, secrétaire général du B.P.R., nous reçoit au siège de l'Association des étudiants de l'université de San Salvador. Pour lui, l'actuel gouvernement est une « tyrannie militaire » et la démocratie chrétienne une « flibuste servante » de l'oligarchie. Il représente son organisation au Comité de coordination révolutionnaire des masses, qui, depuis le début de cette année, regroupe, outre les trois organisations populaires, l'U.D.N. pro-communiste. Le programme de gouvernement démocratique et révolutionnaire formulé fin février par le Comité n'est pas un bluff. Outre la réforme agraire et la nationalisation de la banque et du commerce extérieur, que le gouvernement démocrate-chrétien vient de décider, ce programme recommande

la nationalisation de la grande industrie (« à l'échelle du pays : textiles, assemblage électrique, produits alimentaires ») et de la distribution de l'électricité.

M. Flores ajoute : « Nous ne touchons ni aux petits propriétaires terriens ni à la petite entreprise, dont le maintien sera même une caractéristique de notre gouvernement. Plus étonnant encore, le représentant du B.P.R. déclare : « Ce programme ne peut pas être décliné comme de gauche. Il ne s'agit que d'offrir une solution démocratique au pays, tout en introduisant plus de souplesse dans l'économie, et en permettant aux Salvadoriens opprimés d'accéder aux bénéfices. »

En principe donc, un programme presque social-démocrate ! On comprend dès lors que le très modéré M.D.N., membre de l'Internationale socialiste, y ait souscrit, « tout comme certains dissidents de la D.C. » et des « indépendants ». « Ce programme est démocratique en ce sens qu'il peut satisfaire les aspirations de larges couches populaires parce qu'il entend s'attaquer à la domination de l'oligarchie », déclare de son côté M. Enrique Alvarez, porte-parole de ce nouveau Front démocratique, et « renégat » de l'une des quatorze familles salvadoriennes.

Les organisations populaires qui revendiquent l'appui de plusieurs dizaines de milliers de sympathisants ont-elles opéré plus qu'un rapprochement tactique — entre elles d'abord, avec les forces politiques de centre gauche ensuite ? Leur « conversion » est trop récente pour qu'il soit possible de l'affirmer.

M. X... oligarque

Et l'oligarchie ? A la juger par le gardien armé qui nous entoure la porte de l'édifice où nous devons rencontrer un de ses représentants, elle est prudente. La quarantaine, bronzé, M. X... déclare : « Je vous remercie, mais pas de mon propre. « La guerre civile salvadorienne dont vos journaux sont pleins, est-elle ? dit-il. Vous avez pu aller et venir comme bon vous semblait dans le pays, non ? Et la gauche, où est-elle ? L'a-t-on vue

depuis la proclamation de l'état de siège le 5 mars ? Ne me parlez pas de l'enterrement de Mgr Romero. A la première bombe, elle est allée se réfugier dans les souterrains des curés. »

A la junte et à l'ambassade des États-Unis on estime que l'archevêque de San Salvador a été tué par l'extrême droite. Celle-ci n'espérât-elle pas une insurrection populaire qu'il aurait été aisé de mener dans le sang, comme en 1932 ?

« Excluez une provocation de cette nature, répond M. X... C'est l'extrême gauche qui a tué Mgr Romero. Paix à son âme. Laissez-moi vous dire : aujourd'hui on en fait un saint. Mais moi aussi je consulte la Bible : qui sème le vent récolte le tempête. »

Que penser des réformes de la junte ? « Nous appuyons les changements constructifs opérés de façon légale. Or, cette réforme agraire n'a été qu'une expropriation, plutôt une attaque à main armée. Les propriétaires n'ont même pas été autorisés à reprendre leurs lunettes posées sur la table. » La réforme bancaire ? « Elle n'était pas nécessaire, le gouvernement avait déjà tous les moyens légaux de diriger l'économie. » La nationalisation du commerce extérieur et du café ? « Elle a été faite pour détruire la prétendue oligarchie, sans considération pour la productivité. » En résumé : « Les changements sont indispensables, mais ils doivent être fondés sur une analyse des besoins économiques du pays, non sur le ressentiment social ou la démagogie politique. »

M. X... estime que la D.C. n'est pas forcément la plus mauvaise solution pour ses intérêts. Il craint, en effet, en cas d'échec de la junte, que les militaires ne se laissent séduire par des « ischocorates égarés ». Ce point de vue n'est pas partagé par tous ses pairs. Les plus réactionnaires appellent de leurs vœux un coup d'état d'extrême droite. Les plus lucides sont à Washington pour tenter d'obtenir une reconstruction de la junte.

Le colonel Melano (ce « communiste ») et M. Morales Erlich (« ce démagogue ») écartés, la place serait prête pour des gens compétents et conscients des nécessités économiques du pays. C'est M. Robert d'Abulson — un officier exclu de l'armée en même temps que soixante-quinze généraux et colonels après le coup d'état du 15 octobre, aujourd'hui leader du Front national élargi (FAN) récemment créé — qui défend cette idée.

L'actuelle junte peut-elle survivre à ce maelstrom ? Plus faible qu'affecte de la croire M. Morales Erlich, mais sans doute moins inexistante que ne le disent ses adversaires de gauche, la D.C. n'est-elle qu'un « pantin entre les mains des militaires » ? Que vaut chez les officiers une « conversion » aussi rapide à l'esprit des réformes après un demi-siècle d'immobilisme ? Que pense l'homme de la rue ? Questions fondamentales, réponses en attente.

La junte bénéficie en tout cas du soutien des États-Unis, vigoureusement exprimé par M. Robert White, ambassadeur de Washington, en passe de devenir l'homme le plus influent de San-Salvador depuis la fin tragique de Mgr Romero.

Selon l'ambassadeur, le principal problème est de reprendre le contrôle des militaires et surtout de rétablir la sécurité. « Je ne vois pas comment le Front démocratique réussirait mieux en cela que la D.C. », nous dit-il. Et encore : « Le Salvador n'est pas le Nicaragua ; ce pays n'est pas gouverné par un « chef de guerre », mais par une junte de cinq hommes honorables, dont l'un, M. Duarte, a bel et bien été élu président en 1972, et qui représente un parti qui a légalement gagné la consultation de 1977. » Il ajoute : « La droite a toutes les raisons d'être au désespoir parce que les réformes mises en route sont adverses. L'extrême gauche ne peut pas être optimiste, car elle n'a pas réussi une seule manifestation spectaculaire ces cinq dernières semaines. »

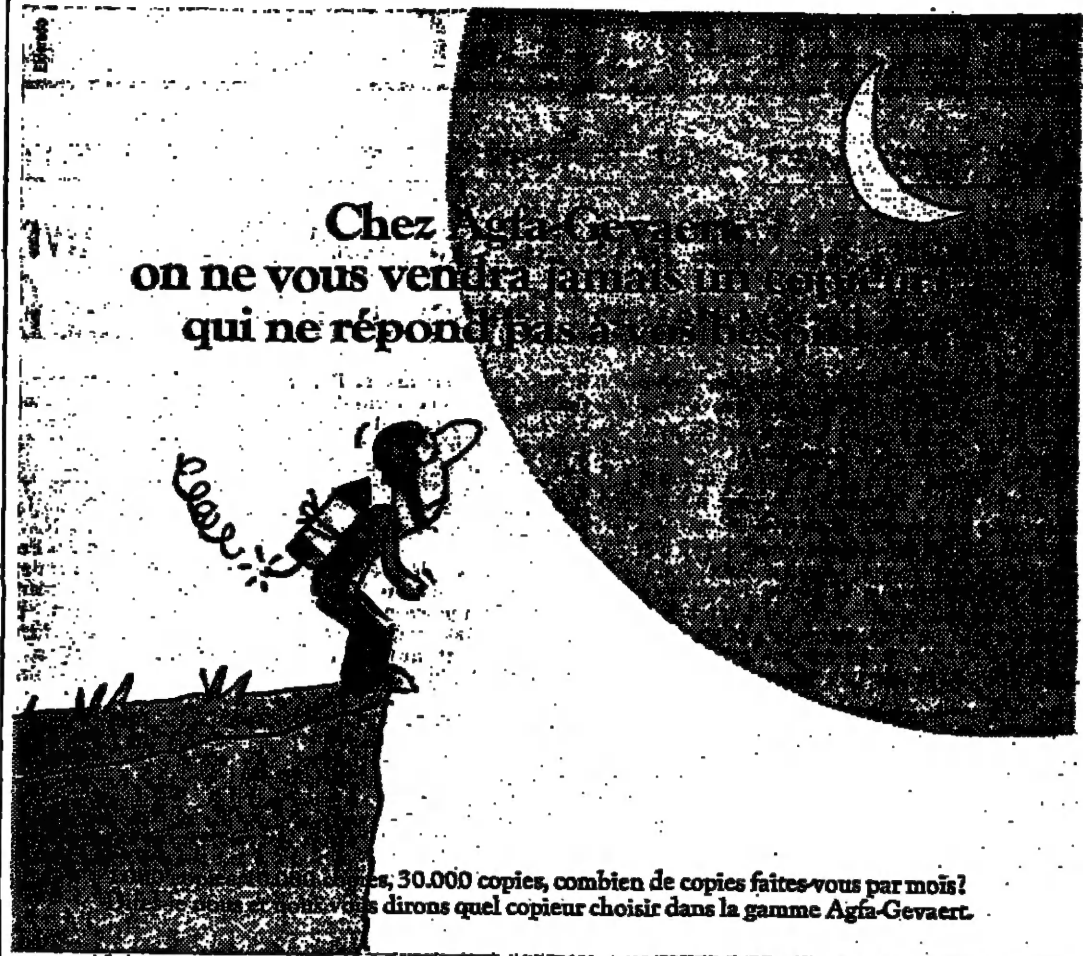
M. White n'est pas convaincu que la formule actuelle soit parfaite, ni qu'elle ait fait avancer de façon décisive la solution. « Mais, estime-t-il, elle a surmonté ce qui pouvait arriver — car la mort du citoyen le plus honoré de ce pays, Mgr Romero, cet assassinat, je le dis, est le fait de l'extrême droite. L'extrême gauche, elle, a tenté lors des obsèques, de créer la panique et le chaos. La junte n'a pas cédé à cette provocation, et elle a survécu. Sa position dans le pays s'est donc plutôt améliorée. » Il lui reste, estime le représentant de Washington, à gagner la bataille de la propagande internationale, où, jusque-là, le Front démocratique a mieux réussi qu'elle. « Si les forces armées salvadoriennes savent faire preuve d'un minimum d'intelligence et de décence », conclut M. White.

JEAN-PIERRE CLERC.

(1) Orden, Organisation démocratique nationale, milice fondée, il y a une dizaine d'années, par le régime militaire pour contrôler les campagnes et qui, selon l'opposition, comptait quatre-vingt mille membres à la veille du coup d'état du 15 octobre 1979.

(2) Respectivement l'Armée révolutionnaire du peuple (A.R.P.), les Forces armées révolutionnaires nationales (F.A.R.N.) et le F.P.L.

Chez Agfa-Gevaert on ne vous vendra jamais un copieur qui ne réponde à vos besoins.



30.000 copies, combien de copies faites-vous par mois ?

Si vous ne savez pas, demandez-nous quel copieur choisir dans la gamme Agfa-Gevaert.

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

En audience publique, la 17^e Chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Paris a jugé, le 24 octobre 1979, Paul FLAMAND, P.D.C. des éditions du Seuil, et Alain WOODROW, journaliste, pour diffamation et complicité de diffamation publique envers particuliers.

Le tribunal reconnaît que les plaignants, MM. Robert MELCHIOR et Victor MELCHIOR et la S.A.R.L. FLANTO-FRANCE, sont présentés par l'ouvrage du journaliste WOODROW comme des individus sans foi ni loi et que ces imputations sont à bon droit ressenties par eux comme contraires à leur honneur et à leur considération. La décision estime également que la S.A.R.L. FLANTO-FRANCE est également diffamée.

Le tribunal refuse d'admettre la bonne foi des prévenus qui n'ont fondé leur accusation que sur des documents des témoignages non vérifiés et non objectifs.

Le tribunal a condamné P. FLAMAND à 1 000 F d'amende pour diffamation publique envers particuliers, A. WOODROW à 1 000 F d'amende comme complice du même délit. Les parties civiles, B. MELCHIOR et V. MELCHIOR obtiennent respectivement chacun 2 000 F de dommages-intérêts. La S.A.R.L. FLANTO-FRANCE 1 F de dommages-intérêts.

Les éditions du Seuil sont déclarées civilement responsables de Paul FLAMAND et Alain WOODROW. La publication du présent jugement dans un journal au choix des parties civiles.

Orly sud / Barcelone

14 vols

IBERIA

par semaine

tous les jours : 13 h 35 ou 19 h 20

Le Monde DE L'EDUCATION

L'ORIENTATION APRES LA CINQUIÈME ET LA TROISIÈME

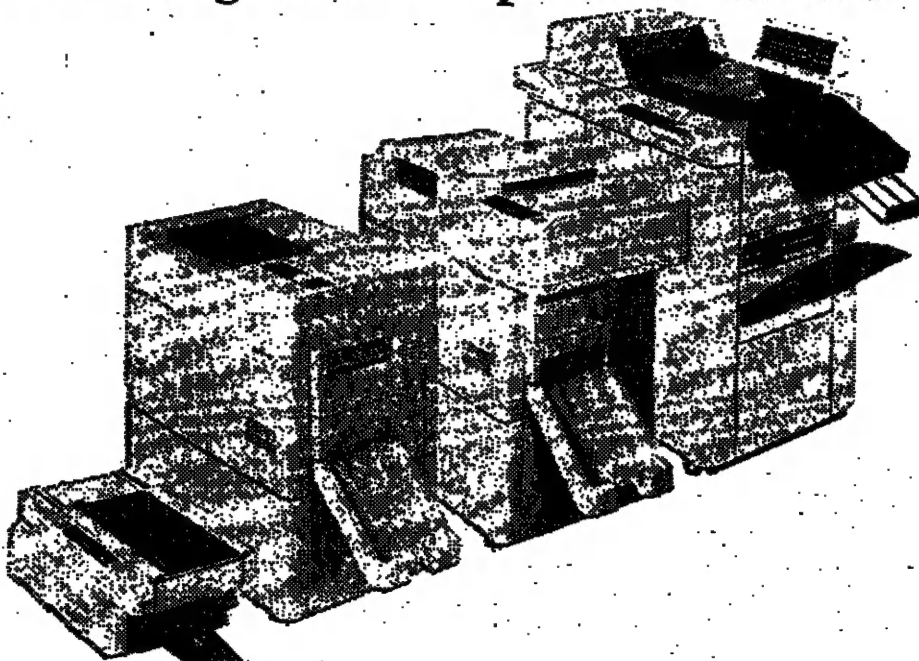
NUMÉRO D'AVRIL

Deux étapes-clés à ne pas manquer. Comment se déterminer ? La grande tromperie de l'enseignement technique « court ». A quinze ans, comment choisir son avenir ?

Les options, les procédures, les voies de recours, les erreurs à ne pas faire.

EN VENTE PARTOUT : 7 F — MENSUEL

Agfa-Gevaert. Toute une gamme de copieurs sur mesure.



Dans la gamme Agfa-Gevaert, le X12 fait 10 copies/minute et traite les petits copies-volume. Les X21 et X22 font 15 copies/minute et traitent des copies-volume d'importance moyenne. Le X31, lui, fait 30 copies/minute et traite les forts copies-volume.

AGFA-GEVAERT

PROCHE-ORIENT

AU SOMMET DU FRONT DE LA FERMETÉ DE TRIPOLI

Le colonel Kadhafi préconise la suspension des livraisons de pétrole et de gaz naturel libyens et algériens aux États-Unis

Tandis que M. Begin a quitté Jérusalem pour Washington, où il aura des entretiens avec le président Carter sur le problème de l'autonomie palestinienne, le colonel Kadhafi a donné le ton au sommet du Front de la fermeté, qui s'est ouvert dimanche après-midi 13 avril à Tripoli, en préconisant la suspension des livraisons de pétrole et de gaz naturel aux États-Unis par l'Algérie et la Libye. Prenant la parole au cours du dîner officiel offert samedi soir en l'honneur des présidents de l'Algérie, de la Syrie, du Sud-Yémen et de l'O.L.P. présents à Tripoli pour par-

ticiper au sommet, il a affirmé qu'en fournissant aux États-Unis et à leurs alliés du pétrole et du gaz naturel, l'Algérie et la Libye « renforcent la puissance de l'ennemi », soulignant que Tripoli et Alger « doivent prendre à ce sujet leurs responsabilités, quelles qu'en soient les conséquences ».

Grâce au défaitiste Sadate, a encore dit le colonel libyen, l'Égypte se prosternait devant Carter, ce n'est pas ce que l'élevage des vaches et la culture des cacahuètes qui veut imposer le fait accompli de la légende selon laquelle la

terre de Palestine appartient aux colons israéliens parce qu'ils y sont nés. D'autre part, les présidents du « Front de la fermeté » ont approuvé la proposition palestinienne de rompre leurs relations diplomatiques avec le Soudan, la Somalie et Oman, a annoncé lundi matin M. Nayef Hawatmeh, secrétaire général du « Front démocratique pour la libération de la Palestine » (F.D.L.P.). Cette décision est motivée par le fait que ces pays « continuent de donner des facilités aux forces américaines dirigées contre la nation arabe et l'Iran » et à entretenir des relations avec le régime de M. Sadate.

De notre correspondant

Jérusalem. — Le gouvernement israélien a donné dimanche 13 avril au premier ministre, M. Menahem Begin, carte blanche pour discuter avec le président Carter des nouvelles propositions que les Américains se disposent à faire pour débloquer les pourparlers sur l'autonomie des Palestiniens. Toutefois, le conseil des ministres a décidé que toute nouvelle proposition qui pourrait être présentée par le président Carter devra être par la suite ratifiée par le gouvernement d'Israël. Les trois partenaires des conversations sur l'autonomie ne sont d'accord que sur un seul point : faire reculer la date ultime du 30 mai fixée pour la clôture de ces pourparlers pour éviter un constat d'échec.

Le président Sadate craint les répercussions d'une rupture dans les conversations sur le plan intérieur et arabe. Le président Carter veut éviter, lui aussi, au cours de cette année électorale un échec dans ce domaine, qui risquerait d'abaisser sa cote de popularité. Quant à M. Begin, il appréhende sérieusement la relance d'une initiative européenne favorable aux Palestiniens en cas de faillite des pourparlers sur l'autonomie.

Il ne semble pas que M. Begin soit d'accord avec la proposition égypto-américaine de déplacer les négociations tripartites sur l'autonomie du Proche-Orient à Washington pour accélérer le processus. Le premier ministre israélien suggérerait en revanche que ces

pourparlers soient menés successivement un Israël, en Égypte et aux États-Unis, pour ne pas avoir à subir les « pressions constantes » de l'administration américaine dans le cas où ces conversations se dérouleraient exclusivement dans la capitale américaine. Sur le fond du problème, les positions de M. Begin restent intransigeantes : pas de pouvoir législatif quelconque au conseil de l'autonomie ; pas de participation des habitants de Jérusalem au vote pour élire le conseil administratif palestinien ; pas de gel dans la création des implantations israéliennes en Cisjordanie et à Gaza, dans la bande de Gaza ; pas de partage de la responsabilité d'Israël pour tout ce qui concerne la sécurité et la défense dans les futures régions autonomes. Pour mieux marquer sa détermination sur ce point, le gouvernement israélien a décidé récemment de créer une infrastructure militaire en Cisjordanie et à Gaza, dont le coût s'élève à la somme gigantesque de 400 millions de francs, soit presque 1 % du budget national annuel.

LE MONDE
mal chaque jour à la disposition de
des lecteurs des rubriques d'annonces
immobilières
Venez à l'agence
LES BUREAUX
que vous recherchez

Face aux appels du Likoud à l'union nationale entre les « pressions de l'étranger », on estime dans les milieux de l'opposition travailliste qu'Israël peut gagner un certain temps, mais que les divergences resteront et l'ont en s'aggravant. C'est aussi l'avis

du d. « travailliste » Yoram Sarai qui a déclaré dimanche : « Tous les ch. ns mènent à un État palestinien. Aujourd'hui, Israël est encore en mesure de demander en contrepartie un prix honnête pour garder sa sécurité. Tout retard dans le changement de la politique israélienne dans ce domaine serait fatal. » (Interim.)

AU SUD-LIBAN

Les milices chrétiennes ont harcelé les « casques bleus » qui ont eu un tué

De notre correspondant

Beyrouth. — Après un week-end marqué par les accrochages les plus sérieux qui se soient produits en deux ans entre les milices chrétiennes et la FINUL, un calme précaire régnait, ce lundi 14 avril, au Sud-Liban. La situation demeure cependant confuse, alors que le Conseil de sécurité débat depuis dimanche de la question. L'armée israélienne a annoncé s'être totalement retirée du territoire libanais, mais, à Beyrouth, ce lundi matin, ni le gouvernement libanais ni la FINUL n'étaient en mesure de le confirmer. Les milices chrétiennes du commandant Haddad, essayant d'élargir la zone sous leur contrôle, se sont heurtées à une ferme opposition de la FINUL,

particulièrement de la part du contingent irlandais, dont le secteur était directement convoité. Ces milices se sont livrées à un violent harcèlement de l'ensemble des positions des troupes internationales, notamment de leur Q.G. de Nakoura, qui a été bombardé durant plusieurs heures. Samedi a été une journée de véritable bataille entre les casques bleus et les hommes du commandant Haddad, qui s'est soldée par le bilan suivant : trois morts (un soldat fidjien — ce qui porte à trente-huit le nombre de tués au sein de la FINUL depuis son installation en avril 1978 — et deux miliciens), un blessé léger (du contingent logistique français), six prisonniers (quatre soldats israéliens, deux miliciens, échangés dimanche), deux hélicoptères (un à la FINUL, détruit, et deux autres endommagés). Une rencontre, dimanche, au Q.G. de la FINUL, entre le commandant de celui-ci, le général Skerfving, le commandant du front nord libanais, le général Ben Gal, et le commandant Haddad, a permis d'établir le mode d'opératoire de la FINUL. Bien que sur le terrain, les opérations ne soient pas spectaculaires et soient bien moins meurtrières que les habituelles représailles israéliennes, le gouvernement libanais les tient pour importantes car elles marquent une escalade qualitative dans les prétentions d'Israël à exercer un droit de contrôle sur le Sud-Liban, la notion de positions fixes impliquant celle de présence permanente à l'intérieur du territoire libanais.

C'est ce qui a motivé la demande de réunion du Conseil de sécurité de la part de Beyrouth, alors que de simples plaintes avaient suivi des raids bien plus nombreux et meurtriers à une échelle civile. LUCIEN GEORGE.

LA TENSION ENTRE TÉHÉRAN ET BAGDAD

La détresse des expulsés d'Irak

L'Irak, dans le conflit avec l'Iran, a chassé l'arme des réfugiés : chaque jour, depuis une semaine, plus de deux mille Irakiens d'origine iranienne sont expulsés par les autorités de Bagdad.

L'arrivée à la frontière se fait généralement de nuit. L'Irak nous a donné une tente et a menacé de nous tuer si nous faisons demi-tour. Sans eau ni nourriture, nous avons marché toute la nuit. Ma femme et moi avons dû porter nos quatre enfants. Au lever du jour, quand les autorités irakiennes nous ont aperçus, ma femme s'est effondrée, elle a accouché. L'enfant était mort.

C'est dans un état d'épuisement total que la plupart des réfugiés arrivent en Iran, affirme un soldat, qui chaque jour s'aventure dans le « no man's land », qui sépare les deux pays pour porter secours aux expulsés.

Rares sont les personnes qui ont pu emporter quelques biens. Quand la police est venue chez nous, indique un technicien de l'industrie pétrolière, elle a refusé que nous prenions quelques effets, en affirmant que Khomeiny s'occuperait bien de nous.

A Bagdad, trois cent douze commerçants ont été invités, lundi dernier, à se rendre à la chambre de commerce pour obtenir un permis d'exportation. « Là, raconte l'un d'eux, on nous a indiqué qu'on nous transférerait ailleurs. Nous avons été conduits au Centre de sécurité, puis transportés en autobus à la frontière. »

A Samarra, ville frontalière irakienne, le centre d'accueil a été aménagé dans un terrain vague. Sous un soleil de plomb, les familles — épuisées et prosternées — se sont regroupées autour de quelques ustensiles que les autorités irakiennes leur ont fournis. Les autobus transportent les réfugiés vers le camp de Sarab-Garm, où se trouvent déjà sept mille personnes dans ce camp, construit en 1971 après les premières expulsions d'Irakiens par les autorités irakiennes, près de mille tentes ont été installées par le Lion-Rouge iranien (Croix-Rouge). A l'extrémité du camp, un hôpital a été mis en place dans une tente, où deux médecins se succèdent jour et nuit. « Nous avons reçu aujourd'hui trois cent onze visites, affirme l'un d'eux, et la plupart des patients souffrent de déshydratation ou de dépression nerveuse. » — (A.F.P.)

A TRAVERS LE MONDE

Chili

LES EVEQUES CHILIENS demandent la levée de l'état d'urgence en vigueur dans le pays depuis six ans et demi. Ils ont communiqué samedi 12 avril à Santiago par la conférence épiscopale. Les évêques demandent également aux catholiques chiliens de travailler à la restauration de la « normalité démocratique » dans le pays. Les évêques assurent que « l'état d'urgence ne peut devenir permanent », alors que le gouvernement militaire a récemment décidé de le prolonger de six mois. — (A.F.P.)

Grande-Bretagne

DES HEURTÉS SE SONT PRODUITS le samedi 12 avril à Manchester entre des manifestants du Front national (extrême droite) et des contre-manifestants. Trente personnes ont été arrêtées et deux policiers légèrement blessés. — (A.F.P.)

Nicaragua

LE PREMIER AMBASSADEUR D'UNION SOVIÉTIQUE au Nicaragua, M. Gueorgui Evgenievitch, est arrivé samedi 12 avril à Managua, au moment où le gouvernement annonce un développement important des relations du Nicaragua avec l'U.R.S.S. et d'autres pays socialistes. On attend l'arrivée de nombreux techniciens soviétiques. Le gouvernement a, par ailleurs, annoncé que les avions de la compagnie soviétique Aeroflot commenceront bientôt à se poser à Managua. D'autre part, des membres du directeur soviétique et de la junte de gouvernement ont achevé des tournées dans plusieurs pays socialistes (Roumanie, Hongrie, Bulgarie, Roumanie et Tchécoslovaquie). — (A.F.P.)

Norvège

DE VIOLENTES BAGARRES ENTRE NORVÉGIENS ET REFUGIÉS VIETNAMIENS ont eu lieu samedi 12 avril dans la soirée à Kristiansand.

petite ville du sud de la Norvège. Sept Norvégiens ont été hospitalisés et vingt-trois Vietnamiens arrêtés. Ceux-ci s'étaient vu refuser la veille l'entrée d'une salle de billard. Ils étaient revenus samedi, armés de pioles de chaises, de lanières de cuir et de couteaux. Quelques heures plus tard, les renforts de police ont évacué la place, ont venus à empêcher plusieurs dizaines de jeunes Norvégiens munis de pierres et de barres de fer d'attaquer un immeuble habité par des Vietnamiens. — (Corresp.)

Porto-Rico

UN ACTE DE SABOTAGE est vraisemblablement à l'origine de la gigantesque panne d'électricité qui a plongé dans l'obscurité pendant onze heures, dans la nuit du vendredi 11 au samedi 12 avril, la totalité de l'île de Porto-Rico. Le gouverneur, M. Carlos Barcelo, a proclamé l'état d'urgence. — (A.F.P.)

Tchécoslovaquie

M. ANTHONY KENNY, professeur au Balliol College à Oxford, un syndicaliste français, M. Jacques Laks, ont été expulsés le dimanche 13 avril de Tchécoslovaquie. M. Kenny avait fait une conférence, le vendredi 12, sur l'art de la philosophie. M. Laks, dans le cadre de « l'université de vingt-six personnes présentes ont été appréhendées dont M. Laks, qui venait d'être relâché d'une garde à vue due à un motif semblable. — (Reuter.)

Tunisie

LE BATONNIER DE L'ORDRE DES AVOCATS D'ALGER, M. Abdessamad Benabdallah, a demandé dimanche 13 avril à plusieurs associations d'avocats européens et arabes d'« user instantanément de leur autorité pour exiger qu'il n'y ait pas d'exécutions et que le procès soit révisé ». Par ailleurs, M. Ibrahim Tobbal, dirigeant du Mouvement d'opposition nationale tunisien, croit savoir que les exécutions des condamnés auraient lieu le mercredi 16 avril. Dans un message adressé au quatrième sommet du « Front de la fermeté », M. Tobbal, qui vit en exil à Alger, demande aux quatre chefs d'État réunis à Tripoli, le président algérien Chadli Bendjedid, le chef d'État syrien Hafez El Assad, le président sud-yéménite Abdel Patah Ismail, le colonel Kadhafi, ainsi qu'au président de l'O.L.P., M. Yasser Arafat, de « faire tout ce qui est en leur pouvoir pour empêcher ces exécutions ». — (A.F.P.)

Zimbabwe-Rhodésie

LE PRÉSIDENT GISCARD D'ESTAING a adressé, samedi 12 avril, un message de félicitation au révérend Canaan Banana, désigné la veille comme futur président de la République du Zimbabwe, et qui prendra ses fonctions le 18 avril, jour de la proclamation de l'indépendance.

Pour les PME et PMI qui ont choisi l'expansion:

ordinateurs Philips P330/P430

Les ordinateurs P330 et P430 conviennent à toute entreprise, quelle qu'en soit la taille. Car ils sont modulaires. De plus, ils vous font bénéficier d'une technologie avancée, résultat d'un effort permanent de recherches. Philips, l'un des grands fabricants mondiaux de composants électroniques, conçoit, réalise, installe et entretient ses ordinateurs P330 et P430. Cela compte dans la réussite et la fiabilité d'une installation. Auxiliaires discrets, efficaces, rapides, les P330 et P430 sont également peu onéreux et ne constituent pas, pour l'entreprise, une surcharge financière. Enfin, grâce à des normes ergonomiques très étudiées, ils sont aisément manipulés par vos collaborateurs, dont le travail est ainsi facilité. Et valorisé. Mais il y a mieux.

...avec leurs produits programmes spécialisés. Bien sûr, les ordinateurs Philips P330 et P430 couvrent tous les besoins classiques des PME et PMI — gestion comptable, facturation et ses dérivés, paie du personnel. Mais, grâce à leurs programmes spécialisés par secteur d'activité, ils vous permettent d'aller beaucoup plus loin.

Par exemple, dans les domaines de la gestion de production ou de la gestion financière. Programmés à l'avance, ils sont immédiatement opérationnels. D'autant que leurs utilisateurs bénéficient, avant l'installation, et lors de la mise en route, d'une formation complète assurée par Philips.

Important. La rapidité d'intervention est assurée par nos 39 agences, concessionnaires et centres de maintenance régionaux qui vous fournissent, partout en France, un service après-vente attentif et compétent.

PHILIPS

S.A. Philips I.C. Division Data Systems - 5, square Max-Hymans - 75015 Paris - Tél. 734.71.59.

BON POUR UNE DOCUMENTATION GRATUITE

à envoyer à S.A. Philips I.C. Division Data Systems - 5 square Max-Hymans - 75015 Paris - Tél. 734.71.59

Sans engagement de ma part, veuillez :

☐ m'envoyer votre documentation sur les ordinateurs P330/P430 et éventuellement sur celui qui couvre mon secteur d'activité.

☐ demander à l'un de vos collaborateurs de me téléphoner pour prendre rendez-vous.

Nom _____

Adresse _____

Téléphone _____

moHAMMED heikal

LE SPHINX ET LE COMMISSAIRE

livres et maillots des sociétés au proche-orient

vient de paraître

éditions j.a.

CHEZ VOTRE LIBRAIRE

(Publité)

DU NOUVEAU A L'ALYA DES JEUNES

LYCES FRANÇAIS DE JERUSALEM

Centre de préparation au Baccalauréat français

Sous l'égide de l'Académie de Lyon

OUVERTURE D'UNE CLASSE DE SECONDE EN septembre 1980

Le succès des années précédentes confirme la qualité des études.

— Classe de seconde, première et terminale (A, B, C, D).

— Connaissances d'anglais et de l'arabe.

— Internat dans un cadre de jeunesse.

Et toujours les possibilités habituelles d'études dans les villages d'enfants

Pour tous renseignements, s'adresser :

L'ALYA DES JEUNES, 17, rue Fortuny, 75017 PARIS.

Chine

M. Berlinguer est le premier d'...

reçu officiellement à Pékin

différentes correspondances

CORRESPONDANCE

La langue « rhétorique » du professeur Vo Lang

Le 13 avril, l'Union soviétique a annoncé qu'elle avait accepté de fournir à la Chine des armes de guerre. Cette décision a été accueillie avec une certaine réserve par les observateurs occidentaux, qui craignent que cela ne marque le début d'une nouvelle phase de la coopération militaire entre les deux pays. D'autre part, le gouvernement chinois a affirmé que ces armes étaient destinées à être utilisées contre les forces séparatistes dans le Tibet. Ces déclarations ont été suivies de la signature d'un accord de coopération militaire entre la Chine et l'Union soviétique, qui prévoit notamment l'échange d'informations et la fourniture de matériel militaire.

En France, le gouvernement a réagi avec prudence. Le ministre de la Défense a déclaré que la France ne pouvait pas se prononcer sur la légitimité de l'usage de ces armes. Cependant, il a souligné que la France était prête à fournir à la Chine des armes de guerre si elles étaient destinées à être utilisées contre des forces séparatistes. Cette position a été accueillie avec une certaine satisfaction par les observateurs occidentaux, qui voient dans cela une volonté de la France de maintenir une certaine neutralité dans le conflit sino-soviétique.

En Chine, la décision a été accueillie avec une certaine satisfaction. Le gouvernement chinois a affirmé que ces armes étaient destinées à être utilisées contre les forces séparatistes dans le Tibet. Cette déclaration a été suivie de la signature d'un accord de coopération militaire entre la Chine et l'Union soviétique, qui prévoit notamment l'échange d'informations et la fourniture de matériel militaire.

En conclusion, la décision de l'Union soviétique de fournir à la Chine des armes de guerre a été accueillie avec une certaine réserve par les observateurs occidentaux. Cependant, la France a réagi avec prudence, en affirmant qu'elle était prête à fournir à la Chine des armes de guerre si elles étaient destinées à être utilisées contre des forces séparatistes. Cette position a été accueillie avec une certaine satisfaction par les observateurs occidentaux, qui voient dans cela une volonté de la France de maintenir une certaine neutralité dans le conflit sino-soviétique.

صلى الله عليه وسلم

ASIE

Chine

M. Berlinguer est le premier chef d'un P.C. occidental reçu officiellement à Pékin depuis vingt ans

Le président de la Banque mondiale, M. McNamara, a entamé la semaine dernière, à Pékin, des négociations en vue de la participation de la Chine aux activités de cet organisme. Ce qui permettrait à ce pays de bénéficier d'une aide financière importante pour son programme de développement.

M. McNamara a en, dimanche 13 avril, avec le vice-premier ministre chinois, M. Gu Mu, un des principaux responsables des questions

financières, une « conversation amicale » sur la situation économique de la Chine et sa politique actuelle de « réajustement », rapporte Chine Nouvelle. En outre, a-t-on appris à Pékin, le conseil d'administration du Fonds monétaire se réunira sous peu à Washington pour étudier l'entrée de la Chine.

D'autre part, M. Berlinguer, secrétaire général du P.C.I., commence une visite de neuf jours en Chine.

De notre correspondant

C'est en cette même année 1977 pourtant que l'idée d'un rapprochement commença à germer. Les Yougoslaves — qui commençaient à établir des relations de parti à parti avec les communistes chinois — semblaient avoir joué un rôle discret mais efficace d'intermédiaires, notamment à l'occasion de la visite en Chine du président Tito et de celle du président Hua Guofeng en Yougoslavie. Un chemin s'ouvrait ainsi en tout cas, et fut accompli au printemps 1979 pour que l'ambassadeur de Chine en Italie puisse assister au quinzième congrès du P.C.I. et que, l'été suivant, deux journalistes de l'Unita se rendent en République populaire.

Echanges de délégations

Les relations entre les deux parties ne devinrent toutefois officielles qu'avec la publication, en octobre dernier, par le *Quotidien du peuple*, du message de félicitations expédié par le P.C.I. pour le trentième anniversaire de la R.P.C. Suivant alors les premiers échanges de délégations, dont la visite à Pékin, en décembre, d'une mission des Jeunesses communistes italiennes. Entre-temps, le président Hua Guofeng avait profité de son passage à Rome, en novembre, pour rencontrer M. Berlinguer et lui dire qu'il espérait le revoir en Chine l'année suivante.

Depuis lors, Chine nouvelle a fréquemment fait mention des activités et des prises de position du P.C.I. Elle en a en particulier l'occasion.

Des différences surmontables

Si l'on excepte le voyage que fit en Chine M. Carrillo en novembre 1971 — qui resta sans suite à l'époque — le secrétaire général du P.C.I. est donc le premier chef d'un parti communiste occidental à être l'hôte officiel du comité central du P.C. chinois depuis la révolution culturelle et la rupture sino-soviétique du début des années 60.

Une telle rencontre n'est devenue possible que parce que les communistes de Chine ont renoncé aux exclusives qu'ils jetaient, hier, sur des partis jugés « révisionnistes » à Pékin. La notion même de révisionnisme a, comme on sait, perdu beau-

coup de sa signification pour les successeurs de Mao Tse-tung, tant sur le plan de l'idéologie que sur celui des faits. C'est déjà pour cette raison que les relations ont pu être rétablies avec la Ligue communiste yougoslave, autrefois dénoncée comme le prototype du parti révisionniste.

Ce qui ne signifie pas que toutes les différences se sont estompées, et communistes chinois et italiens ont évidemment des vues très différentes sur des sujets tels que la dictature du prolétariat, l'existence d'une voie parlementaire vers le socialisme, voire encore sur le caractère « fon-

damental » du marxisme-léninisme, dans leurs lignes idéologiques respectives. Mais les Chinois ont désormais décidé que ces divergences n'interdisaient pas des relations normales entre partis.

« La politique de la Chine, déclare, en décembre, le vice-premier ministre, M. Ji Pengxi, en recevant la délégation des Jeunesses communistes italiennes, est de chercher les terrains d'entente tout en maintenant de côté ce qui nous sépare ».

Attitude très diplomatique et qui s'harmonise assez bien avec les grandes orientations de la politique extérieure chinoise. Force est bien, en effet, de constater que si le développement, en son temps, de « l'euro-communisme » n'a pas évité l'effacement d'une situation modérée à Pékin, la révolution des relations entre les P.C. occidentaux et l'U.R.S.S. y est, en revanche, suivie de très près.

Il est vrai que sur ce terrain les positions des communistes chinois et italiens — entre autres — sont voisines dans la mesure où ni les uns ni les autres n'acceptent plus de se soumettre à l'autorité d'un « centre » du sein du mouvement communiste international.

Le fait vraiment nouveau est qu'au-delà de ce refus commun apparaisse l'acceptation mutuelle de positions différentes. S'agissant de politique intérieure, le dialogue ne pouvait s'engager sur d'autres bases avec le P.C. italien, et le P.C. chinois a lui-même admis, il y a déjà près d'un an, que les méthodes de construction du socialisme pouvaient être choisies en fonction des « conditions concrètes » propres à chaque pays.

Il est plus remarquable que l'unité de vues ne soit pas jugée nécessaire sur les grandes options internationales, qu'il s'agisse de porter un jugement sur « l'hégémonie » soviétique ou de se prononcer sur le Vietnam, deux sujets au moins sur lesquels M. Berlinguer et ses hôtes chinois peuvent difficilement être tout à fait d'accord. A des fins qui sans doute lui sont propres, le P.C. chinois paraît moins avoir admis que l'établissement de relations normales au sein d'un mouvement communiste où il fait sa rentrée passe par la reconnaissance — réaliste — de la diversité.

ALAIN JACOB.

CORRESPONDANCE

A propos de la réhabilitation de Qu Qubai

A la suite de l'information dans le Monde du 20 mars et j'ai lu dans le *Quotidien du peuple* de l'ancien dirigeant chinois Qu Qubai, qui fut secrétaire général du P.C. en 1927-1928, ne membre du comité central du P.C. chinois depuis la révolution culturelle et la rupture sino-soviétique du début des années 60.

Cet article donne l'impression que Qu Qubai a été politiquement réhabilité par le président Mao. Or cela n'est pas correct.

Chaque fois que je vais en Chine, je me rends au cimetière révolutionnaire de Papagouhan à Pékin, où les membres méritants du parti communiste et d'autres personnalités qui ont servi la patrie chinoise, ainsi que deux femmes révolutionnaires américaines sont enterrées ou bien ont leur urne funéraire. Mon père se trouve là lui aussi, et chaque fois que je suis allé saluer sa tombe, j'ai vu la grande tombe de Qu Qubai. D'après les règlements du parti communiste chinois, un homme peut avoir commis de graves erreurs, il n'en reste pas moins un communiste et un révolutionnaire.

C'est seulement en 1956-1957 que les « gardes rouges » de l'équipe « Mai 16 », les plus fanatiques, ont fait irruption dans le cimetière et ont saccagé quelques tombes y compris celle de mon père. Ils ont, à ce moment-là, détruit la tombe de Qu Qubai. La famille de Qu dut repartir son cercueil et l'enterrer ailleurs. On ne peut identifier les saccages des « gardes rouges » à une politique de Mao Tse-tung.

Nous n'avions pas rendu Mao Tse-tung à l'époque trop peu influent, responsable de l'effacement de Qu Qubai. Nous avions simplement indiqué qu'après la mise à l'écart de ce dernier Mao avait qualifié de représentant de « la première déviation opportuniste de gauche » dans le P.C.I.

La longue « rééducation » du professeur Vo Long Te

Nous avons reçu de M. Robert Cornu, président de l'ADELF (Association des écrivains de langue française), un appel en faveur du professeur vietnamien Vo Long Te, membre de cette association, et qui se trouve au camp de rééducation depuis 1975. Professeur de lettres, secrétaire général de la revue *Etudes interdisciplinaires* sur le Vietnam, président de la commission des sciences humaines du Conseil national de la culture et de l'éducation avant 1975, membre du conseil d'administration de la Société des études indochinoises, il est aussi l'auteur d'un nombre important d'ouvrages littéraires.

Peu après l'instauration du régime communiste au sud du Vietnam, écrit M. Cornu, M. Te fut interné dans un camp de rééducation. Nous sommes intervenus auprès du premier ministre vietnamien le 8 février 1977, le 18 mars suivant, nous recevîmes cette réponse du premier secrétaire de l'ambassade vietnamienne à Paris, M. Le Dinh Nhon : « Nous sommes autorisés à vous informer que M. Te, après un cours de rééducation, a regagné sa famille, avec laquelle il vit actuellement à Ho-Chi-Minh-Ville ».

États pourriez M. Cornu, cette nouvelle était inexacte, et M. Te est toujours en rééducation. A quel correspond cette lettre et que cherche le gouvernement vietnamien ? M. Te a maintenant cinquante-deux ans, et il est depuis près de cinq ans dans ce que l'on appelle par euphémisme « camps de rééducation ». Il se trouvait il y a quelques semaines au camp XIII D-50A TD 63/5, province de Thanh-Hoa, au Nord.

La mort du prince Boun Oum

A la suite de la publication dans le Monde du 20-24 mars d'un article sur la mort du prince Boun Oum, nous avons reçu de M. Jean Letourneau, ancien ministre d'Etat chargé des relations avec les Etats associés sous la Quatrième République, la lettre suivante :

Ayant lu l'article, sans excès de bienveillance, de l'un de vos collaborateurs à l'occasion du décès du prince Boun Oum, un certain nombre d'amis se sont étonnés avec moi d'abord évidemment de l'injustice qu'il y a à porter un jugement sur des personnalités d'Asie ou d'Afrique à partir de nos normes d'Occidentaux, mais surtout d'une omission particulièrement regrettable.

Comment, en effet, ne pas parler des sentiments si connus du prince Boun Oum pour la France ? Il lui manifesta sans défiance un attachement et un dévouement qui ne furent ni sans sacrifices — par exemple lorsque fut constitué le royaume du Laos — ni sans risque et sans courage, en particulier durant la dernière guerre lors de l'occupation japonaise.

Tous ceux qui ont vécu ces dernières années de l'Indochine française ne peuvent oublier, à l'heure où il s'agit sur une terre qui certes lui était chère, mais qui n'est pas celle de sa patrie, le rôle qu'il joua de personnage de légende qu'était le prince de Champassak. Il avait espéré éviter, avec l'appui de la France sur lequel il pensait pouvoir compter, le sort cruel qui connaît aujourd'hui le Laos.

[L'article auquel fait référence M. Letourneau appelait cependant que le prince Boun Oum s'était passionné pour la littérature française, qu'il s'était lancé dans la résistance contre les Japonais dès 1941, et qu'il avait écrit les *France des Lettres* au Laos au début de 1946. — P. de R.]

EUROPE

Belgique

CHARGÉ D'UNE MISSION D'INFORMATION PAR LE ROI

M. Willy Claes (socialiste flamand)

paraît décidé à remettre rapidement ses conclusions

De notre correspondant

Bruxelles. — Chargé d'une mission d'information par le roi Baudouin le samedi 12 avril, le ministre des affaires économiques, M. Willy Claes (socialiste flamand), a entamé dimanche son tour d'horizon. L'informateur, selon le communiqué du palais de Bruxelles, a été prié par le souverain d'agir « rapidement », et — même si l'on craint une longue crise — on a l'impression qu'il aura tiré des conclusions définitives avant la fin de la semaine.

Le P.S. et les libéraux

On côté francophone, les choses se sont aussi clarifiées. Jeudi, les présidents des partis de Bruxelles et de Wallonie avaient constitué un véritable front commun (*Le Monde* du 12 avril) face aux Flamands du C.V.P. Les membres de ce nouveau bloc se sont engagés à ne participer en aucun cas à un cabinet qui n'incrimait pas la régionalisation en tête de son programme au même titre que la solution des problèmes économiques et sociaux.

Un autre événement, plus important encore, s'est produit chez

les socialistes. Prenant la parole à Barvaux-sur-Ourthe, dans les Ardennes, le président du P.S.B. a mis fin officiellement à la quarantaine infligée depuis sept ans aux libéraux. M. André Coels a déclaré qu'il ne s'opposerait plus à une participation libérale au nouveau gouvernement, alors qu'il y a quelques semaines encore le parti de M. Jean Gol était considéré par les socialistes comme trop « réactionnaire ». Aujourd'hui, le P.S.B. estime que la situation est devenue très grave. Quant à M. Edmond Leburton, ancien premier ministre socialiste et président de la Chambre jusqu'en 1979, il vient de prendre ses distances vis-à-vis du P.S. et de M. Coels (avec qui il avait toujours été en désaccord). Il a déclaré que la formation d'un front francophone était « une fausse idée ». M. Leburton a également adopté une attitude nettement en retrait pour le statut de la capitale, qui est à l'origine de la démission du gouvernement de M. Martens. M. Leburton estime qu'un accord entre communautés est impossible si l'on persiste à vouloir que Bruxelles soit une trispartite région à part entière, au même titre que la Flandre et la Wallonie.

C'est en tenant compte de toutes ces données que l'« Informateur », nommé par le roi va devoir tenter d'ébaucher une solution à la crise et préparer le dossier qui permettra à une personnalité — peut-être M. Martens — de constituer un nouveau gouvernement.

M. Willy Claes, âgé de quarante et un ans, a étudié les sciences économiques à l'université libre de Bruxelles. Député depuis 1968, il a été ministre pour la première fois en 1972, avant de devenir avec M. André Coels coprésident du parti socialiste, quand cette formation était encore unitaire. Après les élections législatives de décembre 1978, le roi l'avait déjà nommé ministre de l'Information. Fils d'un musicien limbourgeois très pauvre, M. Willy Claes se bat depuis son enfance. Pour payer ses études, il jouait du saxophone dans des boîtes de nuit de Bruxelles. Depuis, il a appris le piano, et il dirige même parfois des orchestres, comme M. Edward Heath.

PIERRE DE VOS.

République fédérale d'Allemagne

L'ordinateur, les factures d'électricité et les terroristes

De notre correspondant

Bonn. — Comment découvrir des terroristes qui font de leur mieux pour se dissimuler ? Il suffit, par exemple, de faire trier par un ordinateur les notes d'électricité d'une grande ville comme Hambourg ou Munich. En procédant ainsi, l'Office fédéral du crime est parvenu à arrêter plusieurs des terroristes les plus recherchés et à découvrir quelques dizaines d'appartements « clandestins ».

Depuis longtemps déjà, les autorités policières avaient constaté que les terroristes ont pour habitude de louer des appartements en demandant au propriétaire de régler lui-même les notes de gaz ou d'électricité : le prétexte était toujours que le locataire, absent pour des raisons professionnelles, n'avait de ne pas payer les notes en temps utile. La raison véritable est que les personnes recherchées ne tiennent pas à laisser, sur un document quelconque, des échantillons de leur écriture ou de leur signature, même lorsqu'elles sont falsifiées.

En tout cas, dans plusieurs grandes villes de la République fédérale, la police a passé au peigne fin des dizaines de milliers de notes d'électricité, après qu'un juge du tribunal fédéral

eut organisé en secret la confiscation de ces documents. Bien que le procédé soit apparemment légal, les méthodes utilisées soulèvent de très vives controverses. Beaucoup de citoyens, alarmés par la presse fédérale, se demandent si le pays ne serait pas en train d'entrer dans l'ère de 1984 telle qu'elle a été décrite par George Orwell. — J. W.

Only sud / Madrid

21 vols
IBERIA
par semaine

départ tous les jours :
10 h 40 • 14 h 30 • 20 h 10

"A la Défense, pour l'instant, on se sent un peu perdu. Il n'y a pas un endroit central, un endroit où on puisse se donner rendez-vous, se retrouver, flâner..."

A la Défense, Serete Aménagement prépare Les Quatre Temps.

Plus qu'un centre. Un centre-ville.

Serete Aménagement 63, rue La Boétie 75008 Paris. 225.71.56

Le Monde

politique

L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DE 1981

M. Pons (R.P.R.) : rien n'est joué

M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., président, samedi 12 avril, à Montpellier, le congrès de son mouvement pour la région Languedoc-Roussillon, a évoqué l'élection présidentielle en ces termes : « Je suis absolument convaincu que rien n'est joué pour l'élection présidentielle. Il nous reste deux mois pour mener un combat capital pour notre pays. Nous ne ferons le procès de personne. Nous serons d'ingénierie absolue car les institutions de la V^e République c'est nous qui les avons voulues, et personne ne peut nous donner de leçons. Mais nous serons sans complaisance. Car,

« Non » à l'Espagne dans le Marché commun
M. Bernard Pons a rappelé l'hostilité du R.P.R. à l'élargissement du Marché commun en déclarant : « Nous sommes plus décidés que jamais à dire « non » à l'admission de l'Espagne, qui sera soumise au Parlement. La période transitoire, dont nous avons constaté l'ineffectivité dans des cas antérieurs, ne pourrait que favoriser l'Espagne, et les mesures de

Le traité de Rome
Dans la Lettre de la Nation, organe du R.P.R. du lundi 14 avril, Pierre Charpy commente les déclarations de M. Giscard d'Estaing au Figaro (le Monde du 12 avril) en écrivant : « Le Conseil européen, dont Valéry Giscard d'Estaing attribue généralement la paternité en citant Georges Pompidou, ne doit pas être une simple instance d'analyse et de concertation, ni même d'impulsion, pour représenter les termes utilisés par le président de la République. Il doit être une instance de décision, et donc s'en donner les moyens. » Notons au passage que, dans ses propos désenchantés sur le fonctionnement des institutions européennes, le président de la République n'a pas eu un mot pour l'Assemblée des Communautés européennes, dont il nous assurait, le 15 mai 1979, qu'elle allait apporter « le souffle et l'espérance ».

Pierre Charpy ajoute : « Le président juge « envisageable » une renégociation du traité de

depuis des mois et des années, nous avons alerté le gouvernement, nous l'avons mis en garde, nous l'avons dit qu'il s'engageait dans une politique économique et sociale qui était « éfasie ». Nous avons mis en garde les responsables de notre diplomatie pour leur dire que la voie qu'ils suivaient était dangereuse. Mais ni les uns ni les autres ne nous ont écoutés (...). » Nous ferons le bilan du septennat et nous serons présents non seulement pour apporter un quelconque témoignage, mais pour soutenir un candidat qui sera, lui, présent pour gagner. »

« dopage » de la viticulture méridionale qu'on préconise ne seraient pas efficaces, assurées qu'elles seraient de directives tendues. » Ce qu'il faut, c'est que les nouveaux partenaires de la Communauté se mettent autour d'une table pour remettre de l'ordre dans le Marché commun. Que Mme Thatcher calme ses humeurs et que le gouvernement français soit ferme. »

Rome » et il rappelle que M. Giscard d'Estaing avait déclaré le 18 avril 1979, à la télévision et le 15 mai à l'écart : « Cette Europe doit être celle du traité de Rome. » Il poursuit : « Alors ? Si la réponse d'hier est encore celle d'aujourd'hui, la renégociation du traité ne peut pas être envisagée. » Cette éventualité a d'ailleurs toujours été écartée par le R.P.R. Jacques Chirac l'a dit à plusieurs reprises : « la Grande-Bretagne ne veut pas accepter les règles du club où elle est entrée librement, c'est à elle de quitter le club et non pas au club de changer ses règles. »

« Ce n'est pas ce que dit le président de la République, qui se borne à se demander si le moment est vraiment bien choisi pour mettre en question une organisation qui a fonctionné depuis vingt et un ans. » Sans doute est-ce l'application de la théorie du « juste milieu » à la défense de l'Europe mais dans ce domaine comme dans d'autres, la loi du milieu n'est pas la loi du juste. »

M. Mitterrand : le parti socialiste peut gagner

De notre correspondant

Lille. — M. François Mitterrand a clos, dimanche 13 avril, à Boulogne-sur-Mer, la campagne d'adhésion lancée par la fédération socialiste du Pas-de-Calais, campagne à laquelle avaient participé plusieurs leaders du P.S., et notamment MM. Mauroy et Rocard (le Monde du 3 avril).

Dans ce département où l'adhésion à la fédération, M. Daniel Percheron, et le maire de Boulogne-sur-Mer, M. Guy Lemaire, qui accueillait M. Mitterrand, ont pris position en faveur de M. Rocard pour l'élection présidentielle, la visite des deux dirigeants avait une allure bien différente : après la tournée ardente de M. Rocard, visiblement « supporté » par les élus locaux, on retrouvait avec M. Mitterrand, accueilli d'ailleurs chaleureusement, une note plus classique : une leçon de socialisme donnée avec brio à un auditoire d'un millier de personnes, presque exclusivement politiques et sociales avec des fleches bien ajustées pour le gouvernement et aussi pour le P.C.

Au cours des débats internes du P.S., M. Mitterrand estime que le parti socialiste peut l'emporter lors des prochaines élections présidentielles. « En dépit de tous les sondages et des pronostics, a-t-il déclaré, Valéry Giscard d'Estaing n'est pas assuré d'être réélu. Le P.S. peut gagner. Il peut espérer dépasser 30 % au premier tour et l'emporter au second. »

« Ce n'est qu'un cours d'une conférence de presse que le premier secrétaire du P.S. a abordé le problème de l'élection présidentielle, évitant de tomber dans les pièges qu'on lui tendait. Que pense-t-il du ralliement de M. Mauroy à M. Rocard ? « Mon ami Pierre Mauroy, en Occurrence, n'a pas parlé de moi. D'ailleurs, c'est une bonne chose qu'il dise ce qu'il pense. Je n'ai rien à dire de ce sujet. Je ne suis en concurrence avec personne. »

M. Mitterrand accuse le président de la République, voulant masquer son fléchissement, d'avoir mis sur les médias une « propagande » qui déstabilise nos plaies et nos maux, tandis que se développe la formidable immortelle publicité. On peut parler maintenant des copains et des copines en appréciant la sagesse de cette citation de M. Pontatowski... (1).

A propos de la politique internationale, M. Mitterrand a déclaré : « J'ai proclamé le droit des Palestiniens à une patrie, mais je l'ai dit à Jérusalem ; j'ai proclamé les droits d'Israël, mais je l'ai dit à Jérusalem et à Alger. Lorsque l'on représente la France à l'étranger, il n'est pas normal que, pour un peu de pétrole, on ne dise qu'une partie de son discours. »

■ M. François Mitterrand, interrogé lundi 14 avril par l'AFP sur les propos des dirigeants du P.C.F. qui classent le P.S. dans « la bande des trois » (M.M. Giscard d'Estaing, Chirac et Mitterrand), a déclaré : « C'est absurde. Ça ne m'intéresse pas. Je ne veux pas laisser confondre la discussion sérieuse avec les balloperies (...). L'actualité, ce ne sont pas les petites phrases, les polémiques de ce genre. Le jour où la télévision voudra bien considérer que de discuter de l'intérêt quotidien des Français cela passe avant le reste, quelque chose aura changé. »

celle qui fait le plus plaisir. Voilà comment se développent les malentendus. A moins que ce ne soit l'expression d'une politique qui, pour des raisons économiques, aurait été de cap... »

M. Mitterrand a aussi fait une mise au point sur ses déclarations à la réunion de l'Internationale socialiste à Saint-Domingue — déclarations que, selon lui, le P.C. a abusivement déformées : « J'ai dit que c'est en accordant la priorité aux luttes contre les oligarchies nationales et internationales que les pays d'Amérique latine empêcheraient que d'autres réponses, elles aussi de nature dictatoriales, soient les seules acceptées par les populations répressées. Nous sommes, nous socialistes, les seuls à fonder une action sur la démocratie. Je n'ai pas à être le commis voyageur d'une idéologie qui n'est pas la mienne. »

A propos des rapports P.S.-P.C., M. Mitterrand a affirmé qu'il apportait son soutien le plus total au maire de Brast, M. Le Blé, qui a récemment retiré leur délégation aux adjoints du parti communiste : « J'ai suivi ce dossier. Nous, socialistes, nous avons été loyaux. Nous avons respecté le contrat municipal. Dans ces conditions, si nos partenaires ne le respectent pas, nous devons être intrinsèques. Le même raisonnement vaut d'ailleurs au plan national. » — G. S.

(1) C'est à la mi-mai 1979 que le bimensuel, animé par M. Pontatowski, avait souhaité, à propos des scandales immobiliers, que l'on purge certaines notre politiques des copains et des copines. (le Monde du 15-16 mai 1979).

M. Lecanuet : M. Rocard « travaille dans le flou »

M. Jean Lecanuet, président de l'U.D.F., a déclaré, dimanche 13 avril au « Club de la presse » d'Europe 1 qu'il « n'attache pas de crédit à la capacité de M. Michel Rocard à attirer les voix démocrates, les voix socialistes qui font partie de la grande fédération U.D.F. ». « Je crois, a-t-il dit, que ce candidat pratique actuellement ce que j'appellerais l'irisation, c'est-à-dire une sorte de flou ; il travaille dans le flou en s'efforçant d'être au programme du parti socialiste et en laissant entendre, en même temps, qu'il a dans l'esprit un autre programme. »

Si le R.P.R. présente un candidat à l'élection présidentielle, M. Lecanuet souhaite que la campagne du premier tour « marque l'unité de vision sur le type de société que nous (la majorité) voulons ensemble défendre et que nous avons déjà accordé à différentes reprises, et qu'aucun propos ne soit tenu qui ne facilite l'union au second tour, dont la France aura besoin ». Il lui paraît difficile pour une formation de la majorité « de se démarquer au point de dire : le président sortant, s'il se représente, n'est pas un bon président pour les Français. »

Le président de l'U.D.F. estime que « l'alternance, en France, n'est pas possible — hélas ! — à cause du comportement du parti socialiste et du parti communiste. Le parti socialiste veut une alliance impossible, irréaliste, imaginaire ; cette alliance débouche constamment sur des échecs. Le parti communiste, quant à lui, poursuit un projet qui est le sien. D'autre part, M. Lecanuet a traité des rapports Est-Ouest et

du rôle de l'Europe. « Pour la première fois dans leur histoire », les Américains sont, a-t-il remarqué, « en position de demande ». « Je ne pense pas », a ajouté le président de l'U.D.F., qu'on puisse savoir avec certitude, même si la solidarité doit exister avec les États-Unis, toutes les demandes du président des États-Unis. « Mais nous devrions parler, nous les Européens, avec les États-Unis d'Amérique (...). Le moment est venu d'ouvrir un très grand dialogue entre Européens et Américains. »

A propos de la bombe à neutrons, M. Lecanuet a exprimé l'avis que la France se doive de cette arme, si elle le peut. « Nous sommes, a-t-il dit, devant un tel déséquilibre du rapport des forces militaires entre l'Union soviétique et nous-mêmes que cette arme défensive, si elle est conforme à ce qu'en disent les experts, est probablement la seule qui pourrait être, à moyen terme, capable d'assurer notre sécurité. Elle ajouterait à la dissuasion qui est déjà donnée par la force atomique française. »

le journal mensuel de documentation politique
après-demain
(non vendu dans les kiosques)

Offre un dossier complet sur :

L'INNOVATION

Envoyer 20 francs (timbres à 1 F ou chèques) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, ou 60 F pour abonnement annuel (60 % d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

V. KEUKIJAN
Coopération Artisanale de Bâtiment
MAÇONNERIE, CARRELAGE, PLOMBERIE, ELECTRICITE, MENUISERIE, PEINTURE, VITRERIE
APPARTEMENTS - MAGASINS VILLAS - RAVALEMENTS ESCALIERS
18, rue Marbut - 75008 PARIS
Tél. : BALzac 37-88 et 84
M. COSTA, chef de chantier



La chute des cheveux c'est un fait. La volonté de l'endiguer c'est une décision !

Vos cheveux subissent une agression de tous les instants. Votre cuir chevelu est littéralement envahi par les poussières et impuretés qui viennent se mêler à des sécrétions anormales. Le crâne vous démange. Vos cheveux sont secs, cassants. Les pellicules de plus en plus nombreuses. Prenez aujourd'hui la décision de réagir. EUROCAP tous cartes sur table avec ses clients. C'est notre franchise qui a fait notre réputation. Si vos spécialistes ne peuvent rien pour vous, ils vous le diront sans hésiter. S'ils s'occupent de la santé de vos cheveux, vous comprendrez alors rapidement que le succès des méthodes de L'INSTITUT CAPILLAIRE EUROCAP est basé sur le sérieux et l'efficacité. Ecrivez, téléphonez ou présentez-vous pour prendre rendez-vous. (L'Institut est ouvert sans interruption du lundi au vendredi de 11 h. à 20 h. et le samedi de 10 h. à 17 h.).

EUROCAP INSTITUTS CAPILLAIRES
4, rue de Castiglione - 75001 PARIS - Tél. 260-38-84

IBERIA
Orly sud / Madrid
3 vols quotidiens
10 h 40 • 14 h 30 • 20 h 10
Orly sud / Barcelone
2 vols quotidiens
13 h 35 ou 19 h 20
tout l'été un pont aérien France/Espagne

"Aller jusqu'à l'Opéra ou à Saint-Germain des Prés pour trouver une boutique de mode rigolote, ce n'est pas normal. Il devrait y en avoir à la Défense".

A la Défense, Serete Aménagement prépare Les Quatre Temps.
Plus qu'un centre. Un centre-ville.
Serete Aménagement 83, rue La Boétie 75008 Paris. 225.71.56

C'EST LE MOMENT DE SOUSCRIRE

12%* BONS D'ÉPARGNE ECUREUIL.

• Un taux garanti. Demandez nos barèmes.
• Un placement simple.
• La possibilité de disposer de votre argent à tout moment, dès la fin du 3^e mois de souscription.

Caisse d'Épargne Ecureuil.
* Taux actuariel annuel brut sur 5 ans.

plus qu'un centime. Un c

Chirac

POLITIQUE

UN VOYAGE ÉLECTORAL

M. Dijoud à la Guadeloupe

De notre correspondant

Pointe-à-Pitre. — M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, a terminé, vendredi 11 avril, la visite qu'il avait commencée à la Guadeloupe le mardi 8. Tout au long de son séjour dans l'île, le secrétaire d'Etat a tenté d'effacer la mauvaise impression laissée par ses précédents propos (1). Ainsi, lors d'une réunion de travail à la préfecture de Basse-Terre, il a déclaré au directeur de l'agriculture et à ses adjoints : « Je voudrais vous féliciter pour l'excellent travail que vous faites outre-mer. » Et d'ajouter :

(1) M. Dijoud avait notamment déclaré le 6 mars à l'occasion d'un voyage en Guyane : « Nous n'avons pas besoin de vos services, mais de vos idées. Les fonctionnaires qui ne font pas l'affaire ne restent pas en métropole. » (Le Monde du 8 mars.)

LES ANTILLES NE VIVENT PLUS À L'HEURE D'ÉTÉ...

(De notre correspondant.)

Fort-de-France. — Les protestataires ont obtenu satisfaction. Avant de quitter la Guadeloupe pour rejoindre Paris, M. Paul Dijoud a indiqué, le vendredi 11 avril, à Pointe-à-Pitre, qu'il avait téléphoné au premier ministre pour lui demander d'annuler l'institution de l'heure d'été, à la suite des nombreuses réactions de mécontentement que ce changement — intervenu le 6 avril, pour la première fois, — avait provoquées dans les deux départements antillais (Le Monde du 10 avril). Le secrétaire d'Etat a annoncé que le premier ministre avait accédé à sa demande et que les Antilles recommenceraient à vivre suivant l'ancien horaire, à partir du lundi 14 avril à 0 heure.

Fort-de-France. — La Fédération R.P.R. de Martinique vit en état de crise ouverte depuis le médiocre résultat obtenu à l'élection cantonale partielle de Fort-de-France par sa candidate, Mme Aimée Populaire, qui n'avait recueilli que 635 voix au premier tour de scrutin, le 23 mars, et avait été nettement devancée par le candidat de l'U.D.F., M. Jos Saint-Rose, secrétaire départemental du P.R. (1.189 voix). Ce dernier avait été battu, au second tour, par le candidat du parti progressiste martiniquais (P.P.M., autonomiste), M. Claude Lise. Au cours de leurs entretiens avec M. Bernard Pons, qui était en visite dans l'île du 8 au 10 avril, certains militants gaullistes, les plus jeunes notamment, qui soutiennent le secrétaire départemental, M. Michel Renard, maire de Marigot, conseiller général, ont exprimé des critiques à l'encontre de certains membres de leur comité directeur auxquels ils reprochent un manque de dynamisme. M. Pons n'a pas contesté l'existence de problèmes, au sein de la fédération. « C'est pour cela, a-t-il indiqué à la presse, que nous envisageons une dissolution du comité départemental du mouvement et que nous avons décidé de retarder le congrès, qui ne devrait plus se tenir qu'au mois de septembre. » Il semble qu'une lutte d'influence soit engagée entre la nouvelle vague, animée par M. Michel Renard et les anciens, conduits par M. Emile Maurice, président du conseil général de la Martinique. — F. R.

CHAMPAGNES BORDEAUX BOURGOGNES et ALCOOLS

A DES PRIX !

LOUIS ROEDERER 49,50
Bout (vente par 6) 49,50
LANGSON "Black Label" 44,00
Bout (vente par 6) 44,00
Chat PHÉLIX SEGRU 39,00
1976, Saint-Estèphe 39,00
Chat Bel Orne TRONOUY 30,50
1971, Médoc en tempétes 30,50
SANTENAY 1976 44,50
Montrachet (vente par 6) 44,50
Tous ces vins, Chablis, Bourgogne, 185, rue de Turbigo 75002 PARIS 27.59.27.
Magasin Informations Comptables
51, rue de Valenciennes 75015 PARIS
FONDS DES BAUX - MONTAIGNE - Paris-Bourg
service livraisons

LES ÉLECTIONS MUNICIPALES

GIBONDE : Floirac (1^{er} tour). Inscr. 7.562; vot. 3.180; suffr. expr. 3.089.

M. Jean L'arrivet (P.S.), 623 voix; Mme Conchita Leouey (P.S.), 1.618; M. Jean-François Lévot (U.C.), 1.108; Mme Jeanine Spaud (P.C.), 1.107; M. François Renard (R.P.R.), 369; M. Gérard Charnier (R.P.R.), 366. Il y a ballottage.

Il s'agit de pourvoir au remplacement, d'une part, du maire socialiste, M. Claude Raynaud, démissionnaire, et, d'autre part, du siège détenu par une conseillère municipale communiste. Située en 1977, M. Raynaud avait brutalement démissionné en mars dernier, en arguant de trois raisons : la ballade de l'union de la gauche et la non-participation des élus communistes à la vie municipale; des différends avec l'administration municipale; le peu de soutien à l'intérieur de son propre parti.

Lors du premier tour des élections municipales de 1977, le 12 mars, les résultats avaient été les suivants : Inscr., 6.466; vot., 4.754; suffr. expr., 4.653. Liste P.S., 1.946. Liste P.C., 1.971. Liste R.P.R., 853. Dimanche 13 avril, la moyenne des voix obtenues par chaque liste s'établit comme suit : Liste P.S., 1.899; Liste P.C., 1.107; Liste R.P.R., 367.

Malgré la forte augmentation du taux d'abstention (57,9 %), au lieu

de 26,2 %, qui faussait la valeur de la comparaison entre 1977 et 1980, on peut relever le recul du P.C.F. et du R.P.R., et la progression du P.S.

HAUTE-SAVOIE : Thonon-les-Bains (1^{er} tour).

Inscr. 14.642; vot. 7.503; suffr. expr. 7.170.

Pour le renouvellement municipal (P.S.), 2.783 voix (moyenne de liste); Union démocratique de gestion municipale (majorité), 2.701; Pour la participation des femmes, 971; Thonon libérée (P.C.), 604; Vivre à Thonon dans la paix, la beauté et la sécurité, 410. Ballottage.

Il s'agit de pourvoir trois sièges devenus vacants à la suite des décès de trois conseillers municipaux. En 1977, la liste de la majorité avait été élue au premier tour. Les résultats avaient été les suivants : Inscr., 13.585; vot., 10.492. Liste de la majorité, 1.319; 2^e div. (R.L.), 11 mod. maj., 4 C.D.S., 2 div. (L.). Liste d'union de la gauche, 3.162.

On note que la liste socialiste réalise un score plus important à elle seule (38,31 %) que la liste d'union en 1977 (30,94 %). Le total des voix de gauche représente 47,23 % des suffrages exprimés. La liste Pour la participation des femmes a créé une surprise en recueillant 9,55 % des suffrages.

jsf grandes vacances à petits prix

CHINE 19 circuits 16 jours à partir de 10.600 F L'Inde en train 18; 5.950 F THAILANDE La Route de l'Opium 17; 5.900 F Thaïlande/Birmanie 22; 6.380 F U.S.A. Zabriskie Pist (Californie) 16; 5.990 F

Des vols spéciaux A.R. TUNIS 1.090 F TANGER 1.090 F ATHENES 1.290 F NEW YORK 1.800 F BANGKOK 2.940 F MEXICO 3.525 F

Nombreuses autres possibilités de séjours, circuits, vols directs dans le monde entier.

jeunes sans frontière

5, rue de la Banque 75002 PARIS (Métro Bourse) Tél. 261.53.21. 5, place Ampère 69000 LYON Tél. (7) 842.65.57

BONS D'ÉPARGNE ECUREUIL.

UNE RENTABILITÉ GARANTIE

Les conditions auxquelles vous souscrivez aujourd'hui sont valables pour toute la durée de votre placement. Vous êtes donc sûr de sa rentabilité. Demandez nos barèmes.

Exemple de rendement*
• Votre versement aujourd'hui 10.000 F
• Votre capital 17.623,50 F brut
dans 5 ans 14.422 F net d'impôt

c'est le moment de souscrire.

Caisse d'Épargne Ecureuil.

* Conditions au 1^{er} avril 1980.

"Dans un quartier comme la Défense, il devrait y avoir plein de restaurants, dans tous les genres, à tous les prix, comme dans un quartier de Paris..."

A la Défense, Serete Aménagement prépare Les Quatre Temps.

Plus qu'un centre. Un centre-ville.

Serete Aménagement 63, rue La Boétie 75008 Paris. 225.71.56

vous connaissez l'épargne-logement découvrez

L'ÉPARGNE RÉSIDENCE SECONDAIRE

18 mois c'est le temps minimum d'épargne

9,5%

c'est le taux de votre prêt principal résidence secondaire

90%

c'est la part de crédit dont vous pouvez disposer avec un prêt complémentaire

acquisition, construction, travaux



Banque de la Hénin

direction commerciale 16, rue de la Ville-Révoque 75384 Paris Cedex 08.

NOM ADRESSE TÉL

classez recevoir une documentation sur l'épargne résidence secondaire

RELIGION

LE CONGRÈS NATIONAL DES GITANS CATHOLIQUES

Les chrétiens sont des nomades

De notre envoyé spécial

Biviera. — Le congrès national du Mouvement catholique des gitans et voyageurs, organisé tous les deux ans, a eu lieu les 12 et 13 avril à Biviera, près de Grenoble. Environ cent cinquante « gens du voyage » — gitans, roms, manouches, sintis, yéniches — se sont retrouvés avec les prêtres et les religieuses qui animent le Mouvement et Mgr Jean Herminet, évêque de Viviers (Ardèche) et membre de la commission épiscopale pour les migrations et le tourisme, qui devait célébrer la messe le dimanche matin, retransmise sur TF1 par « Le jour du Seigneur ». « Avec Jésus nous marchons dans la joie : nos pères et nos espérances ».

Le site est tellement beau qu'on s'étonnerait de ne pas y trouver un monastère. En effet, entre le massif de la Chartreuse, falaise abrupte qui rappelle le Grand-Canyon, et le massif de Belle-donne, dont les pics atteignent 3 000 mètres, se trouve la Maison Saint-Hugues, ancien couvent des dominicains devenu un centre de réunions et de retraites dirigé par les jésuites. Les Gitans, en revanche, y paraissent un peu hors de leur élément. Ne pouvant accéder au petit village de Biviera avec leurs caravanes à cause de l'écrolement des routes, ils ont dû camper plus bas et monter à pied pour la réunion. Or un Gitan sans sa roulotte est un peu comme un escargot sans sa coquille.

Venus de toute la France et surtout du Midi, ils voulaient juste sortir de la routine hivernale, faire une halte pour réfléchir ensemble à leur foi et à leur engagement chrétien. Comme à Moutaux (Nord) il y a deux ans (le Monde du 11 avril 1978) ce sont les Tsiganes eux-mêmes qui ont pris en charge les débats et les témoignages. Ils ont d'ailleurs voulu donner un caractère de célébration avec des chants, des séances de diapositives commentées et, bien entendu, la messe leur messe — télévisée. C'était l'occasion de montrer aux gadjis (les non-Tsiganes, les étrangers) qui, ils étaient capables. Comme la du Mgr Herminet au début de la messe : « Vous qui venez d'ouvrir votre porte de foi, vous n'ouvrez pas aussi facilement votre porte aux Gitans ! »

Deux mondes différents

Les chrétiens ne sont pas plus accueillants, du reste. Certains d'entre nous ont honte de rentrer dans une église, a dit Guillaume. Nous avons peur d'être choqués par les rites, les prières, les chants, dit-il. Un des buts du Mouvement catholique des Gitans est d'aider ceux-ci à prendre la place qui leur revient dans l'église.

Les rattachés et rattachées (prêtres et religieuses) du Mouvement forment un lien particulier entre les Gitans et les gadjis qui vivent dans deux mondes différents. Le prêtre est un gadjis certes, mais il est un homme à part, pas comme les autres, qui possède le pouvoir mystérieux de bénir

ou de maudire. Les religieux aussi partagent la vie des voyageurs : certaines petites sœurs des pauvres vivent en communauté dans une caravane. Et on leur confie des intentions de prières.

Mais, phénomène nouveau et significatif, à Biviera, il y avait une religieuse et un prêtre, tous deux d'origine tsigane. Josette a décidé, à dix-sept ans, qu'elle voulait entrer chez les sœurs de la Compassion, petite congrégation diocésaine. Sa famille, manouche, s'y opposait. D'abord, elle a eu du mal à s'adapter au couvent. « Je voulais à peine lire et écrire, dit-elle, et maintenant que j'ai appris à parler comme les autres, j'ai du mal à me faire comprendre quand je rentre dans ma famille ! »

Et puis la vie au couvent était une vie d'attente : asséchante pour une manouche. « Quand vient le printemps, dit Josette, mon sang se met à bouillir et j'ai envie de partir, d'aller chiner. Avant je chissais des casseroles ; je faisais du porte-à-porte. » Heureusement, les religieuses l'ont comprise.

Une guerre de religion

Claude, lui, est prêtre en paroisse. « Quand je suis entré au séminaire, raconte-t-il, je n'ai pas

dit que j'étais gitan ; j'avais peur d'être renvoyé comme voleur ou truand. » Le plus difficile pour lui a été la mentalité « institutionnelle » de l'Eglise. « Les chrétiens, et même les prêtres, sont trop installés, trop attachés à leur routine, dit-il. Pour moi, le chrétien devrait être un nomade, un pèlerin. Même le gadjis : leur corps est leur caravane. »

S'il y a un renouveau religieux actuellement chez les Gitans, c'est en partie grâce au mouvement pentecôtiste, qui attire bon nombre de voyageurs. Mais la rivalité entre Gitans pentecôtistes et catholiques a aussi pour résultat de diviser les familles et les clans. « C'est une véritable guerre de religion, avoue un des aumôniers, qui provoque des bagarres et même des coups de fusil. »

Josette raconte comment un de ses cousins a reçu le baptême pentecôtiste au moment où elle était en noviciat. « C'était fini entre nous, nous n'étions plus le droit de mettre les pieds les uns chez les autres. » « C'est la faute de l'Eglise catholique et du pentecôtisme fait des rages, estime Rosemarie. Elle nous a laissés tomber pendant trop longtemps. » Le père Nen, aumônier, reconnaît que l'Eglise s'est parfois trompée dans ses priorités. « Dans le premier temps, dit-il, nous nous efforcions surtout d'aider les gens matériellement, de prendre leur défense devant la police et les tribunaux, de leur trouver des terrains. Pendant ce temps-là, les protestants sont venus avec la Bible. Il ne s'agit pas de dénigrer notre action sociale mais de comprendre que les Gitans ont avant tout soif de la parole de Dieu. »

ALAIN WOODROW.

PUBLIÉ A PARIS

Un rapport confidentiel soviétique montre comment le parti communiste contrôle les activités de l'Eglise orthodoxe russe

La revue trimestrielle « Vestnik » (« Le Messager »), éditée à Paris (1), publie dans son dernier numéro le texte intégral d'un rapport de soixante-dix pages envoyé il y a quelques années par le conseil soviétique pour les affaires religieuses au comité central du parti communiste de l'Union soviétique.

Ce rapport confidentiel, qui sera publié aux Editions du Seuil à la fin de l'année, montre comment le P.C.U.S. cherche toujours à contrôler la hiérarchie et les activités de l'Eglise orthodoxe russe. Il contient aussi une appréciation intéressante de la loyauté au régime de tous les métropolites, archevêques et évêques de l'Eglise.

Selon M. Fourou, vice-président du conseil pour les affaires religieuses, qui signa le rapport au début de 1975, l'épiscopat orthodoxe russe peut être classé en trois groupes, selon son degré de loyauté envers l'Etat. La première catégorie comprend les évêques qui sont parfaitement loyaux au régime, qui reconnaissent que l'Etat ne veut pas que la religion se développe en Union soviétique et qui, par conséquent, ne développent pas leur propre activité parmi le peuple.

Dans cette première catégorie se trouvent le patriarche Pimène, chef de l'Eglise orthodoxe russe, les métropolites Alexis de Tallin, Juvenaly de Krontsny (alors de Toula), Serge d'Odesa, les archevêques Nicodème de Khar'kov, Pitrin de Volokolamsk, Meliton de Tikhvinsk, Jonathan de Kichinev, Grégoire de Mouchkovo et Leonie de Simferopol ; et l'évêque Nicolas de Perm.

La deuxième catégorie comprend les évêques essentiellement loyaux envers l'Etat, « qui sont corrects et observent les règles » mais qui « débordent d'activité » et s'occupent particulièrement des jeunes. Dans cette liste figurent les noms des métropolites Nicodème de Leningrad (mort depuis), Filaret de Kiev, Jean de Yaroslavl, Jean de Pskov ; les archevêques Barthélemy de Tachkent, Michel de Tambouk, Alexis de Krasnodar, Leonie d'Orsk, Franko de Riga, Cassian de Kostroma, Danil de Volinsk, Antoine de Minsk, et les évêques Théodore de Smolensk, Clément de Sverdlovsk, Gennadi de Kaliningrad, Théodore de Poltsk, Gédéon de Novosibirsk, Guerman de Vilensk, Simon de Riazan et Melkisedek de Pensa.

La troisième catégorie comprend les évêques qui « contournent les lois, qui sont capables de falsifier la situation et, rendant le travail de gouvernement difficile, ont déjà essayé de soudoyer des membres du conseil ». Il s'agit du métropolite Nicolas de Lvov, des archevêques Vladimir de Leningrad, Nikon d'Arhangelsk, Donat de Kalouga et Nicolas de Vladimir ; et les évêques Michel d'Astrakhan, Pimène de Saratov, Sabba de Tchernovtsy, Demian de Volgograd, Christosme de Eouk, Joseph de Rostov et Jean de Koubyshev.

« Le clergé, bien que loyal envers le régime », ajoute le rapport, « demeure une corporation dont l'idéologie est incompatible avec notre conception de la vie. » Si les autorités soviétiques laissent aux évêques tout le pouvoir nécessaire pour l'administration des diocèses, aucune nomination d'évêque, aucune mutation, ne se fait sans un contrôle minutieux des collaborateurs responsables du conseil pour les affaires religieuses. Le rapport précise que si l'Eglise est dirigée par le patriarche de Moscou à la tête d'un synode de six évêques, ce synode, lui, est sous le contrôle du conseil. M. Fourou affirme, d'autre part, qu'il est décidé à renforcer son influence « sur le choix et la mise en place des cadres d'enseignement dans les écoles religieuses (séminaires), et à œuvrer pour dissuader leur activité religieuse ».

Le rapport parle aussi du prêtre Dimitri Doudnik, emprisonné en janvier dernier (le Monde daté 30-31 janvier). Malgré ses dix ans passés dans un camp à partir de 1948, y lit-on, ce prêtre « continue ses activités calomnieuses, il distribue des publications du samizdat et exerce une influence néfaste sur la jeunesse ». Dans des tables statistiques, enfin, on apprend que le nombre de prêtres en Union soviétique, qui se situait entre 20 000 et 30 000 en 1958 (juste avant l'épuration opérée par Khrouchchev), était tombé à 2 252 en 1961 et à 594 en 1974, date à laquelle le rapport fut élaboré.

Même s'il ne fait que confirmer ce que les observateurs de la situation religieuse en U.R.S.S. savaient depuis longtemps, ce rapport est un document historique, précise M. Fourou. D'autre part, M. Nicolas Struve, ex-président communiste sur les renseignements qu'il apporte à propos de la santé spirituelle de l'Eglise orthodoxe russe, « Le rapport montre que la vie de l'Eglise tient du miracle, étant donné le carcan dans lequel elle vit, nous a-t-il dit. Si ce document est accablant pour la direction de l'Eglise, il faut reconnaître que les évêques ne peuvent guère faire autrement, et que le régime communiste a peur de la force spirituelle que représente l'Eglise ; cela est plus qu'évident. » A. W.

(1) « Vestnik » (« Le Messager »), périodique trimestriel édité en russe par l'Action chrétienne des étudiants russes, 51, rue Olivier-Bertra, 75015 Paris, 40 F.

ÉDUCATION

TROIS RENCONTRES NATIONALES D'ENSEIGNANTS D'ÉTABLISSEMENTS PRIVÉS

Attachée à un règlement rapide du contentieux de la loi Guernier

La C.F.T.C. appelle les maîtres à « rester mobilisés »

De notre correspondant

Toulouse. — Le conseil national du Syndicat national de l'enseignement chrétien C.F.T.C., qui a réuni récemment ses assises à Toulouse, s'est tenu par télégramme au président de la République pour qu'il intervienne auprès de M. Christian Baudouin, ministre de l'Éducation, afin d'obtenir l'ouverture de négociations avec le règlement rapide du contentieux de la loi Guernier.

Il estime, en effet, que l'application de la loi Guernier du 25 novembre 1977 « ne répare pas les injustices accumulées par vingt ans d'application de la loi Debré », notamment en ce qui concerne la parité prévue par le législateur.

Il s'est indigné du silence du ministre de l'Éducation, qui, a-t-il affirmé dans sa motion finale, « n'a donné aucune réponse à la demande de négociations formulée par l'ensemble des syndicats ». La C.F.T.C., a souligné son président, M. Alain Deleu, considère que « cette attitude n'est conforme ni aux instructions gouvernementales qui président la concertation entre les pouvoirs publics et les organisations syndicales ni à une conception démocratique de l'organisation sociale ».

M. Deleu, qui s'est félicité de « l'unité qui s'est manifestée lors de la grève du 21 mars », a posé la question : « Il s'agit de savoir si les pouvoirs publics choisissent l'épreuve de force, car, a-t-il déclaré, « quatorze lettres du syndicat au ministre de l'Éducation sont restées sans réponse ».

Après avoir rappelé sa détermination de faire aboutir les « propositions concrètes » soumises au ministère de l'Éducation et son attachement à la concertation, le Syndicat national de l'enseignement chrétien C.F.T.C. a indiqué qu'il prendra tous les moyens opportuns appropriés pour rétablir cette concertation.

Un plan d'action précis — dont M. Deleu n'a pas révélé les modalités — a été élaboré par le conseil national, qui a invité « tous les enseignants à rester mobilisés ».

Il a renouvelé et son attachement à l'organisation de l'enseignement privé sous contrat et hors contrat, en particulier de l'enseignement catholique. Le secrétaire de l'avenir de l'enseignement chrétien et déterminé à

consolider la liberté d'enseignement, le conseil national a engagé à « une nouvelle réflexion sur l'organisation et la vie de l'enseignement libre qui sera menée par chaque établissement et aboutira à un rapport de synthèse soumis au congrès national du SNEC en avril 1981 ». Enfin, le SNEC-C.F.T.C. s'est inquiété « du comportement ostensible de certains employeurs qui contredisent ses efforts de cogestion et risquent de porter un coup fatal au caractère propre des établissements d'enseignement privés ».

GEORGES CUSAYNES.

La C.F.D.T. : L'action « méthodique » à défaut de nationalisation

De notre envoyé spécial

Arras. — Le congrès national de la Fédération de l'enseignement privé C.F.D.T., qui a réuni à Arras trois cents délégués du 9 au 11 avril, a confirmé les orientations définies à Dijon il y a trois ans, notamment sur la nationalisation. Mais les temps ont changé, et le combat des enseignants s'inscrit dans un contexte tout différent. Il est vrai qu'à Dijon, la C.F.D.T. avait obtenu une victoire possible de la gauche. Aujourd'hui, d'après le rapport d'orientation présenté par M. J.-M. Leray, secrétaire général adjoint, la voie est étroite pour nos perspectives ; l'institution enseignement privé est bien installée dans le système éducatif français, et la restructuration par laquelle elle s'adapte va lui permettre de se consolider.

La FEP-C.F.D.T. poursuit une action qui rencontre, a-t-elle fait prévaloir, un très large écho : aux dernières élections des commissions consultatives mixtes (1978-79) elle a obtenu 32,0 % des suffrages, talonnant la C.F.T.C.

(35 %). En dépit des critiques de certains départements, la FEP-C.F.D.T. a obtenu, en 1978, en Pas-de-Calais ou le Rhône, en aucune façon la politique et la ligne de la fédération n'ont été remises en cause. Le rapport d'orientation présenté par M. Michel Villemont a été approuvé avec 80 % des mandats alors que le rapport d'orientation l'était avec 75 %.

Ce dernier rapport a défini quatre grands axes d'action : la nationalisation de l'enseignement privé, qui ne peut avoir d'intérêt que si elle est une étape de la transformation de l'ensemble du service public qu'est l'école ; la lutte contre la « politique anti-sociale » du gouvernement ; la lutte pour l'amélioration des conditions de travail ; une action de proposition à l'égard des parlementaires, syndicaux, politiques et parents d'élèves, en vue surtout de préserver l'unité syndicale.

Dans l'action engagée, il convient, a-t-on souligné, d'éviter deux écueils : un certain nihilisme anticlérical qui consisterait à multiplier les forces déclaratrices sans une action correspondante sur le terrain ; et l'écueil occasionnel qui consisterait à vouloir « organiser la profession ».

C'est donc par l'action pour les niveaux que la FEP-C.F.D.T. veut marquer sa volonté. La crise économique, la baisse des effectifs, l'avènement de la concurrence non seulement entre l'enseignement public et l'enseignement privé mais à l'intérieur même de l'enseignement privé : « Les maîtres se sentent de plus en plus enfoncés dans un système commercial, l'école est de plus en plus un enjeu pour le pouvoir et le patronat... » Cela justifie une action très méthodique que la FEP veut développer à défaut de pouvoir envisager dans un proche avenir la nationalisation qu'elle prône.

Le congrès a aussi adopté une motion qui dénonce « les attitudes multiples portées autour par les autorités publiques qui par le biais de l'enseignement privé à l'encontre des militants syndicaux ». Par ce texte le congrès entend apporter son soutien à des maîtres « victimes de la répression ».

M. Marc Vincent, de Saint-Etienne, secrétaire général, a été élu président en remplacement de Jean Foncet, qui ne sollicitait pas le renouvellement de son mandat.

GEORGES SUEUR.

Les syndicats professionnels de l'enseignement libre sont déçus par l'application de la loi de 1977

De notre correspondant

Le Puy. — La fédération des syndicats professionnels de l'enseignement libre catholique (S.F.E.L.C.) vient de réunir pendant trois jours au Puy (Haute-Loire) ses cinquante-huitième congrès national sur le thème « Mieux ou moins ? ». Plus de trois cents délégués, représentant quatre-vingt départements, ont discuté en commissions après avoir écouté M. Louis Leprieux-Ettinger, professeur honoraire au Collège de France et membre de l'Académie française. Celui-ci a analysé les fonctions des enseignants, leur rôle social et leur statut, et il a notamment déclaré : « Je ne conçois pas un enseignement qui n'ait pas une composante de vocation. C'est indispensable pour se renouveler, se réinventer, comprendre les problèmes de l'éducation, éviter la routine qui menace toujours ».

Mais les préoccupations majeures du congrès devaient porter davantage sur les déceptions exprimées par les enseignants privés à propos des décrets d'application de la loi du 25 novembre 1977. L'inspirateur de ce texte, M. Guy Guernier, député R.P.R. du Finistère et président de

l'Association parlementaire pour la liberté d'enseignement, a déclaré aux congressistes, en présence de M. Nicole Fontana, secrétaire générale adjointe de l'enseignement catholique, que ces décrets n'avaient pas reflété fidèlement la volonté du législateur et qu'il allait proposer des corrections.

Le secrétaire général de la fédération des S.F.E.L.C., M. Alfred Morlet, s'est réjoui que son syndicat ait été le seul parmi les trois principaux mouvements syndicaux d'enseignants d'établissements privés, à progresser dans sa représentation professionnelle en 1978 et 1979. Il a rappelé que la grève du 21 mars, largement suivie (le Monde daté 28-29 mars), était la première à laquelle participait sa fédération depuis vingt ans.

Dans la motion votée à l'initiative des pouvoirs publics, les délégués départementaux des S.F.E.L.C. se sont prononcés avec force pour le développement d'une politique d'association de tous les plus réels du secteur privé au service public d'éducation, sans intégration ni nationalisation.

A propos de la loi du 27 juillet 1975, relative à l'enseignement agricole privé, ils exigent la mise en place d'un système de contrat qui seul pourra garantir l'emploi et la parité des situations avec l'enseignement agricole public.

Dans leur motion générale, les congressistes ont proclamé « qu'ils veulent exercer un métier dont ils ont la vocation, sans que ce métier ne soit qu'un emploi, sans que cette vocation ne soit qu'un alibi ».

FRANÇOIS MORISON.

STAGE DE FORMATION PERMANENTE
L'IMAGINAIRE DANS LES GROUPES ET LES ORGANISATIONS
Animateurs : Jacques ARDOINO, Guy BERGER, René BARBIER
Du 9 au 13 juin 1980 (30 heures).
Renseignements et inscriptions :
Formation Permanente Université de Paris VIII,
route de la Tourelle, 75771 PARIS CEDEX 13 - Tél. : 374-92-35.

H.E.C. ECOLE DES HAUTES ETUDES COMMERCIALES

Entrée directe en 2^e année

- Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur et vous désirez recevoir une formation à la gestion au plus haut niveau.
- En DEUX ANS vous obtiendrez le diplôme d'H.E.C. qui vous assurera des DEBOUCHÉS DANS TOUTES LES FONCTIONS DE RESPONSABILITÉ DES ENTREPRISES.
- Des épreuves à OPTION prennent largement en compte les études antérieures des candidats (Sciences, Economie, Droit, Lettres).
- Les CHANCES DE RÉUSSITE SONT ÉQUIVALENTES quelle que soit votre formation d'origine.
- L'admission a lieu début septembre.
- Possibilités de bourses d'études.

INSCRIPTIONS DU 11 JUIN AU 11 JUILLET AU SERVICE DES CONCOURS H.E.C., 1, RUE DE LA LIBÉRATION - 75350 JOUY-EN-JOSAS
Renseignements complémentaires : 956.50.00 (poste 330)

Adressez à H.E.C. — 1, rue de la Libération - 75350 JOUY-EN-JOSAS

NOM PRENOM

ADRESSE

UNIVERSITÉ

Désire recevoir la brochure contenant la description des épreuves d'admission en 2^e année à l'Ecole H.E.C. et aux Ecoles Supérieures de Commerce et d'Administration des Entreprises (E.S.C.A.E.). 780/1

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS — CENTRE D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES

MUSIQUE

«JENUFA», de Janacek

L'élan vital

Le Grand Théâtre de Genève a donné jeudi soir 10 avril une superbe représentation, retransmise en direct par France-Culture, de *Jenufa* de Leo Janacek. À l'origine, l'opéra était intitulé *La belle-fille*, et ce curieux titre montre bien sur quel le compositeur mettait l'accent : moins l'aventure d'une fille séduite que son abandon, celle que l'opéra d'une femme qui jure de ne pas accepter que « sa belle-fille » soit une fille-mère ; elle tentera d'obliger le séducteur au mariage, puis, préférant le meurtre au déshonneur, assassinera l'enfant en le jetant dans un torrent, pour permettre à « sa belle-fille » de se marier honnêtement avec le surpris de toujours qu'elle dédaignait. Poursuivie par la remords, après la découverte de l'enfant, elle avoue sa faute en l'humblement publicisant, prête à expier son péché en prison.

Ce drame étouffant, dans un village de Moravie où tous les protagonistes appartiennent à la même tribu familiale, Janacek l'a mis en musique avec un mélange de une similitude de réalisme et de lyrisme très extraordinaire. Il faudrait connaître la langue

technique pour sentir toute la force des intonations qui modèrent les mots, mais on est saisi par la violence incommensurable de toutes ces phrases musicales qui peignent les sentiments, les caractères, avec une efficacité prodigieuse.

Janacek était sensible à la couleur des voix, à l'expression musicale de la parole (il qu'il étudiait passionnément dans la vie courante, qu'il notait avec une oreille d'une sensibilité extrême comme tous les bruits de la nature et recréait dans le vaillonnement des mots en courbes mélodiques et tendues et si neuves.

Un génie du détail aigu

C'est le miracle de cet orchestre qui enveloppe le drame, qui l'instrumente avec un génie du détail aigu, inventant des sons, des textures et des rythmes étranges et magiques, des rythmes obsédants, et en même temps qui éclatent sans cesse en hymnes à la vie. Une source d'eau vive jaillissant sans cesse, tout à tour tragique et tendue vers l'espérance, ou plutôt sombre et claire en même temps hallucinante et lumineuse, d'rythme et vigoureuse comme des arroyos.

Sans doute, en écoutant *France-Culture*, aura-t-on été d'abord sensible à cet aspect dans la très belle interprétation de l'Orchestre de la Suisse romande avec de merveilleux solistes, bords et cœurs en particulier, sous la direction de Bertold Klotz, ainsi qu'à la splendide vocalité de Lud-

milla Dooralova (la belle-mère) au timbre opulent, impérieux et charnel, qui se déploie dans son ultime discours avec une majesté digne du chant de mort de Brünhilde.

La voix roucoulante de Gabriela Benackova (*Jenufa*) se dénoue en deuxième acte pour atteindre à une sorte de transparence nue de la douleur, avant de recouvrer une tendresse très pure, vivifiée par l'amour de Luca (l'excellent Wiesław Ochman) dont elle reconnaît enfin la vraie nature au fond de l'abîme.

Dans des décors stylisés, aux couleurs vives, modernes, de Josef Svoboda, avec de beaux costumes folkloriques de Sárka Hájová, la mise en scène d'Ernst Schürer nous fait voir le jeu du réalisme et de l'émotion avec beaucoup de naturel et de sobriété.

JACQUES LONCHAMPT.

* Prochaines représentations les 15, 18, 20 et 22 avril.

«La Bella Elena» aux antipodes

(Suite de la première page).

Ce qui ajoutait à la difficulté, c'est qu'à la différence des pays de langue allemande qui ont Lortzing, Johann Strauss et Lehár, de l'Angleterre qui a Sullivan, de la France où Lecoq, Audran et Messager ont constitué non seulement un répertoire spécifique mais également une tradition de l'opéra, il n'existe aucun équivalent en Italie où les opéras bouffes de Donizetti sont une parenthèse dans un siècle désespérément voué au mélodrame. Aussi était-il bien naturel que l'esprit de cette production de la *Bella Elena* soit proche de celui de l'opéra buffa que de celui que nous associons en France à cette fantaisie parissienne sur le thème des malheurs du roi Ménélas. D'ailleurs le public italien n'était pas, comme celui de nos théâtres, prévenu des endroits destinés à faire rire — on ne dira jamais assez l'importance de la tradition en matière d'effets comiques — il a sans doute paru plus sage de chercher à le divertir avec élégance plutôt que de flatter, en pure perte peut-être, ses penchants les moins raffinés.

On a dit et, lors d'un colloque international qui précède la représentation, Antoine Goles l'a rappelé avec cette franchise bourgeoise qui caractérise celui qui, depuis de longues années, est devenu la poutre maîtresse de la Tribune des critiques de disques sur France-Musique, que la musique d'Offenbach s'est si bien accommodée de la vulgarité qu'elle flatte en réalité la médiocrité qu'elle voudrait fustiger, faute de pouvoir toujours s'élever au-dessus. Il est certain que cette vulgarité faite de banalité et de désinvolture vis-à-vis des canons de l'écriture, que les uns goûtent au premier degré et que les autres (mille fois plus impardonnables, car ils se moquent des premiers et se méprisent eux-mêmes) apprécient au second degré, est ce qui donne aux opérettes d'Offenbach cette saveur toute particulière et inimitable.

Ainsi, qu'on appartienne à l'une ou l'autre classe de spectateurs, manque-t-il quelque chose aux représentations de Reggio Emilia, et l'accent étant mis spécialement sur la qualité musicale, pouvait-on regretter de temps en temps que la partition ne soit pas toujours à la hauteur des

soins dont elles étaient l'objet. Mais qui oserait se plaindre que la mariée soit trop belle ? En compensation, grâce au changement d'idiome, l'auditeur français n'en appréciait que mieux les parodies d'opéra italien (*l'Homme à la pomme*) et les emprunts moins avoués, mais plus évidents que jamais à Rossini (finale du premier acte) ou à ses successeurs dans le grand duo entre Hélène et Paris. On est allé si loin que les vocalises d'Hélène, admirablement phrasées par Romano Righetti, n'avaient plus rien de ridicule et que le Ménélas d'Arturo Testa prenait des allures de père noble. Le mieux, encore une fois, est l'ennemi du bien, mais quand le bien ne vaut pas cher, ce n'est que demi-mal.

Sagement et proprement mise en scène par Sandro Segni, non pas à l'antique, mais dans des décors et des costumes du siècle dernier, cette production de la *Bella Elena* se place dans la lignée de ce que semblait avoir été la tradition. Si l'on ajoute que Ugo Bonelli (Paris) a réussi à concilier l'éclat et les demi-teintes du bel canto avec cette façon de prendre appui sur les mots qu'exige la musique d'Offenbach, et que l'orchestre d'Emilia Romagna répondait exactement aux sollicitations de Manuel Rosenthal, on aura une idée des régions peu fréquentées où se situent ces antipodes.

Le colloque auquel il était fait allusion précédemment, le premier d'ailleurs sur Offenbach, réunissait sous la photo mélancolique du compositeur, réalisée par Nadar, fort peu de monde en vérité. Les communications les plus variées s'y sont succédées, étudiant les rapports du musicien avec l'univers d'Offenbach (par Mario Rivinelli), avec la philosophie de Nietzsche (par Dino Villatico) ou l'existence de son ballet romantique le Papillon (par Bruno Comazz), tandis que Sergio Segalini et David Riehn rappelaient les difficultés d'une juste interprétation. La présence de M. Pierre Comte-Offenbach, invité d'honneur, venait ajouter une touche d'authenticité, encore que la caution qu'il accordait à la *Bella Elena*, revue et corrigée par Gérard Calvi (le Monde du 14 octobre 1978), oblige à le considérer plutôt comme un cousin à la mode de Bretagne que comme l'héritier spirituel de son arrière-grand-père.

GERARD CONDE.

Le Festival de Bourges

Chansons au cœur d'un printemps

Le Printemps de Bourges qui a en lieu — pour la quatrième fois — du 5 au 13 avril est devenu une sorte de fête annuelle de la chanson, l'équivalent de ce que sont Arles pour le jazz et Avignon pour le théâtre.

Sous de grands et petits chapiteaux, dans de grands et petits théâtres, en plein air, dans la rue, sur la place du marché, groupes, chanteurs, musiciens, humoristes ont animé pendant sept jours une ville de province envahie par quarante mille jeunes, une ville de France profonde, équilibrée, où tout le monde accueille et accueille avec plaisir et où il reste encore un peu d'un art de vivre que l'acruelle civilisation tend à gommer.

Cette année, le Printemps de Bourges s'est déroulé au moment où l'on assiste à une véritable explosion de jeunes musiciens et auteurs-compositeurs, et au début d'un mouvement de retour, de refus, de la marginalité et d'accepter, de rechercher la notion de spectacle. Le Printemps a développé ses festivités, tandis que tout bouge, tout change, tout se boucle dans la chanson considérée plus que jamais comme une chronique de la vie de tous les jours, comme une suite de sentiments ou d'impressions, de vibrations et de cris, d'incertitudes et d'angoisses, de rêves éveillés et d'écarts d'amour lancés dans le plaisir du son et du rythme où l'on se donne de tout son être et où l'on perd son identité.

Impulsivement et spontanément des chanteurs, des chanteuses, des groupes ont été ignorés ou négligés dans un musée imaginaire. D'autres, comme Francis Lalonde, apparaissent capables aujourd'hui de saisir mieux que d'autres les contours du temps parce que leurs chansons ne sont exemplaires par la jeunesse de son et la lucidité affirmée, par la violence et la tendresse, par la force, l'humour et la simplicité d'histoires souvent racontées à la première personne.

Mais ce qui a surtout frappé à ce Printemps, c'est le calme, l'indifférence, la résignation des jeunes venus à Bourges et qui,

selon l'expression d'un festivalier, paraissent être « à côté de tout, même de leurs propres », comme s'ils ne croyaient en rien, même pas en eux-mêmes. « Tout au fond de moi, je crois, mais je ne suis plus au juste en quoi », chantait Guy Béart dans un bistro, après avoir vu lui-même le spectacle de la rue. Et Francis Lalonde, vingt ans, entré dans la chanson, il y a quelques mois, disait : « On a mis les gens de ma génération de leurs révoltes, de leurs colères, de leurs vécus. Notre génération a été élevée par le pouvoir au sens large du terme, on lui a enlevé ses possibilités d'expression, on l'a vidé de sa spiritualité, de sa sensibilité. Il reste encore l'oreille qui lui fait dire son quand on lui tape sur la gorge. Il reste l'amour-propre. » Et sans doute aussi le seul d'une dévotion représentée à Bourges par le groupe Odeon et par Lethéa.

Le rock français

Il était enfin normal que le rock, lié à la vie et à ses débordements, ait sa pleine place dans ce Printemps. Rock acrobatiquement français cette année : la plupart des groupes d'importance de l'Hémisphère étaient au rendez-vous. Et si le concert de Bijou a confirmé, si besoin était, que tout le bruit fait autour de lui n'était que le résultat d'un bon travail de promotion, Trust et ses hard-rock sans fioritures ni flamboiement, mais propulsé avec énergie et porteur un langage spontané, imagé, et anarchique, a prouvé qu'il était l'un des groupes français les plus populaires du moment (cent soixante-dix mille albums vendus depuis le mois d'octobre), et Marquis de Sade a démontré qu'il est acrobate le plus sophistiqué, le plus riche en possibilités.

Ouvert le 5 avril avec Maxime Lefortier et Gracine Allwright, le Printemps de Bourges, qui avait été menacé de disparition il y a quelques mois, a définitivement établi qu'il est une manifestation annuelle essentielle pour la chanson et la musique populaire.

CLAUDE FLEOUTER.

Le triomphe de Celia Cruz

Celia Cruz est bien à la hauteur de sa réputation, c'est la plus grande interprète vocale de cette musique en marche — la salsa — popularisée depuis dix ans dans le monde grâce au dynamisme de la communauté portoricaine de New-York.

Avant elle, Ismael Miranda, pilier de longue date des fameux Paris All Stars, brillant improvisateur, avait porté l'enthousiasme collectif à son comble. Après une brève introduction qui a donné l'occasion à jeune Nelson Gonzales, chef d'orchestre, chanteur persévérant, de se tailler une part de gloire, Ismael Miranda devait découvrir la réponse formidable du public parisien à la salsa — amorcés il est vrai par les orchestres d'Henri Guadon et du Panaméen Anzoquía, durant six mois à la Chapelle des Lombards. Dans la salle, beaucoup d'Américains, d'Africains, mais aussi les Cubains de Paris, venus applaudir pour sa première apparition en France la plus célèbre artiste de leur pays. Celia Cruz était, avant la vogue de la salsa, une grande chanteuse de variétés.

La salsa était une expression du jazz afro-cubain, Celia Cruz représentait la voie de la tradition. L'orchestre qui l'accompagnait, bien que dépourvu de cordes, est de composition plutôt classique. A la franchise de l'arsaque, des

trompettes et des trombones répond celle des timbales et des congas, non sans qu'une ligne de saxophone ne vienne, ça et là, arrondir les transitions comme certains arrangements portoricains modernes sans y ont habillés. Minuscule, avec l'Orquesta Marlow ou celui des Fania, appartenant à ce courant, c'est un bon exemple de l'innovation apportée par les Latinos de New-York à l'univers modal du mambo et de la rumba.

Deux notes de la voix de Celia Cruz, et un frisson de stupéfaction parcourt les rangs. Morceaux après morceaux, l'exubérance Cubaine, venue furieusement et domine, par son sens du découpage rythmique, chaque décime des auditeurs. Sans effort apparent, comme si elle s'amusa. Son attitude enfantine et touchante, sa facilité à improviser et à renverser les thèmes à son avantage l'ont souvent fait comparer à Ella Fitzgerald. Elle répond une joie et une spontanéité qu'on ne trouve pas dans les concerts de rock, de jazz et rythm and blues, si fréquents maintenant en Europe. La salsa, de notre évidence, impose un code autre des rapports public-artiste, avec un parti pris marqué pour la classe et la fête populaire.

PAUL-ETIENNE RAZOU.

CINÉMA

«L'ENTOURLOUPE», de Gérard Pirès

Un pétard mouillé

Toujours cette maladie du cinéma français : des scénarios inconsistants, élaborés à la va-comme-je-te-pousse, et qui ne tirent qu'un médiocre parti d'une situation ou d'une idée pourtant séduisantes.

L'« idée » dans *L'Entourloupe*, film de Gérard Pirès, adapté par Jean Herman d'un roman de Francis Ryck, était de dénoncer sur le mode comique les méthodes pratiquées par certains vendeurs à domicile. Cynique, hâbleur, sous d'un air désarmant et d'un bégayement inintermittent, un spécialiste de la profession (Jean-Pierre Marielle) enseigne à deux minables petite voyous (Jacques Dutronc et Gérard Lanvin) l'art de forcer la main de la clientèle. La marchandise, en l'occurrence, est une encyclopédie médicale probable-

ment hors d'usage. Et les éventuels pigeons sont de pauvres paysans perdus au fond d'une lointaine province.

Bon. Pourquoi pas ? Sur un thème analogue on imagine assez bien le film malicieux, cruel, délectant et cependant révélateur d'une réalité sociale, que les Italiens (un Monty, un Dino, un Risi, par exemple) comique les méthodes pratiquées par certains vendeurs à domicile. Cynique, hâbleur, sous d'un air désarmant et d'un bégayement inintermittent, un spécialiste de la profession (Jean-Pierre Marielle) enseigne à deux minables petite voyous (Jacques Dutronc et Gérard Lanvin) l'art de forcer la main de la clientèle. La marchandise, en l'occurrence, est une encyclopédie médicale probable-

ment hors d'usage. Et les éventuels pigeons sont de pauvres paysans perdus au fond d'une lointaine province.

Par moments, un gag amuse (le meilleur, celui des vaches volées, malheureusement tourne court). Par moments, une réplique de Michel Audiard fait mouche. Par moments, la truculence de Marielle ou le persiflage de Dutronc (qui se moque visiblement de son rôle) maquent la pauvreté du scénario. De rares boutades d'humour dans une morale comédie. Quelques étincelles nées d'un pétard mouillé.

JEAN DE BARONCELLI.

* Voir les films suivants.

PETITES NOUVELLES

■ Le contrat néerlandais Elisabeth Coymann, qui devait donner un récital le 16 avril à l'Institut néerlandais à Paris, sera remplacée, étant souffrante, par le baryton Rand Van Der Horst qui interprétera des lieder de Schubert, de Wolf et de Fauré.

■ Une « grève-surprise du ténor » a interrompu la représentation de « Giselle » que Nosrevec et Carla Fracci devaient donner le 12 avril à l'Opéra de Rome. Le corps de ballet est, en effet, arrivé sur scène en pantalon et en robe pour réclamer le passage automatique de la catégorie de « base » à celle de danseur soliste pour tous les artistes.

Le spectacle a cependant eu lieu sous une forme réduite devant une salle pour le moins impatiente. La semaine précédente, l'orchestre de la Scala de Milan avait donné une sorte d'exemple en organisant une « grève des francs ».

■ Le grand prix du Festival du film de voyage, qui a eu lieu à Bayona du 10 au 12 avril, a été attribué à « Zashkar, Tibet en Himalaya », de Gilbert Leroy. Deux prix supplémentaires ont été décernés à « Incroyable Soudan, pays de nouba », de Pierre Dubois, et à « Mexique, Guatemala, mystère des Mayas », de Maurice Hefti.

■ La municipalité de Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme) organise, du 17 au 22 avril, un Festival de marionnettes dans plusieurs salles de spectacle de la ville. Gilles et ses marionnettes, qui a ouvert le Festival mondial de Charleville l'an passé, et le Théâtre d'ombres de Jean-Pierre Lescot, participent notamment à ce Festival.

■ Le musicien brésilien Abel Ferreira est mort le 12 avril à Rio-de-Janeiro. Il était âgé de soixante-cinq ans.

[Abel Ferreira était considéré comme l'un des meilleurs clarinettes brésiliens. Compositeur et instrumentiste, sa spécialité était le « choro », style musical de tradition urbaine qui laisse libre cours à toutes les improvisations sur la flûte, le saxophone et la clarinette, aussi bien sur le mode nostalgique des « serenades » que sur celui endiablé du « frevo ». Parmi ses interprètes les plus célèbres figurent « André Sapato novo » et « Chorando Balzinho », écrite en 1987.]

MERCREDI

GRAND PRIX SPECIAL DU JURY ET GRAND PRIX DE LA CRITIQUE INTERNATIONALE AU FESTIVAL DE CANNES

JOHNNY

S'EN VA-T-EN GUERRE

(johnny got his gun)

UN FILM DE DALTON TRUMBO

JAZZ A LA CHAPELLE DES LOMBARDS

20 h 30

MAS - ALVIM - HUMAIR - CHAUTEPS

Jusqu'au 15 avril

52, rue des Lombards - 226-63-11

MERCREDI

AVORIAZ/80

PRIX SPECIAL DU JURY

PRIX DE LA CRITIQUE

TERREUR

SUR

LA LIGNE

WHEN A STRANGER CALLS

STUDIO DES CHAMPS-ELYSEES

à partir du 17 avril

THEATRE GERARD PHILIPPE DE SAINT-DENIS

REGARDEZ

LES HOMMES TOMBER

par les

HAUSER ORKATER

Théâtre Musical Rock

100-233.00 59/Inac-agences-copar

DEMAIN A 21 Heures

STUDIO DES CHAMPS-ELYSEES

50 représentations

LES MIRABELLES

blanchisserie blanche

Soirée 21h sauf Dimanche

Location

Téléphone 723 35 19 et Agence

d'après le best-seller de NICHOLAS MEYER "THE SEVEN PER CENT SOLUTION" réalisateur de "C'ÉTAIT DEMAIN"

UN FILM DE HERBERT ROSS

SHERLOCK HOLMES

ATTACHE L'ORIENT-EXPRESS

"Si vous n'allez au cinéma qu'une fois par an allez voir cette surprenante rencontre entre SHERLOCK HOLMES et le Dr FREUD." Jean Chatel - EUROPE N° 1

SORTIE 16 AVRIL

INFORMATIONS «SERVICES»

TOURISME

Avant de franchir les frontières

Aux six millions de Français qui, entre le mois de mai et le mois de septembre, vont franchir les frontières de l'Hexagone, il n'est pas inutile de rappeler quelques conseils relatifs aux pièces et documents exigés pour quitter notre pays et aux démarches à effectuer en cas d'accident ou de maladie en pays étranger.

Pour tous

— La carte d'identité française est valable pendant dix ans. Une fois périmée, elle n'a, en principe, aucune valeur aux yeux de la police française à la frontière.

— Les voyageurs prévoyants doivent se munir avant le départ de leur carte d'immatriculation à la Sécurité sociale. Dans les pays de la Communauté, les soins, en cas de maladie ou d'accident, seront pris en charge par les services de santé des pays visités si la victime est munie d'un imprimé spécial (imprimé E 111 de la Sécurité sociale). En Grande-Bretagne, les soins sont généralement gratuits, à condition que l'établissement ou le médecin soient conventionnés.

Aux Etats-Unis, les Français ne peuvent bénéficier d'aucun régime d'assurances sociales. C'est pourquoi ils ont intérêt à se garantir par un contrat d'assurance individuel pour la durée de leur séjour.

Pour les autres pays, il convient de s'informer auprès du service des relations internationales de la Sécurité sociale (1) pour savoir si un accord de réciprocité existe

entre la France et le pays choisi. Dans la négative, il est indispensable de souscrire une assurance individuelle temporaire.

Pour les automobilistes

— La lettre « F », à l'arrière du véhicule, est obligatoire pour qu'un automobiliste soit autorisé à sortir du territoire.

— La carte verte n'est plus réclamée aux frontières des pays de la Communauté européenne et de certains autres pays d'Europe, mais elle n'est pas moins indispensable en cas d'accident à l'étranger. Il est, par conséquent, très utile de la réclamer, avant de partir, à son assureur, si on ne la possède pas déjà. Il convient aussi de vérifier si l'assurance automobile obligatoire s'applique sans difficulté dans le pays où l'on se rend. Il suffit, pour cela, de consulter la liste des pays figurant sur la carte verte.

— Les garanties facultatives des contrats d'assurance automobile (vol, incendie, bris de glace, dommages...) comportent généralement des limites territoriales. Les automobilistes doivent donc savoir si le pays où ils projettent de circuler est bien situé à l'intérieur de ces limites et, sinon, demander à leur assureur s'il peut leur accorder une « extension » spéciale.

(Source : Centre de documentation et d'information de l'assurance, 2, Chaussée d'Antin, 75008 Paris.)

(1) Division des relations internationales de la Sécurité sociale, 34, rue Charles-Michel, 93307 Saint-Denis.

PARIS EN CARTE. — L'édition 1980 du plan de Paris-Ile-de-France, publié par l'Office de tourisme de Paris, le Comité régional de tourisme et des loisirs et la direction

du tourisme, vient de sortir à deux millions cent mille exemplaires en sept langues.

★ 127, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris.

VIVRE A PARIS

QUAND LA POLICE VOUS REMORQUE

A Paris, les coûts des frais de remorquages effectués par des véhicules des services de police mis à part les infractions au code de la route et les écarts judiciaires — viennent d'être modifiés par un arrêté préfectoral du 7 décembre. Ils sont les suivants : véhicules de tourisme et utilitaires : 70 francs ; motocyclistes à partir de 125 cm³ : 17,50 francs.

L'utilisation du matériel pour les escortes de police qui assurent la sécurité des transports de fonds ou des transports exceptionnels, l'utilisation d'un engin spé-

cial de levage (grue de fort tonnage) pour les remorquages, le prêt de matériel de transport à des fins cinématographiques ou à des organisations sportives font l'objet de demandes de remboursement auprès des bénéficiaires selon les bases de calcul ci-après : Véhicules jusqu'à 1500 kg de charge utile : 1,7 fois la valeur de l'essence consommée ; véhicules de plus de 1500 kg : 2,5 fois la valeur de l'essence consommée ; véhicules ou embarcations fonctionnant au gaz ou au mélange deux temps : 3,7 fois la valeur du carburant consommé.

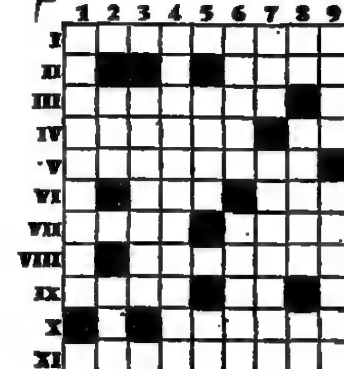
DESSERTE DE LONGCHAMP. — A l'occasion de la réouverture de l'hippodrome de Longchamp, un service spécial d'autobus est assuré les dimanches et fêtes, à partir de 12 h. 30, depuis la porte d'Auteuil et la porte Maillot.

ZAC DE CHAMPERRET : L'ENQUÊTE CONTINUE. — L'enquête d'urbanisme publique concernant la zone

d'aménagement concerté Champerret (dix-septième arrondissement), qui devait s'achever le 28 mars, est prolongée jusqu'au 15 avril inclus. La commissaire enquêteuse recevra les observations du public à la mairie du dix-septième arrondissement (16 et 20, rue des Batignolles), les 16, 17 et 18 avril, de 9 heures à 12 heures et de 14 h. 30 à 18 heures.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2859



HORIZONTALEMENT
I. Peut s'enrichir en vendant des tubes et des saies. — II. Peut arriver après coup. — III. Apprécié par ceux qui aiment négocier. — IV. Qui n'a donc pas été tiré. — V. Utile pour rebâtir les collets. — VI. Refuse de se charger ; Permettent de débarrasser. — VII. Quand il expire il faut partir ; Marque familièrement l'accompagnement. — VIII. Théâtre d'une abdication. — IX. On y trouve du gas naturel. Dans un alphabet étranger. — X. S'allume dès qu'elle est ouverte. — XI. Dont on ne parle plus.

VERTICALEMENT
1. Qu'on ne peut donc pas comparer à une république. 2. Nourries pour un dieu ; Dégout

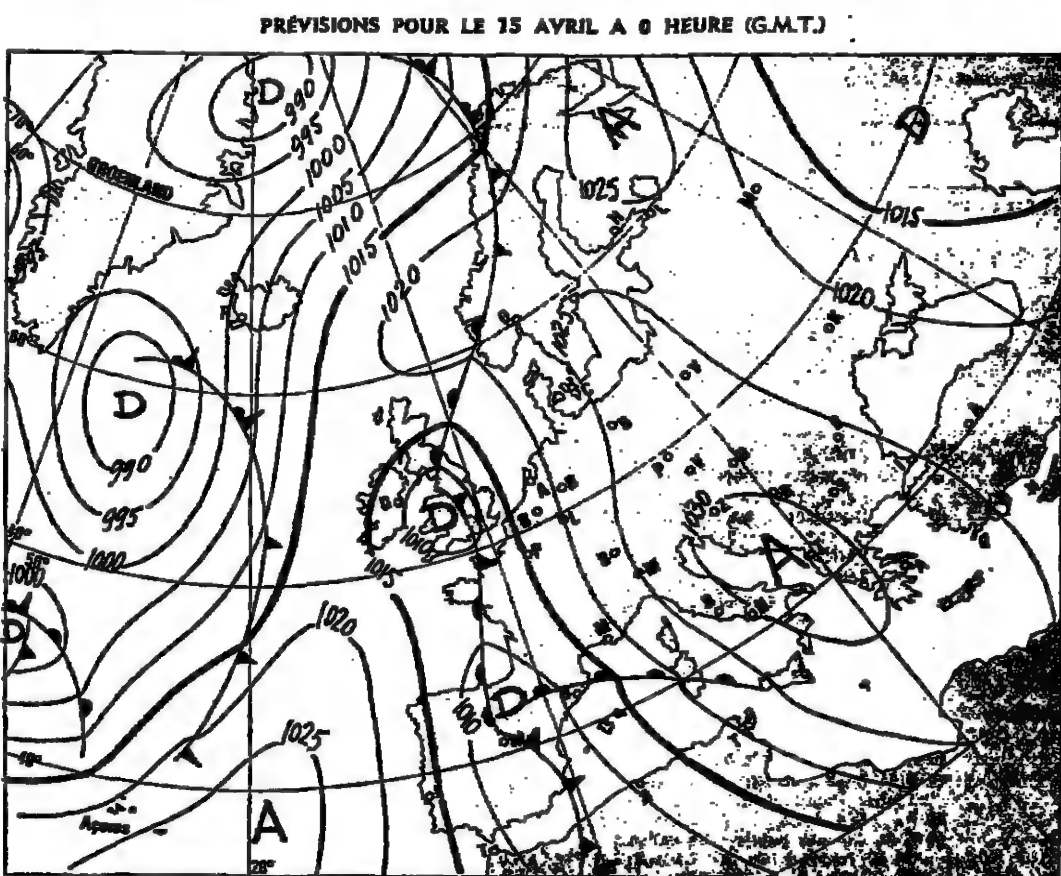
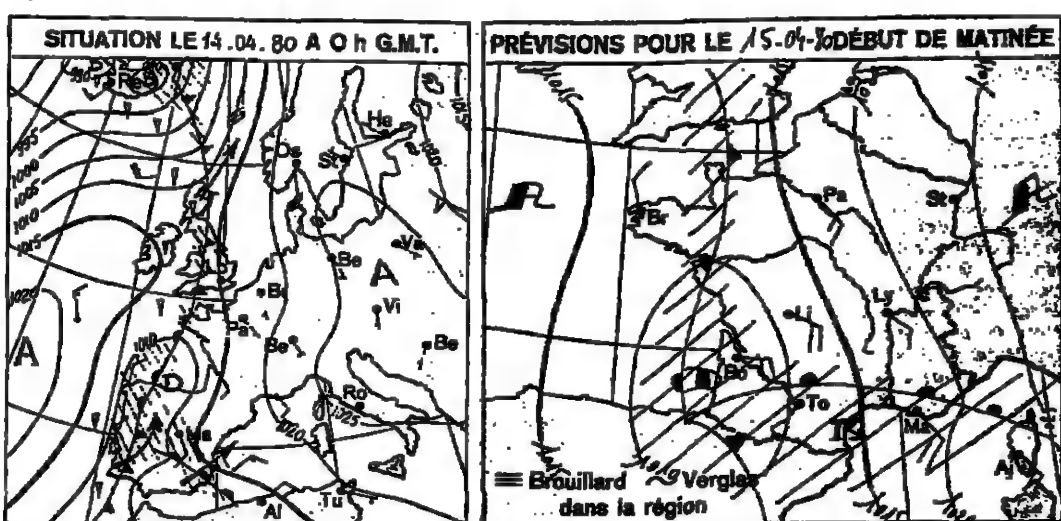
ceux qui recherchent un agrément. — 3. Bourdon, autruche. — 4. Utile quand on veut bien raisonner. — 5. A soutenu le principe du coopératisme ; Demi-tour. — 6. Renda plus lourd ; Non qu'on donne parfois à ce qui est dur. — 7. Pronom ; Qui n'a donc pas été tiré. — 8. Peut marquer une répétition ; Sur les côtes de Provence. — 9. Note. — 10. Fils de Robert ; Peut évoquer un bonn quand il est grand.

Solution du problème n° 2849
Horizontalement
I. Soupière ; Kapok. — II. Orphomèle ; III. Un ; Ion ; Diesel. — IV. Bilan ; Ogresse. — V. Bé ; Santé ; Sec. — VI. Erre ; SA ; Rôles. — VII. Te ; Ovin ; II ; Tenu. — VIII. Tsellinograd. — IX. Or ; Léo ; Apis. — X. Régente ; Nabab. — XI. Lori ; Ares ; Marie. — XII. Asservie ; Sédies. — XIII. Bé ; Aze ; Perles. — XIV. Bas ; Legs ; Méli. — XV. Nu ; Penette ; Zéol.

Verticalement
1. Souffrante ; Lebre. — 2. Ornères ; Roseau. — 3. Ut ; Escas. — 4. Phrasologie. — 5. Léo ; Na ; Vire ; Béle. — 6. Spl ; Main ; Navrés. — 7. Shoot ; No ; Triège. — 8. Bonges ; Glaces ; St. — 9. En ; Aire. — 10. Ides ; Laon ; Sème. — 11. Keiser ; Amère. — 12. Beod ; Abelle. — 13. Pise ; Léopardée. — 14. Oie ; Sensibles. — 15. Kilt ; Sues ; Be. — 16. Nu.

GUY BROUTY.

MÉTÉOROLOGIE



Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/10 de mm)
Zone de pluie ou neige / Averses / Orages / Brouillard / Verges
Flèche indiquant la direction d'où vient le vent / Force du vent : 5 nœuds / 10 nœuds / 50 nœuds
Sens de la marche des fronts : Front chaud / Front froid / Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le lundi 14 avril à 6 heures et le mardi 15 avril à 24 heures :
Les hautes pressions continentales continueront de s'opposer à la progression d'un front froid océanique à travers la France, mais des masses d'air humide venant de la Méditerranée favoriseront le développement d'une aggrégation sur nos régions méridionales.

Mardi 15 avril, sur la moitié sud du pays, des nuages abondants donneront des pluies, parfois orageuses, localement importantes sur les versants sud des massifs, ainsi que sur le Bassin aquitain. Les vents, de secteur sud-est, seront forts sur le littoral méditerranéen. Les températures baisseront un peu.

Sur la moitié nord de la France, quelques ondées pourront avoir lieu en Bretagne, ainsi que sur l'ouest et le sud du Bassin parisien, mais des périodes anticycloniques prédomineront encore de l'Alsace à la Flandre. Les températures seront en baisse dans le Nord-Ouest, sans grand changement ailleurs.

Le lundi 14 avril, à 7 heures, la pression atmosphérique minimale au niveau de la mer était, à Paris, de 1017,1 millibars, soit 769,3 millibars de mercure.
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 14 avril ; le second, le minimum de la nuit du 13 au 14) : Alsace, 18 et 4 degrés ; Bretagne, 21 et 15 ; Bordeaux, 21 et 11 ; Bourges, 19 et 8 ; Brét, 18 et 8 ; Caen, 19 et 7 ; Chartres, 18 et 8 ; Clermont-Ferrand, 19 et 8 ; Dijon, 19 et 8 ; Grenoble, 21 et 8 ; Lille, 19 et 4 ; Lyon, 19 et 8 ; Marseille, 18 et 12 ; Nancy, 19 et 8 ; Nantes, 19 et 8 ; Nice, 16 et 8 ; Paris-Le Bourget, 19 et 7 ; Pau, 22

et 8 ; Perpignan, 15 et 11 ; Rennes, 18 et 8 ; Strasbourg, 19 et 2 ; Tours, 19 et 8 ; Toulouse, 19 et 11 ; Poitiers, 18 et 24.
Températures relevées à l'étranger : Alger, 20 et 14 degrés ; Amsterdam, 20 et 6 ; Athènes, 15 et 7 ; Berlin, 15 et 4 ; Bonn, 20 et 3 ; Bruxelles, 20 et 4 ; Le Caire, 23 et 12 ; Las Cascares, 24 et 18 ; Copenhague, 13 et 1 ; Genève, 19 et 3 ; Lisbonne, 15 et 8 ; Londres, 20 et 8 ; Madrid, 14 et 9 ; Moscou, 5 et -1 ; Nairobi, 29 et 15 ; New-York, 16 et 10 ; Pékin, 16 et 10 ; Rome, 17 et 6 ; Stockholm, 16 et 1 ; Téhéran, 25 et 20.

(Documents établis avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PARIS EN VISITE

MARDI 15 AVRIL
« L'Opéra de Paris », 13 h. 15, l'Opéra de Paris, Mmes Vermeersch.
« La Musée Carnavalet », 14 h. 30, rue de Sévigné, Mlle Alix.
« Les Compagnons du tour de France », 15 h. 15, place Saint-Gervais, Mlle Bechler.
« Hôtel de Lamoignon », 15 h. 17, quai d'Anjou, Mlle Buiot (Caisse nationale des monuments historiques).
« Musée de la Ville de Paris », 15 h. 30, rue de la Harpe, Mlle Buiot.
« Saint-Germain-des-Près », 16 h. 30, rue de la Harpe, Mlle Buiot.
« L'Église Saint-Julien-le-Pauvre », 16 h. 30, rue de la Harpe, Mlle Buiot.

15 h. 30, façade (M. de la Roche).
« Les Halles », 15 h. 30, Mlle Buiot.
« Les Halles », 15 h. 30, Mlle Buiot.
« Les Halles », 15 h. 30, Mlle Buiot.
« Les Halles », 15 h. 30, Mlle Buiot.
« Les Halles », 15 h. 30, Mlle Buiot.
« Les Halles », 15 h. 30, Mlle Buiot.
« Les Halles », 15 h. 30, Mlle Buiot.

europcar

location de voitures

avec la participation d'AIR FRANCE vous invite à vous défendre en pratiquant votre sport favori.

Venez vous joindre à nous à la semaine Golf Amateurs Europcar en Costa Del Sol du 27 avril au 3 mai 1980 sur les parcours de Sotogrande, Nueva Andalucia et El Pinar.

Renseignements et inscriptions : GOLF HOLIDAYS, 19, av. Victor Hugo, 92100 Paris, Tél. 01.75.75.75.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du 13 avril 1980 :

DES DECRETS

● Décret d'utilité publique la réalisation de la zone d'aménagement concerté Guilleminot-Vercingétorix, dans le 14^e arrondissement de Paris ;
● Relatif à l'importation et à la commercialisation en gros des tabacs manufacturés ;
● Relatif à la réduction des équivalences en matière de durée du travail dans les professions agricoles ;
● Autorisant une souscription pour l'édification d'un monument à la mémoire du maréchal Jean de Lattre de Tassigny ;
● Portant création d'une zone d'aménagement concerté dite zone d'aménagement concerté des Toupets, à Jory-le-Moutier et à Vauréal (Val-d'Oise).

UN ARRETE

● Modifiant l'arrêté du 27 mars 1980 relatif aux taux de rendement des bons de Trésor à intérêt progressif et des bons d'épargne des P.T.T.

BREF

ASSURANCES

« VOTRE ASSUREUR-CONSEIL ET VOUS ». — Tel est le titre d'une brochure éditée par le Syndicat français des assureurs-conseils, vingt pages d'informations pratiques.

★ SFAC, 11, rue Saint-Denis, 75116 Paris, tél. 704-34-37. Revet contre 5 F.

FORMATION PERMANENTE

ENVIRONNEMENT ET AGRICULTURE. — Le centre de perfectionnement de l'Institut national agronomique (INA) Paris-Grignon précise que le cycle de perfectionnement « Zones d'environnement protégé et cartes communales », initialement prévu en février dernier, aura lieu les 15 et 16 avril 1980 au centre de l'INA-P.G., 16, rue Claude-Bernard, à Paris. Cette formation s'adresse aux personnels des chambres d'agriculture, des directions départementales de l'environnement, des compagnies d'aménagement, des bureaux d'études du bâtiment et des travaux publics et aux experts géomètres.

★ Inscriptions à l'ADEP, 16, rue Claude-Bernard, 75001 Paris Cedex 05. Renseignements par téléphone au 576-15-30 ou au 357-96-34.

STAGES FREINET. — L'Institut coopératif de l'école moderne pédagogique Freinet (ICEM) organise une série de stages d'été régionaux et nationaux (dits de spécialité). Ils s'adressent aux enseignants (du premier et deuxième degrés), éducateurs et documentalistes.

★ ICEM, 128, avenue Franklin-Delano, 93222 Clichy-la Rocca, tél. (33) 47-36-11.

MAISON

INITIATION A LA COULEUR. — Harmonie est un groupement qui coordonne les couleurs de diverses fabrications (peinture, moquette, carrelage, appareils sanitaires, etc.). Il organise, à l'intention du public, une série d'ateliers animés par des coloristes et des décorateurs. Après avoir dispensé quelques notions de base sur les couleurs, ceux-ci répondront aux différentes questions concernant l'harmonie des couleurs dans la maison. Les premiers ateliers auront lieu les jeudi 17 avril, 8 mai et 22 mai. La participation aux frais est de 50 F, incluant la remise d'une brochure sur la couleur.

★ Harmonie, 27, avenue Montaigne, 75008 Paris, tél. 259-88-35.

STAGES

BOURSES D'ETUDES SUR L'ARCHITECTURE PUBLIQUE. — Des bourses d'études en France et dans certains pays étrangers seront accordées cette année, comme en 1978 et 1979, aux jeunes architectes déjà diplômés qui souhaiteraient s'associer à l'examen des méthodes et procédures de la commande publique d'architecture.

Chaque de ces enquêtes, dont la durée sera d'environ quarante-cinq jours, devra donner lieu au dépôt d'un rapport détaillé pour le 1^{er} octobre 1980 au plus tard.

Le montant des bourses est de l'ordre de 15 000 F pour les enquêtes en France ; il est modifié, pour les enquêtes à l'étranger, en fonction du prix du voyage et du séjour.

★ Mission interministérielle pour la qualité des constructions publiques, palais de Chaillot, 8, av. Albert-de-Mun, 75116 Paris, tél. 704-81-81.

TRANSPORTS

DES VOITURES « CORAIL » EN ESPAGNE. — La S.N.C.F. va louer cinquante voitures Corail aux chemins de fer espagnols (RENFE) pendant environ un an, à partir de l'automne prochain. Cette location permettra à la RENFE de juger de la qualité de ces voitures en vue de commandes futures ou de construction sous licence. Les voitures louées seront mises à l'écartement espagnol : 1,67 mètre au lieu de 1,43 mètre. Les chemins de fer espagnols, qui ont entrepris un vaste programme de modernisation, mettront les voitures Corail en service sur les liaisons Madrid-Saragosse, Saragosse-Barcelone et Cordoue-Séville-Cadix. — (A.F.P.)

DOLE-LYON PAR AIR. — Une ligne aérienne régulière vient d'être mise en service entre l'aéroport de Dole-Tarbes (Jura) et Lyon-Satolas. Deux aller et retour par Cessna-442 (pilot passagers) sont prévus chaque jour ouvrable, sauf au mois d'août. La ligne est ouverte à titre expérimental pour dix-huit mois. — (Corresp.)

Le Monde ECONOMIE

Fausse interprétation de la hausse des taux d'intérêt

FAUTE de pouvoir prendre d'autres mesures d'effet immédiat contre l'inflation, les autorités monétaires américaines, en l'occurrence l'« énergie » présidentielle du Système de réserve fédéral, M. Paul Volcker, « font » monter les taux d'intérêt à un niveau encore jamais vu, ce qui « oblige » les autres pays, pour défendre leur propre monnaie, de suivre plus ou moins à contre-cœur le mouvement. D'où la dangereuse « escalade » à laquelle nous assistons actuellement. Telle est, dans ses grandes lignes, l'interprétation la plus courante du désordre régnant sur les marchés monétaires (encore appelés marchés de l'argent à court terme, et par voie d'osmose, sur les marchés financiers (marchés des obligations) du monde entier. D'après cette façon de présenter les choses, l'élévation du « loyer de l'argent » (l'expression est satisfaisante, car ce n'est pas l'argent, mais les créances qui s'achètent et se vendent) serait donc, pour l'essentiel, le fruit d'une décision prise de propos délibéré par les autorités responsables.

Il arrive que cette première réflexion soit, en fait, sous la plume des mêmes économistes, atténuée par une autre, présentée sous forme de question dont on croit tenir la réponse. Est-ce que vraiment les taux d'intérêt, notamment les plus hauts de tous, à savoir actuellement les taux américains et les taux anglais (pour ne pas parler aussi des italiens), sont aussi élevés qu'il apparaît à première vue ? Non, rétorquent par exemple les experts de la grande banque new-yorkaise, Morgan Guaranty Trust. On connaît leur argument : il fait partie du b a b a de l'économie politique telle qu'on l'enseigne dans toutes les universités (et même, hélas, dans les écoles secondaires) qu'un tel taux, disent-ils, le taux d'inflation du taux de l'intérêt, et on

s'aperçoit que celui-ci est encore souvent bas, voire très bas. Aux Etats-Unis, il serait de 1 % environ seulement (puisque la hausse des prix, en rythme annuel, dépasse, depuis le début de l'année, les 18 %).

Au contraire, les taux allemands, nominalement égaux à la moitié des taux américains, seraient en réalité plus de trois fois supérieurs : 3,33 % à en croire la Morgan, qui n'hésite pas à pousser la précision jusqu'à la deuxième décimale, pour exprimer une différence entre le taux d'intérêt et un « taux d'inflation » aux contours imprécis.

Il est difficile — et pour cause — de savoir dans quelle mesure ces remarques, qui sont — répétons-le — à la base de la plupart des analyses qu'on présente, des deux côtés de l'Atlantique, sur le sujet, se complètent

ou se contredisent. Dans les circonstances actuelles, elles se contredisent plutôt. D'un côté, on nous dit que, le pouvoir politique n'étant pas capable de s'attaquer sérieusement à l'inflation, tout le poids de la lutte repose sur les épaules des autorités monétaires. D'un autre côté, on nous laisse entendre que tout compte fait, celles-ci laissent encore aux emprunteurs la vie belle.

En réalité, on a tout lieu de redouter que la situation actuelle ne mène assez rapidement à une crise financière de première grandeur, qui aurait évidemment ses effets sur l'activité économique. Les analyses traditionnelles correspondent-elles aux faits et sont-elles capables, éventuellement, de guider une action préventive ? On a maintes raisons de douter de leur bien-fondé.

L'élément déterminant

En ce qui concerne le premier point, il ne s'agit pas de nier que les autorités responsables peuvent agir sur le niveau qu'elles jugent souhaitable du taux de l'intérêt. Mais leur action ne peut qu'être indirecte, parce que le taux de l'intérêt n'est jamais une variable indépendante. Par nature, ce taux est une « résultante » des forces qui gouvernent le marché des créances. D'avoir oublié ce trait essentiel, ou de ne pas en avoir suffisamment tenu compte, il est déçu d'un certain nombre de confusions dont la pensée économique moderne et les politiques qu'elle inspirent parviennent mal à se dégager.

La façon dont on procède tant sur le marché monétaire (émission de bons par le Trésor, par exemple) que sur le marché financier (émission d'un emprunt obligataire) montre l'ordre logique dans lequel s'embâtonne

toute opération consistant à offrir une créance sur soi-même (portant intérêt) contre remise d'argent frais. Quel est l'élément déterminant pour fixer le taux ? C'est évidemment le seul de trouver des souscripteurs disposés à acheter la créance qui leur est proposée à son prix d'émission (1), c'est-à-dire de quoi l'emprunteur se recueille pas la totalité de la somme qu'il entend obtenir. Que se passe-t-il au cas où l'émission est mal accueillie par le marché ? Le cours de la créance proposée baisse jusqu'au point où le taux d'intérêt devient égal à celui qui correspond à la valeur à laquelle est estimée cette

- (1) Ressources pour le cas le plus simple d'une émission au pair.
- (2) Il faudrait notamment tenir compte des progrès de la productivité qui, à niveau de prix égal, augmentent les besoins de monnaie.

créance. Le facteur décisif, c'est cette valeur, à laquelle s'ajuste automatiquement le taux.

De quoi dépend la valeur d'une créance ? Si on fait abstraction de toutes les circonstances et de tous les facteurs contingents qui peuvent, à un moment donné, influer sur les marchés des titres à revenu fixe, on est bien obligé de conclure que, en dernière analyse, ce qui détermine cette valeur, c'est la facilité présumée de l'emetteur (débiteur) de rembourser à l'échéance le principal en valeur (c'est-à-dire sans perte de pouvoir d'achat pour le prêteur ou acheteur de la créance), non sans avoir entre-temps versé les intérêts convenus.

Dans son essence, l'inflation n'est pas autre chose qu'une émission « excessive » de créances. Excessive par rapport à quoi ? Un monétariste répondrait à cette question en disant qu'idéalement le rythme de création monétaire (la monnaie est créée contre émission de créances) doit être du même ordre de grandeur que celui de la production intérieure en valeur réelle. Ne discutons pas ici cette proposition théoriquement beaucoup moins fondée qu'il pourrait sembler à première vue (2).

Constatons simplement qu'il est pour le moins extrêmement difficile d'évaluer a priori les besoins de monnaie de l'économie, surtout lorsque l'on admet au départ un certain degré (parfois élevé) d'inflation (elle-même engendrée par la création monétaire « prévue »), comme c'est le cas actuellement pour les objectifs de croissance de la masse monétaire qu'un gouvernement doit assigner pour être au goût du jour (le nôtre n'y manque pas).

(Lire la suite page 22.)

PAUL FABRA.

Vers l'indexation du prix du gaz sur celui du pétrole

Le prix du gaz aussi s'envole. Les fortes hausses du prix du pétrole depuis mars 1979 ont entraîné sérieusement l'écart avec le gaz. Le rattrapage envisagé par les pays exportateurs de gaz naturel n'est donc pas une surprise.

Le premier contrat de vente de gaz naturel liquéfié (G.N.L.) a à peine plus de dix ans. Mais la compagnie américaine El Paso, qui, grâce à son engagement précoce, payait encore 37 cents le million de B.T.U. (1) en 1978 à la Sonatrach algérienne, se voit réclamer désormais une somme six fois plus importante. Et il est courant, depuis six mois, de voir des contrats signés à 4,50 dollars. L'Algérie demande à plusieurs autres de ses clients — dont Gaz de France — un prix supérieur à 6 dollars. Une multiplication par vingt en une décennie.

Les pays producteurs ont maintenant une position simple : source d'énergie alternative du pétrole, le gaz doit être payé au même prix que lui. C'est d'ailleurs, ajoutent-ils, le meilleur moyen d'encourager les pays qui disposent d'importantes réserves gazières à les mettre en exploitation.

Il est de fait que le gaz occupe une place de moins en moins marginale dans la consommation énergétique mondiale. Il couvre près de 18 %. Comme les réserves gazières sont de l'ordre de celles du pétrole, cette part devrait donc au moins rester stable d'ici à la fin du siècle. De plus, à une époque où il n'est question que de la relative raréfaction des sources d'énergie classiques, on peut s'étonner que chaque année quelque 200 milliards de mètres cubes de gaz associé au pétrole continuent d'être brûlés à la torchère. Enfin, il est indéniable que le gaz, après avoir longtemps été un substitut au fuel lourd, remplace de plus en plus des produits moyens pour des utilisations aussi bien énergétiques que pétrochimiques. Et les pays qui, comme l'Algérie, se sont équipés pour exploiter d'importantes quantités de G.N.L. peuvent, à juste titre, souligner la lourdeur des investissements de développement, nettement supérieurs à ceux qui sont nécessaires pour le pétrole. La première unité de liquéfaction d'Azew a coûté 2,4 milliards de dollars.

L'alignement du prix du gaz sur celui du brut semble donc inévitable à terme. Mais les pays consommateurs résistent et sont bien armés pour le faire en raison de l'étriquetage du marché. On compte moins de dix acheteurs et pas plus de vendeurs. De plus, ils bénéficient — pour le moment — d'un allié ce pôle de l'Union soviétique qui dispose du tiers des réserves mondiales, mais achète du gaz à l'Iran. L'U.R.S.S. vient de refuser les conditions de vente de Téhéran. Ce qui redouble en définitive les acheteurs, c'est une indexation du prix du gaz sur celui du pétrole, ce qui reviendrait à leur refaire pratiquement tout pouvoir de négociation puisque tout dépendrait alors d'une décision de l'OPEP. Mais l'alignement n'est-il pas inéluctable ? N'est-ce pas là une raison de plus pour ouvrir, autant que cela est possible, le dialogue avec les pays exportateurs de pétrole ?

BRUNO DETHOMAS.

(1) British Thermal Unit. — 1 million de B.T.U. équivaut à 293 kWh ou 252 thermies.

Le renvoi sans indemnité du salarié devenu inapte

Peut-on, serait-ce après vingt-cinq ans de bons et loyaux services, annoncer à un salarié que c'en est terminé, et s'en séparer sur-le-champ, sans avoir à lui verser un seul centime ?

L'EMPLOYEUR n'est tenu de verser les indemnités diverses dues au cas de licenciement que s'il y a licenciement : M. de la Police resté, et de l'Etat, le meilleur de nos professeurs de droit. Mais quand y a-t-il licenciement ? Question très difficile, en réalité.

Pour la chambre sociale de la Cour de cassation, on ne peut parler de licenciement que lorsque la rupture est « imputable » à l'entreprise. Dès lors, quand le

médecin du travail déclare que tel salarié est devenu inapte à occuper son emploi, est-ce distingué deux hypothèses, avec une logique pratiquement irréfutable :

— Si cette inaptitude est elle-même due aux travaux imposés à l'intéressé, la rupture est imputable à l'entreprise et doit être assimilée à un licenciement. Quel que l'employeur se soit borné à prendre acte du verdict négatif de son médecin du travail ;

— Si, au contraire, l'inaptitude constatée par ce dernier est sans rapport avec l'emploi, la rupture n'est plus imputable à l'entreprise ni à son chef et ne peut donc plus être analysée comme un licenciement : aucune sorte d'indemnité n'est due.

Ne pas confondre démission et exclusion

Autrement dit, après lecture attentive des arrêts de la Cour de cassation, un employeur pourrait se sentir autorisé à tenir le discours suivant : « On me dit que votre âge vous interdit de rester debout toute la journée... que vous ne pouvez plus porter d'objets trop lourds... qu'il faut vous ménager... allez vous ménager ailleurs ! » Et de jeter, comme un balles, le salarié usagé ? Une telle attitude est probablement relativement rare. Il n'empêche qu'une réforme s'impose. Regardons, en effet, de plus près. Un salarié licencié a normalement droit à un préavis ou à une indemnité de préavis ; il a également droit à une indemnité de licenciement proprement dite.

L'institution d'un préavis est destinée à permettre au salarié dont on se sépare de se retourner : on comprend que celui qui démissionne n'y ait pas vocation puisque c'est lui qui choisit de partir. Mais il n'en va évidemment pas de même pour celui qu'il est exclu par le diagnostic que, dès le lendemain et par l'effet de

quelque miraculeuse célérité, il va percevoir une pension d'invalidité si son état ne lui permet pas de prétendre aux indemnités de chômage ? Sait-on le délai nécessaire à la liquidation d'une telle pension ?

Quant à l'indemnité de licenciement proprement dite, rappelons qu'elle est proportionnelle à l'ancienneté : même si la jurisprudence de la Cour de cassation n'est pas dans ce sens, elle relève, au moins partiellement, d'une idée de salaire différé. Pourquoi alors priver de ce droit, acquis au fur et à mesure des années de service, le salarié inapte et l'accorder à celui dont le comportement fautif a rendu le licenciement nécessaire ?

D'ailleurs, la Cour de cassation elle-même n'est pas d'une absolue logique. Distinguant l'« inaptitude » de la rupture et son imputabilité, elle décide que, même lorsque cette rupture n'est pas imputable à l'entreprise, celle-ci doit se plier à la formalité de l'entretien préalable prévu par la loi de 1973 sur les licenciements.

(Lire la suite page 24.)

JEAN-JACQUES DUPEYROUX.

L'industrie française des circuits intégrés est-elle capable de rattraper son retard ?

Pour aider à développer un des secteurs de pointe les plus prometteurs, les pouvoirs publics ont lancé un plan composants quinquennal (1978-1982). Trois usines entrèrent en production au début de l'année prochaine. Les moyens mis en œuvre, notamment au ce qui concerne la recherche, sont à la hauteur des ambitions ?

AVEC un chiffre d'affaires, en 1979, de 9,2 milliards de francs, des effectifs de cinquante-trois mille cinq cents personnes, des exportations de 5,3 milliards de francs, une balance commerciale globalement équilibrée, un salon international — qui vient de fermer ses portes — qui connaît chaque année un succès grandissant, l'industrie française des composants électroniques aurait, en bonne logique, de quoi être satisfaite.

D'autant que l'explosion attendue de la télématique et l'invasion de l'électronique dans tous les secteurs d'activité vont multiplier ses débouchés au cours des prochaines années (voir notamment le Monde du 1^{er} février 1979). Ne prévoit-on pas que le taux moyen de croissance de cette industrie sera d'au moins 15 % par an ?

Pourtant, ces chiffres bruts, ces belles perspectives cachent d'inquiétantes faiblesses. Il y a, dans le secteur des tubes et des composants pour la radio-télévision, la concurrence japonaise, et plus encore pour les circuits intégrés, le retard technologique envers les Etats-Unis avec pour corollaire un déficit commercial qui s'accroît.

Pour tenter de remonter la pente, les pouvoirs publics français ont lancé, voilà près de trois ans, l'idée d'un plan composants, analogue au plan calcul. Depuis le début de 1979, le dispositif définitif du plan a été mis en place. Il prévoit l'attribution par l'Etat pour la période quinquennale 1978-1982

de crédits publics d'un montant de 600 millions de francs.

Cinq pôles industriels bénéficient de cette manne, à laquelle s'ajoutent divers autres prêts et subventions (F.D.E.S., Aide à la création d'emplois, aides de la DATAR). Pour deux groupes il n'y avait guère de problèmes. La Radiotechnique-Compelco (filiale de Philips) et Thomson reçoivent chacun 100 millions de francs. L'une pour développer des circuits bipolaires utilisés dans les ordinateurs, l'autre pour développer son potentiel dans les classiques circuits linéaires.

L'essentiel de l'effort devait cependant porter sur les circuits intégrés MOS (Metal Oxide Semiconductor). Ayant de multiples applications, ils couvrent déjà 50 % du marché mondial. On estime que leur marché en Europe passera de 2,8 milliards de francs en 1980 à 6 milliards en 1985. Or, les firmes américaines ont un quasi-monopole et une très nette avance technolo-

gique. C'est pourquoi l'aide des pouvoirs publics est allée à la constitution de trois pôles de production de circuits MOS en France avec, à chaque fois, l'appui technologique de sociétés américaines associées à des industriels français. Ainsi ont vu le jour les sociétés Matra-Harris, Eurotechnique avec Saint-Gobain - Ford-Magnuson (51 %) et l'américain National Semi Conductor (49 %). Enfin, Eclis, l'ancien laboratoire du C.E.A. a repris les moyens de production de Thomson dans ce secteur d'activité (Thomson et le C.E.A. se partagent du reste le capital) et signé des accords de licence et de coopération avec le numéro deux mondial, Motorola.

Où en sont ces sociétés ? A-t-on fait les bons choix ? La France a-t-elle une chance sérieuse de combler son retard ? Autant de questions qui se posent alors que le plan composants est en est à mi-parcours.

Trois unités de production

disponibles qu'aux Etats-Unis. C'est donc à 300 millions de francs que s'élève le montant des commandes passées outre-Atlantique avant que la production d'Elclis ait démarré sur une grande échelle. A cela s'ajoutent les royalties et redevances diverses versées au groupe américain Motorola pour assistance technique et l'utilisation de ses licences.

● **Eurotechnique.** — L'usine du Roussel, près de Marseille, entrera en production en janvier 1981. L'objectif est d'atteindre un chiffre d'affaires de 500 millions de francs en 1985 et d'être profitable dès 1983. Sur cinq ans, les investissements globaux sont estimés à 420 millions de francs, dont 340 millions de francs d'équipements divers achetés à concurrence de 80 % aux Etats-Unis. National Semi Conductor devra une redevance annuelle calculée en fonction de la production et de la productivité de l'usine. Enfin, les

49 % de N.S.C. dans Eurotechnique ont été souscrits, non sous forme d'argent frais mais de « transfert de technologie ».

Le financement de départ est donc assuré intégralement par la France : 90 millions de francs de fonds propres apportés par S.G.P.M., 100 millions de francs de subventions de l'Etat dans le cadre du plan composants ; des prêts participatifs à taux réduit de la part d'organismes publics. L'autofinancement d'Eurotechnique et les prêts complémentaires devraient, dit-on, couvrir les investissements pour 1983-1984.

● **Matra-Harris.** — Le premier circuit MOS doit sortir de l'usine de la Chaux-de-Fonds, située à 8 kilomètres de Nanzet, le 5 décembre 1980. Un chiffre d'affaires de 25 millions de francs est espéré pour 1981 et de 300 millions de francs en 1985. Les effectifs atteindront cent vingt personnes à la fin de l'année. Le montant des investissements est de 200 millions de francs sur cinq ans, dont la moitié pour les équipements (80 millions de francs achetés aux Etats-Unis), et de 40 millions de francs en études pour développer un type particulier de circuits pour les télécommunications.

L'Etat fournit 120 millions de francs (20 millions en subventions et 100 millions de prêts) et Matra pense investir 80 millions de francs d'ici à 1985. Quant à la société américaine Harris, elle apporte... la technologie. Evaluée à 40 millions de francs, elle a été échangée contre sa participation de 49 % dans Matra-Harris.

En 1981, la France aura donc trois unités de production de circuits intégrés et quelque huit cents emplois auront été ainsi créés. Pourtant, dans les milieux professionnels, on s'inquiète de la concurrence, sur les finalités de l'opération.

(Lire la suite page 23.)

J.-M. QUATREPOINT.

La situation de la construction navale s'améliore grâce à l'amputation des capacités de production

Si la situation de la construction navale mondiale est aujourd'hui moins catastrophique qu'il y a dix ans, c'est moins à cause d'un redressement net de la demande de navires par les armateurs qu'en raison d'une sensible diminution des capacités de production dans les pays traditionnellement constructeurs, à savoir la Suède, l'Allemagne fédérale, la Grande-Bretagne et surtout le Japon. Dans ces pays, entre 1975 et 1983, c'est une réduction de quelque 50 %, voire davantage, des capacités des chantiers et de la main-d'œuvre employée que les entreprises auront été contraintes de réaliser, en contrepartie des subventions publiques et qui atteignent dans tous les pays des sommes considérables (1,8 milliard de francs par exemple dans le budget français de 1980).

Toutefois, au cours des tout derniers mois, à cause d'une certaine stabilisation de la conjoncture, d'une part, des mises à la ferraille des navires vétustes et de la reprise de la demande dans des secteurs très particuliers, d'autre part, on a noté, comme disent les experts, un nouveau « réchauffement » du marché. Les armateurs les plus dynamiques, en Grèce, en Scandinavie, au Japon, à Hongkong, et aux Etats-Unis par l'intermédiaire du Liberia, manifestent un intérêt pour les pétroliers de tonnage moyen (80 000 tonnes), les navires et les plates-formes liés à l'exploitation des hydrocarbures offshore, les porte-conteneurs, les navires transporteurs de produits chimiques et aussi les paquebots.

D'autre part, de nombreux chantiers navals longtemps spécialisés dans la construction neuve n'hésitent plus désormais à diversifier leurs activités (usines ou hôtels flottants, éléments de centrales nucléaires, moteurs), ou à s'essayer aux tâches de réparation navale (c'est le cas des chantiers de La Ciotat appartenant au groupe Intra Bank). La récente reprise constatée dans le secteur de la construction navale a toutefois beaucoup plus profité

au Japon, favorisé par la baisse du yen, qu'aux économies de l'Europe de l'Ouest. Le Brésil (qui se spécialise dans les navires assez simples tels que les transporteurs de minerais ou de grains), la Pologne (qui propose des prix défiant toute concurrence), l'Espagne, la Corée du Sud, Taiwan ont eux aussi correctement tiré profit de ce relatif redressement conjoncturel.

Notre tableau a trait à l'état des commandes fin 1979. Les statistiques de l'O.C.D.E. ou du *Lloyd's Register of shipping* placent aussi la France à un rang enviable en ce qui concerne les navires achetés l'année dernière. Cependant la situation n'est pas aussi favorable que les chiffres pourraient le laisser croire. D'abord, il s'agit de tonneaux

valeur ajoutée que leur construction implique. Ensuite, parce que dans les statistiques françaises de 1979 il faut inclure le pétrolier *Prat* de 564 000 tonnes pour la Compagnie nationale de navigation qui est le plus gros du monde.

Il reste que l'année 1980 ne se présente pas sous un angle trop inquiétant pour les chantiers français. La société navale Charbonnet-Delmas-Vieljeux vient, après plus d'un an d'atermoiements, de commander quatre porte-conteneurs. Dubigeon-Normandie, à Nantes, vient de réussir « un très beau coup » en signant avec une filiale d'une firme danoise un contrat pour un gros paquebot de croisière. Franco-Dunkerque va faire des navires d'acide phosphorique pour le

TOTAL DU CARNET DE COMMANDES PAR PAYS : LA FRANCE EN BONNE POSITION RELATIVE

(Situation au 31 décembre 1979)

PAYS	Total en millions de tonnes de jauge brute	Dont tonnage pour l'exportation
France	971	796
Allemagne Fédérale	899	412
Royaume-Uni	772	236
Danemark	613	296
Belgique	487	107
Italie	489	107
Pays-Bas	233	123
Irlande	?	—
Total des pays de la C.E.E.	4 401	1 894
Espagne	1 259	529
Suède	973	461
Finlande	566	433
Norvège	452	117
Total des pays de l'Europe de l'Ouest	7 651	3 424
Japon	7 454	5 404

Source : O.C.D.E.

de jauge brute qui indiquent des volumes, des tailles, des capacités de navires, mais qui ne donnent pas une fidèle idée des heures de main-d'œuvre, donc de la

Maroc. Des négociations sont en cours avec l'Algérie qui, pour évacuer le gaz liquéfié à Arzew aurait besoin de six méthaniers. Les ONIM & La Seyne vont construire une plate-forme de forage offshore pour un armateur norvégien. Enfin, la Bangladesh voudrait acquérir deux cargos moyens et les offres sont lancées. Mais à l'égard de ce pays comme de tous les jeunes Etats qui veulent se constituer une flotte, il s'agit moins de proposer de construire des navires que de les financer à leur place.

FRANÇOIS GROSCHARD.

Le retard de l'industrie française des circuits intégrés

(Suite de la page 21.)

N'est-on pas obsédé par des objectifs à court terme — création d'emplois, espoirs d'exportations — en négligeant le long terme ? De fait, après plus de deux ans de fonctionnement le plan composants présente de sérieuses lacunes.

D'abord, chacun en est bien conscient, on a trop attendu. Dix-huit mois se sont écoulés entre l'annonce du plan et sa mise en place. Dix-huit mois pendant lesquels la concurrence a travaillé, la technologie a galopé, les circonstances extérieures se sont modifiées.

Seconde erreur : le volume des investissements est insuffisant. Au total, 1,3 milliard de francs, dont le tiers au moins à la charge de l'Etat, sont prévus pour la période 1978-1982. « C'est peu », pensent les professionnels. « C'est bien peu », disent les spécialistes, qui comparent ce chiffre à ceux des firmes américaines ou japonaises. « En France on parle en centaines de millions de francs. Ailleurs, on compte en centaines de millions de dollars. » Ainsi, la société américaine Intel, numéro trois mondial dans les circuits inté-

grés, investira en 1980 300 millions de dollars, dont 90 millions pour la recherche. Soit autant en une seule année que Kefauver, Eurotechnique et Maitre-Harris réunis.

On estime, dans l'industrie des composants, qu'il faut investir 1 franc pour obtenir 1 franc de chiffre d'affaires annuel. Chez Kefauver, on reconnaît être « déjà un peu court », on pense que cette règle « risque d'échouer. Surtout il faudra investir 2 francs pour avoir 1 franc de chiffre d'affaires ». Cela bien sûr pour ceux qui veulent rester dans la course.

En dispersant les aides de l'Etat et en les réservant à des opérations industrielles, on néglige la recherche fondamentale. C'est une autre lacune du plan. Certes, divers laboratoires d'organismes publics, notamment le Centre national d'étude des télécommunications, ont été regroupés à Grenoble et travaillent, sur crédits publics, au développement de la prochaine génération de circuits (les VLSI). Mais les faits sont là. Japonais et Américains ont d'ores et déjà dix-huit mois d'avance sur les VLSI.

L'argument, selon lequel les joints de la chaîne des composants permettraient un réel transfert de technologie, laisse sceptique plus d'un observateur. Dans l'esprit des Américains, il existera toujours un décalage technologique entre les Etats-Unis et l'Europe. L'innovation doit d'abord être vendue sur leur marché avant de traverser l'Atlantique. Même si le « gap » se réduit, il subsistera toujours. Les usines franco-américaines étant considérées comme des « secondes sources », des unités de production délocalisées.

En revanche, si l'objectif des pouvoirs publics est bien de faire en sorte que l'industrie française des composants s'affranchisse à terme de sa dépendance à l'égard des Etats-Unis, qu'elle maîtrise les technologies des circuits les plus avancées, comme une part non négligeable du marché. Alors, le plan composants n'est pas sans ambitions.

Il faudrait tripler, voire quadrupler la mise ; élaborer une stratégie d'ensemble ; concentrer les moyens de recherche et de développement ; faire réajuster de la vallée grenobloise et autour d'Orléans, une « Silicon Valley » (1). Ne plus « recevoir » la technologie des firmes américaines, mais aller la chercher aux Etats-Unis en rachetant des « coentreprises » spécialisées, comme le font les Allemands et tente de le faire la C.G.E. qui négocie depuis des mois le rachat d'une entreprise américaine. Toutes ces actions risqueraient encore d'être insuffisantes si elles ne s'accompagnaient pas d'une politique cohérente d'achat et de participation aux recherches fondamentales des grands utilisateurs de circuits (C.I.T.-Honeywell-Bull notamment).

Reste à savoir si les pouvoirs publics, les industriels concernés sont prêts à se donner les moyens de leurs ambitions.

JEAN-MICHEL QUATREPOINT.

(1) La « Vallée du silicium », en Californie, est le berceau de l'industrie mondiale des composants électroniques.

Une politique industrielle offensive

Autre conséquence de ce saupoudrage : en multipliant les pôles industriels on a multiplié les pertes. Les sorties de devises, pour l'essentiel les équipements des usines devant être achetés aux Etats-Unis. Il y en aurait au total, pour près de 600 millions de francs, ce qui fait dire à d'aucuns que « l'intégrité du plan composants traverse en fait l'Atlantique et que le contributeur français finira par payer les entreprises américaines ! ». On découvre aujourd'hui — un peu tard — qu'une des clés du succès de l'industrie américaine des composants est précisément l'étroite symbiose entre le producteur de circuits et celui qui fabrique — quasiment à façon — les équipements permettant de produire ces circuits aux meilleures conditions. Mais, qui a pris conscience du problème, songerait à racheter une entreprise américaine spécialisée dans les équipements.

A travers le cas des équipements, on se rend compte, peu à peu, qu'une politique industrielle offensive en matière de composants doit être globale et non se cantonner à la seule production de circuits. Il faut se préoccuper de l'aboutissement des équipements et des technologies des matières premières (silicium, terres rares). Comme de l'aval : formation des hommes, rapatriement des « cerveaux » expatriés aux Etats-Unis ; rôle des grands utilisateurs. Or, force est de constater que le plan composants est quelque peu bancal. On en fait trop. Ou pas assez.

Trop, car s'il s'agissait simplement de créer quelques centaines d'emplois, d'améliorer la balance commerciale, il n'était pas utile

de financer, comme on le fait, des entreprises américaines. Il eût été — à tout prendre — plus simple de les laisser installer et financer elles-mêmes des filiales. Les fabricants de composants d'Europe de l'Atlantique ont tous le même objectif : s'implanter en Europe pour prendre des parts du marché. Les dirigeants de N.S.C. sont tout heureux de pouvoir, grâce à l'accord avec les Français, « étirer », comme ils le disent, « le marché européen par les deux bouts ». Sous leur propre label et sous le drapeau français d'Eurotechnique. Et ce, sans bourse délier. Assurément N.S.C., Harris et Motorola réalisent une très bonne opération. Le comportement des autres firmes américaines, telle Intel, qui cherchent à participer au plan français, suffirait pour s'en convaincre.

Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris

journées de l'isa

22 - 23 avril 1980

« L'entreprise et l'innovation dans les sciences de gestion »

Sous la présidence de Monsieur MONORY, Ministre de l'Economie, l'Institut Supérieur des Affaires organise, à l'intention des responsables concernés : dirigeants et cadres d'entreprise, hauts fonctionnaires, professeurs d'Université et d'écoles de commerce, deux journées de réflexion sur les thèmes suivants :

le 22 avril :

- l'entreprise française et les marchés étrangers
- les industries nouvelles

le 23 avril :

- l'entreprise et la gestion de l'emploi
- la France sur le marché international des « affaires agro-alimentaires »

De nombreux experts français apportent leur collaboration à ces journées qui seront animées par des professeurs du CESA (HEC - ISA CFC) et dont l'objectif est de faire le point sur l'ensemble des recherches en matière de gestion d'entreprise.

Renseignements complémentaires

isa

1, rue de la Libération,
78350 JOUY-EN-JOSAS.
Tél : (1) 956.43.61

CENTRE D'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR DES AFFAIRES
(HEC - ISA - CFC)

LOTO
facile!
pas cher!

et
ça peut
rapporter gros.

Chaque semaine
faites valider vos bulletins
chez tous les dépositaires
portant l'enseigne

LOTO

CAHIERS DES SCIENCES & TECHNIQUES HUMAINES
Repères & Dialogues

dans ce numéro

- horizon 2000
- la dissidence
- l'ère du "pétrochimisme"
- la pratique institutionnelle
- essai sur les couleurs

N°11 - Mars 1980 - trimestriel - Prix 18 F
6, avenue Léon-Henry - 75016 Paris
Tel. 527-10-15

ABONNEMENT - TARIF NORMAL 70 F
Étudiants 50 F - Étrangers 40 F

12 mois sur 12
le
COURS
HUBERT LE FÉAL
forme
à la
PAROLE
PUBLIQUE
documentation
sans engagement

770 58 03

CARRÉ, ORBAN & PARTNERS

Bruzelles, Düsseldorf, Genève, Paris
Chicago, Los Angeles, New-York, San Francisco, Washington.

Conseils en Management, Recherche et Sélection de Cadres Dirigeants,
Acquisitions de Sociétés et Investissements à l'étranger.

ont le plaisir d'annoncer que

ROBERT SIMON
dont la carrière s'est déroulée au sein des sociétés Sulzer, Geigy, Givaudan,
Hewlett-Packard et Boyden

s'est joint en tant que Senior Consultant à la firme, dirigée à Paris par

C.C. DE TOULOUSE-LAUTREC
avec la collaboration de

ROGER E. BLIN
Vice-Président de Clark, Carré, Orban & Partners

CARRÉ, ORBAN & PARTNERS
6, avenue Franklin-Roosevelt, 75008 PARIS - Téléphone : 225-87-23/02-73

SAM 80
4^e salon
international de
l'aménagement
en montagne

23/27 AVRIL 80
GRENOBLE ALPEXPO
ouvert à tous

- salon des équipements hivernaux et généraux de la montagne
- salon de la machine agricole et des productions de montagne
- salon de l'environnement en montagne
- salon de la vie et de l'économie en montagne
- salon INOVA montagne
- colloques techniques et spécialisés

ALPEXPO
38029 GRENOBLE CEDEX
Tél. (76) 09.80.26

Le renvoi sans indemnités du salarié devenu inapte

(Suite de la page 21.)

Elle casse ce faisant la notion même de licenciement pour faute ou pour inaptitude. Pour ne pas éliminer le droit du licenciement en bloc s'il est tellement certain qu'il n'y a pas de licenciement ? Et, si, à l'inverse, on admet qu'il faut bien en appliquer un peu, ne faut-il pas appliquer tout le reste ?

Autre versant de la question : les conséquences de cette jurisprudence sur la médecine du travail. Elles sont non moins préoccupantes.

D'abord, l'absence de toute indemnité expose les médecins du travail à des sollicitations en sens contraire. Sollicitations d'employeurs peu scrupuleux, enclins à leur « suggérer » d'être particulièrement sensibles à la meilleure santé de ceux dont ils veulent se débarrasser sans frais ! Sollicitations des intéressés eux-mêmes : « Ne me déclarez pas inapte, laissez-moi me faire licencier ! ».

Malgré abstraction faite des pressions diverses dont des solutions juridiques trop radicales sont inévitablement génératrices, les médecins du travail se trouvent dans une situation impossible : doivent-ils donner la préférence au droit à la santé ou au droit

à l'emploi, tous deux reconnus par la Constitution, et qui se télescopent ici de plein fouet ? Leur rôle, surtout en période de crise et de chômage, serait sinistre s'il était simplement de passer entre les rangs pour désigner ceux qui doivent être aussitôt rejetés, sans un sou, dans les ténèbres extérieures !

La réalité juridique est peut-être, cependant, un peu moins affligeante. Alors que, au cas d'incapacité absolue d'occuper son emploi, la Cour de cassation refuse jusqu'à maintenant d'admettre que l'employeur a une quelconque obligation de modifier cet emploi, elle se montre plus nuancée si le médecin du travail n'a parlé que d'« incapacité partielle ». Quoique les arrêts visant cette hypothèse soient des plus rares, la Haute Juridiction semble bien admettre qu'en ce cas, l'employeur doit s'efforcer de proposer à l'intéressé, un travail mieux adapté à ses possibilités ; il commettrait une faute en s'en séparant sans faire cet effort. Autrement dit, s'il pouvait le garder et ne l'a pas fait, qu'il s'agisse ou non d'un véritable licenciement ou d'autre chose, il pourrait être tenu de l'indemniser. Tout cela reste encore à l'état d'esquisse très imprécise.

Un texte de loi révolutionnaire

Mais un troisième cas de figure a été expressément envisagé par la grande loi du 6 décembre 1976. N'oublions pas qu'elle a introduit dans la partie législative de notre code du travail un nouvel article L. 241-10-1 (qui n'a pratiquement jamais été appliqué jusqu'à maintenant) tant il est révolutionnaire) aux termes duquel :

« Le médecin du travail est habilité à proposer des mutations ou des transformations de postes justifiées par l'âge, la résistance physique ou l'état de santé des travailleurs ;

« Le chef d'entreprise est tenu de prendre en considération ces propositions

« En cas de difficultés ou de désaccord, la décision est prise par l'inspecteur du travail.

Certes, cet article, qui autorise le médecin du travail à proposer

des transformations de postes au lieu de se borner à constater l'incapacité totale ou partielle et suggérer donc une adaptation de l'entreprise aux capacités de ses salariés — renversement complet de la problématique classique — soulève bien des difficultés. Notamment, la transformation d'un poste proposée par le médecin du travail et, après refus de l'employeur, décidée par l'inspecteur du travail peut entraîner modification des conditions substantielles du contrat, par exemple la réduction d'un salaire : cette modification s'impose-t-elle au salarié ? Quid en cas de refus ?

Quoi qu'il en soit, jusqu'à plus ample informé, les juges sont tenus de respecter les lois de la République : l'article L. 241-10-1 est là et il leur faudra bien en faire application.

On conçoit, pour cette application, deux interprétations principales.

Dans l'interprétation *marxiste*, le mot *décision* prend sa pleine portée : le sort du contrat de travail, éventuellement suspendu jusqu'à cette décision, dépend de celle-ci. Ce qui revient à dire que l'article L. 241-10-1 a créé une nouvelle catégorie de salariés protégés.

On imagine le tumulte. Aussi bien est-ce probablement une interprétation *minimale* qui

l'emportera : la rupture n'est pas subordonnée au feu vert de l'administration. Seulement, si par la suite celle-ci se prononce dans le sens du médecin dont les suggestions ont été imprudemment ignorées, la rupture sera analysée comme un licenciement abusif : l'employeur prend ses risques. Ainsi, à la différence du simple constat négatif, une attitude plus positive du médecin du travail ouvrirait vocation éventuelle à une indemnisation non négligeable pour l'intéressé.

Des perspectives nouvelles

Même avec cette interprétation minimale, on voit que l'article L. 241-10-1 ouvre à la médecine du travail des perspectives entièrement nouvelles : au lieu du télescopage entre droit à l'emploi, à la santé, auquel on demande traditionnellement aux médecins du travail de se résigner avec la plus grande hypocrisie, une conciliation s'ébauche par la voie d'une adaptation de l'emploi aux

aptitudes des intéressés. Conclusion dont le médecin du travail a seul la clé : c'est-à-dire que, s'il veut entrer dans cette voie, il lui faudra beaucoup de compétences, de courage et de détermination (1).

JEAN-JACQUES DUPEYROUX.

(1) Sur tous ces problèmes, v. not. « La médecine du travail et le droit », *Droit social*, avril 1980, numéro spécial.

Joseph M. GILLMAN
et
préface et
postface de
M. ANDREU

LA BAISSSE DU TAUX DE PROFIT

Jean-Marie ALBERTINI
LES ROUAGES
DE L'ÉCONOMIE NATIONALE

28^e édition entièrement
revue
(265^e mille)
L'ouvrage d'initiation à l'économie
le plus diffusé
Économie et Humanisme
Les Éditions Ouvrières

CORRESPONDANCE

Le droit de grève et sa réglementation

M. Gérard Lyon-Caen, professeur à l'université de Paris-I, nous a envoyé la lettre suivante à propos de l'article de J.-J. Dupeyrou paru dans « Le Monde de l'économie » du 25 mars 1980 sous le titre « Les syndicats peuvent-ils être poursuivis par des non-grévistes ? »

La thèse énoncée part de prémisses « exactes » — mais en tire une conclusion « discutable », et comporte, à mon sens, un corollaire qui l'est encore plus :

— Premises exactes : le droit de grève est mal garanti en France ;

— Conclusion discutable : il faut abandonner la conception du droit de grève, droit de l'individu, pour celle, proche du système allemand, aux termes de laquelle le droit de grève appartient aux syndicats ; car ainsi le gréviste sera sûr de ne pas être sanctionné tant qu'il se conformera aux directives syndicales.

— Corollaire contestable : les actions en dommages-intérêts qui se multiplient depuis quelque temps contre les syndicats coupables d'avoir organisé des grèves illicites (et qui émanent parfois des non-grévistes, mais plus souvent encore des employeurs) nous rapprochent de ce régime présenté comme souhaitable.

En effet, si la première proposition émise de vérité, il pourrait sembler qu'on doive en inférer la nécessité de renforcer les garanties. Ce n'est pas dans cette direction que s'oriente J.-J. Dupeyrou. Il croit préférable une conception « organique » de la grève, devenue prérogative syndicale. Le risque n'est pas mince : les grèves sauvages, sans canalisation ni négociation par le truchement du syndicat, vont se multiplier ; admettons pourtant. Mais comment croire que l'offensive actuelle contre les syndicats nous rapproche de ce régime promis ? Comment trouver là un signe qu'on ne s'en prendra

plus aux grévistes individuellement, que le licenciement pour faute lourde disparaîtra comme par enchantement ? Ce serait l'un ou l'autre, dit J.-J. Dupeyrou. Ce sera l'un et l'autre.

Non, réplique-t-il, parce que ces actions contre les syndicats entraîneront des poursuites pénales pour entrave au droit syndical, et que ce retour de flamme va faire réfléchir. Or, dans le précédent constitué par l'affaire de la régie Renault du Mans (poursuite en dommages-intérêts contre un syndicat), les tribunaux n'ont précédemment pas retenu que ces poursuites fussent constitutives du délit pénal d'entrave ou de discrimination.

Les salariés étant aujourd'hui entièrement à la merci de l'entreprise pour le maintien de leur emploi et de leur pouvoir d'achat, du fait de la crise et du chômage, s'en prendre au droit de grève est infiniment plus grave qu'il y a dix ans : c'est chercher à achever un ennemi blessé, c'est lancer une super-lutte de classes. Affirmer, comme le fait J.-J. Dupeyrou, que ces instances judiciaires (comme celle d'Alsthom, qu'il y aura lieu de suivre de près étant donné le caractère inusité et exemplaire de cette grève) nous mèneront indirectement à une meilleure protection du droit de grève ; que c'est, en gros, une bonne chose, ainsi qu'il le dit, me paraît une erreur d'appréciation.

DEJA DU TEMPS DE
NOS GRANDS-PARENTS.
La Rue de Provence
ETAIT LA RUE DE
L'ARGENTERIE
BIJOUX
La tradition se perpétue...
Henri HERMANN
au n° 45
VENTE, ACHAT - NEUF, OCCASION

LE SYSTÈME

TELE

Les sal

plus
d
e
achet

GROUPES WAGONS-LITS GROUPE WAGONS-LITS
E NOS ACTIVITÉS COLLENT A L'ACTUALITÉ NOS ACTIVITÉS COLLENT A L'ACTUALITÉ

Désormais, nous plaisons plutôt aux managers qu'aux romanciers.

L'Orient-Express a bien changé. Pour réussir aujourd'hui, une entreprise doit traquer l'événement et lui faire face. Ce principe, suivi depuis des années par le groupe Wagons-Lits, lui permet d'occuper de nos jours une place prépondérante. Aux côtés du ferroviaire qui jouit d'une santé de fer (renouvellement du contrat avec les réseaux européens, nouveaux buffets de gare...), 3 activités en plein essor : le tourisme, la restauration et l'hôtellerie qui représentent plus de la moitié du chiffre d'affaires du groupe.

Un résultat étonnant pour qui s'attend à rencontrer les Wagons-Lits dans les romans policiers plutôt que dans les activités de pointe.



حکومت اسلامی

LE SYSTÈME DE RETRAITE DÉCOURAGE-T-IL L'ÉPARGNE DES MÉNAGES ?

LORSQUE l'on s'interroge sur les motivations qui poussent les ménages à épargner, la constitution d'une réserve permettant de financer leur retraite apparaît en bonne place. Or le demi-siècle qui vient de s'écouler a été marqué dans tous les pays occidentaux par l'urgence puis le développement de procédures, souvent obligatoires, destinées à éviter que, par manque de revenus pendant la vie active ou par impéritie, une fraction de la population se retrouve sans ressource à l'âge de la retraite.

Lorsque ces régimes fonctionnent selon le principe de la capitalisation, l'opération se ramène à la gestion par une institution financière d'un ensemble d'épargne privées qui, le jour venu, donnent lieu au versement d'un capital ou d'une rente. Ces mécanismes peuvent avoir une influence sur l'ensemble du comportement d'épargne, cependant celle-ci est sans doute limitée et le seul problème qui se pose vraiment est celui de la gestion des institutions et de la structure de leurs placements. C'est l'affectation de l'épargne et son rendement réel qui sont en cause et non plus son niveau. En revanche, lorsque ces régimes fonctionnent selon le prin-

L'effet dépressif que le développement des systèmes de prévoyance collective de la retraite pourrait avoir sur l'épargne des ménages est au centre des débats actuels sur le financement de l'accumulation. Depuis quelques années, un certain nom-

bre d'économistes américains ont tenté d'accréditer l'idée que la faiblesse du taux d'épargne des ménages aux États-Unis provenait en partie du développement des régimes de retraite. Selon Martin Feldstein, ces mécanismes amputeraient

l'épargne des ménages de quelque 40 %, et l'effet serait du même ordre de grandeur sur le stock de capital. Dans le cadre de travaux effectués pour le Commissariat général du plan ou pour l'ONU, les auteurs ont été conduits à des conclusions plus nuancées.

par DENIS KESSLER et DOMINIQUE STRAUSS-KAHN (*)

cipe de la répartition comme c'est le cas en France, aucune épargne ne vient, en principe, répondre à l'effort des ménages cotisants. Ce qui est reçu des actifs est presque immédiatement redistribué aux inactifs et aucune accumulation ne se fait jour. Il ne s'agit pas là d'un défaut congénital des systèmes de retraite par répartition et il est tout à fait concevable que, en prélevant plus qu'ils ne redistribuent, une accumulation apparaisse sous la forme d'un fonds de réserve qui peut devenir extrêmement important, comme cela a été le cas en Suède, par exemple, où, en 1976, les réserves du fonds général des pensions atteignaient 100 milliards de francs environ et étaient ainsi équivalentes au budget annuel de l'État. Il y aurait donc moins de différence qu'on ne l'affirme souvent entre répartition et capitalisation.

des droits à la retraite, est « actif » de nature assez particulière peut alors se substituer à des actifs plus traditionnels. Bien entendu, l'effet des systèmes de retraite sur l'épargne des ménages dépendra du degré de substitutabilité que les ménages retiennent. Mais, à la limite, 1 franc d'équivalent patrimonial des droits à la retraite réduit de 1 franc le patrimoine des ménages. C'est en adoptant cette hypothèse extrême que Martin Feldstein estime que les 3 500 milliards de dollars d'équivalent patrimonial brut des ménages américains représentaient, en 1976, 58 % de leur patrimoine physique et financier traditionnel net (800 milliards) et les mécanismes de prévoyance collective seraient ainsi responsables d'une minoration du stock de capital de quelque 40 % ; en effet, si l'on admet une parfaite substitutabilité, le patrimoine accumulé en l'absence de ces régimes de retraite par répartition s'élèverait à 5 500 milliards.

En France, à partir des mêmes méthodes d'estimation, nous parvenons à un équivalent patrimonial de l'ordre de 3 900 milliards de francs pour 1976 à rapprocher de l'estimation faite par l'INSEE du patrimoine net physique et financier des ménages pour cette même année : 4 718 milliards de francs. Au Royaume-Uni, les grandeurs correspondantes seraient 177 et 167 milliards de livres en 1973, selon R. Hemming. Ainsi l'équivalent patrimonial des droits à la retraite serait, outre-Manche, supérieur au patrimoine traditionnel possédé par les ménages.

On peut, toutefois, faire intervenir un autre argument qui joue en sens inverse du précédent. Jadis, avant la mise en place des systèmes collectifs, la retraite n'existait pas pour nombre d'individus, ils travaillaient

pendant toute la durée de leur vie. Pour d'autres, une cessation de l'activité avait été prévue, mais à un âge assez avancé parce qu'il n'était pas concevable que l'accumulation réalisée pendant la vie active suffise à financer une retraite longue. L'instauration des systèmes de retraite peut conduire ces individus qui ne prévoyaient pas ou peu de retraite à reconsidérer leur calcul et à envisager une cessation d'activité vers soixante-cinq ans environ. Il n'est pas certain que la retraite versée par les mécanismes institutionnels soit véritablement suffisante. Dès lors, les individus qui n'épargnaient pas parce que toute retraite leur était interdite en raison de la modestie de leurs ressources vont se mettre à épargner, parce que la mise en place des systèmes collectifs ne leur demande plus qu'un effort d'appoint. D'une façon plus générale, on peut faire l'hypothèse que les systèmes de prévoyance collective conduisent à un abaissement de l'âge de la retraite (qui est, en effet, constaté empiriquement), et que cette modification du cycle de vie conduit à une épargne plus importante réalisée sur une période d'activité plus courte dans le dessein d'améliorer le niveau de consommation de cette retraite allongée. Dans ces conditions, une cause d'augmentation de l'épargne apparaît, qui peut atténuer l'effet dépressif dont il a été question au paragraphe précédent.

Même dans le cas où l'on admet l'éventualité d'une influence négative des systèmes de retraite sur l'épargne, il convient de s'interroger sur le caractère nouveau du phénomène. Avant la mise en place de semblables sys-

tèmes, le financement des périodes d'inactivité ne reposait pas entièrement sur l'épargne individuelle antérieurement accumulée. Une part des ressources dont disposaient les inactifs provenait de leur propre famille et notamment de leurs enfants. Cette solidarité « intergénération » se traduisait soit directement par l'hébergement et la prise en charge des parents âgés, soit

indirectement par l'intermédiaire de versements monétaires. Aussi peut-on soutenir que la mise en place de systèmes collectifs de prévoyance ne modifie pas fondamentalement — tout au moins au niveau des chiffres globaux — la solidarité entre les générations : elle ne ferait que l'institutionnaliser. Ce qui, jadis, était directement transmis des enfants à leurs parents passerait maintenant par l'intermédiaire des caisses de retraite.

Enfin, on peut poser le problème d'un autre manière et se demander si les ménages considèrent véritablement que les cotisations qu'ils versent aux régimes de retraite sont une épargne.

On le constate aisément, les arguments théoriques ne permettent pas de conclure.

Trois analyses pour la France

C'est en introduisant l'équivalent patrimonial des droits à la retraite parmi les variables explicatives de l'épargne des ménages américains que Martin Feldstein a cru déceler un effet négatif : à mesure que cet équivalent patrimonial augmente (notamment en raison de l'extension du pourcentage d'individus couverts), l'effet dépressif sur l'épargne aurait été plus fort, aboutissant à une amputation de l'ordre de 40 %. Cette conclusion est cependant controversée.

Pour la France, trois analyses ont été menées. La première concerne le taux d'activité des individus âgés de plus de soixante-cinq ans. Il semble que la diminution du taux d'activité des personnes âgées, qui est liée à la généralisation des systèmes de retraite, ait pour effet d'augmenter quelque peu l'épargne.

De même, si le développement des mécanismes de prévoyance collective est apprécié à l'aide d'un indicateur qui reflète la façon dont la population est couverte par le système de prévoyance (prestation moyenne par bénéficiaire multipliée par le pourcentage de cotisants dans la population), un effet dépressif sur l'épargne se fait jour, ce qui ici encore va dans le sens des résultats américains.

En revanche, lorsque l'équiva-

lent patrimonial des droits à la retraite est directement pris en compte, son effet sur l'épargne est très difficile à faire apparaître. Et la même indétermination se rencontre lors de l'analyse empirique qui tente d'assimiler les cotisations versées à une épargne plutôt qu'à un impôt.

Finalement, il ne semble pas que les systèmes de prévoyance collective de la retraite aient eu (même aux États-Unis) l'influence dramatique sur l'épargne que l'on aurait pu craindre. En France, un léger effet dépressif ne peut être complètement exclu. Si celui-ci était aussi important que Feldstein l'estime, il faudrait savoir si l'augmentation du bien-être collectif que les systèmes de retraite permettent n'est pas accompagnée par le ralentissement de la croissance qui leur serait imputable.

Rien ne permet de penser que telle est la situation. Dans plusieurs pays développés, les effets des systèmes de retraite sur l'épargne au cours des phases d'expansion semblent peu significatifs. L'expérience des États-Unis au cours de la période de l'entre-deux-guerres peut donner à penser qu'il n'en sera pas autrement de même en période de crise, mais, quel qu'il en soit, ces effets ne peuvent être que très limités.

Des arguments théoriques contradictoires

Cependant, dans la plupart des pays développés ayant opté pour la répartition, les réserves sont extrêmement limitées, comme c'est le cas en France, et la contribution des régimes de retraite à l'accumulation est faible. La question se pose alors de savoir si cette absence d'influence directe s'accompagne ou non d'un effet indirect découlant d'une diminution de l'épargne libre des ménages.

Le problème est généralement étudié dans le cadre de la théorie dite du cycle de vie. L'individu y est supposé déterminer son comportement de consommation — et donc d'épargne — non pas à partir de ses revenus de l'instant, mais en tenant compte de l'ensemble de ses ressources durant toute sa vie. Cette hypothèse conduit à un

profil de patrimoine selon l'âge assez caractéristique : la fortune augmente jusqu'à l'âge de la retraite pour diminuer ensuite. La rapidité de la croissance puis de la décroissance du patrimoine dépend, bien entendu, d'un assez grand nombre de variables : niveau des ressources, héritages reçus, héritages que l'on souhaite léguer, etc.

Si l'on introduit un système de prévoyance collective de la retraite, ce schéma peut se modifier pour deux raisons principales. Tout d'abord, les ménages considérant qu'ils détiennent une créance sur la caisse de retraite peuvent être conduits à une moindre accumulation d'actifs physiques ou financiers. En actualisant le flux aléatoire des retraites futures, on peut calculer un « équivalent patrimonial

Pour produire plus vite et moins cher des Allemands, des Suisses, des Américains et bien d'autres achètent des Manurhin.

Est-ce une référence?

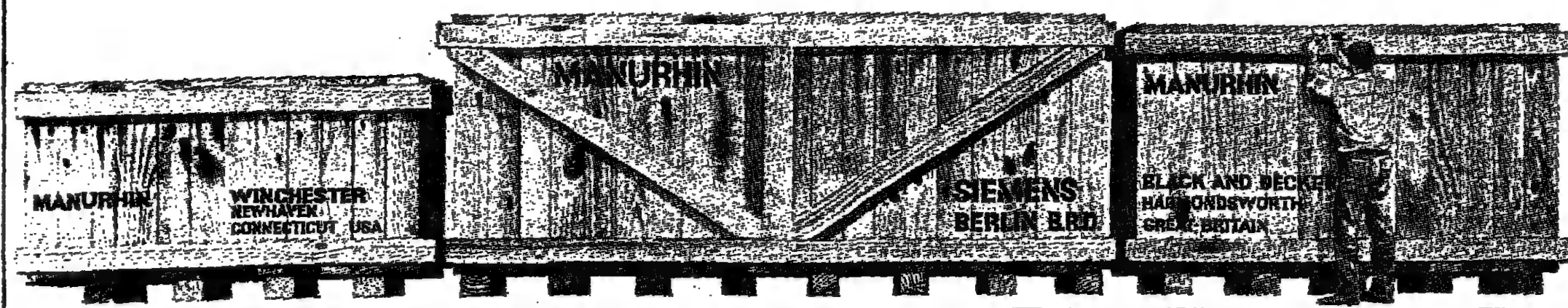
Manurhin est depuis plusieurs années premier exportateur français de machines-outils. L'Allemagne et la Suisse sont parmi nos premiers clients pour les tours automatiques notamment.

Pour nous il est particulièrement significatif de vendre dans ces deux pays, eux-mêmes grands spécialistes en la matière.

Les raisons de cette réussite tiennent avant tout en une philosophie définie ainsi par Paul Spengler, Président-Directeur Général de Manurhin: "Le fil conducteur chez Manurhin, c'est d'être des mécaniciens de précision et d'automatisation".

Alors qu'il s'agit de produire en automatique steaks hachés, pièces pour l'industrie automobile, embouts en cupro-nickel pour centrales électriques nucléaires ou munitions des "Mirage", d'embouteiller en continu à haute cadence des liquides alimentaires ou de contrôler forme, poids et aspect de produits fabriqués à plus de 400 unités à la minute, nous sommes présents dans le monde entier: nos exportations représentent 60% de notre chiffre d'affaires.

Beaucoup de pays font confiance à la précision et à l'innovation Manurhin: c'est une référence. Manurhin, 10 rue de Soultz - 68200 Mulhouse.



LES GRANDS ARRÊTS DE DROIT DU TRAVAIL

Cent trente-neuf décisions de la Cour de Cassation et du Conseil d'Etat de 1872 à 1979

Un volume broché, 15,9 x 24, 1980, 404 pages

En vente à la Librairie Sirey, 22, rue Soufflot, 75006 Paris et chez votre libraire

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE L'ISÈRE — 2^e DIRECTION — 6^e BUREAU

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

RAPPEL

Poste 400/225 — 63/20 KV DE CHAMPAGNIER

Extension à 400 KV

Projet d'extension du poste 400/225/63/20 KV de CHAMPAGNIER

Le Préfet de l'Isère rappelle au public l'avis d'enquête publique paru dans la presse du 31 mars 1980, enquête qui a lieu dans la commune de CHAMPAGNIER du 10 avril 1980 au 9 mai 1980.

Préfecture de l'Isère, Boîte postale 1046, 38021 GRENOBLE Cedex.

TÉLEX PARTAGÉ

ÉTRAVÉ SERVICE TÉLEX / PARIS ☎ 345.21.62

CEGOS

organise une étude spécifique sur

Les salaires des cadres dans les P.M.E.

Enquête-diagnostic 1980

Une base de données fiables et exhaustives, dont l'usage sera réservé aux sociétés adhérentes.

- C'est une enquête exclusivement réservée aux entreprises industrielles et commerciales petites et moyennes.
- Elle traite des données individuelles directement recueillies auprès des sociétés participantes.
- Elle fournit, outre les résultats statistiques, des diagnostics personnalisés qui comparent la rémunération de chaque cadre et de l'ensemble de l'entreprise aux résultats de l'enquête.
- Souscription: 1 000 F H.T.

Pour tout renseignement complémentaire, contacter S. Peyssou - (1) 772.31.32 poste 41.21

CEGOS, 33, quai Gallieni - 92152 Suresnes.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS

SOCIÉTÉ NATIONALE DE TRAVAUX MARITIMES (SONATRAM)

1, Rue de Dôle - ALGER

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

La Société Nationale de Travaux Maritimes (SONATRAM), 1, rue de Dôle (Algérie), lance un Avis d'Appel d'Offres International en vue de l'acquisition de divers équipements et matériels destinés à son parc central du matériel.

- Lot N° 1 : Atelier de rénovation organes.
- Lot N° 2 : Atelier de fabrication.
- Lot N° 3 : Atelier de forage.
- Lot N° 4 : Atelier de sablage.
- Lot N° 5 : Atelier de chaudronnerie.
- Lot N° 6 : Poste soudeuse.
- Lot N° 7 : Magasin central.
- Lot N° 8 : Station service.
- Lot N° 9 : Atelier de peinture.
- Lot N° 10 : Centrale d'air comprimé.
- Lot N° 11 : Laboratoire de métallurgie.
- Lot N° 12 : Instruments de contrôle et de mesure.
- Lot N° 13 : Matériel de menuiserie.

Les fournisseurs intéressés peuvent retirer le cahier des charges contre la somme de 400 DA, auprès de la Direction de la Logistique.

Les fournisseurs intéressés peuvent soumissionner pour l'ensemble des lots ou par lots séparés.

Le présent Appel d'Offres s'adresse aux seuls fabricants producteurs, constructeurs à l'exclusion des regroupements et autres intermédiaires, et se conformément à la loi du 11 Février 1960, N° 79/02, portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

La date limite de dépôt des offres est fixée au 31 mai 1980 (le cachet de la poste faisant foi).

L'enveloppe intérieure renfermant l'offre avec mention « Appel d'Offres International N° 03/80 — A ne pas ouvrir ».

L'enveloppe extérieure adressée à M. le Directeur Général de la SONATRAM — 1, rue de Dôle — ALGER.

Les soumissionnaires doivent joindre à leurs offres un certificat délivré par la Chambre de Commerce et d'Industrie du lieu de leur résidence, attestant qu'ils ont effectivement la qualité de fabricant ou de producteur.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant un délai de 90 jours à compter de la date limite pour le dépôt des offres.

BONNES FEUILLES

Notre collaborateur, Alfred Sauvy, publie prochainement un nouvel ouvrage (1), « La Machine et le Chômage », dont nous donnons ici quelques extraits.

Les hommes politiques

Dès l'instant que les experts gardent un silence prudent, ou se contentent dans des expressions trompeuses, telles que « remplacer le travail par du capital », il ne faut pas s'étonner de voir les hommes politiques céder volontiers à la facilité. Pour ceux qui sont au pouvoir, c'est, du reste, une sorte de discipline : ne pouvant, selon la formule, « arrêter le progrès », ils pensent, en face du chômage, bénéficier d'une certaine excuse. Voici une citation d'un ministre français en 1978 :

« Le drame (sic) c'est qu'il faut beaucoup moins d'ouvriers pour construire un canal électronique qu'une centrale mécanique. Déjà, nos équipements sont venus de l'étranger, mais les constructeurs français s'apprêtent à livrer les hommes devenus inutiles. »

Pour illustrer combien la technique moderne est génératrice de sous-emploi, le député à l'aménagement du territoire, André Chadeau, se lamentait aussi (1978) :

« Au lendemain de la libération, les Houillères du Nord employaient 225 000 salariés. Demain, les quatre tranches de centrales nucléaires de 1 000 MW en emploieront beaucoup moins. »

L'idée est suggérée d'une suppression définitive, d'ailleurs, le président de l'agriculture n'est épuisé.

Il ne s'agit encore que d'une appréhension primitive, mais voici deux citations, plus caractéristiques encore de l'ignorance sur le sujet. A l'Assemblée nationale, lors du débat sur le budget de l'industrie de 1978, le député Schwartz (majorité au pouvoir) prononça, « dans le territoire, la substitution du travail au capital ».

C'est, en somme, supprimer la machine à photocopier, pour donner du travail à des dactylos et, à un stade plus poussé, supprimer la machine à écrire, pour occuper un nombre plus élevé de copistes. Il est difficile d'être plus rétrograde.

Le Sénat n'est d'ailleurs pas en reste : à l'occasion du débat sur le budget du ministère du travail de l'année 1978 également, le sénateur Jung (majorité au pouvoir) déclara (5 décembre 1977) :

« Là où en France le travail est fait par dix personnes, si on pouvait en mettre onze ou douze, un grand pas serait fait pour améliorer la situation de l'emploi. »

La plus piquante est que cette proposition est formulée dans un débat sur le budget et que l'auteur de cette proposition, sans doute approuvée par nombre de ses collègues, ne voit pas l'augmentation de la dépense qui résulterait de cette augmentation de personnel, pour un même travail. Une fois de plus, nous voyons la machine de liaison entre les comités en hommes et les comptes financiers, même lorsque la liaison est directe et élémentaire.

Les illusions des hommes politiques et l'impuissance qui en résulte pour eux sont d'autant plus préoccupantes qu'au lieu d'être des avocats, comme autrefois, ils ont étudié l'économie aux plus hautes sommités.

Dans son ouvrage *L'avenir n'est écrit nulle part*, dans des discours et des articles, M. Michel Poniatowski ne montre-t-il pas, par la lecture du rapport S. Nora-A. Minc (voir p. 104) qu'il voit toute la société absorbée par la télématique. Attaché à la seule question des communications, il ne tient compte ni des nombreuses activités vitales peu progressistes ni des importants besoins, publics ou privés, non couverts, il serait facile, en transposant les termes, de retrouver les arguments des adversaires de la mise à jour du métier Jacquard.

Cette analyse sommaire et effective, toute visuelle et localisée sur quelques points n'occupant dans l'ensemble de l'activité économique, qu'une place limitée, est, du reste, partagée par une partie de l'opinion. Si ces vues étaient

Un nouveau livre d'Alfred Sauvy : « La Machine et le Chômage »

justes, il faudrait passer dès maintenant à la planification. Mais, sentant ce pas dangereux, M. Poniatowski affirme que le choc frappe surtout les sociétés marxistes planifiées que les sociétés capitalistes, alors que les premiers sont à la recherche continue de main-d'œuvre.

Les syndicats

Engagés dans la défense continue des salariés, les représentants du travail ont été amenés peu à peu à étudier la question de plus près que les enseignants et que de nombreux employeurs. La connaissance de l'économie est, chez certains d'entre eux, étendue, mais leur objectif précis et la crainte de mécontenter la base ou leurs collègues ne leur permettent pas d'exprimer pleinement leur pensée.

Il est donc plus clair, ici, de parler d'attitude que de connaissance. De toute façon, les syndicats, même modérés, souhaitent une réforme profonde des institutions et de l'entreprise privée. Sans formuler nécessairement de théorie économique ni s'opposer, dans le principe, aux innovations techniques, ils demandent que l'ouvrier conserve son emploi ou en obtienne un équivalent à celui qu'il a perdu.

L'exemple est classique, des serrures de trains des chemins de fer américains, qui ont demandé, et obtenu, pendant un certain temps, à conserver leur salaire et leur fonction, en restant sans utilité, après du train automatique.

Chaque syndicat juge la question non en fonction de l'économie générale, mais du point de vue des ouvriers de sa branche. Or l'intérêt d'une branche commande souvent, même pour les employeurs, de limiter la productivité.

Les syndicats allemands sont plus favorables à la machine que les français et plus encore que les britanniques. Ayant une vue plus générale, ils demandent que le profit supplémentaire soit affecté au reclassement et à la création de nouveaux emplois.

Quant au maintien du personnel en nombre, il s'exerce au détriment de la rentabilité et, par suite, de la recherche d'autres solutions.

Un autre reproche a été formulé contre l'informaticien : le geste de l'ouvrier est contrôlé et même jugé par une machine ; cette subordination a été trouvée astrayante et contraire à la dignité ; mais cette attitude n'est pas générale.

Progrès technique, gaspillage et ressources naturelles

Suivons le cours des événements, du point de vue des attitudes à l'égard du progrès technique et de l'emploi, les années 70 ont été marquées par :

— la prise de conscience de l'environnement ou, plus précisément, de la dégradation du capital de base, les ressources naturelles ;

— la dénonciation des gaspillages. Ces deux questions sont liées, car les calculs de rentabilité capitaliste ou les jugements personnels conduisant souvent, de façon irrationnelle, à mettre hors d'usage (deter) divers produits ou objets (métaux, papier, etc.), alors que la prise en considération des ressources de la planète (l'« amortissement de la nature ») dicterait une autre solution. Le cas le plus souvent mis en évidence est celui des ressources non renouvelables et particulièrement de l'énergie.

Lors de la prise en considération de ces facteurs, souvent négligés, il a été spécifié, de divers côtés, que les travaux contre la pollution fournissent de nouveaux emplois. Ce jugement renouvelle l'erreur commune selon laquelle le travail est un but en soi et les tâches manquent. C'est d'ailleurs selon cette même idée que le progrès technique est jugé destructeur d'emploi. En fait, pour obtenir une richesse déterminée, le produit final, il faut désormais consacrer plus de temps direct (travaux dans une usine par exemple) et indirect (produits achetés pour la lutte antipollution). Le coût

se retrouve ailleurs (hausse de prix, réduction des investissements, etc.). Après une période d'émotion et de bonnes résolutions, les habitudes de gaspillage, ou plus exactement de consommation excessive et inutile, n'ont guère changé, du moins en France. Si quelques modestes efforts ont porté sur l'énergie, c'est en raison de la hausse de son prix. Mais leur insuffisance grave est dévalorisée à l'emploi.

L'innovation

Contrairement aux vues des stagnationnistes, le désir d'innovation est plus répandu qu'il n'a jamais été, encore stimulé par la pénurie d'énergie en vue et par l'industrialisation des pays en développement. Ce qu'on appelle improprement la crise a eu, sur ce point aussi, des effets inverses de la grande crise des années 30. Les recherches portent particulièrement sur les énergies nouvelles (solaire, vent, marées, houle), le domaine nucléaire (surrogateurs et fusion de l'atome), la pétrochimie, l'agriculture et l'alimentation (agriculture biologique, alimentation du bétail, viande végétale et synthèse de protéines, machines à récolter, etc.), l'aquaculture et l'exploitation rationnelle des pêches, des nodules sous-marins, etc. La plupart des progrès attendus doivent être favorables à l'emploi.

La recherche de l'emploi

Au début de toute recherche, même appliquée, l'emploi n'est guère en vue, encore que la répartition des crédits publics a pu être inspirée par cet objectif. Lorsqu'une recherche est en cours, on peut distinguer, à peu près, trois phases :

— Une phase proprement technique et scientifique, pendant laquelle sont cherchées les moyens d'atteindre un objectif déterminé, par exemple, l'utilisation du soleil comme source d'énergie ou la synthèse des protéines. Les procédés en vue trouvent une assez large audience dans les publications, même non spécialisées ;

— Une phase où entrent les calculs financiers pour juger si l'application est rentable, dans le sens usuel du mot. Le public est moins intéressé par ces considérations, souvent destructrices de rêves, mais la question entre dans le domaine des administrations (finances, plan, ministères ou entreprises intéressées) ;

— Une phase où sont examinées les conséquences sur l'emploi. Presque toujours directes et superficielles, les vues ne pénétrant pas le fond du sujet. Ces trois phases peuvent, bien entendu, se chevaucher.

Politique d'innovation

Quelle que soient les débâcles de l'emploi et les erreurs commises à son sujet, l'innovation reste souhaitée dans les pays occidentaux et fait même parfois l'objet d'un culte. En cette matière, les plus libéraux reconnaissent aujourd'hui la nécessité d'une intervention de l'Etat. Sans doute, la découverte est-elle capricieuse, dépend de hasards insaisissables ; encore faut-il leur donner leur chance. La question des répercussions sur l'emploi n'a jusqu'à présent guère influencé les décisions initiales. Cette abstention est-elle préférable d'un état, si fruste, où sont nos connaissances sur l'emploi ? Réponse négative, parce que l'expérience, qui fait tant défaut, peut être la source de lumières qui manquent tant.

Les progrès de l'électronique

Depuis son accélération, il y a deux siècles, le progrès technique n'a pas été continu. Dépendant largement du hasard, il a procédé par sautes, et révolutions. Lente à ses débuts, particulièrement en France, l'électronique a pris, ces derniers temps, l'allure d'un bouleversement. Comme il s'agit de mouvements en cours, sinon en avant de nous, et comme cette accélération a donné lieu à une reprise des débats sur ce vieux sujet, la question a été reportée au chapitre 7, en seconde partie.

(1) Chas Dunod.

BIBLIOGRAPHIE

TIERS-MONDE : TROIS QUARTS DU MONDE

de Maurice Guernier

Court, clair, concis. Ce sont là les trois qualités essentielles du dernier livre de Maurice Guernier, qui est aussi un rapport au club de Rome. Nous avons vu tellement de textes qui emboîtent l'un sur l'autre, ou qui répètent longuement les mêmes choses en ne gardant bien d'esquisser des solutions ! Ici, la pédagogie est prolongée par des propositions d'actions. Dans un premier temps, Maurice Guernier répond à la question : pourquoi les résultats du passé sont-ils si décevants ? Insistant sur deux thèmes : les difficultés de la croissance sous les tropiques et les erreurs de la politique de développement (l'occidentalisme, l'aide inadaptée, le micro-nationalisme, la loi des plus forts dans le libre-échange mondial).

L'auteur s'interroge ensuite devant les nouvelles difficultés du tiers-monde : doublement de la population mondiale ; dégradation écologique ; ambiguïté de l'industrialisation ; crise économique globale ; pénuries alimentaires ; régression de la qualité des hommes ; complexité croissante de la gestion des Etats.

Que faire ? Parmi les propositions d'actions de Maurice Guernier, qui seront celles du club de Rome, — citons : la création de grandes communautés de développement dans le

tiers-monde qui s'organisent par des accords contractuels aux autres communautés du monde, l'organisation du monde rural pour deux milliards d'hommes, de femmes et d'enfants, la décentralisation des agences des Nations unies et le renforcement de l'action de la C.E.E.

C'est sur une note d'espoir que se termine cet ouvrage très dense : pour la première fois, les hommes ont une connaissance planétaire des problèmes.

F. D.

*Tiers monde : trois quarts du monde. Editions Dunod, 124 pages, 45 F environ.

LES SUGGESTIONS DU PERSONNEL

de Paul Durignaux

La « boîte à idées », a paru il y a cent ans. Elle était émise en service pour la première fois en 1880. C'est ce que nous apprend M. Paul Durignaux, ingénieur chez Timken-France, qui vient de publier un livre sur les Suggestions du personnel. Il nous apprend bien d'autres choses, grâce à son expérience de praticien, sur les diverses possibilités des systèmes de suggestion, l'organisation d'un service qui en a la responsabilité, le rôle de l'animateur, l'examen des idées lancées, la procédure de leurs réalisations.

Des conseils aideront aussi les responsables qui se posent les questions : comment éviter les échecs, comment stimuler les suggestions ? L'auteur nous dit : « Les principes indiqués dans ce livre concernent toutes les communautés employant plus de deux cents personnes », c'est-à-dire qu'ils touchent aussi bien les entreprises que les municipalités ou les administrations. Un bon moyen, on s'en rendra compte au fil des pages, de diffuser efficacement les responsabilités.

* Paul Durignaux, Les Suggestions du personnel. Les Editions d'Organisation, 128 pages, 65 F env.

DROIT DE LA SÉCURITÉ ET DE LA SANTÉ DE L'HOMME AU TRAVAIL

de Monique Sojcher-Rousselle

A l'intersection du droit et de la technologie, il ne paraît pas qu'il y ait en France un ouvrage équivalent. Le régime des établissements classés et la protection de l'environnement d'une part, les règlements sur l'hygiène et la sécurité du travail d'autre part, interfèrent ici de telle façon que la finalité des règles n'est pas toujours claire : police de l'industrie dans un sens écologique ou protection des travail-

leurs ? Sans doute de plus en plus souvent l'un et l'autre.

Mme Sojcher-Rousselle fournit au lecteur français de nouvelles matières à réflexion ; ainsi pour-quoi une solution « réglementaire » aux problèmes de sécurité ? La prévention des accidents et l'hygiène sont-elles améliorées par la multiplicité des textes où contrôleurs et contrôlés perdent leur latin ? L'auteur traite également d'une question non encore correctement résolue en France : celle du statut de la médecine du travail (loi belge du 28 décembre 1977).

La transition est immédiate entre sécurité et amélioration des conditions de travail. Mme Sojcher-Rousselle consacre des pages pures à ce dernier point, sous le titre inquiétant pour le juriste : « Can legislation help ? » (les lois peuvent-elles être un secours ?) En revanche, la responsabilité pénale du chef d'entreprise qui, en France, est le sujet de dures controverses, ne semble pas en Belgique un sujet aussi « passionnel ».

GERARD LYON-CAEN.

* Editions Bruylant, Bruxelles, coll. « Droit social », 430 pages.

Dr. Lyon-Caen

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	57,00	67,00
IMMOBILIER	14,00	16,46
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADEES	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	33,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE



emploi international

(et départements d'Outre-Mer)

emploi international

(et départements d'Outre-Mer)



emploi régional

RECHERCHE D'URGENCE DES INGÉNIEURS ET AGENTS DE MAÎTRISE DE HAUT NIVEAU POUR L'EXPLOITATION DE COMPLEXES PÉTROCHIMIQUES EN AFRIQUE DU NORD

Les installations, dont la puissance installée est de l'ordre de 300 MW, comportent des générateurs de vapeur, des machines tournantes (turbo-générateurs, turbo-compresseurs, moteurs électriques, diesels, etc.), des échangeurs, des tours de séchage, de régénération, de distillation, ainsi qu'un système de contrôle et de régulation, avec centralisation des données sur ordinateur.

Les postes, à pourvoir par des coopérants de nationalité française, sont les suivants :

CHEFS DE QUART « FABRICATION »

- Ces 10 AGENTS DE MAÎTRISE seront responsables, sous l'autorité d'ingénieurs chefs de zone, de la conduite des lignes de production ; ils dirigeront et contrôleront le travail de conducteurs de tableaux et d'opérateurs spécialisés.
- Les candidats devront posséder une bonne expérience industrielle et être capables de participer à la formation du personnel.
- Logement assuré.

CONDUCTEURS de TURBOCOMPRESSEURS

- Ces 10 AGENTS DE MAÎTRISE seront chargés d'assurer la conduite de trois turbo-compresseurs (surveillance, manœuvres, réglages, mise en service, arrêts...) et devront participer également aux dépannages.
- Les candidats devront posséder une bonne expérience industrielle et être capables de participer à la formation du personnel.
- Logement assuré.

Envoyer curriculum vitae détaillé manuscrit, photos, prétentions et date de disponibilité à :

C. C. T. A.

R.P. 88 - 93002 LEVALLOIS CEDEX.

INGÉNIEURS

- Ces ingénieurs diplômés (ou assimilés) devront posséder une solide expérience dans l'un des domaines suivants :
— PRODUCTION PÉTROCHIMIQUE (raffinerie, steam-cracking, liquéfaction).
— ENTRETIEN (mécanique, électricité, instrumentation...).
- APPROVISIONNEMENTS
- SÉCURITÉ INDUSTRIELLE
- Connaissance de l'anglais technique souhaitée.
- Logement et voiture de service assurés.

La socialisation des enfants des coopérants sera assurée sur place dans des écoles et lycées français dépendant de l'Office universitaire et culturel français et des postes d'enseignants pourrout être proposés aux épouses à la rentrée scolaire du septembre 1980.

C. C. T. A.

R.P. 88 - 93002 LEVALLOIS CEDEX.

S.S.C.I. en forte expansion (C.A. 68 M.F.)
390 personnes, recherche

INGÉNIEURS INFORMATIQUES

pour projets informatiques au

MOYEN ORIENT

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions à N. 5917
PUBLICITES REUNIES
112, Bd Voltaire - 75011 Paris

SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE
recherche pour
construction et montage
de plates-formes

2 SUPERVISEURS ELECTRICIENS

Structure métallique PIPING.
Anglais indispensable.
Expérience C.V. et présent. à
A.M.P. sous réf. 912/AL
40, rue Olivier-de-Serres
75015 Paris qui transmettra.

Recherche
Jeune fille au pair
pr au moins 1 an d'une famille
prête de Stuttgart (Allemagne).
Ecr. s/n° 454, à Régie-Presses
GmbH, Rautenstrauch 10
D-6000 Frankfurt, qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE
FRANÇAIS
recherche pour la filiale
de CAMEROUN

TECHNICIEN SUPERIEUR

ARTS - DECO au
ARCHITECTURE
Expérience second œuvre
aménagement, responsabilité.
Négoce matériaux
décoration, bâtiment,
Conseil et assistance
clientèle d'opérateurs
et Particuliers.

Adr. C.V. et prêt. à n° 53.822
Cahiers Publicité, 20, av. de
l'Opéra - 75002 Paris codes 01
qui transmettra.

DIRECTEUR D'USINE

TOURNAI 120.000 F +

La Société C.A. 56.000.000 F - est spécialisée dans la fabrication de biens d'équipement d'intérêt collectif. Ses produits sont renommés et de qualité. Pour l'une de ses usines - 100 personnes - située à 35 kms de Tournai, elle recherche un CHEF DE PRODUCTION, autonome et dépendant du siège, ayant une très bonne expérience du commandement d'ateliers fabriquant en petites et moyennes séries. Des connaissances en tôlerie seraient très appréciées. Envoyer CV détaillé et prétentions sous réf. 301/034 à A. POJANT 22 rue St Augustin 75002 PARIS



Telemecanique

L'UN des PREMIERS FABRICANTS et
EXPORTATEURS MONDIAUX
DE CONSTITUANTS ET SYSTEMES POUR
AUTOMATISMES

10000 personnes - 1,8 Milliard de Francs
Rech. pour ses Etablissements installés à :

06 CARROS (près NICE)

INGÉNIEUR « HOMOLOGATION » CIRCUITS INTÉGRÉS L.S.I.

SÉLECTION DES FOURNISSEURS, NORMALISATION ET
HOMOLOGATION DES COMPOSANTS. Prescription,
conseil et information techniques à l'entreprise. Validation
de technologie. Analyses des défaillances.

UN « TECHNOLOGUE »

- ANGLAIS COURANT : téléphones fréquents et
séjours aux U.S.A. et au Japon.
- Plusieurs années CHEZ UN FABRICANT (anglais
de préf.) DE CIRCUITS INTÉGRÉS L.S.I.,
dans des Sect. de Développement de process ou
dans des « lignes pilotes », de préf. MOS.

DISCRETION ABSOLUE. Lettre manuscrite,
C.V. détaillé, rémunération et photo s/n° 4326 à

SC sélection conseil

98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

Important groupe français, dans le cadre du
développement et de l'extension de ses activités,
recherche pour sa division « Equipement Naval »
de son usine de Marseille

INGÉNIEURS TECHNIQUE-COMMERCE

de formation Génie Maritime, E.N.S.M. Nantes
ou Ecole Britannique ou Américaine équivalente.
Expérience 5 à 10 ans en Equipements Navals.

Envoyer C.V. détaillé en précisant vos réalisations
marquantes et prétentions au n° 7.093
« le monde » Publié, 3, rue des Italiens
75421 PARIS CEDEX 08, qui transmettra.

EFCIS

CIRCUITS INTÉGRÉS MOS

recherche pour sa

DIRECTION MARKETING :

INGÉNIEURS ELECTRONIQUES

Pour analyse et évaluation de nouveaux
produits et de nouveaux marchés.

- 2 à 3 ans d'expérience minimum dans la
conception de circuits intégrés MOS
- anglais courant.

ASSISTANT MARKETING

Par synthèse de prévisions et de résultats,
négociation avec la production et le
commercial. Participation à l'élaboration du
plan produit de la Société.

• formation supérieure en gestion, avec
expérience préalable en secteur commercial
ou marketing.

• anglais courant.

POSTES A POURVOIR A GRENoble.

Adresser lettre manuscrite et C.V. à EFCIS

R.P. 217 - 38019 GRENOBLE CEDEX.

administration ventes

CASTRES (TARN)

Groupe Filatures MAILLE (65 M.F. de C.A.), recherche, à
titre accessoire, ingénieur, diplômé, dynamique, expérimenté, sa-
tisfaisant d'emploi, formation type IGC pour ADMINISTRATION
VENTES (poste sédentaire).

- Niveau : représentative, efficace.
- Equipement : prêt, office, téléphone, ordinateur.
- Salaire : attractif, fixe, variable, incitatif, statutaire.
- Collaboration à l'orientation commerciale.

Fonction évolutive. Pratique, rémunérée très satisfaisante.

Adresser C.V. et photo sous référence 408 B à

M.L.M. CONSEIL

36, allée Jean Jaurès

31000 Toulouse

Tél. (01) 62.72.15

CONSEIL

Un comptable qui aime l'avion et l'Afrique

Votre base ? Paris. Votre terrain d'action ? Pour 80 % au moins de
votre temps, l'Afrique noire francophone où notre groupe diffuse des
véhicules automobiles et des biens d'équipement. Vous y effectuerez
des missions de remplacement de courte ou longue durée dans notre
dizaine de filiales.

Cinq années au moins d'expérience, acquise en partie comme comp-
table principal dans une société commerciale ou industrielle, sont néces-
saires pour bien remplir cette fonction. Avec au départ une formation
de niveau BP, DUT ou BTS. Et, bien sûr, une complète mobilité. Le
caractère non routinier de cette activité, l'enrichissement personnel que
vous pourrez en tirer devraient vous plaire ; sans désigner non plus les
avantages matériels que le poste comporte.

Faites connaître aux consultants de SIRCA, sous référence 802 393 M,
que vous êtes prêt à prendre l'avion ! Les candidatures de célibataires
nous paraissent les plus adaptées à la fonction.

Sirca
11, avenue Delcassé - 75008 PARIS
L'OFFRE LE SYNTHE

Coordination/Organisation Le Conseil des Communautés Européennes à Bruxelles

organise un concours pour un(e) assistant(e) adjoint(e)

ayant des responsabilités de coordination, d'organisation, de planification
et de contrôle de travaux de frappe, traduction, reproduction et diffusion
de documents.

- Être né après le 31.12.1944 et être ressortissant d'un des Etats mem-
bres des Communautés européennes. □ Etudes du niveau secondaire
(ou expérience professionnelle d'un niveau équivalent). □ Connaissance
d'une 2^e langue des Communautés (allemand, anglais, danois, italien,
néerlandais). □ Expérience professionnelle d'au moins 2 ans dans le do-
maine ci-dessus. □ Traitement mensuel net 42.900 FB (le cas échéant,
indemnité de dépaysement et allocations familiales).

Autres conditions cf. texte de l'avis de concours.

Pour obtenir ce texte et le formulaire d'acte de candidature obligatoire,
écrire carte postale avant le 19 mai 1980 au Service du Recrutement -
Secrétariat Général du Conseil - rue de la Loi 170 - B-1048 Bruxelles
(Belgique).

Il ne sera pas donné suite aux demandes postées après cette date.

CHEF DE DIVISION INFORMATIQUE

AFRIQUE
FRANCOPHONE

Une très impor-
tante société de
service public (effectif
1500 pers.) recherche pour son
siège le responsable de sa division
couvrant l'ensemble des activités informati-
ques de l'entreprise (exploitation des chaînes
existantes, maintenance des programmes correspon-
dants, définition et mise en place d'un plan informatique
avec les utilisateurs, simulations techniques...).

Ce cadre supérieur aura autorité sur 26 personnes dont 6 cadres.

Formation scientifique supérieure : ingénieur grande école, docto-
rat, DEA... Expérience minimum informatique 5 ans.

Résidence grande ville universitaire d'Afrique Francophone au
bord de la mer. Rémunération élevée. Logement, statut et avanta-
ges habituels expatriés. Couverture sociale. Congés 10 / 2 mois.

Adresser CV détaillé sous référence 09806 à

Paul Louis QUINIOU

Conseil en Recrutement de Cadres

39 Champs Elysées 75008 Paris

Importante Entreprise Française de Bâtiment et Travaux Publics
fortement implantée à l'étranger
recherche pour les U.S.A.

le directeur de son agence à vocation Travaux Publics

Pratique courante de l'anglais et sérieuses références indispensables.

Adresser CV, photo et prétentions sous No 53.712

CONTESSÉ PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01,

qui transmettra.

le développement international SOFTTEL - UTH

vous recherchons pour :

- LA COTE-D'IVOIRE (1)
- LE SIERRA LEONE (2)
- et BAHEIN (3)

3 CHEFS COMPTABLES

Nous souhaitons intégrer des collabora-
teurs de formation DECS ou de niveau,
possédant une expérience minimum de
5 ans et maîtrisant parfaitement la comp-
tabilité générale et analytique.

Nous proposons un contrat d'expatriés
avec les avantages y afférent, (voyages,
congrés, logement, couverture sociale etc...) et
de réelles possibilités de carrière au sein
d'une chaîne Française.

Les postes : 1 et 2 sont à pourvoir rapide-
ment, 2 et 3 exigent l'Anglais.

Merci d'adresser C.V. et photo

sous référence PL 02 à :

NORAY Consultants

28, rue de l'Échiquier - 75010 Paris

Téléphone : 246.12.28

(réponse et discrétion garanties)

L'INSTITUT INTERNATIONAL DE RECHERCHES SUR LES CULTURES DES ZONES TROPICALES

SEMI-ARIDES (ICRISAT) près de Hyderabad, en
Inde, recherche

EXPERT EN ANTHROPOLOGIE SOCIALE

(affecté en Afrique de l'Ouest)

Le candidat travaillera avec l'équipe de l'Institut
constituée de chercheurs en sciences biologiques,
physiques et socio-économiques. Il participera à la
définition et à la conduite de recherches sur des
camps et des villages au Niger et en Haute-Volta
afin de fournir les données premières de base
couvrant plusieurs périodes de temps et diverses
régions. Ces données permettront l'analyse du
développement agricole et l'évaluation des options
technologiques pour l'agriculture. Le candidat doit
amorcer d'autres études contribuant aux objectifs
du programme régional. L'emploi est de deux ans
avec possibilité d'extension.

Profil : Docteur en anthropologie sociale ou une
discipline étroitement liée à l'anthropologie sociale.
Expérience de l'application des principes d'anthro-
pologie sociale aux problèmes du développement
agricole est souhaitable. Facilité de français est
nécessaire. L'anglais étant la langue officielle de
l'Institut, une bonne connaissance de cette langue
est nécessaire. Un individu sans doctorat pourait
être reçu comme étudiant préparant son doctorat
ou dans d'autres emplois. Rémunération liée aux
qualifications et à l'expérience ; indemnités
supplémentaires attractives.

Prévoir d'adresser curriculum vitae avec les noms
de trois références avant le 15 mai 1980 à

Director General, ICRISAT, ICRISAT Patancheru

P.O. Andhra Pradesh 502 324, Inde.

Société Ingénierie
rech. pour
mission étranger 2 ans

INGÉNIEUR

40 ans environ

Spécialiste traitement des eaux
industrielles et chaudières,
minimum 3 ans exp. exploi-
tation ou mise en service.
Adresser curriculum vitae à
REGIE-PRESSES n° 7.0128
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

Pour contrat de 2 ans renouvel-
able au titre du ministère de
la Coopération

Télédiffusion de France

recherche

UN TECHNICIEN MAINTENANCE MAGNETOSCOPES

Expérience, niveau B.T.S.
(type PERMIS, SOUV. P.V.
I.V.C) en vue affectation auprès
de l'Office de Radiodiffusion
Télévision du Niger.

Adress. C.V., réfer. prof., et
photo à Télédiffusion de France
place 100, bur. des Coopérants,
97427, rue Barthe, 3
97427, rue Barthe, 3

SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE

recherche pour

châtier réalisation

plate-forme OPTISADRE

(étude + chantier)

INGÉNIEUR DE PROJET

Contraintes métalliques

Anglais indispensable.

Expérience technique

OFFSHORE 12 ans.

Env. C.V. et prétentions à :

A.M.P. sous réf. 912/AL

40, rue Olivier-de-Serres

75015 Paris qui transmettra.

E.C.C.O.T

DIVISION INTERNATIONALE

recherche

pour départ immédiat

MOYEN-ORIENT

30 CONTRÔLEURS

(Agent de maîtrise)

Dans les corps de métier suiv. :

SOUDURE TUYAUTERIE

(niveau BTS ou contremaître)

GÉNIE CIVIL

(niveau bon chef d'équipe)

MACHINES Tournantes

ET STATIQUES

(niveau contremaître ou BTS)

(niveau contremaître ou BTS)

Régulation instrumentation

niveau contremaître

Pour tous ces postes anglais

écrit et parlé indispensables.

Passeport en cours de validité.

Se prés. ou adresser derniers

certificats de travail à E.C.C.O.

Division Internationale,

85, bd Sébastopol, 75001 PARIS

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Un directeur commercial un peu mieux que les autres

Directeur commercial vous l'êtes ou vous allez le devenir. Cela correspond à votre formation supérieure et à votre expérience de quelques années d'animation d'un réseau de ventes. Vous aimez la satisfaction de la signature de bon de commande, l'orgueil de la croissance de la part de marché. Et pourtant cela ne vous satisfait pas pleinement. Vous avez besoin de sentir vivre l'usine, de raisonner en francs, bien sûr, mais aussi en termes d'emploi pour ceux de la production.

Directeur commercial chez nous. C'est le membre d'une Equipe de direction dans une affaire qui a réussi sa relance mais qui veut améliorer son coefficient de matière grise. Des nouveaux cadres ont été engagés, des anciens ont été promus. Les techniciens sont de tout premier plan dans leur métier de production de composants pour le gros œuvre du bâtiment.

Directeur commercial désireux de vivre comme nous dans l'ouest de la France, vous aurez à participer à l'évolution de nos produits, à améliorer notre position sur le marché national du bâtiment (négoce et pavillonnaire), à voyager beaucoup, à ne pas hésiter devant les remises en question, et à devenir le vrai chef d'une bonne équipe d'inspecteurs. Mais vous avez d'abord à écrire aux Conseils de SIRCA qui nous assistent dans ce recrutement. Réf. 804 396 M.

SIRCA
11, avenue Delcassé - 75008 PARIS.
MEMBRE DESIMED

GROUPE MATRA
BRANCHE COMMUNICATIONS

BRETAGNE

Le Groupe MATRA recherche pour structurer une de ses filiales (1700 personnes) de fabrication de matériels téléphoniques situés en Bretagne

chef de production (produits électroniques)

Sous l'autorité du Directeur d'Usine, il sera chargé du lancement et de l'exploitation d'un nouvel atelier (effectif : 180) de fabrication et de montage de produits à dominante électronique (circuits et claviers électroniques). Il sera entièrement responsable de la réalisation des objectifs de production en liaison constante avec les autres services de l'usine (Méthodes, Entretien, Approvisionnement...). Cette création de poste conviendrait à un ingénieur de formation supérieure, âgé d'au moins 28 ans et ayant acquis une expérience industrielle de fabrication grande série dans le secteur électronique ou électrique industrielle.

(Réf. CE/M 90.38)

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions aux Conseils de Direction Recrutement d'EUREQUIP en mentionnant la référence.

Les entretiens auront lieu en Bretagne ou à Paris selon l'origine des candidatures.

EUREQUIP
Département Recrutement
B.P. 30 - 92420 Vanves-Seine.
PARIS LONDRES HOUSTON LAUSANNE

diriger un centre d'assistance technique

CLERMONT-FERRAND 110.000 F

Chez Olivetti l'assistance technique aux clients est prioritaire; 22 centres techniques fonctionnent en France dans le cadre de nos directions régionales et en liaison avec nos services commerciaux. A Clermont-Ferrand, nous avons besoin de vous pour diriger un de ces centres. Véritable Patron, vous gèrerez, animerez et coordonnerez une équipe d'une trentaine de personnes - encadrement, personnel technique et administratif - qui a en charge l'assistance technique du parc installé en clientèle. Vous êtes donc, en liaison avec le service commercial, le responsable de cette assistance et intervenez vous-même chez les clients pour des cas complexes. Evidemment vous assurez aussi la gestion financière de votre centre.

Vous avez une formation de type INGENIEUR ou TECHNICIEN SUPERIEUR à dominante informatique ou électronique. Vous avez au moins 5 années d'expérience professionnelle et connaissez l'utilisation de l'informatique par les entreprises ou la maintenance. La comptabilité, la gestion, les relations commerciales ne vous sont pas étrangères. Vous avez réussi dans l'encadrement et l'animation d'une équipe.

Alors, une chance d'évolution à saisir ! M. BASSAN attend votre candidature adressée sous référence F1 OLIVETTI France - D.P.R.H. - 91, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 PARIS.

olivetti Un grand de l'informatique

Chef de Projet Responsable d'Affaires - Grenoble

La SEMS (Société Européenne de Mini-informatique et Systèmes)

Filiale de
THOMSON-CSF INFORMATIQUE

recrute dans le cadre de son expansion pour sa DIRECTION INDUSTRIELLE un CHEF DE PROJET RESPONSABLE D'AFFAIRES.

Au sein d'une équipe pluridisciplinaire, il aura pour mission :
- l'appui technique au service commercial pour l'élaboration et la négociation des devis d'affaires,
- la responsabilité de la réalisation des projets en qualité, coûts et délais,
- la coordination et le contrôle de l'équipe technique chargée de la réalisation.

Ce poste conviendrait à un ingénieur électronicien ayant 2 à 3 ans d'expérience en mini ou micro-informatique.

Lieu de travail : GRENOBLE.

Adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo) sous référence IE-GA 1 M à SEMS Service des Personnels 1, rue de Provence 38130 ECHIROLLES.

sems

Cadre de Gestion Contrôleur de Gestion

Nous sommes une société industrielle (350 personnes) et leader dans le genre de produits que nous fabriquons (implantés à proximité de STRASBOURG). Nous créons le poste de CONTRÔLEUR DE GESTION et recherchons son titulaire.

Directement rattaché à la D.G., vous étudiez les procédures et assurez la mise en place de la comptabilité analytique pour le calcul des prix de revient. Vous établissez les programmes d'investissement et les plans de financement. Vous réalisez le tableau de bord et la gestion prévisionnelle et en assurez le contrôle. A ce titre, vous aurez recours à l'informatique, suivant l'étude d'opportunité. Votre formation supérieure (ESG - Finances - Comptabilité - DECOS ou similaire) ainsi qu'une expérience professionnelle identique dans une entreprise industrielle vous permettront, grâce à votre sens des responsabilités et à vos larges capacités humaines, d'assurer ce poste appelé à évoluer vers une fonction plus importante.

Votre rémunération sera motivante et un logement individuel peut être mis à disposition.

Adressez votre C.V., détaillé + photo sous REF. N° 3085 M à notre conseil qui vous garantira réponses et discrétion.

40, rue du Tivol 67000 STRASBOURG

managing

FUTUR DIRECTEUR PERSONNEL ET AFFAIRES SOCIALES

Entreprise de plus de 1 500 salariés recherche son futur Directeur du Personnel et des Affaires Sociales.

Le poste, situé dans une grande ville universitaire, comporte une grande autonomie, une importante responsabilité ; la rémunération est en conséquence.

Le candidat devra justifier d'une formation supérieure et d'une expérience très affirmée en milieu industriel.

Ecrire s/réf. 8871 à P. LICHOU S.A. - BP 220, 75063 Paris cedex 02 qui transmettra.

Discrétion totale assurée.

commercial

CI-Honeywell Bull recherche un ingénieur commercial confirmé

pour participer au développement de la commercialisation d'un ensemble de produits et de services informatiques.

Expérience de vente de mini-ordinateurs souhaitée.

Poste basé à BORDEAUX.

Adressez C.V., photo et prétentions sous réf. 100M (à préciser sur l'enveloppe) à : CI-Honeywell Bull Direction France PC IF 103 61-63, rue d'Avron, 75980 Paris Cedex 20.



CI-Honeywell Bull

CONCEPTEUR REDACTEUR

Editer des produits destinés à l'enseignement du Code de la route est l'activité de la société qui recherche un concepteur-rédacteur.

Sa mission consistera, en collaboration avec le responsable "produit" et le bureau d'études, à développer les produits existants (ouvrages et cours audio-visuels), à les adapter à l'évolution du permis de conduire et à la pédagogie de l'enseignement du Code de la route. Il devra également créer de nouveaux produits adaptés aux entreprises et au monde scolaire.

Une première expérience dans un poste de concepteur-rédacteur et le CAP de l'enseignement de la conduite automobile seront appréciés.

Lieu de travail : une région agréable de l'Ouest, réputée pour sa qualité de vie.

Votre dossier de candidature (C.V., photo et rémunération demandée), qui sera traité confidentiellement, doit être adressé sous la référence : GR-301 à :



ROLAND DERKUM 48, rue de Marguillies 69300 Lyon-Caluire

DIRECTEUR FINANCIER

F 180.000 +

POITIERS

Notre client, une importante société française (CA de F 150 millions), filiale d'un groupe international, spécialisée dans la fabrication de grande série de pièces mécaniques, recherche son Directeur Financier.

Dépendant du Directeur Général au sein d'un Comité de Direction Financière et d'Administration, il participera à l'élaboration de la stratégie de l'entreprise. Il aura les responsabilités suivantes :

- Comptabilité générale et analytique (en conformité avec les normes françaises et celles du groupe).
- Elaboration et contrôle des budgets et des plans.
- Préparation des états financiers mensuels et annuels.
- Relations financières avec les services techniques, production et commercialisation pour l'étude des prix de revient et de ventes, et contacts avec les clients.
- Fiscalité, trésorerie, relations bancaires.

Le candidat devra, âgé d'au moins 32 ans, avoir une formation supérieure, complétée et perfectionnée par quelques années dans un cabinet d'étude. Il aura acquis une expérience de 5 ans minimum dans un poste similaire et maîtrisera parfaitement les techniques et procédures comptables françaises et anglo-américaines. Une excellente maîtrise de la comptabilité industrielle est nécessaire, ainsi qu'une expérience d'utilisation de l'informatique. L'anglais courant est souhaité.

Seule personnalité affirmée et son sens de l'initiative doivent lui permettre de s'imposer dans ses fonctions. Volonté de réaction.

Veuillez adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions à : Rudolph von Rastfeld, TSG, Tour Maine Montparnasse, 33 avenue du Maine 75015 Paris. Discrétion assurée. Réf. M 123.

The Executive Group management consultants

Filiale d'un important Groupe International nous fabriquons et diffusons des produits consommables destinés à l'IMPRIMERIE.

Dans le cadre de notre expansion, nous recherchons de futurs

Directeurs Régionaux

MISSIONS :
- encadrement, formation et motivation d'une force de vente
- négociation auprès des clients importants
- participation, en collaboration avec la Direction Commerciale, à l'analyse du marché, à la définition de la stratégie et des objectifs.

PROFIL :
- 30 ans minimum
- forte personnalité
- formation commerciale supérieure
- homme de terrain disposant d'une grande disponibilité
- maîtrise et pratique des méthodes rationnelles de direction d'une force de vente
- expérience réussie dans la vente de biens consommables destinés à l'industrie
- la connaissance du secteur IMPRIMERIE constituera un atout supplémentaire.

Les personnes retenues auront le goût du challenge et l'esprit d'innovation. Perspectives de carrière intéressantes et salaire stimulant pour les candidats de valeur.

Envoyer CV, photo et prétentions à No 52.745 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Directeur d'Usine X, Mines, Centrale

200.000 F +

METALLURGIE DES ACIERS SPECIAUX - Filiale d'un groupe important en fort développement, cette société fabrique et commercialise des produits métallurgiques très élaborés recherche un Directeur pour son unité de production (300 personnes). Répondant directement au Président, après une période d'adaptation, il aura pour mission d'optimiser l'exploitation de l'outil de production sur les plans techniques, humains et financiers. Il participera à la conception du plan de développement et sera responsable de la réalisation des objectifs en découvrant. Pratiquant des méthodes de gestion rigoureuses, il veillera particulièrement aux relations et au suivi des matières premières coûteuses. Ce poste présentant des perspectives d'évolution intéressantes au sein du groupe (5 500 personnes) convient à un ingénieur diplômé d'une grande école (X, Mines, Centrale) âgé de 35 ans minimum possédant de solides connaissances en métallurgie. Son expérience professionnelle d'au moins 10 ans lui aura permis de vivre concrètement les problèmes quotidiens de la fabrication puis de maîtriser les différents aspects de la production (technologie, investissements, animation des hommes...). Le poste est basé dans une région agréable à 150 km de Lyon.

Envoyez votre candidature sous réf. 823 M à A. RICHARD qui traite confidentiellement cette recherche et fournira toutes informations complémentaires.

EMPLOI centor

CENTOR RHONE-ALPES 17, rue Louis Guérin 69100 VILLEURBANNE Tél. (78) 89.37.16

LA DIRECTION DEPARTEMENTALE de l'EQUIPEMENT recherche pour ses services à QUIMPER :

UN TECHNICIEN expérimenté ayant une formation en HYDROLOGIE et HYDRAULIQUE.

Adressez, demandez, avec références, C.V. et prétentions à :

DIRECTION DEPARTEMENTALE de l'EQUIPEMENT du FINISTERE (Bureau du Personnel) KERPENTEN 29107 QUIMPER

Office Biterrois d'Animation Culturelle recherche

DIRECTEUR ANIMATEUR ayant expérience professionnelle minimum 4 ans dans Maison de la Culture ou activité similaire.

Renseignements et candidatures (à déposer avant le 30 avril) à :

M. le Président de l'OGAC Service des Affaires Culturelles (Téléph. : 76-90-10 (Poste 45) Mairie de Béziers

Recherches

INGENIEUR

- Solide expérience domaine mécanique

- Formation complémentaire marketing

- Age minimum : 30 ans ;

- Evolution intéressante ;

- Région : LYONNAISE ;

- Rémunération intéressante.

Env. C.V. + photo sous réf. 220, à SWEETS, B.P. 109, 75001 PARIS Cedex 01.

URGENT - VILLE DE ROUEN Recrute pour Ecole des Beaux-Arts un

UN PROFESSEUR HISTOIRE DE L'ART

Cadre de vie, 10 h, hebdomad. Adressez candidatures à : Direction du Personnel MAIRIE DE ROUEN

IMPORTANT LABORATOIRE PHOTO

situé grande ville universitaire Sud, recherche

responsable personnel

ayant une formation supérieure en Droit, législation du travail et Gestion du Personnel.

Il sera amené à prendre en charge le personnel et les Services Généraux d'une unité de 300 personnes.

Une expérience de 5 ans minimum dans une fonction similaire est indispensable.

Si vous répondez à ces critères et qu'un tel poste vous intéresse,

Ecrivez en envoyant CV, photo, références et prétentions sous réf. 80042 à :

picapic 18 rue Volney 75002 PARIS

GRANDE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE recherche

AGENT TECHNIQUE DE CHANTIER Spécialisé : Electro Mécanique pour démarrage usine pays étranger

- Stage de 1 an en France.

- Cette personne devra passer au moins 2 ans en mission.

Adressez C.V., photo et prétentions à : KAVAS ORLÉANS, n° 25.070 qui transmettra.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS
recherche dans le cadre du développement
et de l'extension de ses activités, pour son
usine de Marseille :

UN DIRECTEUR
POUR SA DIVISION SOUS-TRAITANCE

Le candidat sera ingénieur grande école, ayant
10 à 15 ans d'expérience dans un engineering
ou dans une grande entreprise de mécanique
générale travaillant en sous-traitance sous licence,
pour engineering.

Il aura la responsabilité de la partie commerciale :
prospection, devis, suivi des contrats.

Il aura pour mission d'assurer la charge de l'atelier,
de gérer les travaux sur site et de générer des
contrats de fabrication sous licence.

Il sera chargé de recruter ses collaborateurs.

UN DIRECTEUR ATELIER

Le candidat sera ingénieur A.M. ou équivalent,
ayant une expérience industrielle de 15 ans et ayant
assuré la direction effective d'une unité de pro-
duction de plusieurs centaines de personnes en
fabrication de type unitaire. Expérience de travail
avec ingénieurs, bureaux d'études.

Compétences demandées en :
— Mécanique générale ;
— Chaudronnerie - soudure industrielle ;
— Tertiaire industrielle.

Pour direction d'un atelier de sous-traitance pour
les différentes divisions du groupe.

Poste à dominante technique comprenant la res-
ponsabilité humaine, financière, technique.

Il sera chargé de recruter les principaux colla-
borateurs.

Envoyer C.V. détaillé en précisant ses réalisations
marquantes et prétentions au n° 7.985
« Le Monde » Publiété, 5, rue des Italiens,
75277 PARIS CEDEX 02.

Dans le cadre de son expansion
SOGELIP (C.A. 15 millions)
études et installations en
généralisme, génie climatique,
froid industriel, recherche
pour son Siège Social à LYON

INGENIEUR
D'AFFAIRES

Collaborateur immédiat de la D.G. et
animateur d'une équipe technico-commer-
ciale. Il sera chargé de rechercher et de
négocier des affaires nouvelles dont il sera
responsable depuis la coordination des
études jusqu'à la mise en route.

Convientrait à un ingénieur généra-
liste de 30 ans minimum, connaissant bien
les problèmes du froid (formation IFI
appréciée), possédant une expérience dans
le secteur industriel et désireux de trouver
des perspectives d'évolution carrière dans
une petite société performante. L'anglais
est souhaité.

Ecrire au Cabinet GATIER (sous réf. 165)
32 rue Barrière 69006 LYON.

Cabinet Gatier

TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ
DU SECTEUR ELECTRONIQUE
recherche

RESPONSABLE FABRICATION

chargé de la CONCEPTION, de la RÉALISATION
d'équipements électroniques (tableaux, pupitres,
synoptiques, boîtes modulaires, etc.) et de la
CONDUITE d'un atelier de 35 personnes.

Ce poste convient à un FRATRIOTIER de la
FABRICATION ELECTRONIQUE, du niveau ingé-
nieur. Il implique un minimum de 3 ans
d'expérience dans le domaine considéré.

Le candidat possédant, outre de bonnes consa-
gnances en AUTOMATISME, ELECTRONIQUE ET
ELECTRONIQUE, une bonne pratique de la
TOLOGIE et de la SÉCURITÉ.

Ce poste est une bonne opportunité de promotion
pour un TECHNICIEN ayant le goût des
responsabilités.

Envoyer C.V. avec photo et PRÉTENTIONS sous
réf. N° 37.213 P.A. SVP. 37, r. Gal-Voy, 75008 Paris.

THOMSON-CSF
Division Télécommunications
recherche pour son service de production
de CHOLET

Ingénieur Méthode
Débutant
70-90000 F/an

Après une formation, il se verra confier la
responsabilité de l'animation d'un service métho-
de mécanique d'une douzaine de spécialistes.

Le poste conviendrait à A.M., IDN, ENSI ou
équivalent.

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo et préten-
tions sous réf. MA 85 à

MEIA BA
2, Bd de la République
75002 Paris
qui transmettra

(Réponse et discrétion assurées).

LA S.E.M.A.L.Y.
(METRO DE LYON)
recherche

INGENIEUR D'ETUDES

• diplômé d'une grande école à formation poly-
valente (A., et M., Centrale...);
• pour mener, en assistance à l'ingénieur respon-
sable des études générales et mécaniques au
sein du service matériel roulant ;
• des études générales de faisabilité et d'avant-
projet de nouveaux matériels roulants ;
• des études spécifiques dans le domaine méca-
nique du matériel roulant.

• Expérience 1 à 3 ans dans le domaine des études ;
• Surtout de synthèses, capacité d'analyse générale
et méthodique des problèmes, et grandes qua-
lités rédactionnelles.

Envoyer candidatures manuscrites, C.V. détaillé
et prétentions à S.E.M.A.L.Y., 23, cours Emile-Zola,
69625 VILLURBANNE Cedex.

LE CRÉDIT AGRICOLE
DE LA CÔTE-D'OR
recherche
pour Siège Social DIJON
(matériel CII-HB 66DP505)

PROGRAMMEUR
ANALYSTE

• Formation de base MIAGE-DUT
• 2 années d'expérience profes-
sionnelle indispensables
• Dégage des obligations militaires
• Connaissances CII-HB - série 66
ou 64 appréciées
• Libre rapidement

NE PAS SE PRÉSENTER. Adressez C.V.,
lettre manuscrite, photo et prétentions à
BP 90 - 21003 DIJON Cedex.

Producteur français de biens d'équipement
- leader dans son secteur d'activité, installé
dans la Vallée du Rhône,
- disposant déjà d'une large clientèle en
AFRIQUE, AMERIQUE DU SUD, MOYEN-
ORIENT et PAYS DE L'EUROPE DE L'EST
recherche

3 CADRES
COMMERCIAUX
DE HAUT NIVEAU

• Ayant une réelle expérience de la vente
dans les différents États d'Afrique Fran-
co-phone, Anglophone, du Moyen-Orient et
d'Amérique du Sud.

• Acceptant d'effectuer 6 voyages de 3 se-
maines par an.

• Connaissant bien les problèmes liés à
l'exportation.

• Parler et écrire :
- ANGLAIS/ESPAGNOL
- ANGLAIS/ALLEMAND
- ANGLAIS/ARABE

• Rémunération élevée.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo et prétentions,
sous référence 28766M, à Havas Contact -
49, rue Henriot, 69002 Lyon.

CEMA
Société implantée à AMIENS
filiale de PHILIPS
recherche pour son SERVICE QUALITE

UN INGENIEUR
ELECTRONICIEN

Une à deux années d'expérience des composants
électroniques et électroniques (dont micro-
processeurs).

Dans sa fonction, il aura de fréquents contacts
avec les services d'étude, de fabrication et d'appra-
visionnement ainsi qu'avec les fournisseurs.

Anglais indispensable.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo à Direction
du Personnel, CEMA, 404, route d'Abbeville,
80005 AMIENS CEDEX.

A quelques kilomètres des
SABLES D'OLONNE
importante manufacture industrielle
550 personnes, recrutée pour faire face
à son expansion

Jeune Ingénieur
Recherche et Développement
Même Débutant

Diplômé grande école, option mécanique, il aura
sous l'autorité directe du PDG à créer la fonction
et à faire évoluer le produit jusqu'au stade de la
pré-série : conception, mise au point, essais et
optimisation du coût par l'analyse de la valeur.

Promoteur de la compétitivité technique, il devra
être créatif, animateur et convaincant.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et
prétentions à notre conseil qui répondra à toutes
les candidatures.

Michel AUBRY 10, Impasse Pierre Lavi
85000 La Roche-sur-Yon

ORGANISMES PROFESSIONNELS
RÉGION DE MARSEILLE
recherche

LEUR SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Son rôle consistera à organiser et assurer la bonne
marche des services administratifs, à coordonner les
Présidents élus dans toutes les actions internes
aux professions et, accessoirement, dans les actions
de relations extérieures.

Le candidat retenu aura le profil d'un bon admi-
nistratif ayant une personnalité affirmée, capable
de prendre les contacts les plus élevés, d'une dis-
ponibilité totale, et doté d'une capacité de rédac-
tion rapide et synthétique.

La préférence sera donnée à un diplômé de l'ensei-
gnement supérieur de formation littéraire, juri-
dique ou comptable.

Les candidats devront adresser une lettre manuscrite,
accompagnée d'un C.V. détaillé, avec photo et
prétentions financières.

HAVAS Réf. 36412 - MARSEILLE.

NEYRPIC - GRENOBLE
recherche

JURISTE

FONCTION :
Secrétaire le Chef de Service, particulièrement
dans les domaines :
• droit des Sociétés et des Affaires,
• propriété industrielle.

FORMATION - CONNAISSANCES
• Doctorat ou Maîtrise
• Connaissances des assurances appréciables
• Débutant ou quelques années d'expérience.

Adressez C.V. détaillé, photo et prétentions à
No 53005 CONTESSE Publiété 20, avenue
Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Importante Société de services, MARSEILLE
recherche son

RESPONSABLE INFORMATIQUE

MISSION :
- élaborer puis piloter le plan informatique ;
- assurer la conversion d'un matériel à un autre ;
- organiser le paiement de nombreuses factures et la
gestion de clients, maintenir et développer
l'informatique comptable courante.

Poste convenant à un ingénieur grande école ou
équivalent avec 8 ou 10 ans d'expérience.

Envoyer C.V. et prétentions sous n° T 12325 M,
REGIE-PRESSE, 25 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

BRETAGNE NORD

GROSSISTE PRODUITS ALIMENTAIRES ET
DE GRANDE CONSOMMATION
page

Un jeune adjoint
de direction

Il succèdera le Directeur Général pour l'ensemble
de ses activités, mais sera plus particulièrement
chargé de l'animation commerciale et du dévelop-
pement de la société.

Ce poste évolutif conviendrait à Sup de Co
ESSEC - ESCAL 30 ans environ, ambitieux,
ayant une première expérience réussie dans la
distribution alimentaire.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo,
(retournée), saisissez actual s/réf. 90106 JAD

Alain KERVEDEC
Psychologue du Travail
24 r. Alfred de Vigny 22000 St Brieuc
DISCRETION ABSOLUE

RESPONSABLE D'ACHATS
matières textiles
ayant expérience
d'administration et de négociations
Expérience textile souhaitée.

Envoyer lettre manuscrite + curriculum vitae +
photo + prétentions à :

SUFREN
4, rue du Quai, 75416 ST AUGUSTIN LES HALLES

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
DE CONSTRUCTION MÉCANIQUE
recherche

INGENIEUR GRANDE ÉCOLE

Pour activité de recherches appliquées
en génie chimique et sécurité
Grande ville de province

Ecrire avec C.V. détaillé, prétentions, à N° 52.051,
CONTESSE Publiété, 20, avenue de l'Opéra,
75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Industriel Français
de médicament, Centre d'études
biologiques - B.P. 502 Marseilles,
20037 EVREUX Cedex, red. :
1 titulaire D.U.T. (mention bio-
logie) pour coordination de projets
scientifiques et 1 titulaire
Maîtrise Sciences
Env. C.V. et prétentions sous le
n° 84351, M. REGIE-PRESSE,
25 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

Chambre de commerce
région EST, recherche
CADRE RELATIONS
PUBLICITAIRES

Formation sup. (Economie,
Droit, Journalisme).
Pour occuper un poste de presse,
rédaction revue mensuelle,
enquêtes économiques et
annonces diverses.

Pour détails, écrire à N° 3600
BLIQUE CONSEIL
160, avenue de Strasbourg,
54000 NANCY. Tél. (03) 335-02-62.

Société Nationale d'Expertise
Comptable recherche

UN EXPERT COMPTABLE
MÉMORIALISTE

Pour diriger et développer
Cabinet 5 personnes
RÉGION NANTES
Envoyer C.V. + photo
n° 44.350, sur enveloppe, à
J.R.P. 35, rue de l'Arcade,
75008 PARIS
qui transmettra

ANNONCES CLASSES
TELEPHONES
296-15-01

Cet ingénieur serait amené à
occuper un poste de responsa-
bilité au sein d'une unité en
développement.

Adr. candidature avec C.V.,
références et prétentions à
BRGA/OPHEL BP 609
45000 ORLÉANS CEDEX

offres d'emploi

1 200 personnes, 3 usines
600 millions de C.A.
Leader sur notre marché, notre propo-
sition se poursuit (C.A. 79 : 600 millions
de France Nord)

5 Assistants
Délégation
Commerciale

sont de jeunes diplômés d'ensei-
gnement supérieur.

Pendant 2-3 ans, ils ont la possibilité de
s'insérer dans la fonction commerciale
où ils apprendront leur métier.

Leur développement ultérieur passe par
une expérience opérationnelle de vente.
Nous vous demandons d'être titulaires
d'un

Diplôme
d'Enseignement
Supérieur

BTS ou IUT (Bâtiment, Génie Civil)
Maîtrise (Sciences Eco ou Gestion) ou
École de Commerce.

Le reste, nous le ferons ensemble.

Lieu de travail : NANTERRE (92).
Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V.,
photo sous réf. C. 315 à J.J. CRAMPE

ALSCORLATO
SERVICE RECRUTEMENT
S.P. 516 92506
RUEIL-MALMAISON

4 INGENIEURS INFORMATIENS
Pour notre Direction de Développement

La Direction du Développement de CAP SOGETI
LOGICIEL est chargée de la conception, de la
gestion ainsi que de la réalisation de développe-
ments internes. Elle assiste également les équi-
pes de réalisation de la Société.

3 INGENIEURS DE DEVELOPPEMENT

ils sont ingénieurs diplômés, ont 4 à 8 ans d'expe-
rience. Nous leur demandons de spéculer et
réaliser des développements internes (outils de
développement - chaînes croisées...).

UN RESPONSABLE EXPLOITATION

Il gère l'ensemble des moyens machines de la
société, conseille les équipes opérationnelles
en matière d'exploitation et sera l'interlocuteur
privé des constructeurs. Il a une expérience
informatique de 5 à 10 ans.

Ecrire à CAP SOGETI LOGICIEL - Immeuble Périd-
5 rue Louis Lejeune - 92128 Montrouge cedex.

CAP SOGETI LOGICIEL

Notre groupe, leader mondial du
contrôle et de l'inspection des matières
premières, produits du sol, biens
d'équipement, etc., à l'exportation et
à l'importation

recrute

POUR SA FILIALE FRANÇAISE
à PARIS

SON
RESPONSABLE
RECHERCHE ET
DEVELOPPEMENT

Il animera une cellule fonctionnelle qui étu-
diera le développement des prestations de
services offertes par les différentes divisions
opérationnelles de la firme.

Le candidat idéal est un ingénieur ou cadre
commercial qui a une expérience préalable
d'au moins 5 ans.

Il maîtrise parfaitement la langue anglaise et
possède de bonnes connaissances du marke-
ting mix et du commerce international.

Ecrire avec CV et prétentions sous N° 2383
à PARFRANCE Annonces
4 rue Robert Estienne 75008 Paris
qui transmettra

Importante société (Paris 9°) leader dans son secteur
d'activités recherche

LE RESPONSABLE
de sa comptabilité générale

Il prendra en charge l'établissement du bilan et de toutes
les déclarations fiscales. Ayant le goût des responsabi-
lités il fera preuve d'un tempérament d'organisateur et ad-
ministratif.

D'un niveau D.E.C.S. ou équivalent, le candidat devra
avoir une expérience similaire d'au moins 5 ans. Des
connaissances en informatique seraient appréciées.

Adressez lettre manuscrite, C.V. et prétentions/réf. 109
à INTER P.A., BP 608, 75006 Paris cedex 02 qui
transmettra.

NCN
TECHNO-C

egor

INGENIEUR

egor

CHEF
ASSISTA

egor

chi
pour son
analyse

JEUN

SPERRY

SENIOR PR

مكتبة الامم المتحدة

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

BIENS D'EQUIPEMENT INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Cette Société, filiale d'un des premiers groupes industriels français, est devenue rapidement un des leaders mondiaux dans sa spécialité : les machines automatiques de contrôle. Ce succès est dû principalement aux qualités techniques du matériel. Il s'adresse en effet à une clientèle industrielle exigeante. L'exportation représente 90% du C.A.

Le souci de diversification conduit l'entreprise à concevoir et à développer une nouvelle ligne de machines de même nature.

Le Directeur Commercial crée un poste d'ingénieur de ventes, chargé du développement commercial de ce nouveau matériel destiné à une clientèle industrielle différente. Il visite les industriels concernés et négocie avec eux la vente des machines. Il bénéficie de l'appui des services marketing et assistance clients.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur électromécanicien de 28 ans minimum. Il justifie d'une première expérience professionnelle de 3-5 ans environ, acquise dans la vente de biens d'équipement, en France et à l'étranger. Il maîtrise parfaitement la langue anglaise et il a de solides connaissances en allemand.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M 4202 Q, à :

egor 8 rue de Berri, 75008 Paris.

POMPES & GUINARD

JEUNE INGENIEUR D'AFFAIRES

Ce groupe industriel est un des leaders dans son domaine : les pompes destinées aux marchés agricole, nucléaire, habitat, du pétrole et de la pétrochimie.

Pour accentuer sa présence dans les secteurs pétrole et pétrochimie, le Directeur Commercial du Département Energie crée un poste d'ingénieur d'affaires.

Intégré à une équipe motivée et performante, il visite une clientèle industrielle française et étrangère pour promouvoir et développer la vente de pompes. Il est chargé de l'entretien et de la maintenance, l'installation et le montage de ces clients.

Cette, l'homme d'environ 30 ans, que nous souhaitons rencontrer, est ingénieur électromécanicien (ou équivalent), mais c'est aussi et surtout un tempérament commercial. Il a au cours de son expérience professionnelle (3 à 5 ans) mené, avec succès, des négociations difficiles, soit pour le compte d'une société d'ingénierie, soit au sein d'une entreprise française ou à l'étranger.

La nationalité française n'est pas obligatoire. Le poste basé à Courbevoie (92) implique de nombreux déplacements dans le monde et une parfaite connaissance de l'anglais.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 8381 A.

egor 8 rue de Berri, 75008 Paris.

Ensembles ELECTRONIQUES/ ELECTRONIQUES CHEF DE DEPARTEMENT COMMERCIAL

Une des activités de cette société (400 M C.A.), filiale d'un groupe industriel diversifié, consiste à concevoir, fabriquer et vendre des appareils électroniques et électroniques technologiquement évolués : chaînes de traitement, petits systèmes. La Direction Commerciale souhaite recruter la responsabilité du développement de cette ligne de produits à un CHEF de Département Commercial. De la définition du produit jusqu'à la vente, il prend en charge l'ensemble de l'action commerciale. Il anime une équipe commerciale (7 ingénieurs) et il coordonne leur activité.

Pour tenir ce poste, en création, vous devez rencontrer un ingénieur diplômé (ECF, ESE, INPG...) de 28 ans minimum. Sa première expérience professionnelle (5 ans environ) a été acquise dans une fonction marketing et/ou commerciale au sein d'une société produisant et commercialisant des matériels techniques. Ce recrutement s'inscrit dans une politique humaine générale : il est prévu, à trois ans, une très intéressante progression de carrière.

La connaissance de l'allemand serait un atout supplémentaire. Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 408 AL, à :

egor 8 rue de Berri, 75008 Paris.

INGENIEUR CONSULTANT

En moins de 10 ans d'existence, nous sommes devenus l'une des premières Sociétés Françaises de Conseil en Recherche et Cadres.

Le développement constant de notre activité ainsi que notre volonté affirmée de répondre très précisément aux besoins spécifiques des Sociétés que nous conseillons, nous conduisent à proposer à un jeune ingénieur de nous rejoindre.

Diplômé d'une Grande Ecole (E.C.P., MINES, E.N.S.T., E.S.E., ...), il justifie d'une première expérience professionnelle de 3-5 ans, soit au sein d'une unité de production, soit dans le secteur ingénieur. Grâce à sa formation et à son constant souci de se tenir informé des nouvelles évolutions technologiques, il est particulièrement à même de conseiller nos clients en matière de recrutement d'ingénieurs et de cadres techniques.

Notre conception du Conseil implique que chaque consultant soit autonome sur le terrain et responsable vis-à-vis des Sociétés auprès desquelles il intervient.

Pour un premier contact, Olivier CHAUMETTE vous renseignera de lui adresser C.V. et lettre de motivation, sous réf. M EGO 480.

egor industrie

8 rue de Berri 75008 Paris

AGRO ALIMENTAIRE JEUNE DIPLOMÉ

Ecole Supérieure de Commerce

Cette Société est l'une des plus connues et des plus performantes sur le marché français dans le secteur agro-alimentaire. Elle est également présente dans une vingtaine de pays et, pour accélérer son développement à l'étranger, elle recherche un jeune ingénieur diplômé au Département Développement International.

Après une période de formation, il préparera les dossiers de prospection et assiste le responsable du développement lors des négociations de contrats à l'étranger. Ces contrats concernent l'assistance qu'apporte la société à des entreprises alimentaires. Elle agit dans ce cas en véritable société de services.

Nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé d'une école supérieure de commerce, justifiant d'une première expérience de vente (3 ans environ) dans une société dont les activités sont tournées vers l'étranger.

L'anglais et l'espagnol sont indispensables.

Le poste situé à Paris requiert une grande mobilité.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M 896 B, à :

egor 8 rue de Berri, 75008 Paris.

BIENS D'EQUIPEMENT

CHEF DU SERVICE ASSISTANCE CLIENTS

Cette Société, filiale d'un des premiers groupes industriels français, conçoit, développe, fabrique et commercialise des machines automatiques de contrôle, technologiquement très évoluées. Celles-ci s'adressent à une clientèle industrielle exigeante. La Société réalise 90% de son C.A. à l'exportation.

Pour améliorer encore le service rendu aux clients, le Directeur Commercial crée ce poste de Chef du Service Assistance Clients. Il anime une équipe de techniciens (actuellement 5) qui ont la charge d'assurer l'installation et la maintenance des machines. Ce service assure la formation des techniciens des clients et il édite et tient à jour les informations techniques.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur électromécanicien de 28 ans minimum. Il a acquis sa première expérience professionnelle (3-5 ans), soit dans une société de même nature, soit dans l'industrie à un poste d'entretien, soit encore dans une société d'ingénierie. Mobile et disponible, il maîtrise la langue anglaise et a de bonnes connaissances en allemand.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M 4202 P, à :

egor industrie

8 rue de Berri 75008 Paris

PARIS

INGENIEUR GENERAL DE PRODUCTION

Cette entreprise industrielle, leader dans sa spécialité, se développe à un rythme constant. Elle emploie 900 personnes et réalise un C.A. de 280 millions. Sa structure industrielle est volontairement très décentralisée. Elle dispose actuellement de 6 usines implantées dans des régions diverses et 3 nouvelles unités seront opérationnelles dans un avenir proche.

La Direction Générale et de Production, cherche à rejoindre un nouveau collaborateur, ingénieur général de production, capable de la seconde pour analyser, planifier, contrôler et suivre l'ensemble des activités de production de l'entreprise en termes qualitatifs, quantitatifs et budgétaires.

Il assiste de façon permanente la Direction Générale dans ses rapports directs avec les chefs d'établissement, dans le cadre d'une large délégation d'autorité qui leur est accordée.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur de formation Centrale, A.M. ou équivalent, possédant déjà une solide expérience de la fonction production, acquise soit à la Direction d'une unité autonome, soit au sein d'une Direction centrale de production.

Le poste implique une grande mobilité et de la disponibilité.

La connaissance de l'anglais est impérative.

Les conditions offertes et les perspectives de l'entreprise sont susceptibles d'intéresser une personnalité de valeur.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M 630 AM à :

egor industrie

8 rue de Berri 75008 Paris

SYNTHELABO recherche un

chimiste HF pour son laboratoire d' analyse structurale

Titulaire d'un doctorat d'Etat ou de 3e cycle.

Il sera spécialisé en RMN (1H, 13C, T.F. à 80 et 200 MHz).

Il sera responsable de la maintenance des appareils, de l'interprétation des spectres et aura les qualités nécessaires à l'animation d'une équipe de collaborateurs.

Une première expérience industrielle est souhaitée.

Bonne rémunération, nombreux avantages sociaux.

Envoyer CV, photo et prétentions à SYNTHELABO - Directeur Administratif et Technique - 58 rue de la Glacière Paris 13e.

OPPORTUNITY WITH

SPERRY VICKERS

98, avenue de la République
92400 - Courbevoie

SENIOR PROGRAMMER-ANALYST

leading within one year to EDP Facility Manager.

Will be responsible for :
• redesign, set-up and management of new regionally integrated systems.
Candidate must be perfectly bilingual French/English.

Business degree :
• 5 years commercial EDP experience, including 2 years as Systems Analyst.
• COBOL/Assembler required.

Letter + C.V. in English.

INGENIEUR ELECTRONICIEN

INGENIEUR AM + ESE débutant ou quelques années d'expérience pour des études de développement de gyroscopie et des servo-mécanismes, possédant des aptitudes au C.V.M.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à No 53.370, CONTESSÉ PUBLICITE 20, Avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

PHARMACIEN INDUSTRIEL... HF

Pharmacien, option industrie et bonnes connaissances en BACTÉRIOLOGIE et LYOPHILISATION, votre formation et une première expérience de 3 ans dans l'industrie ont fait de vous un homme (ou une femme) de bon niveau scientifique et technologique.

Notre Société, encore jeune, connaît un taux de développement soutenu. Outre un contexte scientifique de haut niveau et stimulant, elle vous propose de participer, en tant qu'ADJOINT AU CHEF DE SERVICE, à la fabrication d'un produit biologique complexe et à la gestion industrielle du service.

Si vous êtes intéressé par ce poste qui constitue une bonne opportunité pour une jeune carrière :

Envoyer lettre de candidature avec photo, CV et prétentions sous référence 4015

EMPLOIS ET ENTREPRISES, 18, rue Volney - 75002 PARIS

automatisation des productions contreplaqués et particules

Fabricant français lié à un puissant groupe national recherche un INGENIEUR diplômé (AM, IDN, ENSI...) qui aurait acquis une spécialisation en mesures - contrôle - régulation - automatismes, ainsi qu'une initiation à l'électronique. Sa mission consistera à promouvoir le développement de l'automatisme à tous les stades d'élaboration des produits, pour toutes les Usines de la Société y compris les filiales à l'étranger. Rattaché à la Direction Technique il assurera la mise en œuvre des matériels électroniques et de leur environnement électromécanique ainsi que leur maintenance. La préférence sera donnée à un candidat d'au moins 27 ans ayant une première expérience dans l'industrie de production en continu si possible. La technique et/ou la production lui permettant une large évolution de carrière. Ecrire avec CV explicite sous réf. D/anto à

CETACEP
30, Av. Amiral Lemonnier 78180 MARLY LE ROI

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

L'entreprise, installée à 70 km à l'ouest de Paris, est rattachée à une Société américaine. Spécialisée dans la vente et la fabrication de produits pour le bâtiment second œuvre (bâtiminut et planchers techniques), elle a un chiffre d'affaires de 50 millions de F. Dans le cadre de son évolution, elle élargit son équipe de Direction et elle cherche :

DIRECTEUR COMMERCIAL

160.000 F+

Responsable du développement des ventes en France, ses principales fonctions concernent :

- la définition de la politique commerciale, en accord avec la Direction Générale ;
- l'animation du réseau de vendeurs (2 Chefs de Ventes et 28 Représentants multi-cartes) ;
- la direction de l'administration des ventes ainsi que des activités marketing et publicitaires.

Diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent, il a une expérience confirmée de la vente de produits industriels et de l'animation d'équipes commerciales. La connaissance de l'anglais est indispensable.

Ecrivez, en précisant la référence M 4814, à Hélène REPERIER qui étudiera confidentiellement votre candidature.

ISERTI 49, av. de l'Opéra 75002 Paris
SELECTION

SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE INTERNATIONALE POUR LE TRAITEMENT DES EAUX

UN INGÉNIEUR D'AFFAIRES

de formation électrotechnique ayant quelques années d'expérience. Parlant parfaitement ANGLAIS. Capable d'enthousiasme et de dynamisme. Déplacements de courte durée.

Candidatures comprenant lettre manuscrite, C.V. actualisé, photo récente et rémunération souhaitée à :

TRILAGAZ

COMPAGNIE GÉNÉRALE DE LOZONNE
2-3, boulevard de la Minette
63140 GARGES-LES-GONZESSE

UNION CARBIDE FRANCE

recherche pour son Service Informatique de RUNGIS (siège social) un

INFORMATICIEN CONFIRMÉ

Profil :

- Formation du type MIAGE, Maîtrise, LUT,
- Expérience : 5 ans COBOL + JCL OS,
- Anglais apprécié.

Fonction :

- 50% exploitation (contacts utilisateurs suivi et optimisation de chaînes existantes),
- 50% développement.

Environnement :

- Service de 10 personnes,
- Équipe d'un terminal lourd relié à un 570/158.

Perspectives d'avancer pour élément de valeur.

Envoyer C.V. manuscrit, prétentions sous référence "Informatique" à Monsieur le Chef du Personnel UNION CARBIDE FRANCE, 5114 214 94518 RUNGIS CEDEX

S.T. Dupont
ORFÈVRES À PARIS

connaît une forte expansion annuelle et développe en permanence sa gamme de produits « personnels » dans l'univers du luxe. Pour y faire face, le Directeur Commercial renforce son équipe marketing et recherche trois collaborateurs :

Chef de produits "horlogerie" (réf. ST 03 M)

Il (ou elle) aura l'entière responsabilité du lancement et du développement tant en France qu'à l'étranger d'une collection d'objets d'horlogerie haut de gamme, nouvelle pour la marque. La réussite de ce poste implique un minimum de quatre années d'expérience dans une structure marketing d'une grande Société horlogère.

Chef de produits "maroquinerie" (réf. ST 04 M)

Elle (ou il) sera chargée de la gestion d'une ligne de produits existants dans la maroquinerie masculine et féminine et de sa diversification. Elle aura un minimum trois années d'expérience réussie comme assistante de marque d'une Société internationale de produits de consommation, à vocation luxe de préférence.

Adjointe au chef de la promotion des ventes (réf. ST 05 M)

Elle (ou il) secondera le chef de la promotion des ventes en liaison avec les chefs de produits, dans la création et la réalisation des packagings, des matériels P.V. et des campagnes promotionnelles au plan international. Elle bénéficiera d'une forte expérience du merchandising, et du packaging en tant que conceptrice au sein d'une agence de publicité ou dans un département intégré d'une Société commerciale diffusant des produits de luxe de préférence.

Ces trois postes s'adressent en priorité à des personnes diplômées de l'enseignement supérieur, ayant un sens esthétique développé, et démontant une parfaite connaissance de la langue anglaise. Les salaires offerts seront fonction des compétences.

Adresser curriculum vitae avec courte lettre manuscrite en indiquant la référence à :

CARRIÈRES SERVICES Groupe CGS
19, rue de la Paix-75002-PARIS
Conseil en recrutement

RANK XEROX DIRECTION INFORMATIQUE

Vous avez découvert depuis 3 à 5 ans la gestion d'une grande entreprise à travers la conduite et la réalisation de projets informatiques.

Vous ambitionnez aujourd'hui, est d'évaluer dans un contexte international et d'y exercer une responsabilité d'encadrement.

Nous vous offrons cette opportunité au sein de notre Département Etudes où vous participerez aux développements concernant :

- la gestion administrative (commandes, stocks, ainsi que la refonte complète de notre facturation clients),
- la gestion comptable,
- le support Marketing-Ventes.

Sont à pourvoir des postes de

CHEFS DE PROJET

(réf. C 13)

Votre mission consistera à planifier le développement, à assurer la réalisation avec l'équipe d'Analystes et Programmeurs (4 à 5 personnes), une équipe responsabilisée sur le respect des plannings proposés, des délais, la qualité des services rendus à l'utilisateur.

Une formation supérieure et la pratique de la langue anglaise sont souhaitées.

ANALYSTES "SENIORS"

(réf. C 14)

Vous participerez au développement de projets au sein d'une petite équipe de réalisation. Une expérience pratique d'environ 3 ans de la réalisation de projets de gestion, une formation MIAGE ou équivalent sont souhaitées.

Nos applications font appel à des connaissances techniques telles que : COBOL, PROTEGE, IBM/OS, TASMMASTER, ROSCOE, base de données IMS et APL.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. et prétentions sous référence respective à :

Mireille DIAZ - Service Recrutement - RANK XEROX - 93607 AULNAY-SOUS-BOIS CEDEX.

RANK XEROX

Filiale d'un Groupe Multinational

recherche son

DIRECTEUR USINE

(fonction parisienne)

Directement rattaché au Président Directeur Général, il aura pour mission d'assurer la supervision des départements :

- « fabrication » logistique, « contrôle de qualité » recherche développement, « contrôle financier ».

Le candidat retenu qui aura déjà eu des fonctions homologues connaîtra le domaine de la mécanique de précision. Ingénieur de formation, nous lui demandons aussi de parler couramment anglais.

Adresser C.V. et prétentions sous référence MIP 22 à :

COGEPLAN SELECTION

Tour de Lyon - 115 rue de Bercy

75012 PARIS

à qui nous avons confié cette recherche

COGEPLAN

ADJOINT

AU DIRECTEUR FINANCIER

Banque PARIS recherche à plein temps Adjoint au Directeur Financier.

Outre des connaissances comptables approfondies, niveau expertises comptables, il devra avoir une formation grande école de commerce et une expérience de quelques années dans un cabinet.

Adresser C.V., prétentions et photo à : HAVAS CONTACT, 154, bd Haussmann, 75008 PARIS sous référence M.705.

GMC SYSTEMES D'INFORMATIQUE FRANCE REPARTE

ADJOINT DIRECTEUR

BUDGET ET CONTROLE DE GESTION

De formation supérieure (ESCP, HEC, ESSEC Sciences Eco ou niveau expertises comptables), le candidat aura acquis une bonne connaissance de la comptabilité analytique, soit au sein d'un cabinet d'audit international, soit dans les services comptables d'un groupe multinationnel.

Il aura tout d'abord pour mission de réunir et contrôler les états financiers mensuels de nos filiales. La connaissance de la langue anglaise est indispensable (autres langues appréciées).

REMUNERATION : 120.000 F+ (selon expérience)

Envoyer C.V. et photo à : GMC FRANCE - M. B. MARTIN, 26, rue de Valenciennes-75009 PARIS

volvic

recherche, pour son service de développement, un

JEUNE INGÉNIEUR

AGRO-ALIMENTAIRE

de formation agro-alimentaire supérieure ou chimiste, ayant déjà une première expérience en industrie alimentaire.

Langues : anglais, allemand, si possible.

Il sera chargé de l'implantation, du suivi et du contrôle qualitatif d'une gamme de produits. Il aura des rapports fréquents avec les usines et devra être disponible pour des déplacements de courte durée.

Lieu de travail : BOURG-LA-REINE (92)

Env. VOLVIC - B.P. 41 - 92440 BOURG-LA-REINE

SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT IMMOBILIER
Filiale française d'un important groupe britannique

recherche pour son siège Champs-Élysées

DIRECTEUR ADJOINT

Proche collaborateur du P.-D.G., il sera fréquemment en rapport avec le

siège à Londres.

Contrôleur de Gestion, sa mission couvrira les domaines suivants :

gestion financière et administrative, études analytiques et statistiques.

Une expérience de la gestion financière des sociétés immobilières serait appréciée.

Comptable diplômé, D.E.C.S. ou équivalent, le candidat aura une bonne connaissance de la comptabilité analytique.

Le candidat sera de langue maternelle française ou anglaise (la maîtrise de l'anglais sera un atout dans les deux langues est nécessaire) et aura une expérience de 3 à 5 années. Age minimum 26 ans.

Poste à pourvoir deuxième trimestre 1980.

Rémunération : 150.000 F par an environ.

Envoyer C.V. et photo à REGIE-PRESSE n° T 01215 M 85 bis rue Beaumart, 75002 PARIS.

Ingénieurs Logiciel

Un important constructeur de MATÉRIEL DE PERI-INFORMATIQUE, leader sur son marché, recherche des INGENIEURS LOGICIELS pour participer au développement de son activité BUREAUTIQUE.

Les candidats devront :

- avoir 2 à 4 ans d'expérience en réalisation de systèmes temps réel sur mini ou micro ordinateur,
- maîtriser parfaitement au moins l'assembleur et un langage évolué.

Une expérience en TRAITEMENT DE TEXTES serait un atout important.

Lieu de travail : Région Parisienne Sud.

Merci d'adresser votre dossier complet de candidature (lettre, C.V., photo et prétentions) sous référence 12 M à :

MEDIA 84
8, Bd des Invalides, 75002 Paris
qui transmettra

Préciser éventuellement sur l'enveloppe le nom des sociétés avec lesquelles vous ne désirez pas entrer en contact. Il sera répondu à toutes les candidatures.

INFORMATIQUE

pour SYSTEMES EMBEDES

recherche des Ingénieurs Informaticiens

pour la conception et la réalisation de systèmes embarqués

Le candidat devra avoir une formation supérieure en informatique

et une expérience de quelques années dans ce domaine

Adresser C.V. et photo à :

COGEPLAN SELECTION

Tour de Lyon - 115 rue de Bercy

75012 PARIS

à qui nous avons confié cette recherche

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

COGEPLAN

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

IMPORTANT CENTRE D'ETUDES (Banlieue Sud Ouest de Paris) d'une société spécialisée en électronique de point recrute dans le cadre du développement de ses activités en :

INFORMATIQUE pour SYSTEMES EMBARQUES

dans le domaine analyse temps réel, traitement du signal, programmation dynamique.

RESPONSABLE DE GROUPE D'ETUDES

groupe composé d'une dizaine d'ingénieurs.
Il devra avoir dirigé une équipe d'ingénieurs analystes et sera chargé :
- de définir les grandes orientations techniques des projets,
- de répartir le travail et d'en assurer le suivi ainsi que la liaison avec les études "matériel" et les contacts techniques avec les clients.
Contacts étroits, sachant s'imposer à l'intérieur comme à l'extérieur de la société.
Lieu de travail : Région Parisienne, banlieue Sud-Ouest.
Déplacements fréquents et de courte durée (environ une journée) dans le Midi-Méditerranéen. (Référence VL 11)

CHEFS D'EQUIPE D'ETUDES

possédant une expérience de 3 à 4 ans dans le domaine pour animer groupe de 3 à 4 ingénieurs logiciels.
Expérience MITRA 15 ou 125 souhaitée. (Référence VL 12)

INGENIEURS SOFTWARE

Expérimentés et débutants.
Ils prendront une partie de l'élaboration de logiciels spécifiques.
Analyse détaillée et programmation. (Référence VL 13)

INGENIEURS DE PROJETS

Possédant une expérience de 3 à 5 ans pour :
conception de systèmes, navigation, transmission.
Compétence en téléinformatique souhaitée.
Conception de systèmes graphiques.
Compétence en C.A.O. indispensable. (Référence GI 14)
Envoyer C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous No 33.374 en précisant la référence du poste choisi à CONTESSÉ Publicité, 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.



Un leader mondial du dessin, de la conception et de la fabrication assistés par ordinateur.

Constructeur de systèmes graphiques en rapide expansion.

SECTEUR FRANÇAIS D'UN GROUPE INTERNATIONAL

INGENIEURS COMMERCIAUX DE HAUT NIVEAU

Formation technique supérieure.
Expérience de plusieurs années de la commercialisation de produits informatiques.

INGENIEURS D'APPLICATION

Formation technique supérieure.
Expérience industrielle dans l'un des secteurs suivants :
- Architecture, Cartographie,
- Mécanique (conception et commandes numériques),
- Electronique,
- Ingénierie (pétrochimie, nucléaire, génie civil).
Connaissances en informatique et en conception assistée par ordinateur souhaitées.
Ils réaliseront la promotion des systèmes DAO-CAO-FAO par une assistance technique à la force de vente.

POUR TOUS LES POSTES CI-DESSUS :

- Lieu de travail : ORSAY (Essonne) ;
- Anglais courant ;
- Formation complémentaire assurée aux Etats-Unis ;
- Réelles opportunités de carrière et de rémunération dans le cadre d'une Société ouverte et en pleine expansion.

Adresser C.V. + photo à
AUTO-TROL TECHNOLOGY S.A.
B.P. 20, 21 de COURTABOEUF
91040 ORSAY Cedex

daniel hechtier
chef des ventes export

recherche dans le cadre de son développement à l'exportation

Après au minimum de 20 ans et possédant une première expérience commerciale de l'EXPORTATION acquise si possible dans la distribution de produits textiles. Responsable de la création de nouveaux points de vente, de l'animation et du développement des points de vente existants, le candidat devra, dans le cadre d'une large délégation, être impliqué dans les différents pays d'Europe (G.S., Belgique, Suisse, Hollande, ...) ANGLAIS indispensable et ALLEMAND souhaité.

Envoyer C.V. photo et prétentions en précisant la référence 726 M sur l'enveloppe à :

Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
397 ter, rue de Valenciennes - 75015 PARIS

Le Groupe MATRA

Branche Communication

Crée pour l'un de ses récentes filiales (CA 250 MF) filiale dans le MINISTÈRE et spécialisée dans la production d'équipements téléphoniques de demain, les postes de

Directeur Finance et Gestion

Rattaché au Directeur Général et en liaison fonctionnelle avec le Responsable Finance et Gestion de la Branche, ce Directeur devra d'abord concevoir et mettre en place la comptabilité budgétaire, le suivi des prix de revient, les systèmes d'information et les procédures.

Il deviendra rapidement le Responsable des Services Comptabilité Générale et Contrôle de Gestion.

Il assurera la hiérarchie pour l'établissement et le contrôle des états financiers, pour les appels d'offres et les prix de revient dans les marchés d'Etat, ainsi que dans l'élaboration des plans à moyen terme et la sortie des bilans.

Il assurera également l'audit des centres de production.

Le candidat, âgé de 32 ans minimum, est diplômé de l'enseignement supérieur (Finance, comptabilité, gestion), possède une expérience de 10 ans environ, en tant que contrôleur de gestion, par exemple, acquise de préférence dans un grand groupe industriel utilisant l'outil informatique et pratiquant les marchés d'Etat.

Il saura à constituer et à animer son équipe et sera assisté par l'actuel Responsable de Comptabilité Générale. (Réf. 290 M)

L'expansion du Groupe MATRA confère à ces postes un caractère évolutif. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et salaire actuel), à notre conseil qui garantira réponse et discrétion.

Directeur Industriel Gestion de Production, Méthodes et Industrialisation

Il devra piloter et coordonner l'organisation de la production entre les différents usines et assurer le lancement et la fabrication de nouveaux produits.

A partir de prévisions commerciales, le titulaire assurera l'ordonnement et le contrôle de production ; il mettra en œuvre une politique d'achats ainsi que des méthodes rigoureuses de gestion des stocks.

Il établira les prix de revient et participera au choix des investissements importants. Il assurera la liaison avec les services recherche et développement de la Branche.

Ce poste, dépendant du Directeur Général, peut intéresser un ingénieur A.M. ou équivalent, âgé d'au moins 32 ans, ayant l'expérience de la gestion de production, des achats et des méthodes industrielles et sachant utiliser l'outil informatique.

Etre habile négociateur, posséder un sens prévisionnel aiguisé et savoir animer une équipe font partie des qualités indispensables pour réussir pleinement dans cette fonction. (Réf. 291 M)

Raymond Poulain Consultants

Société de Conseil
en Ressources Humaines

recherche, dans le cadre de son développement, des collaborateurs sérieux et à joindre à une équipe animée par un esprit dynamique et novateur qui a su gagner la confiance des entreprises, grâce à la qualité technique et humaine de ses interventions.

Sont à pourvoir les postes suivants :

Consultant Recrutement de Haut Niveau

Il devra prendre en charge l'ensemble de ses programmes de recrutement, depuis la définition des besoins jusqu'au choix définitif de la personne retenue.
Autonomie, il sera porteur d'un réel dynamisme commercial et d'une grande puissance de travail.

Il aura le souci constant d'apporter aux candidats, l'écoute et la compréhension qui leur est nécessaire et aux entreprises, la compétence et la précision dans le choix des hommes. (Réf. 535 M)

Consultant Formation de Haut Niveau

Il participera à la conception et assurera l'animation des stages de formation (relations humaines, ventes), en collaboration avec le Directeur du Département Formation.

La fonction pourra, suivant la valeur du candidat, s'étendre à d'autres domaines d'activités de la Société (audit social en particulier). (Réf. 536 M)

Ces postes conviendront à des hommes de formation supérieure, universitaires ou grandes écoles, âgés de 28 ans minimum, ayant acquis une expérience d'au moins 5 ans et la maîtrise complète des techniques dans leur spécialité respective. Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel), à Mr Raymond POULAIN.

andré courrèges Un Nom Prestigieux de la Haute Couture

Chef du Personnel

pour prendre en charge l'ensemble de la politique humaine du Groupe (siège et usines : 320 personnes) et, en particulier :

- le recrutement et l'intégration,
- la gestion des rémunérations et des coûts sociaux,
- les relations patronales,
- l'établissement et le suivi du Plan de Formation,
- l'assistance et le conseil auprès de la hiérarchie,
- la gestion administrative,
- etc...

Ce poste, vacant à la suite d'un départ en retraite, relève directement du P.D.G., Mr André COURRÈGES.

Il nécessite le sens de l'organisation, un bon équilibre personnel, une large ouverture d'esprit, une excellente réactivité aux problèmes de création et une grande capacité d'adaptation dans le contexte d'une entreprise aux impératifs saisonniers.

Le candidat retenu sera de formation supérieure et possèdera une solide expérience de la fonction Personnel acquise de préférence dans un secteur d'activité lié au monde de la mode.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et salaire actuel) sous réf. 202 M, à notre conseil qui garantira réponse et discrétion.

Raymond Poulain Consultants

57, avenue de Suffren - 75007 PARIS



SOCIÉTÉ JUPITER

95, rue du Docteur-Bour
94100 SAINT-MAUR

recherche pour son siège social

CHEF COMPTABLE

ou

COMPTABLE CONFIRMÉ

Expérience minimum 1 an, préférence titulaire du D.E.C.S. ou B.P. adresser C.V. et prétentions adresse ci-dessus.

Société Internationale

leader dans son activité

recherche pour son siège

BANLIEUE SUD DE PARIS

FINANCIAL CONTROLLER

Rattaché au Directeur Général, il assurera la supervision des fonctions liées à sa tâche :

- comptabilité (généraliste et analytique)
- reporting
- juridique et fiscal
- etc...

Nous recherchons un candidat qui aura déjà une expérience confirmée à un poste analogue.

Issu d'une Ecole de Commerce, il connaîtra également la comptabilité anglo-saxonne.

La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Envoyer CV et prétentions sous référence BM 14 à
COGEPLAN - SELECTION
Tour de Lyon - 185 rue de Bercy
75012 PARIS
à qui nous avons confié cette recherche.

COGEPLAN

TELETRAITEMENT TEMPS REEL

BASES DE DONNÉES

de nouveaux produits : PANACH, TUBORG, une nouvelle informatique, de nouveaux atouts pour

UNION DE BRASSERIES

C.A. 700 M DE F. 1400 PERSONNES. 5 USINES.

Nous cherchons notre ordinateur en Octobre 1980. Nous allons investir des moyens importants dans le développement et la mise en place d'un "système informatique distribué" et nous recherchons des mainteneurs :

3 chefs de projets 120.000+

De formation supérieure, ayant une expérience réelle en entreprise : * des relations avec les utilisateurs, * de la conception fonctionnelle et technique d'applications informatiques dans un environnement temps réel et télécommunications, * de l'animation d'un groupe d'Analystes-Programmeurs. (Réf. 1185-M)

10 analystes-programmeurs 75 à 100.000 F

Expérience de 2 à 3 années en COBOL et ayant la pratique de l'analyse organique et de la programmation en BATCH ou du développement d'applications de gestion en conversational. (Réf. 1186-M)

Adresser dossier de candidature et C.V. sous référence correspondante à Olivier ISABELLE Chef du Service Gestion du Personnel
UNION DE BRASSERIES
33 avenue de Wagram, 75017 Paris.

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi



Maintenant, organisons l'avenir ensemble

TEXAS INSTRUMENTS
FRANCE

DIVISION DISTRIBUTION

INGENIEURS DE VENTE SEMI-CONDUCTEURS

PARIS SUD (VELIZY) réf. TIS/0480/30

Responsables de la promotion et de la vente de semi-conducteurs chez les clients des secteurs industriels - télécom - grand public... du marché français. Ingénieurs électroniciens ou équivalents, débutants ou ayant 1 à 2 ans d'expérience commerciale ou de laboratoire d'application.

INGENIEURS DE VENTE EQUIPEMENTS

PARIS SUD (VELIZY) réf. TIS/0480/31

Chargés de promouvoir les produits :
- automates programmables
- terminaux et mini-ordinateurs
- calculateurs scientifiques
- consoles de visualisation
- cartes microprocesseur
dans les secteurs non électroniques (alimentation, agences gouvernementales, hôpitaux, banques, contrôle de processus). Ingénieurs électroniciens ou informaticiens ou équivalents ayant si possible des connaissances en logiciel et en structure machine.

Pour ces 2 types de poste la rémunération de départ correspondant à celle des ingénieurs de même formation et expérience s'ajoute un intéressement direct au chiffre d'affaires réalisé. Anglais souhaité.

RESPONSABLES PROGRAMMES MICROPROCESSEURS

PARIS SUD (VELIZY) - LYON réf. TIS/0480/32

Ils apporteront un support technique à la force de vente pour les microprocesseurs et les produits associés. Ils développeront les applications concernant l'ensemble des produits distribués. Ils dirigeront la stratégie produit préconisée par les départements de produits. Ingénieurs électroniciens ayant si possible une expérience de 3 ans en laboratoire d'application. Anglais souhaité.

DIVISION SEMI-CONDUCTEURS

Pour son centre européen de conception de nouveaux produits en technologie M.O.S. et bipolaire.

Dans un cadre de vie exceptionnel à NICE

INGENIEURS DE CONCEPTION ET D'ETUDES M.O.S.

réf. SC/0480/33

Responsables de la conception des circuits depuis la détermination des spécifications jusqu'à leur passage en production. Ils/elles sont ingénieurs en micro-électronique. 1 à 2 ans d'expérience similaire appréciée. Anglais indispensable

CHEF DU SERVICE CONCEPTION CIRCUITS BIPOLAIRES

réf. SC/0480/34

Il/elle aura la responsabilité de diriger une équipe d'ingénieurs chargés des tâches suivantes :
- compréhension des circuits
- discussion des spécifications
- étude des circuits logiques ou analogiques à l'aide de simulation sur ordinateur
- suivi du dessin
- préparation et réalisation des mesures électriques sur les premiers échantillons.
Il/elle aura la charge du planning et de la gestion financière des études. Quelques voyages pour visiter les clients en France et à l'étranger sont prévus. Anglais indispensable. Allemand apprécié.

Pour tous ces postes, envoyer C.V., photo et prétentions, date de disponibilité, en rappelant la référence du poste à Madame LE GUET - T.I.F. - B.P. No 5 06270 VILLENEUVE-LOUBET

LE MINISTRE DE LA DEFENSE
DIRECTION TECHNIQUE
DES ARMEMENTS TERRESTRES

INGENIEUR

diplômé ESO, débutant ou ayant quelques années d'expérience, mod. 35 ans, libéré des obligations militaires pour ESSAIS DE MATERIELS OPTIQUES ET OPTRONIQUES. Responsabilité du laboratoire optique. Tél. 951.85.00 poste 3088 ou adresser candidature avec C.V. sous réf. T.O. au lieu de travail : ETABLISSEMENT D'ARMEMENTS ALEX-ARX Route de la Sologne - SATORY RP 1342 - 78015 VERSAILLES Cedex

conseiller technique

EDITIONS

Nous sommes une Société d'édition d'ouvrages techniques et scientifiques. Nous recherchons un ingénieur diplômé pour :
- analyser les manuscrits proposés par les auteurs,
- susciter auprès des personnalités adéquates la rédaction d'ouvrages sur des sujets d'actualité scientifique.

L'anglais et l'allemand techniques sont nécessaires. Une expérience pluridisciplinaire acquise dans un bureau d'études (mécanique, bâtiment, T.P.,...) serait appréciée. Une forte motivation pour la lecture ou la rédaction scientifique est indispensable.

Adressez C.V., photo et salaire actuel sous la référence 68/06/17275 à ADEQUATION 52/64 avenue Emile Zola - 75015 Paris.



Compagnie Nationale de Matériel Frigorifique
(filiale des Etablissements BONNET - Groupe THOMSON)
Concessionnaire, installateur de matériels
équipements de cuisines
et autres professionnels.

recherche

LE RESPONSABLE DE SON NOUVEL ETABLISSEMENT implanté à Levallois

Le candidat devra avoir un cadre commercial capable de maîtriser dans leur diversité les problèmes à un établissement de petites dimensions :

- gestion administrative et financière ;
- gestion et animation du personnel.

Adressez curriculum vitae à :
Direction des Affaires Sociales :

ETABLISSEMENT BONNET,
117, rue Ornano,
92053 VILLEFRANCAIS-SUR-SAONE - CEDEX.

telesystemes

Importante Société de Services en Informatique recherche

ASSISTANTE D'INGENIEUR

pour assister un Chef de projet dans les tâches administratives et documentaires.
Formation BTS
1 à 5 ans d'expérience
Libre de suite.
Lieu de travail Paris banlieue Ouest

Tél. à TELESYSTEMES 608.98.13
demander Mlle Fardani (réf. 80 R 20)

Importante société française
spécialisée dans la vente
de matières premières pour
l'INDUSTRIE CHIMIQUE
et l'ELECTROLYSE

COLLABORATEUR TECHNICO-COMMERCIAL

pour assurer le suivi des commandes et les relations téléphoniques avec la clientèle. Poste pouvant évoluer dans l'avenir vers des contacts directs clients.
Adressez C.V., photo et prétentions à n° 52.899 CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, PARIS-1^{er}, qui transmet.



COMMUNICATION AND
INFORMATION PROCESSING

DIVISION «INFORMATION SYSTEMS»
Spécialiste de systèmes d'Informatique Distribuée et Répartie
recherche pour PARIS

INGENIEUR COMMERCIAL CONFIRME

30 ans minimum

Nous souhaitons :
- Connaissance de systèmes informatiques avec méga mini ordinateur
- Excellentes connaissances scientifiques
- Pratique de la langue anglaise (lue et parlée)
- Pratique des langages symboliques FORTRAN/COBOL/APL.
Qualités requises :
- Excellente présentation
- Bon esprit d'analyse et de synthèse
- Précis et méthodique.

Adressez lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions à HARRIS S.A. - Division «INFORMATION SYSTEMS» 6, avenue Charles de Gaulle - 78150 LE CHESNAY, ou TELEPHONER au 954.90.77

LABORATOIRE CENTRAL DE TELECOMMUNICATIONS recherche

INGENIEURS Débutants Grande École ou équivalent

Référence C

- Pour l'étude et la production de programmes en temps réel dans le cadre du développement d'un système de communication téléphonique.
- Pour des travaux de programmation dans le cadre d'une étude de nouvelles architectures de calculateur.

Nationalité française exigée

INGENIEUR SYSTEME

Référence D

- Pour étude de systèmes avancés de télécommunications. Créativité et ayant expérimenté dans le domaine des systèmes et réseaux numériques téléphoniques et de données.

Anglais indispensable - Nationalité française exigée

Adressez C.V. et photo en précisant la réf. du poste choisi sous n° 53.552 à L.C.T., boîte postale 40 - 78140 VILLEJ-VALLOUILLAY.

Chef de produit

Jaz : réveils

Cette importante société française produit et vend sur le marché national et international une gamme de produits horlogers de marque.

En France, ses ventes se font par réseau traditionnel (H.B.J.O.) et grands magasins.

Le Chef de Produit a pour responsabilité de réaliser la meilleure adéquation possible Produit/Marché : analyse des besoins, détermination de la collection, recherche de fournisseurs éventuels, suivi de la concurrence.

De plus, il procède à toutes études et statistiques nécessaires, et apporte son aide à la force de vente : documentation, PLV, catalogues, etc.

Le candidat pour ce poste a une formation commerciale supérieure (E.S.C. option Marketing), son activité antérieure lui a permis de vivre une expérience concrète, même brève, de la vente complétée par une responsabilité Marketing. Il connaît les réseaux de distribution traditionnelle et modernes de biens de consommation durables. Il possède une bonne pratique de l'anglais, la connaissance de l'allemand serait un atout supplémentaire.

La rémunération tiendra compte de l'expérience acquise.

Lieu de travail : PARIS.

SEFOP remercie les personnes intéressées de bien vouloir lui envoyer leur candidature sous réf. CP 394 M.

SEFOP

11, rue des Pyramides 75001 PARIS.

MEMBRE DE SINTEC

INSTITUT DE GESTION SOCIALE

Vous êtes demandeur d'emploi ou vous bénéficiez en tant que salarié d'un congé-formation de 1200 heures

L'institut de Gestion Sociale vous propose 9 mois de préparation professionnelle et d'entraînement aux fonctions de

DIRECTION DE PERSONNEL ET FORMATION

15 candidats seront sélectionnés

DIRECTION D'UNITÉ ET CONTROLE DE GESTION

10 candidats seront sélectionnés

Ces deux cycles, conçus en liaison avec des entreprises, alternent travaux d'étude et d'application. Certains enseignements sont communs. Ils débuteront le 15 avril 1980.

Les dossiers de candidature doivent être demandés en précisant l'orientation à :

Programme
Management avancé et gestion sociale
INSTITUT DE GESTION SOCIALE
établissement privé d'enseignement supérieur à but non lucratif
25, rue François-1^{er} - 75008 Paris

مكتبة من المجلات

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Ingénieurs

Nous sommes une société financière française, en relations d'affaires avec plus de 120 pays. Notre département industriel renforce ses structures et recrute des ingénieurs. Au sein d'une équipe pluridisciplinaire intervenant à l'échelon international, ils auront pour mission d'étudier sur le plan technique la qualité et la fiabilité des installations dans lesquelles la société peut éventuellement engager une responsabilité financière. Nous recherchons des ingénieurs dont la spécialité correspond à l'un ou plusieurs des domaines suivants :

- Bâtiment et Travaux Publics (expérience dans bureau de contrôle souhaitée)
- Montage et mise en route de grandes installations industrielles dans des sociétés d'ingénierie
- Mise en route, exploitation et entretien de grosses unités pétrochimiques
- Assurance qualité de grosse mécanique (machine tournante ou industrie nucléaire)

Les différents postes proposés, à la fois techniques et commerciaux, impliquent des déplacements courts mais fréquents à travers le monde entier. Nous n'excluons pas les candidatures de jeunes ingénieurs débutants. La maîtrise de l'anglais, de l'allemand ou de l'espagnol est indispensable.

Nous vous remercions d'adresser vos dossiers de candidature au réf. B-4960 à Nicole Marichez, 1 rue de Berni 75008 Paris.



**Bernard Julhiet
Psycom**

Membre de Syntec

DIGITAL EQUIPMENT FRANCE

Filiale du premier constructeur mondial d'ordinateurs interactifs recherche

un analyste financier confirmé (Réf. M 45)

Responsable de la coordination des plans financiers, des budgets, des tableaux de bord et du reporting au niveau de la filiale. Nous souhaitons engager un diplômé d'études supérieures possédant une expérience similaire de 3 à 5 ans dans une société utilisant des systèmes de gestion évolués.

un jeune analyste financier (Réf. M 46)

Responsable de l'animation du processus budgétaire et de l'analyse financière du département. Nous souhaitons engager un diplômé d'études supérieures ayant acquis une première expérience de contrôle de gestion.

Pour ces deux postes une bonne pratique de l'anglais est indispensable.

Ecrivez-nous en précisant la référence choisie à la Direction du Personnel
DIGITAL EQUIPMENT FRANCE.

18, rue Sacrin - Silic 225
94528 Rungis Cedex.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ELECTRONIQUE proche banlieue Sud de Paris recherche

Techniciens- Electroniciens

TITULAIRES DU BTS OU DUT

- pour : études de sous-ensembles logiques microprogrammés ou pilotés par microprocesseur.
- études de circuits, émission-réception V/UHF.
- études de circuits dans le domaine de la synthèse de fréquence.

Pour la plupart de ces postes une expérience antérieure est souhaitée.

réf. D 45

Ingénieurs Electroniciens

DIPLOMES POSITION II

Spécialistes microprocesseur pour études systèmes. Connaissance des circuits analogiques souhaitée. Expérience antérieure nécessaire.

réf. D 45

Adresser C.V. détaillé et rémunération souhaitée sous No 53384
CONTESSÉ PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra en précisant la référence du poste choisi.

Ingénieur Electronicien

DIPLOME POSITION III A

pour conception et développement de matériel de télécommunication microprogrammé. Expérience indispensable de traitement du signal et de la logique.

réf. D 45

Jeune Ingénieur

POUR SON SERVICE TECHNIQUE

Chargé d'études pour conception de matériel entrant dans les systèmes mini-informatiques.

réf. D 50

Ingénieur technico commercial

DU PONT DE NEMOURS (France) S.A. souhaite renforcer son équipe CHIMIE INDUSTRIELLE (Solvants, Pigments et Additifs) en recrutant un Ingénieur Technico-Commercial dont la mission sera d'assurer et de promouvoir la vente de ces produits en France et à l'étranger auprès d'utilisateurs industriels et par l'intermédiaire de distributeurs.

Le candidat, de formation supérieure, Ingénieur Chimiste de préférence, doit justifier d'une expérience réussie d'environ trois années dans la vente de produits industriels.

La connaissance de la langue anglaise est indispensable, l'espagnol est un atout supplémentaire.

Basé à PARIS, ce poste prévoit de nombreux déplacements, ce qui exige autonomie et disponibilité.

Nombreuses possibilités d'évolution.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature, et votre rémunération actuelle, sous réf. 349 à
DU PONT DE NEMOURS (France) S.A.
Service du Personnel
8, rue de Vienne
75008 PARIS.



informatique

Société de Services et de Conseil en informatique de tout premier plan, recherche

• pour Paris et la Région Parisienne

**5 CHEFS DE PROJETS
15 ANALYSTES-PROGRAMMEURS**
(connaissance CICS, IMS, MARK IV appréciée)

• pour TOULOUSE

5 ANALYSTES-PROGRAMMEURS
(COBOL, HB 64)

• pour MARSEILLE

2 INGENIEURS CONFIRMES
(PROTEE HB 66)

Adresser C.V. détaillé, prétentions et détail de disponibilité sous réf. 144-14 à
I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
3, rue d'HAUTEVILLE 75010 PARIS



AUBERT & DUVAL

Jeunes ingénieurs... un métier d'homme

Après vos études d'ingénieur, ou mieux après deux ou trois années d'expérience professionnelle, vous avez décidé de vivre au milieu des hommes et des choses dans une usine de production. Vous savez que vous devez encore apprendre même par des contacts un peu rudes sur le terrain.

Métallurgistes, nous fabriquons des aciers spéciaux pour les industries de pointe (aéronautique, automobile, nucléaire, etc...). Nous préparons l'avenir en engageant plusieurs jeunes ingénieurs capables d'assurer la relève des responsables qui aujourd'hui font bien tourner notre usine de Gennevilliers tant dans les ateliers qu'à l'entretien ou au contrôle.

Vous aurez vite à assumer des responsabilités techniques et humaines correspondant à votre personnalité. Vous exercerez alors un vrai métier d'homme. Nous préférons d'ailleurs insister sur les difficultés des postes à pourvoir plutôt que d'en faire miroiter les avantages. Si ce travail d'homme convient à un tempérament fort comme le vôtre, écrivez aux conseils en recrutement de SIRCA qui nous aident à bien conduire l'étude de ces investissements importants que représentent vos engagements. Référence 804 387 M.



Sirca
11, avenue Delcassé - 75008 PARIS.

MEMBRE DE SYNTec

juriste d'entreprise

Une Compagnie Minière filiale d'un groupe français important recherche un jeune juriste pour son siège social à Paris.

Au sein de l'équipe de Direction Générale, il aura à assurer les fonctions suivantes :

- appui juridique dans la négociation et la mise en forme des contrats passés en France et à l'étranger.
- étude et suivi des problèmes posés par les réglementations minières françaises ou étrangères.
- études contribuant à l'élaboration de la politique sociale.

Ce poste requiert une solide formation (Sciences Po, Maîtrise de Droit...) ainsi qu'une première expérience (2 à 5 ans) des problèmes juridiques d'entreprise acquise dans un Cabinet Juridique International ou en Entreprise. Il demande un intérêt pour le droit du travail et les questions sociales et exige une excellente pratique de l'anglais écrit et parlé. Il convient à une personnalité dynamique, désireuse de faire ses preuves dans une fonction à créer et à développer.

Si ces perspectives vous intéressent, écrivez sous référence 80-39-M aux
Conseils du Département Recrutement d'EUREQUIP chargés d'examiner les candidatures.



EUREQUIP

DÉPARTEMENT RECRUTEMENT
B.P. 30 - 92420 Vincennes

PARIS LONDRES HOUSTON LAUSANNE

IMPORTANTE SOCIÉTÉ ETUDES AERONAUTIQUES EN REGION PARISIENNE

6 ingénieurs d'études

Débutants ou avec première expérience professionnelle pour les fonctions suivantes :

ENSEMBLES MECANIQUES ET ENERGIE

DIPLOME D'UNE GRANDE ECOLE (CENTRALE, SUP'AERO, A.M. ou équivalent), son expérience de quelques années en bureau d'études lui apporte de bonnes connaissances pour participer à la mise au point des méthodes et programmes de calculs thermodynamiques des machines industrielles.

BUREAU D'ETUDES CONCEPTION

INGENIEURS MECANICIENS (A.M. - ECL - IND...), ils participeront à la mise au point des installations d'essai en apportant l'idee du bureau d'études dans ces secteurs spécialisés (compétences en technologie avancée et familiarisation avec les problèmes de RDM).

ETUDES THERMIQUES

SUP'AERO ou CENTRALE, ces deux ingénieurs réaliseront des études aérothermiques et transmettront aux bureaux d'études et de dimensionnement les températures des pièces statiques et dynamiques. Connaissance de l'anglais nécessaire.

Si vous êtes intéressés, adressez lettre et C.V. sous le No 53-761 à
CONTESSÉ PUBLICITE, 20, Avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTIONS AERONAUTIQUES

recherche pour une de ses unités en région parisienne

CHEF DU SERVICE COMPTABLE

Chargé d'assurer avec une équipe d'une vingtaine de personnes :
• la tenue de la comptabilité générale et de la comptabilité analytique,
• l'établissement des bilans, des comptes exploitation des clients extérieurs et du tableau des charges.

Le candidat retenu :
- sera de préférence diplômé d'une grande école de gestion, avec DECS,
- présentera de solides connaissances en comptabilité analytique et gestion budgétaire,
- sera familiarisé avec les procédures informatiques.

Il s'agit d'un poste évolutif au sein d'un des groupes industriels les plus performants.

Pour participer à ce recrutement, adressez lettre avec C.V., photo et salaire à No 53705 - CONTESSÉ PUBLICITE
20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

INDUSTRIE DU PRÊT A PORTER
Notre entreprise, filiale d'un important groupe de l'industrie de l'habillement, vient de réaliser 100 Millions de Francs de C.A., et se structure en prévision de son développement ultérieur. Notre Directeur Général recherche 2 collaborateurs

directeur de division 200.000 F. +
Nous recherchons le "Patron" de l'une de nos divisions (70 Millions de Francs de C.A.) pour lui confier la gestion globale des produits, la stratégie marketing (positionnement des produits, choix des canaux de distribution, prix...) la direction des ventes, ainsi que la gestion quotidienne de ce centre de profit. Lui sont rattachés les Chefs de produit et les Chefs des ventes : pour les autres fonctions, il utilise les services communs à toutes les divisions. Nous confierons ce poste à un homme pouvant faire la preuve d'une expérience réussie de Direction commerciale acquise dans le textile ou l'habillement.

Réf. 51580.

La dimension et le développement de notre groupe permettent d'assurer à des personnalités à fort potentiel, de réelles perspectives de carrière.

Si l'un de ces postes vous intéresse nous vous demandons d'adresser votre dossier de candidature sous référence choisie à notre conseil 61, Boulevard Haussmann, 75008 Paris - Tél. 742.58.20



Chantal Baudron s.a.

directeur des achats 140.000 F. +
Ce collaborateur participe à la définition de la politique achats avec le Directeur Général et travaille en étroite collaboration avec les Directeurs de divisions. Il assure la recherche des fournisseurs matières premières et fournitures (différents pays Européens), il négocie les prix, délais et conditions de paiement ; il contrôle les approvisionnements et le respect de l'exécution des commandes. Il gère les stocks. Compte tenu de l'importance des matières premières dans l'élaboration des collections, il est étroitement associé à la création du produit. Aussi lui demandons-nous d'excellentes connaissances techniques des tissus, acquises soit à un poste d'achat, soit à un poste de vente.

Réf. 51680.

3 INGENIEURS Grandes Ecoles

3 INGENIEURS ESE, ISEP, IDN débutants ou quelques années d'expérience pour études :
— de circuits analogiques
— de circuits logiques
— connaissances en hyperfréquences.

Envoyer C.V. avec photo en précisant la spécialité choisie à No 53.825 CONTEXTE Publied 20, Avenue de l'Opéra 75004 Paris Cedex 01 qui transmettra.

contrôleur de gestion région parisienne

De 1975 à 1979, la progression moyenne des ventes hors inflation des hypermarchés a été de 51,5%. Celle d'Auchan a été de 132%. La Société Auchan, avec aujourd'hui 24 hypermarchés, réalise depuis 4 ans une progression de 100% et ses objectifs sont d'ouvrir 3 nouveaux magasins chaque année.

Cette progression spectaculaire n'a été possible que par l'application de méthodes de gestion extrêmement avancées et par la décentralisation totale des responsabilités pour chaque hypermarché.

Les responsabilités, ce sont les hommes qui les ont prises et en particulier les contrôleurs de gestion. S'appuyant sur l'outil informatique le plus avancé de la distribution pour assurer la marche du service comptable, garants de l'application des procédures de la société, ils interviennent auprès de tous les niveaux hiérarchiques de leur magasin ; ainsi bien pour seconder leur directeur dans la recherche de réduction de frais que pour aider les chefs de rayon à mieux maîtriser leurs marges et à dynamiser leurs ventes. En fait, véritables conseils intérieurs, ils sont en permanence disponibles pour tous.

Leur évolution de carrière pourra se faire par la suite soit vers les grandes fonctions du siège (personnel, informatique ou gestion) soit vers une direction d'hypermarché.

Si cette fonction vous intéresse et si votre esprit d'entreprise, votre goût des efforts et votre compétence sont réels, veuillez envoyer photo et CV à ADM, sous références 8065, 164 rue de la Croix Nivert 75015 Paris.

AUCHAN

Notre initiateur d'affaires internationales

Depuis quelques années vous avez réussi comme ingénieur d'affaires dans le bâtiment et acquis une solide expérience internationale. Vous êtes maintenant passé à la gestion, au juridique, au financier dans des montages difficiles. Vous êtes capable de devenir l'initiateur d'affaires nouvelles, l'apporteur de solutions originales et inédites en prise directe avec le Directeur Commercial.

Nous devrions nous rencontrer. En effet notre groupe est unanimement reconnu comme un très bon spécialiste international dans son domaine de second œuvre sur toutes les grandes réalisations : hôpitaux, aéroports, universités, etc... Mais nous avons décidé de ne pas nous contenter de cette position de sous-traitant et de devenir capable d'initier nous-mêmes des affaires en France et surtout à l'étranger, en recherchant les complémentarités techniques, financières, géographiques. Tout cela pour sortir des sentiers battus et ne pas manquer les inévitables évolutions, celles des pays nouvellement industrialisés et celles de toutes les professions du bâtiment etc...

Notre nouvel adjoint au Directeur Commercial sera donc essentiellement l'initiateur d'affaires qui s'appuie sur la compétence de nos services avec qui il coopère sur tous les plans techniques, financiers et commerciaux. Nous le rémunérerons très convenablement mais nous serons exigeants pour les qualités de cet ingénieur de haut niveau, (personnalité, culture générale professionnelle, expérience internationale, connaissances linguistiques, disponibilité pour les déplacements, etc). Ecrivez aux conseils en recrutement de SIRCA sous la référence 804 388 M.

Sirca

11, avenue Delcassé - 75008 PARIS.

MEMBRE DE SYNTec

Faire vendre en Europe

Nous recherchons un chef de zone Europe, autonome, capable de planifier, d'animer un réseau, de contrôler ses résultats, de démontrer sur le terrain la technique des produits, d'analyser et de suivre l'évolution des différents marchés. Vous êtes, bien sûr, décidé à faire de nombreux voyages, courts, rapides, pour entendre tous vos agents, vous entretenir en anglais et en allemand de leurs problèmes à la fois semblables et spécifiques, de marge, de SAV, de publicité, etc... Vous êtes suffisamment persuasif pour leur faire adopter et adapter la politique de votre société française, qui peut affirmer être le spécialiste mondial dans sa catégorie.

Vous serez responsable dans cette zone d'un chiffre d'affaires de 50 millions de francs. Vous comprendrez donc que nous recherchons un opérationnel entraîné sur ces marchés, par cinq à six ans d'exportation, après des études commerciales supérieures. Si cette expérience pratique s'était déroulée dans le domaine du petit outillage ou des produits durables de grande diffusion, ce serait parfait. Pour vous rendre crédible, vous prendrez en charge vous-même, deux pays ou trois parmi les plus difficiles (évidemment).

Si vous voulez réussir dans tous les sens du terme : rémunération, avenir, écrire aux conseils en recrutement de SIRCA sous la référence 804 386 M.

Sirca

11, avenue Delcassé - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTec

analyste programmeur TDS

Nous sommes un Etablissement Public Autonome (Paris 15) ; notre service informatique (18 p.) est équipé d'un 64 DPS 2 ; nous vous proposons de développer notre réseau de terminaux. Vous avez une formation IUT ou Maîtrise, la pratique du COBOL et de l'Algol, en 2 ans, votre première expérience du télétraitement en mettant en œuvre TDS. Devinez notre spécialiste système.

Notre consultant, J. THILLY, vous remercie de lui écrire (réf. 3794 LM) à « Carrières de l'Informatique ».



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

INGENIEURS DEBUTANTS grandes écoles

Nous sommes la division « Organisation et Systèmes de Gestion » d'un CABINET INTERNATIONAL DE CONSEIL.

Situé à Paris, de réputation mondiale, et en constante expansion.

- Vous êtes jeunes diplômés d'une grande école et vous désirez faire carrière dans l'informatique et le conseil.
- Vous souhaitez développer votre expérience et vos contacts dans des domaines variés et acquérir rapidement des responsabilités.
- Nous vous proposons d'exercer, après formation, la fonction d'INGENIEUR CONSEIL EN INFORMATIQUE.
- Vous participerez en équipes à la promotion, à la conception et à la réalisation en clientèle de Systèmes d'Information de Gestion, utilisant des techniques informatiques avancées.
- Votre promotion et votre évolution de rémunération seront rapides si vous savez démontrer vos aptitudes.
- Vous recevrez une formation permanente, assurée aux Etats-Unis (pratique courante de l'anglais nécessaire).
- Vous exercerez vos activités dans un cadre jeune et motivant.

Adresser votre C.V. manuscrit détaillé avec photo sous référence 2662 à

INTER P.A. B.P. 308, 75006 PARIS Cedex 02 qui transmettra. Il sera répondu à toutes les candidatures.

WILLIAM SAURIN

recrute pour sa principale usine (LAGNY 26 km de Paris - Autoroute A4)

son chef de département entretien

Ingénieur Arts et Métiers ou similaire

- Il devra :
- assurer la maintenance des moyens de production et proposer les modifications d'installations souhaitables
- programmer, contrôler et analyser l'entretien préventif ;
- gérer la production des fluides
- diriger 100 personnes avec l'autorité naturelle que donne la maîtrise de son métier, l'usage de la concertation et le sens de l'humain.

Il aura exercé plusieurs années une fonction similaire dans une entreprise agro-alimentaire ou de grande série mettant en œuvre des connaissances mécaniques et électriques complètes ainsi que la gestion d'un budget important.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions à WILLIAM SAURIN Saint-Thibault 77400 LAGNY

Les Laboratoires du Groupe

vernin expansion

250 personnes Siège à Melun (77)

Notre Filiale Laboratoire GALIENIC VERNIN offre aux Industriels de l'Hygiène Santé, la possibilité de traiter toute sa partie de la fabrication de certains de leurs produits en mettant à leur disposition des moyens de production modernes et efficaces et des matières premières.

Afin de nous permettre de développer notre impact auprès de cette clientèle nous recrutons

UN RESPONSABLE DE VENTE

25 ans minimum - 65.900 F 1ère année + frais + primes seconde année.

Expérimenté de la vente en milieu pharmaceutique et possédant une formation technique, pharmaceutique, médicale.

Secteur France Sud basé R.P. Véhicule personnel indispensable.

Adresser C.V., photo, salaire actuel sous référence 40/55

Département Recrutement 6, rue de Berne - 75008 PARIS

importante SOCIETE DE TELECOMMUNICATIONS

recherche

ingénieurs électroniciens

pour étude et développement sur matériel radio-électrique dans son usine de SOLEURE (SUISSE).

Envoyer curriculum vitae détaillé à Monsieur REYT 6 rue Zurich 92301 LEVALLOIS-PERRET

directeur de production

25 km Est de Paris - (autoroute A4)

Nous sommes une imprimerie d'héliogravure réputée et performante (200 p. - 90 MF de C.A.) ; nous réalisons des catalogues polychromes pour des affaires de vente par correspondance et de distribution importantes.

Nous souhaitons confier la responsabilité de nos ateliers de fabrication (150 p.) à un ingénieur (AM par exemple) de 35 ans minimum, ayant une bonne expérience de la direction d'ateliers de mécanique de précision, d'électronique ou encore de production alimentaire. Outre ces fonctions de responsable de production, il analyse nos prix de revient, nos coûts et contribue ainsi à améliorer notre productivité face à une concurrence agressive.

Notre consultant, A. LEROUX, vous remercie de lui écrire à Paris (réf. 3795 LM).

ingénieur commercial Paris

Filiale de l'un des premiers groupes industriels français, nous fabriquons des produits d'automatismes et de gardiennage électronique. Nous cherchons un ingénieur électronicien (SUPELEC, ENSER Grenoble...) pour suivre et développer nos ventes sur la moitié Nord de la France. Il anime la force de vente et suit personnellement les clients les plus importants. Vous avez 30 ans minimum et une première expérience commerciale. Vous pouvez progresser dans notre groupe. Notre consultant, R. BEROU, vous remercie de lui écrire à Lyon (réf. 580 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
10, RUE DE LA REPUBLIQUE - 69001 LYON

MEMBRE DE SYNTec

UFB LOCABAIL

La Banque de l'équipement

jeunes commerciaux

FRANCE - MISSIONS D'INTERVENTION

Nous poursuivons notre politique de promotion interne : elle nous amène à recruter ceux qui, dans 5 ans, dirigeront certaines de nos agences.

• Votre formation : Débutant ou première expérience, un BAC + 2 à 3 années d'études supérieures, une grande souplesse d'adaptation, le goût de la négociation commerciale et la mobilité géographique sont nécessaires pour réussir dans le poste.

• Votre activité : Conseiller et VENDRE aux chefs d'entreprise, commerçants, artisans et professions libérales la meilleure formule de financement (crédit et leasing).

Vous ferez partie d'une équipe d'intervention dont le rôle consiste à effectuer des missions de remplacement ou de renforcement auprès de nos 70 agences en France. Ce poste, très formateur, occupé pendant 2 ans minimum, vous permettra d'évoluer vers des postes de plus grande responsabilité.

Envoyer CV + photo sous référence 432 à : COMPAGNIE BANCAIRE - Service Orientation-Recrutement 5, avenue Kléber - 75116 PARIS.

compagnie bancaire

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

cnet
ISSY-LES-MOULINEAUX
recrute

INGENIEURS

de haut niveau

(formation universitaire ou grande école)

pour participer à :
- Des activités de recherches et d'études en communication électronique, logiciel de commande, matériel, maintenance.
- Des activités de recherches et d'études de signalisation sémaphores (compétence en communication de paquets appréciée).

Adresser les candidatures avec CV détaillé, références, téléphone, et présentations à :
CENTRE NATIONAL D'ETUDES DES TELECOMMUNICATIONS
Centre PARIS A/CLC - 38/40 rue du Général Leclerc
92131 ISSY-LES-MOULINEAUX

DIRECTEUR COMMERCIAL
200 000 F

Equipements Electroniques
Proche banlieue Sud Paris

Une société américaine (C.A. 60 millions de dollars, 650 personnes), spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de métaux purs (or, argent, aluminium...) et d'équipements destinés à l'industrie électronique, recherche un **DIRECTEUR COMMERCIAL** pour sa filiale française (60 p.), qui assure, pour l'Europe, une production de métaux purs et diffuse, au plus près des clients, les équipements importés des Etats-Unis. Sous l'autorité du Directeur Général, il sera chargé de définir les budgets et objectifs commerciaux et de mettre en œuvre les moyens nécessaires pour les atteindre. Il suivra les marchés existants avec estimation de leurs besoins futurs et il prospectera les marchés potentiels. Il définira, animera et contrôlera les activités de la force de vente. Il suivra l'évolution de la concurrence. Le candidat, âgé d'au moins trente-cinq ans, de formation supérieure commerciale et parfaitement bilingue français/anglais (allemand souhaité), aura impérativement exercé des fonctions de « Manager » commercial dans une P.M.E. fabriquant et diffusant des produits industriels. La connaissance du secteur électronique (recrute intégré en vivement souhaitée).
Ecrire sous référence 335 M à :

G. R. H. Conseils

3, avenue de Ségur, 75007 PARIS.
Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

**SOCIÉTÉ SPÉCIALISÉE DANS LA COMMERCIALISATION
EN FRANCE, DE MATÉRIELS DE POINTE DE
TELETRANSMISSION**
(siège à Paris)
recherche

ingénieur technico-commercial

Chargé de développer une clientèle déjà importante et variée dans un secteur en rapide expansion, l'homme recherché aura au moins une formation du niveau BTS en électronique ou télécommunications.

Après avoir acquis plusieurs années d'expérience des réseaux télé-informatiques ou des systèmes de télétransmission (operating systems) il aura fait preuve d'une expérience commerciale.

Connaissance de l'anglais indispensable.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 1001-M à :

STRUCTURES

51 Av. de l'Opéra, 75001 Paris

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ
AMÉRICAINNE**
recherche

UN COMPTABLE

Homme ou Femme

Niveau DEC

Bonnes connaissances de la comptabilité générale, de la langue anglaise et de la comptabilité anglaise.
Une expérience de plusieurs années au sein d'une société américaine serait appréciée.

Lieu de travail : proche banlieue ouest
Nombreux avantages sociaux.

Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions, sous n° 83.718, à **CONTEXTE** Publiée, 20, avenue Opéra, 75004 Paris cédex 01, qui transmettra.

**LA CAISSE NATIONALE
DE CREDIT AGRICOLE**
recherche pour son Service Informatique
à St Quentin en Yvelines (78)
(IBM 370/158 sous OS/VS1)

Ingénieur Analyste

● Responsable de projets informatiques de la phase fonctionnelle à la mise en œuvre opérationnelle.
● Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé en informatique, possédant une expérience de 4 ans en conception et réalisation d'applications de gestion et désirant utiliser l'ensemble des moyens informatiques actuels.

Adresser C.V., photo, sal. et prêt. y/réf. 50 423 CNCA Recrutement Carrières Cédex 26-75200 Paris Brune

VILLE DE SAINT-DENIS (93)
recrute sur titres

UN DOCUMENTALISTE

Pour constitution et suivi d'un fichier scientifique des collections du musée municipal.

UN SOUS-ARCHIVISTE

Pour service municipal des archives.

DIPLOME : documentaliste L.N.T.D. ou D.U.T. carrières de l'information option documentation.

Traitement net : 3 280 francs.

Adresser candidature et C.V. à M. le MAIRE de Saint-Denis, R.P. 288 - 93200 Saint-Denis Cedex 1.

Proche banlieue
Sud Paris
Société Française
Importance
matériels optiques
recherche pour son
département industrie

UN DÉLÉGUÉ TECHNICO-COMMERCIAL

pour vente dans secteurs
industriels et scientifiques
de matériels à base optique des-
tinés à la recherche, fabrication
et contrôle.
Formation type I.T.I., génie
mécanique, métallurgie ou
équivalent.
Première expérience vente
souhaitée.

Ecr. avec C.V. à :
S.C.O.P.
27-31 rue d'Antony,
S.I.L. 165,
94532 RUNGIS CEDEX ou
Tél. 467-35-72, poste 247 ou 249.

**T.I.T.N.
FILIALE THOMSON
CSF INFORMATIQUE**
recherche

INGENIEURS LOGICIEL
Grande Ecole option Informati-
que, si possible confirmée, 2 à
3 ans d'expérience pour travaux
sur systèmes temps réel à base
de micro-ordinateurs.

Lieu de travail :
40 kilomètres Ouest Paris.
Env. C.V., photo et prêt. en
précisant réf. S.H.S à :
T.I.T.N.
5, rue Gustave-Ehrlich,
91420 MORANGIS

**T.I.T.N.
FILIALE THOMSON
CSF INFORMATIQUE**
recherche

recherche pour ses travaux de
conception et de réalisation de
systèmes de gestion
dans le domaine de l'informa-
tique répartie sur mini et
micro-ordinateurs ainsi que
pour ses travaux dans le
domaine des réseaux de
communication de messages
et de la télé-informatique.
- INGENIEURS SYSTEMES
formation grande école,
plusieurs années d'expérience
dans le domaine de logiciel
temps réel.

Lieu de travail :
Banlieue Sud (Paris Orly).
Env. C.V., photo et prêt. en
précisant réf. S.O.P.T. à :
T.I.T.N.
5, rue Gustave-Ehrlich,
91420 MORANGIS

**ORGANISME DE FORMATION CONTINUE
au niveau national cherche**

ESSEC ou SUP DE CO

pour lui confier après un temps d'adaptation
aux problèmes spécifiques de l'Association

la responsabilité du marketing

Il sera chargé :

- de réaliser les études commerciales pour dé-
couvrir de nouveaux créneaux
- d'améliorer les supports de diffusion existants
- en utilisant un fichier de prospects automa-
tisé (mini ordinateur Univac) qu'il aura à
enrichir -
- de proposer des actions de promotion et de
relations publiques,
- de participer à la définition de nouveaux
produits.

Il doit avoir 5 ans d'expérience acquise dans
une société de services, une connaissance de la
V.P.C. et le désir de s'intégrer à une équipe très
vivante et croyant à la formation continue.
Résidence Paris.

Les candidatures (lettre manuscrite et C.V.
sous référence 3030-M en précisant le niveau de
rémunération actuel) seront examinées avec la
discretion d'usage par

a. et j. ourlin
CONSEILS DE DIRECTION
47, AV. ALBESCU-ROUSSE
92020 ANTONY

IMPORTANTE SOCIÉTÉ CHIMIQUE FRANÇAISE

recherche pour Siège Social à PARIS

UN (X)

INGÉNIEUR-CHIMISTE

MISSION :
● Sous les directives du Chef de Service Econo-
mique et Industriel, il devra :
- assurer les liaisons entre les services com-
merciaux et les usines ;
- suivre certaines questions et dossiers tech-
niques : qualité - sécurité - procédés - spé-
cifications - rendement ;
- établir les prix de revient et contrôler les
prix réels ;
- organiser l'assistance technique à la clientèle.

PROFIL :
● Le candidat sera diplômé d'une école d'ingé-
nieurs de chimie ou aura un niveau univer-
sitaire équivalent.
● Une formation complémentaire dans le domaine
de la gestion serait appréciée.
● Il aura quelques années d'expérience de pré-
férence en PRODUCTION.

Adresser C.V. et présent à n° 33.444 **CONTEXTE**
Publiée, 20, av. de l'Opéra, 75001 Paris cédex 01,
qui transmettra.

William SAURIN

recrute pour étoffer l'encadrement de son
usine de CHALON S/SAONE

UN INGENIEUR DE FABRICATION

Ayant plusieurs années d'expérience en industrie
alimentaire.

Il devra :
- coordonner et contrôler les moyens de
fabrication et leur coût ;
- faire appliquer la politique humaine de
l'entreprise ;
- diriger 100 personnes avec une autorité natu-
relle en veillant au maintien d'un bon climat
social où au souci des relations humaines ;
- participer au développement de l'usine.
Envoyer C.V., détaillé, photo, prétentions à
WILLIAM SAURIN
SAINT-THIBAUT - 77400 LAGNY.

MULTINATIONALE
recherche

UN CHEF D'EXPLOITATION

Pour système décentralisé en REMOTE BATCH
(3031) avec terminal DATA 100 programmable
R.P.G. II et système de saisie multilinéaire KEY
BATCH, évolution vers IBM Série 4900 courant 81.

Profil :
30 ans minimum, de formation supérieure ayant
3 ans d'expérience de ce type de traitement.

Connaissances :
● Bonnes notions J.C.L. OS et DOS ;
● Connaissances COBOL et R.P.G. II appréciées.
Anglais courant.

Lieu de travail : La Défense

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à n° 33.094
CONTEXTE Publiée, 20, avenue de l'Opéra,
75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Importante Entreprise de T.P. aux activités
diversifiées (Génie Civil, bâtiment, installa-
tions électriques) recherche pour compléter
l'équipe directionnelle d'une de ses agences
(1000 personnes) située en Région Parisienne.

ingénieur commercial

Il aura pour mission de contacter les B.E.,
Architectes, Administrations etc. pour
développer des affaires qu'il suivra, en tant que
commercial, dans leurs différentes phases de
développement, en étroite collaboration
avec les équipes techniques de l'entreprise.
Le candidat retenu, 25 ans minimum, devra
justifier d'une première expérience d'un
minimum de 2 ans dans un de ces secteurs
d'activité.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions,
en précisant sur l'enveloppe la réf. 723 M au :

Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
397 ter, rue de Vaugueux - 75013 PARIS

SAT Groupe CGE

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL EXPORTATION

Nous sommes leader mondial dans notre spécialité : les accumulateurs
alcalins, produits techniques très élaborés dont les utilisations indus-
trielles sont multiples : éclairage, aéronautique, téléphonie, recherche
spatiale, océanographie...

Vous êtes ingénieur grande école, vous avez une première expérience de
vente de produits techniques, vous parlez l'anglais couramment.

Si vous souhaitez faire partie d'une équipe gagnante adressez votre
CV sous référence A 15-22 à Direction des Relations Humaines
SAT - 119, rue du Felsberg, Orignol
92200 LEVALLOIS-PERRET

CHEF DE SERVICE "SECRÉTARIAT JURIDIQUE"

130 - 150 000 F

Paris

La filiale d'un Groupe Industriel Français de renommée inter-
nationale, spécialisée pour le compte de ce Groupe, dans la suivi
administratif des participations et filiales, recherche un **CHEF DE
SERVICE "SECRÉTARIAT JURIDIQUE DES FILIALES"**. Sous
l'autorité de l'Adjoint au Responsable des Filiales, il sera chargé
de la préparation et de la tenue des Comités d'Administration et
Assemblée Générale des sociétés concernées. Il veillera à ce que
les décisions prises (négociations de capital, fusion, apporta...) soient
trouvées leur traduction sur le plan juridique (publicité légale,
formalités au registre du commerce...) et le cas échéant, sur le
plan fiscal (enregistrement...). Par ailleurs, il aura la respon-
sabilité de la tenue du dossier Titres relatif à ces sociétés.
Parfaitement informé de la législation française en matière de
droits des sociétés, le candidat, âgé d'au moins trente ans, aura
acquis une formation juridique ou Doctorat en droit des affaires
(spécialisation droit des sociétés). Il devra posséder plusieurs
années d'une expérience analogue acquise soit en entreprise soit
en cabinet (Conseil Juridique et Fiscal, Expert Comptable,
Commissaire aux Comptes) ou bien encore au sein d'un service
juridique d'une banque d'affaires. La connaissance de l'anglais
est souhaitée fortement.
Ecrire sous référence 337 M à :

G. R. H. Conseils

3, avenue de Ségur, 75007 PARIS.
Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

Parmi les grands de l'informatique

nous connaissons une forte expansion qui nécessite la création de nou-
veaux postes basés :

à Paris et en Touraine

l'admission à de jeunes informaticiens diplômés, justifiant d'une pre-
mière expérience acquise pendant 2 ans dans une S.S.C.I. chez un construc-
teur ou en entreprise, dans l'une des fonctions suivantes :

"SYSTEMES" IBM/OS
"LOGICIEL DE BASE" IBM ou DEC

Nous avons besoin d'hommes passionnés, intelligents, adaptables, capables
de participer à un développement rapide et cherchant à s'affirmer dans le
cadre d'une structure ouverte.

Nous avons confié la sélection à :
I.P.A.A., 57 rue d'Amsterdam, 75008 PARIS
à qui nous vous prions d'adresser confidentiellement CV,
résumé des réalisations, rémunération et photo sous réf-
érence 23207-E, en précisant la région (Paris ou Touraine)
et la fonction (système ou logiciel) préférée.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 1001-M à :

STRUCTURES
51 Av. de l'Opéra, 75001 Paris

SOPRA ingénierie des systèmes d'information, recherche

INGENIEURS

en début de carrière.

Vous êtes entrepreneurs et actifs.

Vous recherchez un poste à carac-
tère évolutif dans un secteur en
expansion.

Nous vous proposons une formation
à l'informatique de gestion.

Après une session intensive, suivie
d'un stage pratique, vous serez
intégrés dans une des équipes de
réalisation dont la mission est de :

concevoir, réaliser et mettre en
place des systèmes d'information
de haut niveau.

Stage à Paris début juin, durée
3 mois
Postes à pourvoir ensuite à Paris,
Lyon, Grenoble, Marseille, Orléans.

Adresser lettre manuscrite, CV et
photo à **SOPRA** Recrutement sous
réf. M 1504, 90 rue de Flandre
75019 PARIS.

SOPRA

**FILIALE (200 M.F.) EN EXPANSION D'UN GROUPE FRANCAIS IMPORT-
ANT FABRIQUANT DES MATÉRIELS D'ISOLATION THERMIQUE**
recherche pour secourir son Directeur Développement

UN JEUNE INGENIEUR

DYNAMIQUE

ayant esprit d'initiative et goût des contacts pour
animer les travaux de recherche appliquée,
assurer une assistance technique auprès de la clientèle,
participer à des commissions techniques interprofessionnelles.
Une expérience de 2 ans dans un service de développement dans l'industrie
des matériaux du bâtiment serait appréciée.

Lieu de travail : proche banlieue Ouest

Adresser C.V., photo et prétentions à réf. 8881 à P. LICHOU S.A. BP 220,
75063 Paris cédex 02 qui transmettra.

مركز من المجلات

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

IMPORTANT ORGANISME PARISIEN
recrute immédiatement
INFORMATICIEN
(formation grande école ou doctorat)
en vue du développement prochain d'un projet
mettant en œuvre, base de données et réseau T.P.
(système de départ : D.F.S. 8 ou 4341) et devant
connaître l'anglais.
Le candidat devra avoir l'expérience et le potentiel
pour prétendre à la Direction technique de la
structure à créer.
Envoyer C.V. détaillé, prétentions et photo
au N° T 345.513 M. ROGEE-PERESSE,
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.
La confidentialité des candidatures est assurée.

GRUPE FRANCAIS MULTINATIONAL
fabriquant et commercialisant des composants
électroniques
recherche

le responsable export

D'UNE DE SES DIVISIONS PRODUITS
Il aura :
- une formation supérieure (technique ou
commerciale) complétée obligatoirement par
plusieurs années d'expérience à l'exportation.
- Il aura dynamisme et un réseau commercial
tout en étant un négociateur chevronné.
Anglais courant indispensable (allemand ou
espagnol apprécié).
Adresser C.V., photo et prétentions à M. J. J. J.
CONTESSÉ PUBLICITÉ, 20, avenue de l'Opéra,
75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

Groupe THOMSON
BANLIEUE NORD (Métro)
recherche

CADRE II

RESPONSABLE ACHATS
50 M.F. par an dans des domaines variés
(électronique, électrotechnique et mécanique).
Ce service achats doit, dans le cadre d'une organi-
sation rigoureuse être capable de satisfaire les
besoins non programmés d'un important groupe
d'études.
Adresser curriculum vitae avec photo et prétentions
à M. J. J. J. CONTESSÉ PUBLICITÉ, 20, avenue de l'Opéra,
75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

Cie d'Assurances
recherche pour développer son
PORTEFOLLE CREDIT CAUTION à
PARIS

collaborateur

technico-
commercial

25, 30 ans ayant une FORMATION ou
une EXPERIENCE BANCAIRE et le goût
des contacts avec les entreprises.
Adresser CV détaillé, lettre manuscrite,
photo et prétentions sous réf. 6643 à :

Organisation et publicité
28, rue de Valenciennes, 75002 PARIS

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE
40 km ouest de Paris
recherche

PHARMACIEN PHARMACOLOGUE

pour poste de DIRECTION
Service
PHARMACOLOGIE BIOLOGIE
ayant expérience pratique

Adresser lettre manuscrite, C.V. + photo (retour-
née) et prétentions à PARIS REGION (réf. DP 2273)
28, rue du Sentier, 75002 PARIS, qui transmettra.

Société Française
de Produits Chimiques recherche
pour sa filiale américaine U.S.A.

JEUNE CADRE

Diplômé Grande Ecole commerciale ou
chimie + université américaine. Après
avoir été formé aux méthodes de vente et
fait ses preuves sur le terrain en France
et en Europe, il sera envoyé aux U.S.A.
comme assistant du Président chargé du
développement des ventes.
Poste d'avenir.
Ecr. avec C.V. et prêt à l'OPP n° 1252
12, rue de l'Isly 75008 Paris qui trans.

CENTRE DE RECHERCHES
Banlieue SUD PARIS, recrute

UN TECHNICIEN SUPERIEUR

Pour un poste de recherche en caractérisation
mécanique de matériaux (traction, traction rapide,
propriétés, dynamiques, etc.).
Une expérience de quelques années est souhaitée.
Références à appeler : T. MAR.
Ecr. avec C.V., photo et prêt, n° 12 53.05 à
CONTESSÉ P., 20, av. Opéra, 75040 Paris, Cedex 01.

offres d'emploi

BANQUE INTERNATIONALE PARIS
recherche pour :
- Département RISQUES ENGAGEMENTS :

CADRE RESPONSABLE

SPECIALISTE ANALYSE FINANCIERE
Formation supérieure, H.E.C. Sup de Co.
ou équivalent. Anglais indispensable.
- SECRETARIAT GENERAL :

CADRE ADMINISTRATIF

ET FINANCIER
Formation supérieure H.E.C. D.E.S. droit des
affaires, Sciences Po. ou équivalent.
Pratique comptable haut niveau : D.E.C. très
apprécié. Anglais indispensable.

Pour ces 2 postes, une expérience similaire de
3 à 5 ans est exigée.
Ecr. avec C.V., photo et prétentions n° 2.075
à P. LICHOU S.A., S.F. 220 - 75040 Paris Cedex 01
qui transmettra.

Pour renforcer son équipe commerciale dans une
activité « loisirs » en pleine expansion, une équipe
jeune, dynamique
recherche

JEUNES CADRES

ou COLLABORATEURS
HAUT NIVEAU
avec solide expérience du terrain

Ils auront dans une région la responsabilité
des ventes, de la structure de l'animation et de
l'organisation du réseau.
Envoyer C.V. et prétentions à n° 33.993, CONTESSÉ
PUBLICITÉ, 20, av. Opéra, Paris-1^{re}, qui transmettra.

IMPTE SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE
Banlieue Nord
recherche

AGENT TECHNIQUE

30 ans minimum - BTS ou équivalent,
- Pour constitution d'un service de fin d'affaires de
centrales thermiques.
- Contacts avec les fournisseurs pour recevoir
leurs documents et choisir les matériaux.
- Bonne connaissance pratique des installations
en salle des machines autour d'un groupe
turbine-alternateur.

Adresser C.V. et prétentions sous n° 33.729,
CONTESSÉ PUBLICITÉ, 20, avenue Opéra,
75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

Importante Société
de Produits Chimiques
Région Parisienne

recherche pour son DÉPARTEMENT
ALIMENTATION et COSMÉTIQUE

JEUNE CADRE

TECHNICO-COMMERCIAL
EXCELLENT NEGOCIATEUR pour vente de
matières premières, secteur pétrolier.

Expérience commerciale et connaissances techni-
ques dans la vente d'additifs alimentaires souhai-
tées.
Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions,
sous le n° 33.942 à CONTESSÉ PUBLICITÉ,
20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01, qui tr.

COFRAMI
Compagnie Française de Mini
et de Micro-Informatique
recrute

TROIS INGÉNIEURS

pour concevoir et réaliser des logiciels de base ou
des systèmes en temps réel.
- Formation grande école souhaitée.
- 1 à quelques années d'expérience.
- rémunérations intéressantes.
- opportunités de carrière.
Env. C.V. et prétentions sous réf. : LM/41 à :
COFRAMI, 21/23, avenue de Saint-Mandé,
75012 PARIS.

Très importante SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE
PARIS, cherche un

chef

d'agence
Animateur d'une équipe de 100 personnes
dont il assurera l'encadrement, il prendra
en main la gestion de plus de 7.000 logements
situés en très proche banlieue Ouest.
Ce poste ne peut convenir qu'à un cadre de
plus de 30 ans ayant fait la preuve de ses
capacités de manager et de gestionnaire dans
l'industrie.
Formation grande école de gestion :
BEC, ESCP, ESSEC.
Mettez d'urgence votre lettre manuscrite, CV et
photo sous réf. 3063 à MEDIA SYSTEM,
104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

Les Echos

Le Quotidien de l'Economie

recherche pour un remplacement de six mois

PROSPECTRICE

Il s'agit de promouvoir par téléphone auprès de
diverses entreprises industrielles et commerciales,
la vente des différents rubriques : offres d'emploi,
immobilier, affaires...
Ce poste conviendrait à une jeune femme ayant de
l'enthousiasme, de la bonne humeur, de la ténacité,
une voix agréable au téléphone et au minimum le
niveau baccalauréat.

Si vous pensez posséder ces qualités indispensables
à votre intégration dans notre équipe, venez nous
rejoindre !
Nous vous offrirons : une bonne formation, un
excellent salaire + intéressement.

Téléphones au 225-10-02, poste 107.

Champs-Élysées - Étoile

AIDE - COMPTABLE

Mi-temps
Pour lui confier la tenue complète des
livres de ses comptabilités, un Cabinet
Comptable souhaite recruter une aide-
comptable ayant une expérience reconnue en
comptabilité générale et paie.
Travail à mi-temps : 9h - 13h, du lundi au
vendredi.
Merci d'adresser une lettre manuscrite de
motivation, C.V. photo et salaire actuel,
sous réf. M.G. 90, à :

egor promotion
8 rue de Beld 75008 Paris

T.I.T.M.
FILIALE THOMSON
CSF INFORMATIQUE
recherche pour ses développe-
ments sur microprocesseurs :
- INGENIEURS confirmés en
logiciel et/ou matériel (3000 et 6000) ;
- AGENTS TECHNIQUES expérimentés.
Lieu de travail :
banlieue Sud (proxim. d'Orly).
Adresser C.V., photo et prêt, à :
T.I.T.M., rue de l'Industrie,
92000 MORGES.

2 ou 3 CONSEILLERS
FINANCIERS (Hme ou Hme)
Agréés 25 ans minimum.
Vous avez 3 ans min. d'exp. en
produits financiers ou dans
l'assurance ;
Vous êtes ambistieux (se), tena-
ce et de bonne présentation.
NOUS VOUS OFFRONS :
- Statut salarié ;
- Salaire attractif ;
- Possibilité de promotion rapide.
Ecrivez F.F.U., 36, r. de Van-
sgraw, PARIS ou tél. au
333-34-35.

ETS PUBLIC recherche
pour PARIS
ASSISTANT
TECHNIQUE
niveau BTS ou DUT
pour petits dossiers, travaux
immobiliers et marchés.
Connaissances des logiciels
souhaitées. Adresser C.V. à
ORSTOM, 75008 PARIS.

LABORATOIRE
ROGER BELLON
10, rue Marcel-Bourdeau,
91400 ALFORTVILLE
recherche
COMPTABLE
niveau D.E.C. expérience
intermédiaire, fiscalité ana-
lytique, poste indépendant.
Ecr. avec C.V. n° 3107 M.
T.I.T.M., rue de l'Industrie,
92000 MORGES.

Importante Société
de Produits Chimiques
Région Parisienne

recherche pour son DÉPARTEMENT
ALIMENTATION et COSMÉTIQUE

JEUNE CADRE

TECHNICO-COMMERCIAL
EXCELLENT NEGOCIATEUR pour vente de
matières premières, secteur pétrolier.

Expérience commerciale et connaissances techni-
ques dans la vente d'additifs alimentaires souhai-
tées.
Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions,
sous le n° 33.942 à CONTESSÉ PUBLICITÉ,
20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01, qui tr.

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE
40 km ouest de Paris
recherche

PHARMACIEN PHARMACOLOGUE

pour poste de DIRECTION
Service
PHARMACOLOGIE BIOLOGIE
ayant expérience pratique

Adresser lettre manuscrite, C.V. + photo (retour-
née) et prétentions à PARIS REGION (réf. DP 2273)
28, rue du Sentier, 75002 PARIS, qui transmettra.

Société Française
de Produits Chimiques recherche
pour sa filiale américaine U.S.A.

JEUNE CADRE

Diplômé Grande Ecole commerciale ou
chimie + université américaine. Après
avoir été formé aux méthodes de vente et
fait ses preuves sur le terrain en France
et en Europe, il sera envoyé aux U.S.A.
comme assistant du Président chargé du
développement des ventes.
Poste d'avenir.
Ecr. avec C.V. et prêt à l'OPP n° 1252
12, rue de l'Isly 75008 Paris qui trans.

CENTRE DE RECHERCHES
Banlieue SUD PARIS, recrute

UN TECHNICIEN SUPERIEUR

Pour un poste de recherche en caractérisation
mécanique de matériaux (traction, traction rapide,
propriétés, dynamiques, etc.).
Une expérience de quelques années est souhaitée.
Références à appeler : T. MAR.
Ecr. avec C.V., photo et prêt, n° 12 53.05 à
CONTESSÉ P., 20, av. Opéra, 75040 Paris, Cedex 01.

BANQUE INTERNATIONALE PARIS
recherche pour :
- Département RISQUES ENGAGEMENTS :

CADRE RESPONSABLE

SPECIALISTE ANALYSE FINANCIERE
Formation supérieure, H.E.C. Sup de Co.
ou équivalent. Anglais indispensable.
- SECRETARIAT GENERAL :

CADRE ADMINISTRATIF

ET FINANCIER
Formation supérieure H.E.C. D.E.S. droit des
affaires, Sciences Po. ou équivalent.
Pratique comptable haut niveau : D.E.C. très
apprécié. Anglais indispensable.

Pour ces 2 postes, une expérience similaire de
3 à 5 ans est exigée.
Ecr. avec C.V., photo et prétentions n° 2.075
à P. LICHOU S.A., S.F. 220 - 75040 Paris Cedex 01
qui transmettra.

Pour renforcer son équipe commerciale dans une
activité « loisirs » en pleine expansion, une équipe
jeune, dynamique
recherche

JEUNES CADRES

ou COLLABORATEURS
HAUT NIVEAU
avec solide expérience du terrain

Ils auront dans une région la responsabilité
des ventes, de la structure de l'animation et de
l'organisation du réseau.
Envoyer C.V. et prétentions à n° 33.993, CONTESSÉ
PUBLICITÉ, 20, av. Opéra, Paris-1^{re}, qui transmettra.

offres d'emploi

ORGANISME PRIVE
DE FORMATION
niveau national, recherche
pour développer et vendre
un nouveau produit (Service)

HOMME

DE CONTACT
Son vendeur au niveau :
- Administrations, entreprises,
collectivités publiques
ou privées
- Formation assurée.
- Fibre et intérêt.
Adresser C.V., sous réf. 61, à
REGIMAT, rue de Liébourg,
75008 PARIS

Pharmaceutique
Le recrutement recherche pour son
P.D.G.

CHAUFFEUR V.L.

(40 et 50)
Excellente présentation.
Grande disponibilité.
Sérieuses références.
Adresser C.V., prêt et photo
(retournée) sous n° 33.757
CONTESSÉ PUBLICITÉ
20, av. Opéra, 75040
Paris Cedex 01 qui transmettra.

Si le candidat effectuant du
Chariot en GRECE recherche :
1) HOTESSE DE BORD
pour un voyage de 17 m. Juin,
juillet. Convientrait à une étudiante
possédant l'anglais, l'espagnol, l'italien
ou le français. Bonne présentation, physique.
Adresser C.V., photo et prétentions,
à M. J. J. J. CONTESSÉ PUBLICITÉ,
20, av. Opéra, 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

PETROCONSULT
recherche

INGÉNIEURS

PLANNING
(PERT) BILINGUES
ANGLAIS
Expérience dans société
d'ingénierie pétrolière
appréciée. Tél. écrire ou se
présenter.
41, rue V.B.R.Y. 92250 NEUILLY
758-12-40

ERIN

recherche
• DES INGENIEURS
débutant à 3 ans d'expérience.
• DES ANALYSTES
PROGRAMMEURS
Minimum DUT
pour :
- développement logiciel de
base ;
- contrôle de processus in-
dustriels ;
- connaissances matérielles
MITSUBISHI-SOLAR-SEL
appréciées.
- systèmes téléphoniques ;
- connaissances MOTOROLA,
6800, TRANSPAC
appréciées.
Salaire motivants.
Ecrire avec C.V. sous réf. 480
à Axel Publicité, 91, faubourg
Saint-Martin, PARIS-2^e, qui
transmettra ou tél. pour
R.V. au 039-94-75

SNCF
recherche
pour la région parisienne
(emplois dans les gares)
ATTACHÉS
(DEUT - DUT - B.T.S.)
Rémunération annuelle brute :
21 000 F.

AGENTS
MOUVEMENT
(Bac + brevet de technicien)
Rémunération annuelle brute :
22 000 F.

ATTACHÉS
Groupe VII A
(CFEPE - REP)
Rémunération annuelle brute :
40 340 F.

AGENTS
D'EXPLOITATION
Rémunération annuelle brute :
35 500 F.

Nationalité française, 18 à 30 a.
Libérés ou non service nation-
al actif.
Travail en 3 X 8, 5 semaines,
dimanches et fêtes par rou-
lement composé par intérim.
Avantages sociaux.

Adresser les candidatures
SNCF - Division de Personnel
Région de Paris - Sud-Est
20, boulevard Diderot
75271 PARIS Cedex 12.

Le Responsable Juridique
des ÉTABLISSEMENTS
POMPES GUINARD
recherche
pour le second son

ASSISTANT (E)
JURIDIQUE
Il ou elle devra justifier d'une
formation en Droit des Affaires
et d'une expérience similaire
de 3 années acquises auprès
d'un Cabinet d'Affaires ou de
Service Juridique.
d'une expérience importante.
La pratique de l'anglais
est souhaitée.

Envoyer C.V. détaillé et
prétentions à
POMPES GUINARD, souhai-
tant être contacté par
téléphone au 788-30-31
ou téléphoner au 788-30-31

Site de distribution implantée
sur le marché de
PARIS-RUNGIS recherche

PROGRAMMEUR

COBOL
pourvent assurer fonction
responsable d'exploitation. Connaissances matérielles PHILIPS souhai-
tées. Expérience de 3 ans dans
poste similaire. Adresser C.V.,
photo, prêt, au Elabiss, M.E.,
18, rue de Strasbourg
92099 RUNGIS
CEDEX PLA 33

ANALYSTE
PROGRAMMEUR
COBOL - CONFIRME
si possible D.L.
Formation CICS assurée.
PROGRAMMEUR
GAP - CONFIRME
si possible D.L.
Tél. : 292-04-77, Poste 10.

IMPORTANT SOCIÉTÉ
PARIS 7^e
recherche
pour contrôler d'un an
PUPITEUR
EXPERIMENTÉ IBM 3/2
Disponible rapidement
Avantages sociaux
Tél. 235-10-14 (poste 251)

- Vous avez dirigé une
entreprise ou vous en avez
les capacités par votre
expérience de la gestion
et des hommes ;
- Vous avez plus de 30 ans,
une forte personnalité et
l'expérience de la négociation ;
- Si vous êtes libre de suite
et à la recherche d'une
opportunité, d'un métier
passionnant et d'une rému-
nération de haut niveau ;
- Vous pouvez être l'un
des collaborateurs que nous
recherchons et ceci
quel que soit votre
LIEU DE RÉSIDENCE ;
- Nous sommes une Société,
D'EXPANSION
pour les
ENTREPRISES
où les hommes sont jugés
sur leur valeur ;
- Le stage de formation débute
mercredi 15 avril-mai.
Tél. pour rendez-vous préalable
au 1 (7) 235-11-27 poste 200.
Ville de Villeneuve-Saint-Georges
(Val-de-Marne)

UNE DIRECTRICE
DE CRÉDIT
55 ans, ancienne qualité
de publiciste, LOGEMENT
ASSURÉ, VITTE S. P. P.
Adresser les candidatures in-
scrites au C.V. à M. J. J. J.
Maire de 94190 Villeneuve-Saint-
Georges (Tél. 397-70-70, p. 312).

Très importante Société
recherche pour ses services
« FORMATION » un
PROFESSEUR
D'ANGLAIS
EXPÉRIENTÉ
de longue expérience anglaise.
- 20 heures par semaine.
- Contrat à durée indéterminée.
- 13 mois.
Lieu travail : LE VESNET 78
70 mètres station P.E.T.I.
Envoyez C.V. avec photo et pré-
sentation à n° 22-307, P.A. S.V.P.
37, rue Gai-Foy, 75008 PARIS.

Comité professionnel
recherche
CHIFFRIER
Formation économique
ou comptable pour suivi
et contrôle de dossiers
d'interventions financières.
Adresser candidature manus-
crite, C.V. et photo sa. n° 3.631
à L.T.P. rue de Bonne-Nouvelle,
75002 PARIS Cedex 02,
T.I.T.M., 5, rue Gustave-Eiffel,
91200 MORGES.

Sat Distribution Roulements
de Précision recherche :
Ingénieurs, techniciens
Anglais courant écrit, parlé
INDISPENSABLE
pour poste
TECHNICIEN COMMERCIAL
Adresser lettre manuscrite, C.V.
détailée, photo sous pli p. 3.631
à L.T.P. rue de Bonne-Nouvelle,
75002 PARIS Cedex 02, ou
M. le Directeur gén. SOFCI,
7, rue de Pré-Wilton,
75008 PARIS.

T.I.T.M.
FILIALE THOMSON
CSF INFORMATIQUE
recherche
INGÉNIEUR
ou UNIVERSITAIRE
pour travaux d'études et de
recherches en amont d'implan-
tation. Lieu de travail :
banlieue Sud (proxim. d'Orly).
Env. C.V., photo et prétentions
en précisant réf. T.F.R. à :
T.I.T.M., 5, rue Gustave-Eiffel,
91200 MORGES.

Pour une nouvelle implantation
de service informatique
2 ANALYSTES
PROGRAMMEURS
sur matériel IBM
matériel parfaite de
FASSEMBLEUR et COBOL
(CICS souhaité)
E.T.T.
45, rue de Turbigo,
Paris 9^e - Tél. 244-22-53

Agents (tes) cédant introduits
de la branche pr vente de nos
produits parfumés par Paris.
Fort comm. Ec. à BESSO S.A.,
Case 108, 1211 Genève 17, Suisse,
en indiquant n° de téléphone.

enseignement
APPRENDRE L'AMÉRICAIN
à
L'AMERICAN CENTER
261, bd Raspail, PARIS-14.
Tél. : 633-67-28

Cours de conversation
dans la journée et le soir.
Lectures à partir de 15 ans.
INSCRIPTIONS IMMÉDIATES
DEBUT à 21 ans.
COURS PRIVES
PRÉPARATION AU DEPL
COURS POUR ENFANTS
Fortit : cours + séjour U.S.A.

capitaux ou
proposits.com.
Profes. libér. a/Grenoble depuis
10 ans, disposant locaux, des,
dépense achetés, Eted. tes
propr. mandataires ou prestataires
de services. M. Serre, 14, r.
Diderot, 20000 Grenoble.
Tél. 14 (74) 46-00-46.

Cité parit SARL Agence Ma-
trimoniale Paris. Ec. SMTI,
17, r. Saint-Florentin, 8, a. tr.

traductions
Demande
Traductrice techn. allem. fr.,
35 a., dipl. 10 ans, expérience
dans l'ingénierie, affectue tra-
ductions à dom. - T. : 27-67-84

travaux
à façon
Demande
ENTREPRISE. Séries réité-
rées effectuées rapidement tra-
vaux peinture, décoration. Coordi-
nation le corps d'Etat. Davis
grat. Tél. : 348-07-44 et 348-30-28

bateaux
Cause double amari part, vend
Vedette équipée à catégorie
Guy Couché 9.20 m. bon état
Piv bridges, 2 moteurs 2 DRIVE
système OMZ 210 CV. Prix à
discuter. Vendeur James
M. Glatz. T. (16-42) 38-36-91.

secrétaires

IMPORTANT GROUPE DU TERTIAIRE
situé près Pont de Neuilly

recherche
pour direction des relations sociales

1 SECRETAIRE
STENO DACTYLO

Niveau BTS
Quelques années d'expérience

pour son service financier

1 SECRETAIRE
STENO DACTYLO

Niveau BTS

Envoyer CV manuscrit et photo
sous N° 7558 à
PARFRANCE Annonces
4 rue Robert Estienne 75008 Paris
qui transmettra

SOCIETE INDUSTRIELLE FRANCAISE
recherche pour sa filiale Allemande située
près de DÜSSELDORF

1 SECRETAIRE
PARFAITEMENT BILINGUE
FRANCAIS/ALLEMAND

Chargée du secrétariat d'un des chefs de
produit, elle devra assurer la liaison entre celui-ci
et la maison mère (téléphone, télécopie, etc.) et
elle aura à effectuer des traductions techniques.
Anglais souhaité - Salaire motivant

Envoyer lettre manuscrite en allemand, C.V.,
photo et prétentions à Personalabteilung -
SOURIAU ELECTRIC - 4006 ERKRATH 1
REINRICH - HERTZ STRASSE 1 - RFA.

SOCIETE DE NEGOCE INTERNATIONAL
à SAINT-GERMAIN-EN-LAYE (proximité R.E.R.),
cherche

SECRETAIRE
BILINGUE

- niveau B.T.S.
- expérience 3 à 5 ans;
- langue maternelle anglaise ou parfaite connaissance anglaise;
- sténographie anglaise.

Envoyer C.V., photo et prétentions à l'attention de
M. le Responsable du Personnel - Cie CARGILL,
8, rue Armagis - 78100 - Saint-Germain-en-Laye.

Recherches Secrétaires Direc-
tion pour S.A.P.E. Bilingue
anglais, dynamique et apte à
assurer responsabilité. Tél.
pour RV au 78-55-42

BUREAU VERITAS

pour ses services techniques
maritimes et contrôle des maté-
riaux industriels.
- 1 DACTYLO
BILINGUE ANGLAIS
- 2 SECRETAIRES
BILINGUES ANGLAIS
effectuant des traductions
de Français en Anglais.
Cas trois postes sont à pourvoir
immédiatement.
Tél. à la Direction du Personnel
75-51-45, poste 419
ou de M. R.V.
Architecte recherche
SECRETAIRE
ayant expérience dans le métier.
Tél. : 742-89-22

SECRETAIRE STENO
DACTYLO

Poste à responsabilité.
Bon salaire. LIBRE DE SUITE.
Se réf. : Étude GOUTCHOU,
37, rue Vauvengues, Paris 18^e

SECRETAIRE STENO
DACTYLO

recherche par filiale française
de société allemande, bilingue
Est allemand R.E.R. Horaires
flexibles, 40 h en 5 jours, soit
service.
Ecr. av. réf. détaillée à
VOITH FRANCE
B.P. 10
92161 NOISY-LE GRAND cedex

représent.
offre

Jouets Chetwets recherche :
V.R.P. MULTI
Spécial. C.E. Tél. pour R.V. :
75-55-57

représent.
demande

François, 45 ans, dynamique et
ambitieux, résident en Haut,
parfaitement bilingue en Alle-
mand et des pays CARIBIENS, tri-
lingue, diplômé Ecole Supérieure
de Commerce, vous propose son
expérience et ses relations pour
l'étude, l'importation et la vente
de vos produits sur ce secteur.
Salaire à Paris jusqu'à 25 avril
et souhaite vous rencontrer.
C. Marchand, 7, place Humboldt,
Clichy. Téléphone : 48-25-54

demandes d'emploi

MARKETING INTERNATIONAL
Industrie Pharmaceutique

37 ans - Licencié en sciences commerciales et éco-
nomiques. Trilingue : anglais, français, allemand.
10 ans d'expérience à hauts niveaux dans des insti-
tutions européennes et américaines.

Demande de compétences :
- Direction générale, méthodes modernes de ges-
tion de firmes pharmaceutiques internationales.
planification, prévisions et perspectives à plan
européen.

Cherche à prouver son efficacité dans un nouveau
poste, de préférence en France.

Rechercher sous le numéro T 019125 M. Régie-Presses,
85 bis, rue Beaumour - 75002 PARIS, qui transmettra.

ROMME - 29 ans
actuellement cadre haut niveau de l'Administration
licencié droit des Affaires
recherche poste chef de contentieux, direction du
personnel, Secrétaire Banque de préférence
Résidence Paris éventuellement
Rémunération actuelle 8.000, souhaitée 14.000
Etude toutes propositions détaillées

Ecrire sous le n° 1.978 à « le Monde » Publi-
cité, 8, rue des Italiens, 75427 PARIS Cedex 09.

QUELLES
SONT VOS PRÉOCCUPATIONS PRINCIPALES ?

- L'augmentation du C.A. à l'exportation ?
- L'ouverture de nouveaux marchés à l'étranger ?
- Une meilleure pénétration des marchés ex-
térieurs ?
- La vente et l'acquisition de licences ou de
« know-how » ?
- Une meilleure surveillance de vos participa-
tions à l'étranger ?
De nombreuses années d'expérience réussie sur
le plan des affaires internationales, au plus haut
niveau, me permettent, avec confiance, d'apporter
des solutions à vos préoccupations.
Ingénieur diplômé - ayant acquis une importante
expérience aux Etats-Unis, au Canada, en Amérique
du Sud, en Europe, au Moyen-Orient, en Extrême-
Orient, en Afrique... je suis à la recherche de
nouvelles défis.

Discutions :
Ecrire sous le n° 2.168 à « le Monde » Publi-
cité, 8, rue des Italiens, 75427 PARIS Cedex 09.

Collaborateur aux import-export
25 a., mait. sc. éco., biling. angl.
1^{re} expérience :
- Passage et suivi commandes.
- Relations avec transitaires.
- Réglement douanier.
- Réception et envoi marchandises.
Ecr. Mme CAGAN 22, rue Jean-
Pierre-Timbal, 75011 PARIS.

Jeune Française, 25 ans, bilingue
anglais, commerciale, diplômée
de l'Université de Paris, titulaire
diplôme d'études supérieures Sciences
du Commerce, Institut de Gestion
et de Commerce International.
En France avec ses capacités
et ses connaissances, elle est
à la recherche d'un poste de
responsable.

Jeune diplômée Sup. de Co.
diplômée, anglaise, commerciale
et administrative, titulaire
diplôme d'études supérieures
Sciences du Commerce, Institut
de Gestion et de Commerce
International.

Jeune Française, 25 ans, bilingue
anglais, commerciale, diplômée
de l'Université de Paris, titulaire
diplôme d'études supérieures
Sciences du Commerce, Institut
de Gestion et de Commerce
International.

Jeune Française, 25 ans, bilingue
anglais, commerciale, diplômée
de l'Université de Paris, titulaire
diplôme d'études supérieures
Sciences du Commerce, Institut
de Gestion et de Commerce
International.

Jeune Française, 25 ans, bilingue
anglais, commerciale, diplômée
de l'Université de Paris, titulaire
diplôme d'études supérieures
Sciences du Commerce, Institut
de Gestion et de Commerce
International.

Jeune Française, 25 ans, bilingue
anglais, commerciale, diplômée
de l'Université de Paris, titulaire
diplôme d'études supérieures
Sciences du Commerce, Institut
de Gestion et de Commerce
International.

Jeune Française, 25 ans, bilingue
anglais, commerciale, diplômée
de l'Université de Paris, titulaire
diplôme d'études supérieures
Sciences du Commerce, Institut
de Gestion et de Commerce
International.

Jeune Française, 25 ans, bilingue
anglais, commerciale, diplômée
de l'Université de Paris, titulaire
diplôme d'études supérieures
Sciences du Commerce, Institut
de Gestion et de Commerce
International.

Jeune Française, 25 ans, bilingue
anglais, commerciale, diplômée
de l'Université de Paris, titulaire
diplôme d'études supérieures
Sciences du Commerce, Institut
de Gestion et de Commerce
International.

Jeune Française, 25 ans, bilingue
anglais, commerciale, diplômée
de l'Université de Paris, titulaire
diplôme d'études supérieures
Sciences du Commerce, Institut
de Gestion et de Commerce
International.

Jeune Française, 25 ans, bilingue
anglais, commerciale, diplômée
de l'Université de Paris, titulaire
diplôme d'études supérieures
Sciences du Commerce, Institut
de Gestion et de Commerce
International.

Jeune Française, 25 ans, bilingue
anglais, commerciale, diplômée
de l'Université de Paris, titulaire
diplôme d'études supérieures
Sciences du Commerce, Institut
de Gestion et de Commerce
International.

Jeune Française, 25 ans, bilingue
anglais, commerciale, diplômée
de l'Université de Paris, titulaire
diplôme d'études supérieures
Sciences du Commerce, Institut
de Gestion et de Commerce
International.

Jeune Française, 25 ans, bilingue
anglais, commerciale, diplômée
de l'Université de Paris, titulaire
diplôme d'études supérieures
Sciences du Commerce, Institut
de Gestion et de Commerce
International.

Jeune Française, 25 ans, bilingue
anglais, commerciale, diplômée
de l'Université de Paris, titulaire
diplôme d'études supérieures
Sciences du Commerce, Institut
de Gestion et de Commerce
International.

Jeune Française, 25 ans, bilingue
anglais, commerciale, diplômée
de l'Université de Paris, titulaire
diplôme d'études supérieures
Sciences du Commerce, Institut
de Gestion et de Commerce
International.

Jeune Française, 25 ans, bilingue
anglais, commerciale, diplômée
de l'Université de Paris, titulaire
diplôme d'études supérieures
Sciences du Commerce, Institut
de Gestion et de Commerce
International.

Jeune Française, 25 ans, bilingue
anglais, commerciale, diplômée
de l'Université de Paris, titulaire
diplôme d'études supérieures
Sciences du Commerce, Institut
de Gestion et de Commerce
International.

Jeune Française, 25 ans, bilingue
anglais, commerciale, diplômée
de l'Université de Paris, titulaire
diplôme d'études supérieures
Sciences du Commerce, Institut
de Gestion et de Commerce
International.

Jeune Française, 25 ans, bilingue
anglais, commerciale, diplômée
de l'Université de Paris, titulaire
diplôme d'études supérieures
Sciences du Commerce, Institut
de Gestion et de Commerce
International.

Jeune Française, 25 ans, bilingue
anglais, commerciale, diplômée
de l'Université de Paris, titulaire
diplôme d'études supérieures
Sciences du Commerce, Institut
de Gestion et de Commerce
International.

L'immobilier

appartements vente

3^e arrdt.
MARAI, Propri. vend 180 m²
2 app. cr. rénov., 4 ch. et
cuisine, bain, 2 salles, 2
c. de b. et 2 terr. 27-51-45

4^e arrdt.
MARAI, Propri. vend 180 m²
2 app. cr. rénov., 4 ch. et
cuisine, bain, 2 salles, 2
c. de b. et 2 terr. 27-51-45

5^e arrdt.
MARAI, Propri. vend 180 m²
2 app. cr. rénov., 4 ch. et
cuisine, bain, 2 salles, 2
c. de b. et 2 terr. 27-51-45

6^e arrdt.
MARAI, Propri. vend 180 m²
2 app. cr. rénov., 4 ch. et
cuisine, bain, 2 salles, 2
c. de b. et 2 terr. 27-51-45

7^e arrdt.
MARAI, Propri. vend 180 m²
2 app. cr. rénov., 4 ch. et
cuisine, bain, 2 salles, 2
c. de b. et 2 terr. 27-51-45

8^e arrdt.
MARAI, Propri. vend 180 m²
2 app. cr. rénov., 4 ch. et
cuisine, bain, 2 salles, 2
c. de b. et 2 terr. 27-51-45

9^e arrdt.
MARAI, Propri. vend 180 m²
2 app. cr. rénov., 4 ch. et
cuisine, bain, 2 salles, 2
c. de b. et 2 terr. 27-51-45

10^e arrdt.
MARAI, Propri. vend 180 m²
2 app. cr. rénov., 4 ch. et
cuisine, bain, 2 salles, 2
c. de b. et 2 terr. 27-51-45

11^e arrdt.
MARAI, Propri. vend 180 m²
2 app. cr. rénov., 4 ch. et
cuisine, bain, 2 salles, 2
c. de b. et 2 terr. 27-51-45

12^e arrdt.
MARAI, Propri. vend 180 m²
2 app. cr. rénov., 4 ch. et
cuisine, bain, 2 salles, 2
c. de b. et 2 terr. 27-51-45

13^e arrdt.
MARAI, Propri. vend 180 m²
2 app. cr. rénov., 4 ch. et
cuisine, bain, 2 salles, 2
c. de b. et 2 terr. 27-51-45

14^e arrdt.
MARAI, Propri. vend 180 m²
2 app. cr. rénov., 4 ch. et
cuisine, bain, 2 salles, 2
c. de b. et 2 terr. 27-51-45

15^e arrdt.
MARAI, Propri. vend 180 m²
2 app. cr. rénov., 4 ch. et
cuisine, bain, 2 salles, 2
c. de b. et 2 terr. 27-51-45

16^e arrdt.
MARAI, Propri. vend 180 m²
2 app. cr. rénov., 4 ch. et
cuisine, bain, 2 salles, 2
c. de b. et 2 terr. 27-51-45

17^e arrdt.
MARAI, Propri. vend 180 m²
2 app. cr. rénov., 4 ch. et
cuisine, bain, 2 salles, 2
c. de b. et 2 terr. 27-51-45

18^e arrdt.
MARAI, Propri. vend 180 m²
2 app. cr. rénov., 4 ch. et
cuisine, bain, 2 salles, 2
c. de b. et 2 terr. 27-51-45

19^e arrdt.
MARAI, Propri. vend 180 m²
2 app. cr. rénov., 4 ch. et
cuisine, bain, 2 salles, 2
c. de b. et 2 terr. 27-51-45

20^e arrdt.
MARAI, Propri. vend 180 m²
2 app. cr. rénov., 4 ch. et
cuisine, bain, 2 salles, 2
c. de b. et 2 terr. 27-51-45

21^e arrdt.
MARAI, Propri. vend 180 m²
2 app. cr. rénov., 4 ch. et
cuisine, bain, 2 salles, 2
c. de b. et 2 terr. 27-51-45

22^e arrdt.
MARAI, Propri. vend 180 m²
2 app. cr. rénov., 4 ch. et
cuisine, bain, 2 salles, 2
c. de b. et 2 terr. 27-51-45

23^e arrdt.
MARAI, Propri. vend 180 m²
2 app. cr. rénov., 4 ch. et
cuisine, bain, 2 salles, 2
c. de b. et 2 terr. 27-51-45

24^e arrdt.
MARAI, Propri. vend 180 m²
2 app. cr. rénov., 4 ch. et
cuisine, bain, 2 salles, 2
c. de b. et 2 terr. 27-51-45

25^e arrdt.
MARAI, Propri. vend 180 m²
2 app. cr. rénov., 4 ch. et
cuisine, bain, 2 salles, 2
c. de b. et 2 terr. 27-51-45

26^e arrdt.
MARAI, Propri. vend 180 m²
2 app. cr. rénov., 4 ch. et
cuisine, bain, 2 salles, 2
c. de b. et 2 terr. 27-51-45

27^e arrdt.
MARAI, Propri. vend 180 m²
2 app. cr. rénov., 4 ch. et
cuisine, bain, 2 salles, 2
c. de b. et 2 terr. 27-51-45

28^e arrdt.
MARAI, Propri. vend 180 m²
2 app. cr. rénov., 4 ch. et
cuisine, bain, 2 salles, 2
c. de b. et 2 terr. 27-51-45

29^e arrdt.
MARAI, Propri. vend 180 m²
2 app. cr. rénov., 4 ch. et
cuisine, bain, 2 salles, 2
c. de b. et 2 terr. 27-51-45

30^e arrdt.
MARAI, Propri. vend 180 m²
2 app. cr. rénov., 4 ch. et
cuisine, bain, 2 salles, 2
c. de b. et 2 terr. 27-51-45

31^e arrdt.
MARAI, Propri. vend 180 m²
2 app. cr. rénov., 4 ch. et
cuisine, bain, 2 salles, 2
c. de b. et 2 terr. 27-51-45

32^e arrdt.
MARAI, Propri. vend 180 m²
2 app. cr. rénov., 4 ch. et
cuisine, bain, 2 salles, 2
c. de b. et 2 terr. 27-51-45

33^e arrdt.
MARAI, Propri. vend 180 m²
2 app. cr. rénov., 4 ch. et
cuisine, bain, 2 salles, 2
c. de b. et 2 terr. 27-51-45

34^e arrdt.
MARAI, Propri. vend 180 m²
2 app. cr. rénov., 4 ch. et
cuisine, bain, 2 salles, 2
c. de b. et 2 terr. 27-51-45

35^e arrdt.
MARAI, Propri. vend 180 m²
2 app. cr. rénov., 4 ch. et
cuisine, bain, 2 salles, 2
c. de b. et 2 terr. 27-51-45

36^e arrdt.
MARAI, Propri. vend 180 m²
2 app. cr. rénov., 4 ch. et
cuisine, bain, 2 salles, 2
c. de b. et 2 terr. 27-51-45

37^e arrdt.
MARAI, Propri. vend 180 m²
2 app. cr. rénov., 4 ch. et
cuisine, bain, 2 salles, 2
c. de b. et 2 terr. 27-51-45

38^e arrdt.
MARAI, Propri. vend 180 m²
2 app. cr. rénov., 4 ch. et
cuisine, bain, 2 salles, 2
c. de b. et 2 terr. 27-51-45

39^e arrdt.
MARAI, Propri. vend 180 m²
2 app. cr. rénov., 4 ch. et
cuisine, bain, 2 salles, 2
c. de b. et 2 terr. 27-51-45

40^e arrdt.
MARAI, Propri. vend 180 m²
2 app. cr. rénov., 4 ch. et
cuisine, bain, 2 salles, 2
c. de b. et 2 terr. 27-51-45

41^e arrdt.
MARAI, Propri. vend 180 m²
2 app. cr. rénov., 4 ch. et
cuisine, bain, 2 salles, 2
c. de b. et 2 terr. 27-51-45

42^e arrdt.
MARAI, Propri. vend 180 m²
2 app. cr. rénov., 4 ch. et
cuisine, bain, 2 salles, 2
c. de b. et 2 terr. 27-51-45

43^e arrdt.
MARAI, Propri. vend 180 m²
2 app. cr. rénov., 4 ch. et
cuisine, bain, 2 salles, 2
c. de b. et 2 terr. 27-51-45

bureaux bureaux

A EVRY CENTRE VILLE
BUREAUX DE 180 A 200 M²
aménagés ou bruts
libres de suite
Etablissement Public
d'Aménagement d'Evry
077.82.00

Votre SIEGE SOCIAL
CONSTITUEZ VOS BUREAUX
dans un immeuble moderne
et confortable. Prix
compétitifs, délais rapides.
ASPAC - 241 10 10

URGENT
Recherche proximité ETOILE
4/5 bureaux. Téléphone 55-55-52

MONTEZ VOTRE PROPRE
ENTREPRISE
nous établissons vos bureaux et
votre entreprise dans les meilleures
conditions de confort et de sécurité
à des prix très intéressants.
ORAGESCO, 21, bd St-Martin,
75003 Paris - Tél. : 27-51-45

URGENT
Recherche proximité ETOILE
4/5 bureaux. Téléphone 55-55-52

URGENT
Recherche proximité ETOILE
4/5 bureaux. Téléphone 55-55-52

URGENT
Recherche proximité ETOILE
4/5 bureaux. Téléphone 55-55-52

URGENT
Recherche proximité ETOILE
4/5 bureaux. Téléphone 55-55-52

URGENT
Recherche proximité ETOILE
4/5 bureaux. Téléphone 55-55-52

URGENT
Recherche proximité ETOILE
4/5 bureaux. Téléphone 55-55-52

URGENT
Recherche proximité ETOILE
4/5 bureaux. Téléphone 55-55-52

URGENT
Recherche proximité ETOILE
4/5 bureaux. Téléphone 55-55-52

URGENT
Recherche proximité ETOILE
4/5 bureaux. Téléphone 55-55-52

URGENT
Recherche proximité ETOILE
4/5 bureaux. Téléphone 55-55-52

URGENT
Recherche proximité ETOILE
4/5 bureaux. Téléphone 55-55-52

URGENT
Recherche proximité ETOILE
4/5 bureaux. Téléphone 55-55-52

URGENT
Recherche proximité ETOILE
4/5 bureaux. Téléphone 55-55-52

URGENT
Recherche proximité ETOILE
4/5 bureaux. Téléphone 55-55-52

URGENT
Recherche proximité ETOILE
4/5 bureaux. Téléphone 55-55-52

URGENT
Recherche proximité ETOILE
4/5 bureaux. Téléphone 55-55-52

URGENT
Recherche proximité ETOILE
4/5 bureaux. Téléphone 55-55-52

URGENT
Recherche proximité ETOILE
4/5 bureaux. Téléphone 55-55-52

URGENT
Recherche proximité ETOILE
4/5 bureaux. Téléphone 55-55-52

URGENT
Recherche proximité ETOILE
4/5 bureaux. Téléphone 55-55-52

URGENT
Recherche proximité ETOILE
4/5 bureaux. Téléphone 55-55-52

URG

Le Monde

équipement

ENVIRONNEMENT

Les maires des Côtes-du-Nord réclament une information complète sur les conséquences écologiques de la marée noire

De notre correspondant

Saint-Brieuc. — Estimant que le nettoyage des côtes, actuellement réalisé sous le contrôle de l'administration, ne progresse pas, les maires des communes de la Côte de Granit rose ont décidé de mettre un terme au boycottage du plan Palmer et de reprendre en main la direction des opérations. La décision a été prise samedi 12 avril au cours d'une réunion du comité de vigilance et de coordination à Trégastel, pour ne pas risquer de pénaliser la population à l'approche de la saison touristique. La grève administrative reste toutefois maintenue pour ce qui concerne les relations avec l'administration. Le comité a réclamé une information complète sur les études de l'institut scientifique et technique des pêches maritimes et du Centre de documentation, de recherche et d'expérimentation sur les pollutions (CEDRE), notamment à propos de l'utilisation des dispersants. Un groupe de travail a été constitué afin de préparer le dossier qui sera présenté à l'Elysée le 23 avril prochain. — J. V.

Deux hommes dans un caisson

Le colmatage des fuites de fuel lourd, qui échappe de l'épave du *Tanik*, devrait commencer le 19 avril. Depuis le 9 mars, en effet, des hydrocarbures s'écoulent de la partie avant du pétrolier malais, qui a sombré par 37 mètres de fond au large de l'île de Batz. Ce colmatage, dont la société INTERSUB de Marseille a été chargée par une décision conjointe des autorités françaises et des réseaux du pétrole, doit mettre rapidement et provisoirement, un terme aux fuites en attendant que le problème soit réglé définitivement. Il est à la charge des assureurs, United Kingdom Protection and Indemnity Club, une mutuelle d'armateurs de pétroliers, qui couvre les risques de pollution et dont le siège est aux Bermudes. Le bateau de service *Intersub-3* arrive sur le site de l'épave avec à son bord deux petits sous-marins : le *P.C.-1203*, qui permet d'observer, le *P.C.-1202*, qui amène à pied d'œuvre deux plongeurs. Ces deux hommes vivront dans les caissons de l'*Intersub-3* à la pression de neuf atmosphères, très voisine de celle qui règne au niveau de l'épave. Par le sas, ils pénétreront dans le compartiment du *P.C.-1202*, où règnera déjà la même pression. Après leur travail sur l'épave, qui ne peut guère durer plus d'une heure par période de six heures, puisqu'il est limité aux moments de l'étale de la mer, ils regagneront le sous-marin, puis les caissons, en attendant la prochaine étale.

La première tâche sera d'installer un échafaudage autour des points de fuite de façon que les plongeurs puissent se maintenir facilement sur les sites de travail. Viendront ensuite les opérations de colmatage proprement dites. Les experts pensent que les fuites proviennent de trois trous. Selon la taille et la forme des brèches, trois méthodes sont possibles : — Si le trou est petit (de la taille du poing), une grosse balle de mastic peut suffire à arrêter la fuite. Le fuel lourd a une densité de 0,95, assez voisine de celle de l'eau de mer (1,025). Il devrait exister presque une équilibre de part et d'autre de ce bouchon de mastic ; — Si le trou est circulaire (par exemple la sortie d'un tuyau d'évacuation d'eau à travers la coque), on mettra un bouchon, gonflable après sa pose, analogue, dans son principe, à certains bouchons pour bouteilles d'eau gazeuse ; — Si le trou a une forme irrégulière, enfin, et s'il est assez grand, on peut l'obstruer par une tôle mince fixée sur la coque du *Tanik* grâce, par exemple, à un pistolet à plaques goudonnées (chevilles métalliques). Ensuite on nettoiera à la brosse et au détergent la coque autour de cette tôle. Puis on fixera un coffret métallique qui couvrira la tôle et dans lequel on injectera sous pression une résine. Comme cette résine doit « prendre » elle doit rester suffisamment souple pour jouer avec la coque métallique, on envisage d'utiliser une résine époxy à deux composants. Une résine semblable a été utilisée avec succès pour réparer la plate-forme de béton *Brent-Bravo*, grâce à un module d'injection de résine. Les plongeurs vivront pendant quinze à vingt jours dans le petit monde clos de leurs caissons. Il faut donc éviter toute pollution de l'air qu'ils respireront par des émanations du fuel.

YVONNE REBEYROL.

TRANSPORTS

ALORS QUE LA GRÈVE ENTRE DANS SA QUATRIÈME SEMAINE

La R.A.T.P. s'efforce de trouver une solution au conflit du nettoyage

Le troisième week-end de grève a permis d'entrevoir l'amorce d'une solution dans le conflit des balayeurs du métro, commencé le 24 mars. La direction de la R.A.T.P. proposant une rencontre, la C.F.D.T. a accepté que sa délégation ne comprenne que des salariés de la Régie. Au cours de six heures de discussion dans la nuit du samedi 12 avril au dimanche 13, le directeur général de la R.A.T.P. a accepté d'ouvrir aux nettoyeurs salariés des entreprises sous-traitantes, les installations sanitaires et les cantines de la Régie. En revanche, il a refusé de leur accorder la gratuité du transport sur tout le réseau. Il a aussi confirmé que la R.A.T.P. envisageait de

réduire de 10 % le service de nettoyage du métro. Il a accepté d'étaler cette diminution tout au long de l'année 1981.

La C.F.D.T. a demandé que ce délai soit de trois ans pour qu'il n'y ait pas de licenciement, mais simplement une réduction d'effectif par départs naturels. La direction de la Régie a réservé sa réponse sur ce point, attendant de connaître ses contraintes budgétaires pour 1981 et surtout les conséquences financières — pour elle — du règlement de ce conflit.

Il reste, en effet, à trouver une solution sur le point le plus important : les salaires. La R.A.T.P. et la C.F.D.T. souhai-

tent que les délégués grévistes puissent rencontrer très vite les représentants patronaux. Mais en fin de matinée, ce 14 avril, aucun rendez-vous n'avait été fixé. La direction de la Régie a accepté de déléguer un « observateur » à cette éventuelle négociation. Elle a aussi précisé qu'il était possible de modifier d'une manière « raisonnable » les conditions financières de ses marchés avec les entreprises sous-traitantes.

Les grévistes ont décidé, lundi 14 avril, en fin de matinée, de continuer leur mouvement dans l'attente d'une réponse précise sur la garantie de l'emploi de la part de la Régie et sur les propositions salariales de la part du syndicat patronal.

L'immigré et le contribuable

à ce point inacceptable ? Oui et non.

Non, car ce n'est pas être trop exigeant que de souhaiter que ceux qui font dans le métro le travail le plus salissant bénéficient de douches.

Non, car un salaire mensuel de 2 800 francs minimum pour ramasser les ordures que les Parisiens laissent choir n'importe où sans se soucier de savoir ce qu'elles deviendront après leur passage ne paraît pas une paye anormale. D'ailleurs, personne n'a osé juger irrecevables les revendications des grévistes. Pas plus leurs employeurs, qui se sont enfermés dans un silence inqualifiable, que la direction de la

Régie, mal à l'aise devant la publicité donnée aux conditions de vie et de travail des balayeurs de métro. Pas plus les adjoints au maire de Paris que les élus de l'opposition.

Il est vrai, les revendications soulèvent des difficultés plus importantes qu'il n'y paraît. Car, une fois encore, ce conflit met au grand jour les conditions d'exploitation par notre société de travailleurs du tiers-monde.

La R.A.T.P. sait bien qu'elle aurait quelque mal à trouver des Français acceptant de travailler de cette façon. Or son statut lui interdit d'employer des étrangers. D'où l'obligation de passer par des sociétés sous-traitantes. Avec tous les inconvénients que cela entraîne. Nul ne sait alors trop bien quel est le « patron ». Mais cette formule permet à la Régie d'employer pour nettoyer son métro un personnel au salaire minimum de 2 350 francs, alors que ses agents touchent au moins 3 200 francs. Nouvelle illustration de la thèse de la C.F.D.T. sur l'accroissement du personnel hors statut : la crise favorise la division de la classe ouvrière en deux groupes bien distincts : d'un côté les « professionnels » relativement bien protégés, bénéficiant de nombreux avantages intégrés au « système », de l'autre les « sans-grade » taillables et corvéables à merci, qu'ils soient chômeurs, travailleurs intérimaires, contractuels ou immigrés. Mais ce conflit aura contraint la R.A.T.P. à retirer ses cellules.

Elle ne pourra plus faire semblant d'ignorer comment travaillent et sont payés ceux qui assurent la propreté de son métro. Peut-être aussi facilement qu'il semblerait leur donner satisfaction ? Ils demandent en fait un peu moins de 20 % d'augmentation. Sur les 70 millions de francs que coûte tous les ans le balayage, 68,4 millions de francs vont aux salaires et aux charges sociales. C'est dire qu'accorder un salaire minimum de 2 800 francs, c'est accroître de 13,7 millions cette somme de 68,4 millions. Cela représente à peine plus de 0,3 % du déficit de 1980 de la Régie autonome des transports parisiens. Seulement, la Régie est gênée de devoir demander 2,7 milliards de francs aux contribuables pour équilibrer un budget de 7,5 milliards de francs. Elle ne veut pas qu'on lui demande plus auprès des collectivités locales ou de l'Etat, qui, d'ailleurs, ne seraient peut-être pas d'accord pour accroître leurs subventions. Le nécessaire équilibre des entreprises publiques est à la mode. Le conflit actuel montre à quel point il est recherché.

D'autant que la Régie ne souhaite pas augmenter trop fortement le prix du billet. En accord avec le gouvernement, elle estime que son rôle « social » implique que le transport parisien ne soit pas facturé aux utilisateurs à son coût réel. Politique « sociale » pour les usagers, mais pas pour tous ceux qui assurent la bonne marche du métro.

THIERRY BREHIER.

URBANISME

Dans le quatorzième arrondissement de Paris

LA RÉNOVATION DU QUARTIER GUILLEMINOT-VERCINGÉTORIX EST DÉCLARÉE D'UTILITÉ PUBLIQUE

Un décret signé par le premier ministre paru au *Journal officiel* du 13 avril déclare d'utilité publique la réalisation de la ZAC (zone d'aménagement concerté) « Guillemot - Vercingétorix » dans le quatorzième arrondissement de Paris. La publication de ce décret permet au maire de Paris de procéder à l'acquisition, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, des immeubles dans ce secteur.

Le plan d'aménagement de ce quartier a subi plusieurs modifications au cours de ces dernières années et a provoqué de nombreuses expulsions. Le 13 mars dernier, le conseil de la Société d'économie mixte (Semirap)

chargée de la rénovation de ce secteur ont partiellement été détruits par une violente explosion. Le groupe Action directe a revendiqué cet attentat. Une controverse oppose toujours la Ville de Paris, qui n'a pas suivi les conclusions du commissaire enquêteur, au terme de l'enquête publique organisée à la mairie annexe du quatorzième arrondissement, et certaines associations de défense du quartier quant au nombre d'immeubles anciens à conserver.

L'enquête publique préconisait, en effet, de conserver trente-cinq immeubles de plus que les trente-neuf inscrits au plan d'aménagement.

Apprenez la langue des affaires au pays des affaires.



Depuis un siècle, Berlitz contribue à faire de l'anglais la langue universelle des affaires : en quelques semaines, Berlitz peut vous aider à devenir un homme d'affaires international.

Berlitz propose aux cadres, aux hommes d'affaires et aux étudiants d'Europe de s'inscrire dans de prestigieuses écoles d'anglais : Chicago, Houston, Los Angeles, Miami-Coral Gables, New York, Princeton, San Francisco et Washington. Dans ces 8 villes (et dans 200 écoles Berlitz dans le monde), Berlitz a installé des centres d'études spécialement équipés pour ce programme international. La rue, l'hôtel, le restaurant, les passants, seront la plus vivante des salles de classe.

Les professeurs Berlitz sont rôtés à l'emploi du matériel « multi-média », production exclusive Berlitz et vous apprenez en quelques semaines le vocabulaire utile et pratique. Totale-

ment plongé dans un « bain » d'anglais, vous n'apprenez pas seulement à parler, mais à communiquer, à vivre et à penser en anglais.

Voyagez et apprenez en même temps. Berlitz vous prend en charge dès votre descente d'avion.

Envoyez dès aujourd'hui cette demande de documentation à :

THE BERLITZ SCHOOL OF LANGUAGES
Quartier Général pour le monde :
Research Park - Bldg. 0 - 1101 State Road -
Princeton - New Jersey 08540 USA -
Phone: (609) 854.65.00 - Telex: 0843497.
Nom et prénom : _____
Adresse : _____
Téléphone : _____
Profession : _____
Indiquez le nombre de semaines vous disposez : 1 2 3 4 5 6
La ville choisie : _____
La date à laquelle vous pouvez commencer : _____

PARIS - Tél. 261.64.24 - Télax : 220 661
BRUXELLES - Tél. 219.06.78
GENÈVE - Tél. 21.62.83

BERLITZ

Langues Vivantes. Depuis 1878. Cours intensifs.

l'ensemble industriel confortable en service aux portes de Paris

Nous avons construit MOZINOR, une zone industrielle en étages, avec une autoroute intérieure en prise directe avec la A3.

MOZINOR est une solution rationnelle et confortable pour vous, vos collaborateurs, clients et fournisseurs. Des aires de stationnement P.L.-V.L. à tous les étages / 42.000 m² de surface utile pour usines ou entreprises / l'eau, l'électricité, l'air comprimé, les fluides primaires pour le chauffage / des systèmes de sécurité haut de gamme / 2,5 hectares d'espace vert / la propriété ou le bail classique avec des formules de location ponctuelle (de 400 à 2.700 m²) / une hauteur de plafond permettant de doubler votre surface...

MOZINOR
l'efficacité pour votre expansion

Toutes informations :
Monsieur TABARE à SADEMO
15, avenue de la Résistance
93100 MONTREUIL
Tél. 858.15.60

LE DESHABILLABLE, FAÇON GUERMONPREZ.

Un déshabillable qui ne se laisserait pas déshabiller, quelle fâcheuse surprise. Mais avec Balhazar pas de problèmes. Pas de démontages diaboliques.

Il quitte ses housses vite et bien. En un tour de main, grâce à des fermetures à glissière et Velcro. Et savez-vous qu'il pousse même la coquetterie jusqu'à

changer de tenue selon les saisons : légèrement vêtu l'été, douillettement emmitouflé l'hiver.

guermonprez

Vous ne paierez que la façon.



Si vous désirez convertir Balhazar, envoyez-nous ce bon à découper. Vous recevrez gratuitement une documentation et la liste de nos dépôts.

G. Guermonprez, 53 rue de la Roquette 75011 Paris.

Nom : _____ Prénom : _____ Adresse : _____

VOIR VITTEL ET REVIVRE.

Quand on se sent tout raplapla, grise mine, pieds de plomb, qu'on traîne toute la journée la même obsession "vivement mon lit", que ça dure depuis si longtemps que ça ne peut plus durer, sauve qui peut. Inscription au "Passport pour la forme" - véritable cure de vitalité mise au point par le centre thermal de Vittel - et direction Vittel.

C'est peut-être à cause de cette succession d'étapes qu'est le voyage. Du petit train aux multiples arrêts. De cette route sinueuse à travers les Vosges. Tous les jours est-il que l'on part pour Vittel avec l'impression confuse d'aller très loin.

Lorsqu'à un coude de la route surgit la pancarte "Vittel Station Thermale" la ville - métro - boulot est oubliée.

Un signe amical du conducteur au gardien, on roule encore quelques mètres, on s'arrête. Et brusquement, le silence.

L'île verte.

Statues et massifs multicolores font la haie. Partout, des pelouses à faire verdoyer un "green" de golf. A perte de vue, une mer de sapins centenaires isole Vittel du reste du monde. On se sent devenir insulaire.

Finis les bruits de moteur et le confort défilant des quatre roues : "l'île verte" est interdite aux voitures. Organisation oblige, on part à pied louer un deux roues. La bicyclette redevient le moyen le plus rapide pour aller d'un point à un autre.

Et quand vient l'heure de la première nuit, on s'endort sans retourner la moindre idée noire. A demain.

Dorlottez moi.

On n'est pas à Vittel pour se laisser aller. Mais pour retrouver la vitalité qu'on a perdue.

Tout est là pour nous tonifier. Les grands verres d'eau des Sources d'abord, qu'on s'applique à siroter à chaque heure du jour. Les hôtesses aussi, qui déploient des trésors de patience de gentillesse et de compétence pour nous faire "récupérer" : massages à sec ou sous l'eau. Douches au jet. Bains de toutes sortes - minéral, gazeux, bouillonnant, balsamique. Electrothérapie. Mécanothérapie. Education physique. Diététique. Bilan de santé. Et doudonnez-moi encore un peu s'il vous plaît. On prend le temps, on vous sourit, on vous écoute. C'est bon.

Ensuite, vient le moment du sport : tennis, golf, équitation, piscine, promenades en forêt. On marche des heures durant. On a même envie de se mettre à courir. Un peu. Beaucoup. Passionnément. Si bien qu'au bout de quelques jours, tel Monsieur Jourdain, on fait du "jogging" sans le savoir. N'est-ce pas ce qu'on appelle la vitalité ?

Docteur Gatsby and Mr. Punk

Quand la nuit tombe, les projecteurs illuminent de somptueuses façades Second Empire. Pierres, colonnades, musique : que la fête commence. Smokings et robes du soir étoilées paillettes et pantalons étroits. C'est l'heure de trinquer, verre en main, de parler à tout le monde et à personne.

Au dîner, salades, légumes et fruits croquent frais pour certains. D'autres, impénitents, se font servir des menus à renier tous serments diététiques.

Plus tard, le coin des noctambules s'anime. Au casino, boules, baccarat, roulette, black-jack provoquent des émotions fortes.

Deux allées plus loin, on change de siècle, on rentre dans le nôtre, celui des discothèques, du bowling et des cinémas.

La vitalité retrouvée.

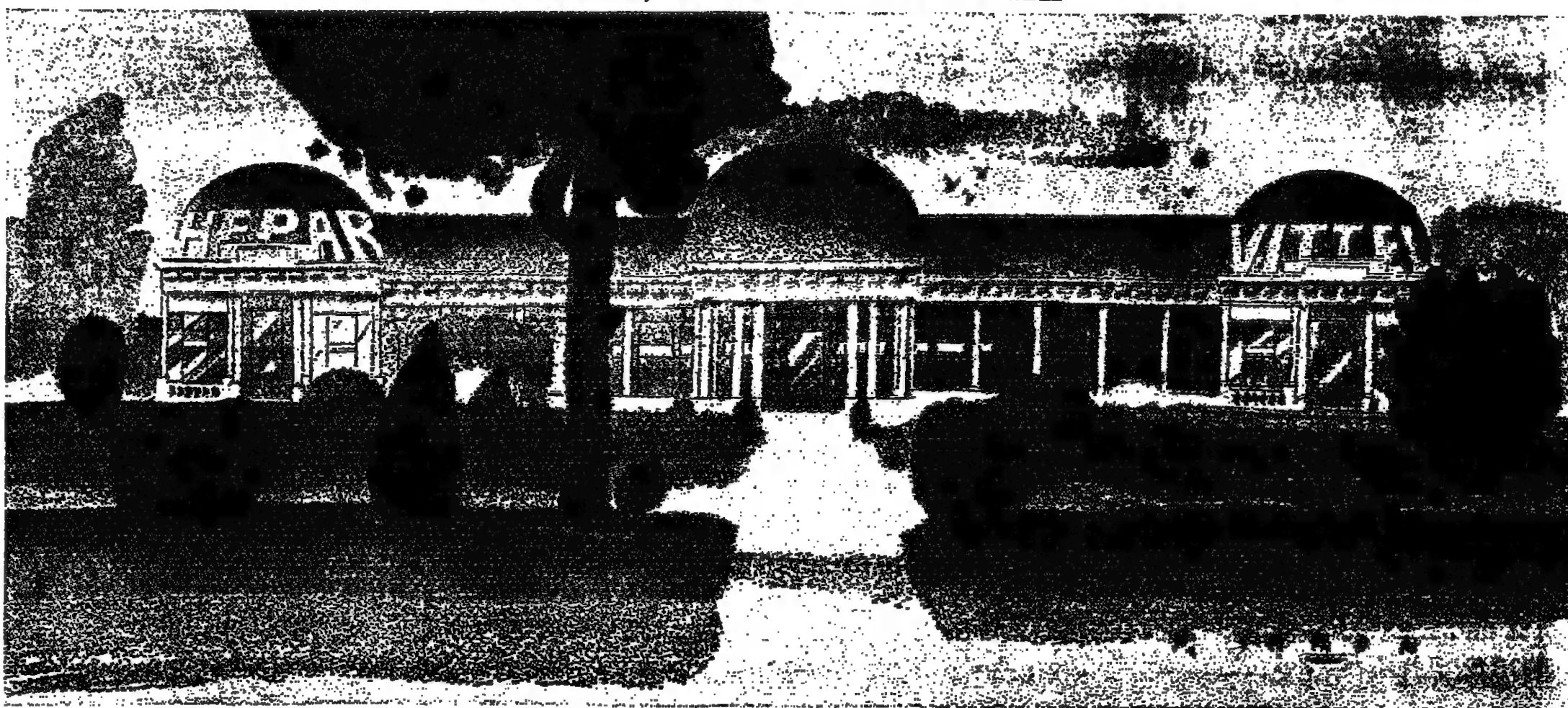
Une semaine est passée. On a beaucoup bu sans crainte et sans reproche - Grande Source, Hépar, ou Marie selon les misères de chacun. On a beaucoup ri. Beaucoup bougé. Beaucoup respiré.

Beau, bien portant et riche en bonnes résolutions, on dit merci Vittel. Au revoir, à très bientôt. Puisqu'en fond ce n'est pas si loin d'aller très loin.

Pour vous faire bénéficier au mieux de tout ce que la Station de Vittel peut offrir, et vous faciliter accès, inscriptions et réservations aux Thermes, Vittel a mis au point une nouvelle formule : "le Passport pour la Forme". Pour une somme forfaitaire, vous pouvez avoir droit à tout : examens, soins, sports.

Pour vous inscrire au "Passport pour la Forme", deux possibilités : si vous choisissez de séjourner au Club Méditerranée, demandez-le en option. Si vous choisissez l'indépendance, adressez-vous directement au Secrétariat Médical de la Station qui vous donnera tous les renseignements nécessaires. B.P. 43, 88800 Vittel. Tél. 29 - 08.00.00 poste 553.

VITTEL, LA STATION DE LA VITALITÉ



دکتر امتیاز علی

Le Monde

LE DE FRANCE

que se

Le Monde

AFFAIRES

Les salaires
proposés

Chinatown

POSTE CHINOISE

LE MARCHÉ

TAUX D'

ILE-DE-FRANCE

Que sont devenus les réfugiés indochinois ?

UN QUARTIER D'ACCUEIL A PARIS

Chinatown dans le treizième arrondissement

Une porte de Paris (Cholsey), un boulevard (Massena), une église de pierre et de tuf artificielles, vilain fruit du dix-neuvième siècle. (Saint-Hippolyte), des tours, encore des tours, produits contestés du vingtième siècle finissant, qui s'écroulent de leur masse des H.L.M. d'avant guerre et quelques entrepôts, derniers témoins d'un riche passé industriel. Un quartier parisien comme un autre ? Pas tout à fait. Pas du tout même. Si les tours s'appellent Bergame, Verdi, Ravenna, Ancône, les boutiques qui se serrent à leurs pieds ont des noms « Da King », « Europasia », « Bang Heng », « Diamant Asie ».

La laverie, les conseils aux utilisateurs sont en idéogrammes. Sur les trottoirs les Asiatiques paraissent plus nombreux que les Européens. Les anciennes usines Poincaré ont-elles laissé place à « Chinatown-sur-Seine » ? Pas encore. Contrairement à celles du célèbre quartier new-yorkais, les cabines téléphoniques n'ont pas un toit en forme de pagode. Mais il se passe quelque chose ici. Quelque

chose tout son salaire à son loyer plutôt que d'accepter un logement en banlieue : « Mes enfants ont déjà eu assez de mal à s'habituer, je ne veux pas maintenant les changer d'école. » Et puis elle a déjà trop souffert : « On a dû tout quitter une fois, on ne va pas repartir maintenant que l'on a réussi à recréer quelque chose ici. »

« Jamais d'histoires »

C'est ainsi que se crée un quartier chinois. Sans doute dans les constructions H.L.M. ou dans celles du « 1 % » logement, ils représentent plus de 60 % des occupants des tours s'écroulent autour de l'Euromarché à la grande satisfaction des gardiens qui, comme les gérants, ferment les yeux sur les règlements de sécurité qui imposent un minimum de 10 mètres carrés par habitant. La casquette sur la tête, un des « concierges » ne tarit pas d'éloges : « Avec eux, on n'a jamais d'histoires. Ils paient leur loyer sans retard, ne disent jamais rien quand on leur fait des remarques, ne rouspètent pas. On ne peut pas en dire autant des Français. »

Tout va donc pour le mieux ? Non, bien entendu. Même quand on n'est pas difficile, il est dur de trouver du travail. Ces anciens commerçants doivent accepter de travailler à la chaîne dans les usines automobiles de la région, ou de faire de longues journées dans les restaurants chinois de Paris. Surtout, il y a la langue (bien peu parlent le français) et la xénophobie des Français.

Le Secours catholique a détaché sur place une jeune Vietnamiennne. Discrète et timide, elle a pourtant mis en place une organisation remarquable : cours de français donnés par des bénévoles ; (ils ne manquent pas, mais les locaux sont insuffisants, malgré l'effort de la paroisse Saint-Hippolyte) groupe de rencontres ; visites aux malades ; débordant dans les hôpitaux psychiatriques ; camps et sorties pour les enfants ; assistance scolaire pour les plus jeunes par les élèves européens des lycées. Elle est aussi un peu l'écritain public : « Quand on ne parle pas la langue, le

patron a tendance à vous en demander plus qu'un autre, ou à ne pas vous donner tout ce que vous avez droit. Alors on vient me voir. Je téléphone, j'écris... » Grâce à ce petit groupe, Français et Chinois ne s'ignorent plus totalement. Certains paroissiens commencent même à apprendre la langue de leurs hôtes. « Ici tout cela n'est qu'une goutte d'eau dans l'immensité de ce quartier. »

Parties de billes, ou de balle au prisonnier s'échangent, football en bordure d'un terrain vague, courses de patins à roulettes, les enfants chinois se sont vite adaptés aux mœurs françaises. Mais, au pied des tours, petits Asiatiques et petits Européens jouent séparément. Préférer les mêmes banes d'école n'a pas encore fait tomber les barrières. Dans les accenseurs, Blancs et Jaunes semblent se regarder sans se voir. On a pas de racisme. Les Indochinois sont mieux acceptés que les Noirs ou les Nord-Africains, mais.

Voitures neuves

Le climat est tel que tous les inconvénients de la vie dans de semblables ensembles sont mis sur le compte des Chinois. Les loyers sont chers ? « C'est parce qu'ils ne paient pas (ce qui est faux). Alors la propriété se retire sur nous. Les charges augmentent ? « Ils ont tout ». « Et puis cette odeur, vous avez senti ? ». Ah ! cette odeur de cuisine chinoise qui envahit les cages d'escalier et que semblent supporter difficilement les odorats européens.

Les habitants de la porte de Cholsey regardent maintenant d'un œil différent les reportages sur les camps thaïlandais. Les Chinois d'ici ne ressemblent guère à l'image que le Français se fait du réfugié. On s'entasse dans un appartement, on regne sur la nourriture, mais on cache sa misère à l'extérieur, on s'habille correctement, avec élégance parfois. Alors le Français ne regarde plus avec amusement les « anciens » qui, au lever du jour, font leur gymnastique sur les pelouses du square de la villa d'Este, mais avec jalousie, ces

familles bien nettes qui s'engouffrent dans des voitures neuves.

Pourtant, la traditionnelle politesse asiatique n'a pas disparu, bien au contraire. Mais les Français débordés la prennent pour de l'obéissance. « Ils disent toujours oui, mais avec la sourie, ils nous poussent dehors », tempête une des dernières commerçantes européennes du « kiosque de Cholsey ». « Ils veulent avoir ma boutique, et ils finissent par l'avoir », dit cette femme toulousaine de ne pas avoir réussi à s'entendre avec ses nouveaux voisins. Elle est gênée de rejeter ces réfugiés, mais pour elle comme pour beaucoup d'autres habitants, trop c'est trop. « Moi, on est venu m'embêter pour vérifier si mon local correspondait bien à toutes les normes de sécurité et d'hygiène, mais personne n'a été regarder comment le Chinois d'ici était fait pour travailler ses compatriotes. A eux, on ne peut rien dire. Tout le monde hurle ». Embêché, cette commerçante qui se défend sincèrement de toute attitude raciste s'écrie : « Ils ne regardent pas à la tâche, ils sont prêts à tout apprendre pour pouvoir travailler. Le vrai pécunier, c'est ça. »

C'est vrai, tout ne se passe pas dans la plus parfaite légalité. Dans de nombreux appartements, une femme est rive à sa machine à coudre. Le tissu arrive de nuit dans de grands sacs en plastique, les robes et pantalons repartent aussi discrètement pour on ne sait quelle destination. Il n'y a pas que les Turcs à travailler au noir pour la confection. Et, ici, les intermédiaires qui en profitent sont bien souvent des Asiatiques. La société chinoise s'est reconstruite, avec ses patrons et ses salariés, ses pauvres et ses riches. Ceux qui savent profiter de tout, ceux qui souffrent.

La France, terre d'asile, se doit d'accueillir les réfugiés qui ne veulent plus, qui ne peuvent plus vivre dans des pays dont elle a longtemps utilisé les ressources, mais il faut savoir que dans certains quartiers la note à payer s'élève. Peut-être est-il encore temps d'empêcher la constitution de ghettos.

THIERRY BRÉHER.

L'hospitalité... malgré l'administration

Pour ceux qui veulent témoigner concrètement et à leur niveau de l'hospitalité française envers les réfugiés du Sud-Est asiatique, la bonne volonté ne suffit pas. L'histoire du « comité d'accueil » qui s'est constitué spontanément à Brétigny-sur-Orge (Essonne), une commune d'environ vingt mille habitants, en est une bonne illustration. Il faut une solide obstination pour venir à bout d'obstacles et de pesanteurs qu'on aurait pourtant cru bannis en de telles circonstances.

A Brétigny, tout a commencé avec les membres d'une trentaine de familles, pour la plupart catholiques pratiquants, sensibilisés par l'appel de Mgr Elcheggaray. Au mois de juin 1979, lors d'une réunion organisée à la paroisse, les décideurs d'accueillir une famille cambodgienne, d'autant qu'un appartement qu'il eût fallu remettre en état, est à leur disposition. Pour ce faire, ils s'engagent à verser pendant un an, selon leurs possibilités, l'argent nécessaire à la subsistance de leurs futurs hôtes.

Les réserves du P.C.

« Pour une fois que tous les gens étaient conscients qu'il y avait un grave problème à régler et comme les déclarations officielles ne pouvaient que nous encourager, nous pensions que tout allait être simple », raconte Mme Yvonne Spinal, qui est une des chevilles ouvrières du comité. « Or, pour elle, lorsque j'ai téléphoné au Comité des réfugiés, on m'a presque envoyé sur les roses en disant : il n'y a rien à faire. A la préfecture, les gens ont été beaucoup plus compréhensifs. Seulement, à chacun de nos appels, on nous demandait d'attendre. En vérité, nous n'avons jamais bien compris où était le blocage, mais ce fut difficile d'avoir une famille. »

Contrairement à ce que certaines déclarations ont pu laisser croire l'été dernier, il n'y avait pas un « stock » de réfugiés dans lequel les « bonnes volontés » n'avaient qu'à puiser. Des « bonnes volontés » pas toujours entièrement désintéressées.

La Commission nationale d'entraide a été déçue par les demandes d'emplois de maison. Finalement, le 18 octobre, la famille tant attendue est arrivée à Brétigny. Un cuisinier cambodgien d'origine chinoise, âgé de cinquante-huit ans, sa femme et huit de ses neuf enfants, l'ainé déjà installé en France ayant tavorisé leur venue. Chassés de Phnom-Penh, ils avaient erré pendant quatre ans dans les camps de réfugiés en Thaïlande. Mais, pour les membres du comité local, l'essentiel n'était pas d'accomplir : obtenir les allocations familiales, faire admettre les trois plus jeunes fils dans les écoles de la ville alors qu'ils n'avaient jamais été scolarisés, aider les filles majeures à trouver un travail à Paris (pour le père cela n'a pas encore été possible).

« Sur la plan administratif, cela a eu du mal à suivre, constate M. Roland Spinal. Personne n'était au courant, et il a fallu multiplier les démarches. De son côté, la municipalité, qui est à majorité communiste, n'a d'abord pas voulu entendre parler de notre initiative. Un conseiller socialiste nous a tout de même aidés, et on s'est vite aperçu qu'il n'y avait pas de refus fondamental. » Reste l'obstacle quasi insurmontable de la langue. Les nouveaux arrivants ne parlent toujours pas un mot de français et, pour ceux qui sont plus particulièrement chargés de les accueillir, l'apprentissage du chinois, même avec la meilleure volonté du monde, ne peut s'improviser. Dès lors, pour ces habitants de Brétigny de fraîche date, que leurs voisins ne savent trop comment aborder, il est encore trop tôt pour parler d'intégration. Même si leurs enfants viennent de partir en classe de neuve.

Les Spinal ont été sollicités depuis lors pour venir en aide à d'autres familles cambodgiennes, ce qu'ils ont fait bien volontiers, « mais les logements manquent ». Reste pour eux les contacts qui se sont noués avec ceux qui sont devenus leurs amis. « C'est cela qu'il faut dire, insistent-ils. Il y a échange et pour nous une ouverture. »

STÉPHANE BUGAT.

POSTE CHINOIS

Les préposés du bureau de poste de la villa d'Este ont dû s'habituer au courrier surchargé d'indochinois. La solidarité est grande avec ceux qui n'ont pu encore s'expatrier. Jour après jour des paquets s'envoient vers le Vietnam.

Des mandats partent aussi vers la Thaïlande. Pas plus de 480 F à chaque fois, il faut bien aider le frère, la sœur, le cousin encore dans un camp. La receveuse a dû faire imprimer des étiquettes spéciales...

chose qui fera que, pour longtemps, ce coin du treizième arrondissement sera marqué par l'afflux, à Paris, des réfugiés indochinois.

A son arrivée à Orly, ce jeune Vietnamienn avait été envoyé au centre d'accueil de Limoges. Là, on lui avait trouvé sur place un logement et du travail. Pourtant il est venu voir les responsables parisiens du Comité national d'entraide (association privée qui coordonne l'action des pouvoirs publics en la matière) pour leur demander un emploi. Ils lui ont proposé de retourner dans le Limousin : « Je ne puis pas. Je veux rester à Paris. Ma mère est ici. » — « Elle n'a qu'à aller avec vous. » — « Mais mon frère travaille à Paris. »

Comment ne pas comprendre ! Lors d'un tel déracinement, les liens familiaux sont les derniers qui subsistent. Résultat de cette attitude : près de la moitié des quelque soixante-dix mille Indochinois qui se sont réfugiés en France depuis 1975 se sont installés dans la région parisienne. La porte de Cholsey est devenue un véritable aimant pour tous ceux qui sont d'origine chinoise : qu'ils soient de nationalité vietnamiennne, cambodgienne ou laotienne, ceux-ci représentent plus de 20 % des réfugiés asiatiques. La diaspora chinoise a, de tout temps, eu l'habitude de se regrouper. Elle l'a fait à Paris comme ailleurs.

Pourtant les loyers sont élevés : 1800 F pour un deux-pièces, 2700 F à 2800 F pour un quatre-pièces. Pour faire face à de telles charges, une seule solution : s'entasser à plusieurs familles dans un même logement, jusqu'à dix personnes dans un « living » et deux chambres. Il suffit dans la journée d'empiler le long du mur les matelas simplement posés sur le sol pour le nuit.

La solidarité n'est pas un vain mot. Les nouveaux arrivants trouvent facilement un abri chez les plus anciens. Au moins le temps d'améliorer leur situation matérielle. Déménager après, oui, mais à condition de rester dans le quartier. Une vœu avec cinq enfants qui ne gagne que 2400 F par mois préfère com-

A MAISONS-ALFORT

Une famille sous le signe du lotus d'or

LES restaurateurs vietnamiens et chinois poussent comme fleurs de lotus au soleil de printemps : débordant le cadre de Paris, ils essaient aujourd'hui à travers la banlieue.

Mme Candu Le Van, une délicate Vietnamiennne de vingt-sept ans, mère de deux enfants, dont le mari, ancien ingénieur des ponts et chaussées à Saigon, s'est reconstruit dans l'industrie du pétrole, et qui, elle-même, tient depuis le 1^{er} janvier dernier, avec ses parents, un restaurant à Maisons-Alfort (Val-de-Marne) explique cette exceptionnelle situation : « En ouvrant le Lotus d'Or, toute la famille a pu rester soudée, et nous continuons à vivre à la vietnamiennne. Si je travaillais à l'extérieur, je ne pourrais être, au mieux, que dactylo et je gagnerais 3 000 francs par mois, 4 000 francs avec de la chance. Alors que, là, nous travaillons quinze à dix-sept heures par jour, nous ne prenons pas de vacances, nous ne fermons que le mercredi, pour faire notre ravitaillement à Rungt et dans les épiceries asiatiques, nous ne gagnons pas d'argent, mais nous mangons, et mes trois jeunes frères peuvent continuer leurs études. Vous savez, nous arrivons à vivre, car nous ne comptons pas nos heures, d'autant que notre cuisine est très longue à préparer. C'est celle d'une civilisation qui a toujours d'hui disparu. Nous ne faisons pas payer notre travail. C'est la part des secrets de la relative modestie des additions dans les restaurants asiatiques. Une des clés aussi de leur succès auprès de tous les publics. »

Un succès inégalement réparti,

car, à côté d'établissements bien situés qui ont su occuper un créneau « juteux », celui des « faillites » n'est pas en reste. Combien d'autres vivaient tranquillement, voire même se trouvaient accablés à la liquidation. La concurrence est rude, même à Maisons-Alfort. Là où il n'en existait aucun, il y en a maintenant trois aujourd'hui. A Champigny, on en dénombre trois dans une même avenue ; chaque ville a ses lieux. Et la clientèle n'est pas extensible à l'infini. Le Lotus d'Or de Maisons-Alfort ne sert en moyenne qu'une dizaine de couverts par repas.

Mme Le Van et les siens ont choisi la France, car « notre dévotion est plus française qu'américaine ». C'est aussi un choix sentimental. « Ses oncles et cousins se sont éparpillés aux Etats-Unis, au Canada, en Belgique, en Allemagne fédérale et en Suisse. Sa mère, le visage perpétuellement éclairé d'un sourire, raconte tristement l'histoire suivante : « Aus Etats-Unis, une femme de la bourgeoisie de Saigon avait ouvert un restaurant : à la fin du repas, alors quelle présentait la note, un client lui donna un pourboire dans la main. La femme rit alors nerveusement et, dans la nuit, elle a pleuré... » Aujourd'hui, je suis sûre qu'elle ne pleure plus — ajoute la fille. — on s'habitue et on s'adapte à tout. » Mme Le Van ne se fait pas d'illusions : « Ici, on n'a pas d'argent ; les parents espèrent retourner un jour au pays. Mais je sais que nous sommes comme les Russes blancs... »

FRANCIS GOUGE.

EN SEINE-ET-MARNE

Les Siong retournent à la terre

« L'ORSQUE j'ai proposé au comité des fêtes de voter un crédit pour permettre l'installation d'une famille de réfugiés, je me suis heurté à un refus. Certains membres étaient opposés à cette idée sans raison précise, d'autres estimaient qu'il était plus important d'agir en faveur de demandeurs d'emploi français, plusieurs ont même démissionné. » Il n'est pas toujours facile de faire partager ses sentiments à une majorité. Mme Yolande Laveux l'a apprise. l'hiver dernier, lorsqu'elle s'est mise en tête d'accueillir une famille laotienne à Barbey (Seine-et-Marne). Cependant, passés les premiers moments de réticence, la majorité des cent habitants de ce petit village planté dans la plaine à la limite

de la Seine-et-Marne et de l'Yonne s'est habituée à la présence discrète des huit membres de la famille Siong.

Les essais d'implantation de familles indochinoises en milieu rural furent en général des échecs. Les différences de culture et de mode de vie sont si grandes qu'il est bien difficile de les affronter directement. Tant et si bien que le Comité national d'entraide, qui coordonne l'action des pouvoirs publics en la matière, conseille de regrouper les familles par trois pour les installer dans un village. Les Siong — de l'ethnie des Hmongs — seront-ils l'exception ? Pourtant ces agriculteurs montagnards n'ont pu trouver de travail dans les deux fermes de Barbey.

Un régime de faveur

Tcha Ying, le père, et Pao, le fils aîné, ont été embauchés par une entreprise de travaux publics. Un camion les prend tous les matins au bord de la route et les conduit au chantier. Malgré le régime de faveur dont ils bénéficient (et qui ne va pas sans occasionner quelques accès de jalousie chez les autres employés, principalement des travailleurs immigrés du Maghreb), Pao se plaint de conditions de travail et surtout du froid. Ce jeune homme fragile qui prétend être âgé de vingt-cinq ans semble à peine sorti de l'adolescence, une adolescence passée dans un camp de réfugiés.

Même attitude chez son frère cadet Vang, qui a soudain décidé de quitter l'école privée où on l'avait accepté en cours d'année

quand il a su qu'il fallait payer pour travailler. Inscrit dans une classe de préparation au C.A.P. de maraîchage et d'horticulture, il pensait que les cours de jardinage qui font partie de l'enseignement pratique seraient rémunérés, et voilà qu'on lui demandait de l'argent.

Ly Chue, la jeune femme de Pao, ne se plaint pas de son sort. Et, après sa journée de travail chez un horticulteur de May-sur-Yonne, c'est elle qui prépare le dîner. Dans un coin, assise sur une chaise, Ly Phoua, la mère, berce doucement son bébé, le petit Seng, né l'an dernier dans le camp de Thaïlande.

En quatre mois la famille Siong a commencé à organiser sa nouvelle vie. Et même si la maison de quatre pièces mise à leur dis-

position par M. et Mme Laveux n'est pas très grande, chacun des huit membres du clan (il y a aussi Ken et Chia, une fille de huit ans et un garçonnet de six ans) semble s'y trouver à l'aise.

La dot

La vie moderne a ses avantages, ainsi que la télévision qui trône dans la pièce principale en témoignage, mais elle a aussi ses inconvénients et les Siong ont dû apprendre à gérer leur budget. Un budget d'autant plus difficile à boucler que les revenus familiaux (trois SMIC) sont amputés (allocations familiales) sont amputés chaque mois d'une somme minimale de 500 F expédiés en Thaïlande pour payer la dot (6 000 F au total) de Ly Chue. Même en exil les Siong sont fidèles à leurs engagements.

De toute la famille, c'est Tcha Ying, le père, qui semble le mieux dans sa peau de nouvel habitant de Barbey. Bien qu'il soit incapable de dire un mot de français (à l'inverse de ses fils qui ont suivi quelques cours d'alphabétisation), il s'est attaché plus longtemps que les autres à la petite fête organisée dans la salle communale, en janvier, pour l'Épiphanie. Il paraissait essayer de l'imprimer de l'ambiance du village par sa simple présence au milieu des Barbeysiens. Et, la semaine dernière, lorsque les occupants de la maison voisine sont arrivés dans une camionnette pleine de mobilier, il est immédiatement sorti leur donner un coup de main. Comme n'importe quel bon voisin.

CHRISTIAN-LUC PARISON.

AFFAIRES

Les salariés de deux filiales de la S.N.C.I. proposent de racheter leurs usines

De notre correspondant

Evry. — Les cent cinquante salariés des deux usines Isosta et Stalom, de Senlis (Seine-et-Marne), ne veulent pas entendre parler de licenciement collectif qui les menace. Ces deux sociétés, spécialisées respectivement dans la fabrication de panneaux de façade et de portes articulées, sont affiliées au groupe Barbot, qui a été lui-même absorbé en 1978 par la S.N.C.I. (Société nationale de constructions industrielles). Or la S.N.C.I. vient d'être mise en règlement judiciaire, et le groupe Barbot fait l'objet d'une suspension provisoire des poursuites (S.P.P.) à l'issue incertaine.

Pourtant les salariés d'Isosta et de Stalom conservent la ferme conviction que leurs entreprises peuvent voler de leurs propres ailes et éviter d'être entraînées dans la chute de la S.N.C.I. Aussi ont-ils réagi avec véhémence au début de la semaine dernière lorsque M. Chassagnon, le syndicat d'entreprise du groupe Barbot, a demandé au tribunal de commerce de Paris de mettre également leurs deux sociétés en S.P.P. Ensemble, avec le soutien des sections C.F.D.T. et F.O., profitant du sursis à statuer prononcé le 11 avril par le tribunal, ils ont alors émis une offre d'achat « relatif » inattendue. En effet, les salariés eux-mêmes y participeraient selon leurs possibilités, avec le soutien de quelques clients importants, de personnes morales ou physiques et, semble-t-il, d'une banque locale.

Les modalités de cette « reprise » restent à préciser. En tout cas, elle adopte comme principe la rentabilité des deux usines fonctionnant de façon autonome. Le chiffre d'affaires de l'Isosta de 55 millions de francs, est assuré à moins de 50 % par des commandes propres de la S.N.C.I. et les carnets sont remplis, fait-on remarquer à Senlis.

« Nous avons tout ce qu'il nous faut pour assurer nos échéances mais le problème que nous voulons entreprendre doit aller vite », estime, pour sa part, M. Marcel Marchais, directeur des deux usines qui, dit-il, « tournent malgré les retards administratifs ».

Selon ses instigateurs, la proposition du personnel d'Isosta et de Stalom fait l'unanimité à Senlis, ville moyenne de vingt-cinq mille habitants, et dans une région déjà lourdement frappée par le chômage. Mais elle n'implique aucune intention « autogestionnaire » ni même « coopérative » puisque elle prévoit la constitution d'une nouvelle société anonyme et le maintien de l'essentiel des structures existantes.

Faits et chiffres

La distribution des produits pétroliers. Le Journal officiel du 11 avril publie un avis du ministère de l'Industrie relatif aux autorisations de mise en distribution sur le marché français des produits pétroliers raffinés. Ces autorisations, encore baptisées « Ax », sont délivrées par le ministère de l'Industrie pour une durée de trois ans.

A la fin de 1979, les pouvoirs publics avaient délivré un certain nombre d'Ax. Mais il avait été indiqué qu'un « rattrapage » serait prévu pour les candidats qui n'avaient pas été retenus du fait de l'insuffisance des dossiers présentés.

L'avis paru au Journal officiel invite des candidats à déposer leur demande au ministère de l'Industrie avant le 6 mai.

Spécialisée dans les prises de participation dans les entreprises régionales en expansion

La Siparex va augmenter son capital

La Société de participation dans les entreprises régionales en expansion Siparex, dont le siège est à Lyon, va porter son capital de 78 à 108 millions de francs. Les 30 millions de francs supplémentaires seront souscrits à 92,5 % par le secteur privé, dont la part dans le capital de Siparex passera de 71,3 % à 77,1 %. Fait notable, les actionnaires régionaux (soit trente sur un total de cent quatre-vingt-neuf) assureront 49,3 de l'augmentation de capital.

Parmi ceux-ci figurent la Banque fédérative de crédit mutual d'Alsace, de Lorraine et de Franche-Comté, les caisses régionales de Crédit agricole de Franche-Comté, et de Provence-Côte d'Azur, les S.D.R. Centre et Méditerranée, les Banques Populaires et la Banque Martin-Maurel de Marseille. Autre fait notable, 33,3 % de l'apport supplémentaire est fourni par des investisseurs étrangers, dont la part dans le capital de Siparex atteindra 11,1 %. La Dresdner Bank, qui a été l'un des investisseurs de la Siparex, a été remplacée par la Banque Industrielle de Commerce. L'augmentation de capital permettra à Siparex de multiplier ses prises de participation dans les entreprises « moyennes-grandes » d'un chiffre d'affaires compris entre 60 millions de francs et 300 millions de francs. Créée à la fin de 1977, cette société, soumise par M. Dominique Nonvallet, après une assez longue période de préparation, a déjà pris huit participations dans des

entreprises moyennes des six régions de sa zone de compétence (le Monde du 11 janvier 1980). La dernière en date a été l'augmentation de capital de 3 millions de francs des établissements Vuillemin souscrite pour les trois quarts par Siparex et pour un quart par la S.D.R. du Sud-Est. Créée en 1945, les Etablissements Vuillemin fabriquent des jouets et des jeux, principalement en plastique injecté, sous la marque « Jouets Mont-Blanc », et emploient 250 personnes à Rumilly, en Savoie. Pratiquant une politique d'innovation et de qualité dans un secteur soumis à une forte concurrence internationale, cette petite société familiale a pu porter en trois ans son chiffre d'affaires de 25 à 50 millions de francs, figurant, dès maintenant, parmi les toutes premières entreprises françaises du jouet.

● L'usine de confection UGECO du groupe Eldersman, à Guérande (Loire-Atlantique), occupée depuis le 11 avril par une partie de ses deux cent dix employés qui protestent contre l'annonce de la prochaine fermeture de leur usine, a été évacuée le 12 avril sans incident par des forces de gendarmerie, annonce un communiqué C.F.D.T.

● ERRATUM. — M. Emminger, que nous avons cité dans la revue hebdomadaire des changes publiés dans nos éditions datées du 13 avril, page 23, n'est pas l'actuel président de la Bundesbank, mais ancien président de l'Institut d'émission allemand. Il a été remplacé à ce poste en janvier dernier par M. Poehl.

SOCIAL

LA FÉDÉRATION NATIONALE DE LA MUTUALITÉ FRANÇAISE DÉCIDE DE NE PAS APPLIQUER LE TICKET MODÉRATEUR D'ORDRE PUBLIC

La Fédération nationale de la mutualité française (F.N.M.F.) qui compte vingt-trois millions d'adhérents a décidé de ne pas appliquer le ticket modérateur d'ordre public, le 1^{er} mai prochain, a annoncé son président, M. Veulade, lors d'une conférence de presse à Paris, le 14 avril.

C'est en effet le 1^{er} mai que devrait entrer en vigueur le décret du 15 janvier 1980 fixant les modalités de mise en place du ticket modérateur d'ordre public qui empêchent les mutuelles et les compagnies de services de rembourser totalement les frais de santé afin de faire supporter aux malades au moins 5 % des dépenses.

Faisant de la liberté reconnue de tout citoyen, de se protéger par un effort personnel de solidarité contre les aléas de l'existence, un principe fondamental sur lequel « nous restons intransigeants », M. Veulade a dé-

fini les positions de son mouvement. « Nous sommes ouverts à toute concertation pour une meilleure maîtrise des dépenses de santé. Mais nous posons en préalable à toute discussion : la non-application du décret. A terme, nous demandons son abrogation. » La F.N.M.F. a déposé un recours en Conseil d'Etat contre le fameux décret, s'appuyant en particulier sur les traités européens ratifiés par la France et la Belgique. Pour cette défense d'une liberté fondamentale, les adhérents de la F.N.M.F. se seraient mobilisés avec une force qui a quelque peu surpris. Au dire de M. Veulade, quatre millions d'entre eux ont envoyé au président de la République une carte signée individuellement et réclamant l'abrogation du ticket modérateur d'ordre public. M. René Veulade devrait être reçu le 17 avril par le conseiller social de la présidence.

Les unions C.G.T., C.F.D.T., FEN de Côte-d'Or célèbreront le 1^{er} mai dans l'unité

Les unions départementales C.G.T., C.F.D.T., FEN de Côte-d'Or ont annoncé le 12 avril, dans un communiqué commun publié à Dijon, leur décision de célébrer le prochain 1^{er} mai dans l'unité.

Il n'en sera pas de même en région parisienne (le Monde du 5 avril 1980). A Paris, la C.G.T. défilera seule de la place de la République à Saint-Lazare. La C.F.D.T., de son côté, a appelé à une fête place de la Bastille. Quant aux militants parisiens de F.O., ils sont conviés à se rendre au cimetière du Père-Lachaise.

Si M. Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., a réaffirmé le 10 avril son attachement à l'unité d'action avec la C.G.T., les relations entre les deux grandes centrales restent difficiles. Cette unité d'action se poursuit pourtant parfois à la base. Ainsi, selon notre correspondant à Laval (Mayenne), depuis le 31 mars, à l'appel de la C.G.T. et de la C.F.D.T., 40 à 45 % des agents E.D.F.-C.G.F. de la Mayenne observent une grève de deux heures chaque matin pour s'opposer au projet de réduction de structures qui aboutirait à la suppression dans le département de districts E.D.F.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	Reu. + ou -	Reu. + ou -	Reu. + ou -	Reu. + ou -
\$ E.-U.	4,3260	4,3330	- 265	- 240
£ G.B.	2,6235	2,6245	- 100	- 125
Yen (100)	2,7067	2,7131	- 57	- 17
DM	2,5157	2,5235	+ 54	+ 81
France	16,2183	16,2180	+ 40	+ 30
F.S. (100)	14,3288	14,3280	- 67	- 40
F.S.	2,6235	2,6232	+ 79	+ 86
L. (1 000)	15,945	15,945	- 233	- 119
Fr. franc.	2,5240	2,5240	- 400	- 308

TAUX DES EURO-MONNAIES

	72/8	81/4	83/4	91/8	95/16	95/16	95/8	10
\$ E.-U.	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2
France	10 1/4	11	10 5/8	11	10 7/8	11 1/4	11 1/2	11 1/2
F.S. (100)	14	15 1/2	14 3/4	17 1/4	17 1/8	17 1/8	16 7/8	17 5/8
F.S.	9 7/8	14 1/2	14 1/2	17 1/2	17 1/2	17 1/2	16 3/4	17 1/2
L. (1 000)	12 3/4	15 1/4	15 3/4	17 1/4	16	17 1/2	16 3/4	16 1/2
Fr. franc.	16 1/2	17 1/4	17 1/4	17 1/2	17	17 3/4	16 7/8	17 5/8

Notes données ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de séance par une grande banque de la place.

(Publié)

Joël PICARD s.a.

CONSEILLER DE DIRECTION
Gestion du personnel - Formation - Recrutement

ANALYSE DES COÛTS

SAURER/DIEDERICH. — 1 300 personnes, en fonderie, usinage, montage de métiers à tisser mondiallement appréciée, recherche pour structurer son service organisation gestion industrielle et analytique. Sous l'autorité de son responsable de service, il devra mettre en place des modes opératoires et documents dont il aura établi les circuits. Il suivra et contrôlera ainsi les flux concernant les matières premières, la main-d'œuvre, les stocks... Le candidat, âgé d'une trentaine d'années environ, aura une expérience pratique du terrain acquise, soit dans un poste de comptabilité industrielle, soit dans un poste de correspondant informatique pour la comptabilité analytique ou le contrôle de gestion. De la rigueur, de la méthode et un esprit analytique sont obligatoires. La rémunération tiendra compte de l'expérience et de la valeur du candidat.

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.
Adresser C.V. en rapportant la référence à
JOËL PICARD S.A., 67, avenue du Maréchal-Foch
69006 Lyon. Tél.: (7) 889-44-66

WASHINGTON ★ CHICAGO
DETROIT ★ PHILADELPHIA
ANCHORAGE ★ NEW YORK
SAN FRANCISCO ★
BOSTON ★ MONTREAL
TORONTO ★ SEATTLE
MIAMI ★ LOS ANGELES

Allez droit au but. Au départ de Londres.
Nous desservons 13 villes d'Amérique du Nord.

Si vous partez avec nous, vous arriverez en super-forme. Oui. Maintenant, sur nos Boeing 747, en plus de la 1^{re} classe et de la classe économique, nous vous proposons la Classe « Club ».

Une classe spéciale pour ceux qui paient plein tarif. Pour ceux qui veulent travailler ou se détendre dans une ambiance calme et agréable.

De toute façon, quelle que soit la classe, nous vous proposons — au départ de Londres — plus de vols directs pour plus de villes clés* en Amérique du Nord. Et pour rejoindre Londres, de nombreux vols au départ de Paris, Lyon, Marseille, Nice ou Bordeaux vous assurent une correspondance rapide.

Aucune autre compagnie aérienne ne dessert mieux l'Amérique du Nord, au départ de Londres. Renseignez-vous auprès de votre agent de voyages.

* 3 fois par semaine pour Seattle, à partir du 27 avril.

Réervations téléphoniques : Paris : 778.14.14
Bordeaux : 96.80.09 - Marseille : 99.77.10
Lyon : 897.74.61 - Nice : 83.19.61

British
airways

Nous prenons bien soin de vous.



Les emplois d'office collectif

Les emplois d'office collectif... (Text continues with details about collective office jobs and related regulations.)

Musée en plein air ou

Musée en plein air ou... (Text continues with details about outdoor museums and cultural activities.)

... (Continuation of text from the right column, discussing various topics related to employment and culture.)

... (Continuation of text from the right column, discussing various topics related to employment and culture.)

... (Continuation of text from the right column, discussing various topics related to employment and culture.)

... (Continuation of text from the right column, discussing various topics related to employment and culture.)

... (Continuation of text from the right column, discussing various topics related to employment and culture.)

... (Continuation of text from the right column, discussing various topics related to employment and culture.)

... (Continuation of text from the right column, discussing various topics related to employment and culture.)

Les emplois d'utilité collective : trop peu nombreux, mais originaux

Il y a un an, le gouvernement lançait — discrètement — un « programme expérimental de création de cinq mille emplois d'utilité collective ». Le décret du 2 mars et la circulaire du 5 avril 1979 indiquaient que ces emplois devaient être créés par des organismes autres que des collectivités locales, des administrations ou des établissements publics, et qu'ils devaient présenter un caractère permanent et être réservés à des chômeurs. Pour chaque poste à temps plein, l'Etat accorde une subvention de 24 000 francs, un crédit

total de 120 millions de francs ayant été affecté à cet effet.

Ces emplois doivent « répondre à des besoins collectifs nouveaux et mal satisfaits, créer des activités et des services originaux ». Il s'agit de « promouvoir l'innovation », de « mobiliser l'imagination et l'initiative hors des sentiers battus » dans des domaines comme, par exemple, les énergies nouvelles, la récupération des déchets, l'exploitation de la forêt, la réhabilitation immobilière, etc. Il s'agit aussi de « réinsérer par l'économie des personnes marginalisées ». Aujourd'hui, indique le ministre du travail et de la

participation, environ deux mille trois cents emplois ont vu le jour grâce à cette formule qui constitue un très modeste remède contre le chômage, mais qui présente néanmoins un intérêt socio-économique certain, lié à la qualité de la vie et à la volonté souvent exprimée de « rester au pays ».

Le département des Alpes-de-Haute-Provence, où trente-deux postes de ce type existent (dont quatre à mi-temps), est en pointe dans ce domaine. Notre envoyé spécial décrit ci-dessous trois expériences en cours.

Du musée en plein air au « bistrot » pour personnes âgées

De notre envoyé spécial

Digne. — Un sablier, symbole du temps qui s'écoule, laissant filtrer des amoncellements caractéristiques de l'ère secondaire : l'archaïque, éditée par la chambre départementale de tourisme, avec le concours du conseil régional, annonce la création de la réserve géologique des Alpes-de-Haute-Provence : 1 000 kilomètres carrés de sites naturels, concentrés autour de Digne, qui des chutes (cascades ou petites gorges) de Barles aux poudingues de Valensole, racontent « la longue histoire des roches depuis la carbonifère », comme l'écrit un maître-assistant de l'université de Provence.

Depuis trois cents millions d'années qu'un affaissement du sphénoïde (étage géologique) est apparu dans la région, on aurait pu se dire que plus tôt à protéger et à valoriser ce patrimoine géologique, mais c'est là une autre affaire. Deux circonstances ont favorisé l'instauration de ce musée de plein-air, qui devrait être bientôt « ouvert » au public : la réunion, en 1978 à Digne, d'un congrès mondial de la géologie, qui a été suivi d'échanges avec l'université d'Aix-Marseille I, et la parution du décret du 2 mars 1979 relatif à l'aide à la création d'emplois d'utilité collective. Il faut ajouter une troisième raison : le souci des élus locaux et des géologues professionnels de stopper le pillage des sites géologiques par les collectionneurs du dimanche.

Fin 1978, une convention est passée entre la ville de Digne et un étudiant de troisième cycle en géologie, à la faculté des sciences de Marseille, M. Guy Martini. Moyennant finances (40 000 F), ce dernier est chargé de faire l'inventaire des sites géologiques du département — il en recensera près de cent cinquante — d'écrire un livre-guide pédagogique et de réaliser un montage audiovisuel. On aurait pu en rester là.

Mais le secrétaire général actuel de la préfecture des Alpes-de-Haute-Provence, M. Alain de Bouteiller, a été le premier haut fonctionnaire, le 7 octobre, lorsqu'il était en poste au ministère du travail et de la participation, du dossier des emplois d'utilité collective. Langue est prise avec lui : en mai 1979, est fondée l'Association pour la création et l'exploitation de la réserve géologique des Alpes-de-Haute-Provence. En novembre, la direction départementale du travail et de l'emploi autorise la création d'un poste de géologue, en vertu du décret du 2 mars : la somme de 24 000 F sera allouée, en trois versements trimestriels, à cette association, type loi de 1901, patronnée par la ville de Digne et l'université de Provence.

« La protection des êtres inanimés »

C'est elle qui rémunère M. Martini : est SMIC, en attendant mieux. C'est-à-dire avant qu'un nouveau contrat soit établi avec l'universitaire géologue, une fois ses études achevées, et avant que la réserve rocheuse procure des revenus à la subvention de l'Etat n'étant pas renouvelable. Les dispositions gouvernementales incitent du reste à l'attribution de l'aide publique, à « une prise en charge par les intéressés eux-mêmes des services et des activités dont ils proposent la mise en œuvre ».

Mais elles n'interdisent pas, sous certaines conditions, le concours financier de collectivités locales ou d'organismes privés. Ainsi, l'association digneoise a-t-elle déjà perçu 20 000 francs

du conseil régional et, pour une exposition de minéraux inaugurée le lundi de Pâques dans le hall de la gare de Barême, 16 000 francs d'une société d'exploitation des chemins de fer de Provence. Elle a, d'autre part, demandé des subventions à l'établissement public régional et à divers ministères (environnement, culture, éducation, tourisme).

« Avec un budget de fonctionnement de l'ordre de 200 000 francs par an, on devrait pouvoir y arriver », dit le Dr Bernard Delacassagrande, adjoint municipal aux affaires culturelles et animateur de l'association géologique. Vétéraire vouant une autre passion à « protection des êtres inanimés » il compte, comme les textes officiels le veulent, sur des ressources propres au musée naturel digneois. Ainsi, un droit d'entrée sera exigé pour visiter les principaux sites classés accessibles aux seuls randonneurs pédestres.

Sur tout un centre de formation appliquée, dirigé par M. Martini, doit voir le jour, exposant des collections paléontologiques, tectoniques et lithologiques. Les amateurs pourront y acheter des moules de fossiles, des livres techniques, des reproductions photographiques. Lycéens et étudiants y suivront des stages, financés par l'éducation nationale, et des séjours de vacances centrés sur la géologie seront organisés. Universitaires et chercheurs pourront y venir travailler.

En cette Année du patrimoine les promoteurs du projet insistent sur le rôle pédagogique de leur initiative. Pour M. Martini il s'agit de faire prendre conscience au profane de « l'état non statique des roches en lui montrant les traces de vie qu'elles contiennent ». « Si la région de Digne », ajoute M. Delacassagrande, « présente un chevauchement de terrains que l'on ne retrouve, sur la planète, que dans le Colorado ».

N'écouter que le cœur

M. Marcel Chienesse, président des Amis de la Tour, se demande, lui, si son association, composée du personnel soignant qui s'emploie, depuis 1968, à organiser les activités sociales des malades de l'hôpital psychiatrique de Digne, va finalement accepter les 36 000 francs qu'elle a sollicités et que l'administration a décidé de lui donner pour la création d'un poste à temps plein et d'un autre à mi-temps. La contradiction n'est qu'apparente.

Ces deux emplois entrent bien dans le cadre des dispositions de mars-avril 1979. Ils sont même tout à fait « innovants », puisqu'ils sont réservés à deux anciens malades mentaux, qui achèvent ainsi leur insertion sociale et professionnelle. Un homme (à temps complet) et une femme (à mi-temps) gèrent une petite cafétéria, ouverte le 14 novembre dernier à la fondation Georges-Roult. Avec la compréhension de M. Cebé, directeur de cette maison de retraite digneoise, les Amis de la Tour ont fait d'une pierre deux coups : procurer un travail extérieur aux anciens patients (on pressentait de l'hôpital psychiatrique et offrir un peu plus de détente aux pensionnaires de l'asile).

Mais voilà : ce n'est pas un bistrot comme les autres. Le décor est déjà planté. Pas d'alcool, bien sûr, et la tasse de café est à 1 franc, la boisson gazeuse ou fruitée à 2 francs. Le bénéfice est forcément maigre : 1 400 francs par mois en moyenne, ce qui paie tout juste les « salaires » (l'employé à temps complet reçoit environ 500 francs par mois) et les charges sociales. Or, si l'on accepte l'aide gouvernementale à la création d'emplois d'utilité collective, il faut verser une rémunération qui ne soit pas inférieure au SMIC (actuellement, 13,37 francs bruts de l'heure). C'est cette clause qui fait hésiter les Amis de la Tour, qui ont calculé que les bénéfices de la cafétéria devront alors se monter à plus de 6 000 francs par mois, une fois la subvention de l'Etat épuisée.

Comment réaliser un tel chiffre ? En élargissant la clientèle du petit établissement ? Déjà, des commerçants digneois, n'écouter que leur cœur, ont vivement protesté contre cette « concurrence ». En faisant appel au groupement coopératif des malades qui, à l'intérieur de l'hôpital psychiatrique, travaillent, contre rétribution, dans des ateliers de van-

publics à la création d'emplois d'utilité collective.

Le premier est chargé de l'information, de la documentation et des relations publiques. Le second est ingénieur-conseil, responsable des dossiers techniques (économies d'énergie, énergies renouvelables, etc.). Ils ont des contrats d'études avec des organismes officiels, comme le commissariat à l'énergie solaire, le ministère de l'environnement et du cadre de vie, le commissariat à l'aménagement de la montagne. Cette année, ils ont, notamment, une étude à faire sur les installations de biométhane qu'il est possible de réaliser dans les Alpes-de-Haute-Provence, ainsi qu'un rapport sur « l'habitat indépendant énergétiquement ».

Sur le terrain, ils apportent aux particuliers et aux collectivités locales une assistance technique gratuite (ne faisant acquiescer que les frais de déplacement). Parmi les projets en cours : la remise en état de la turbine d'un ancien moulin, occupé par un élève d'animaux tropicaux (laboratoire de toxines), qui doit maintenir une température constante de 30 degrés. Cette turbine alimentera directement une pompe à chaleur. Coût de l'investissement : 100 000 francs. Mais l'élève économisera 9 000 litres de fuel par an, soit 80 % de ses dépenses de chauffage.

Les deux jeunes animateurs de l'A.D.R. avec les 48 000 francs une trentaine de demandes de réalisations pratiques. Leur aide technique étant gratuite, on a dit, c'est le financement des contrats d'études (168 000 F pour 1980) qui constitue le budget de l'A.D.R. avec les 48 000 francs de l'Etat au titre des emplois d'utilité collective. L'Association a, d'autre part, réclamé une subvention au conseil régional et au commissariat de l'énergie solaire pour l'achat d'un moulinet d'hydrologie (servant à mesurer les débits) et d'un petit ordinateur de gestion.

MM. Vieillard et Maillardet se sont fixés, pour leur part, un salaire mensuel brut de 3 000 francs. L'ancien chercheur en sciences sociales gagnait le double à Paris. Mais il a préféré le chant des torrents alpins aux bruits de la ville.

MICHEL CASTAING.

LES DÉPENSES DE LA SÉCURITÉ SOCIALE ONT DIMINUÉ DE 15 % EN FÉVRIER

Participant à l'assemblée générale des mutilés du travail et des invalides civils de la Haute-Loire, le 13 avril, au Puy, M. Jacques Barrot, ministre de la santé et de la Sécurité sociale, a déclaré qu'une réduction de 15 % des dépenses de la Sécurité sociale avait été constatée en février. « Chaque point que je gagne, a dit M. Barrot, c'est 1,4 milliard de francs économisés. C'est grâce

à cela que l'on pourra enlever le point de cotisation exceptionnelle ». Le ministre a encore déploré que « les Français (sont) les premiers à gaspiller. Or les abus dévalorisent justement ceux qui ont le plus besoin [de la S.S.] ». Il a conclu qu'en matière de Sécurité sociale, « une certaine rigueur est nécessaire à la France ».

REMPLACEZ VOS FENETRES VÉTUSTES OU INEFFECTIVES.

VOS VIEILLES FENETRES

DES RESULTATS EXCEPTIONNELS

leurs inconvénients :

- Le bruit.
- Le froid.
- L'humidité.
- La poussière.
- Se déforment.
- Se bloquent.
- Nécessitent de l'entretien.

LES AVANTAGES AVANCIA

VOS NOUVELLES FENETRES :

- Vous isolent des bruits.
- Échappent au froid et à l'humidité.
- Ne laissent passer aucune poussière.
- Indéformables et inaltérables dans le temps grâce à leur structure en aluminium.
- Ne nécessitent aucun entretien.
- Fabrication sur mesure au mm.
- Pose dans la journée sans maçonnerie ni peinture.
- Déduction de vos revenus imposables.

SYSTEME DE FINANCEMENT PERSONNALISÉ SUR PLUSIEURS ANNÉES AVEC DE FAIBLES MENSUALITÉS DE REMBOURSEMENT.

VENTE DIRECTE D'USINE POSE COMPRENANT DEVIS GRATUIT

FENETRES ARCADIA RENOVATION 56, av. Augustin-Dumont - 92240 MALAKOFF - Tél. 65.746.61

Je suis intéressé par :
☐ Le catalogue détaillé des fenêtres ARCADIA RENOVATION.
☐ La visite d'un technicien ARCADIA RENOVATION pour une étude gratuite avec devis.
 Nom _____
 Adresse _____
 Ville _____ Code _____
 A retourner à :
 FENETRES ARCADIA RENOVATION, 56, av. Augustin-Dumont - 92240 MALAKOFF.

Franck et Fils.
Les petites robes dont on a envie.

15-30 avril.



Le grand magasin du seizième.

Franck et Fils, 80, rue de Passy, Paris 16^e. Parking avenue Paul Doumer, face au magasin. Métro Mouton.

CRÉATION D'ENTREPRISES
LANCLEMENT D'ACTIVITÉS
CONSULTEZ UNE ÉQUIPE
DE SPÉCIALISTES
CIFAMS - 723.30.44

LE MONDE
est chargé pour la diffusion de
ses lectures des magazines d'Associations
Venez y travailler peut-être
LES BUREAUX
QUE VOUS RECHERCHER

British
airways

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDEES

2. LIBERTÉ : « Le droit de l'État contre l'État du droit », par Marco Pannella ; les communistes français et les droits de l'homme.

ÉTRANGER

3. AFRIQUE
4.7. AMÉRIQUES
— ÉTATS-UNIS : l'interview du président Carter, les réactions à l'étranger et en France.
— EL SALVADOR : les États-Unis renouvellent leur soutien sans réserve à la lutte civile et militaire.
8. PROCHE-ORIENT
— Au sommet du Front de la femme, le colonel Kadafi préconise la suspension des livraisons de pétrole et de gaz naturel libyens et algériens aux États-Unis.

9. ASIE
— CHINE : la visite de M. Berlinguer à Pékin.
9-10. EUROPE
— BELGIQUE : la crise ministérielle.

POLITIQUE

11. L'élection présidentielle de 1981.
13. M. Djoudj à la Guadeloupe.

SOCIÉTÉ

14. Les suites de l'affaire de Broglie.
— A Marseille, des gendarmes font signer des aveux à des grévistes.
15. ÉDUCATION
— RELIGION : un rapport confidentiel soviétique publié à Paris montre comment le parti communiste contrôle les activités de l'Église orthodoxe russe.

16. SPORTS
— NATATION : quatre records nationaux battus au cours des championnats d'hiver.
— CYCLISME : Moser vainqueur de Paris-Roubaix.

CULTURE

17. MUSIQUE : Jazz, de Janacek, l'élan vital ; le Festival de Bourges ; chansons au cœur d'un printemps.

INFORMATION « SERVICES »

20. TOURISME

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

21. Fournisseurs interprètes de la hausse des taux d'intérêt.
— Le retard de l'industrie française des circuits intégrés.
23. La situation de la construction soviétique.
25. Le système de retraite décourage-t-il l'épargne des ménages ?
26. BONNES FEUILLES : la Machine et le Chénopode, un nouveau livre d'Alfred Savary.

ÉQUIPEMENT

41. ENVIRONNEMENT : les mesures des Côtes-du-Nord réclament une information complète sur les conséquences écologiques de la marée noire.
— TRANSPORTS : la R.A.T.P. s'efforce de trouver une solution au conflit du métro.

RÉGIONS

43. ILE-DE-FRANCE : que sont devenus les réfugiés vietnamiens ?

ECONOMIE

44-45. SOCIAL : Les emplois d'été collective : trop peu nombreux, mais originaux.

RADIO-TELEVISION (19)

Annuaire classé (27 à 40) ; Carnet (19) ; Journal officiel (20) ; Météorologie (20) ; Mots croisés (20) ; Programmes spectacles (19) ; Bourse (47).

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

21. Fournisseurs interprètes de la hausse des taux d'intérêt.

LA COURSE A LA MAISON BLANCHE

Les attaques et les à-peu-près de M. Reagan

De notre correspondante

New-York. — L'accroissement de la tension avec l'Iran encourage les concurrents de M. Carter à ne plus ménager le président. Le plus vigoureux détracteur de la politique étrangère de la Maison Blanche est sans doute M. Reagan, qui donne libre cours à ses thèses ultra-nationalistes. Au Texas, l'ancien gouverneur de Californie a présidé quelques semaines après son arrivée à Washington, le prestigieux des États-Unis et à rassurer leurs alliés. Four aider les Cubains candidats à l'émigration, M. Reagan suggère un pont aérien « du type de celui de Berlin ». A propos des otages de Téhéran, il admet qu'un raid de « type Entebbe » pourrait peut-être leur venir en danger. Mais il estime qu'il est temps de fixer aux Iraniens une date limite pour la libération des otages, faute de quoi, ils s'exposent à « de graves représailles ».

Les chômeurs de Californie

M. Reagan accuse Washington d'« abandonner ses alliés les plus sûrs », comme l'était Taiwan avant la reconnaissance de la Chine populaire ou l'Iran sous le régime du chah. Il aime aussi faire référence à la guerre du Vietnam, le plus souvent pour souligner que les hommes qui y ont pris part n'ont pas reçu, à leur retour au pays, l'accueil des héros. « Ils n'ont même pas eu droit aux bourses d'études des anciens combattants », a-t-il déclaré. Il y a quelques jours, avant de se faire immédiatement imposer un démenti par le Pentagone. Mais M. Reagan a alors expliqué en souriant que cette indication lui avait été donnée par des

officiers supérieurs dont il n'avait aucune raison de méfier la parole en doute.

La presse commence à éprouver les comptes de M. Reagan. Divers journaux ont entrepris d'établir la liste des erreurs qui émaillent ses discours les plus éloquentes. Ses statistiques économiques sont, semble-t-il, très fantaisistes. La chaîne de télévision C.B.S. a consacré plusieurs minutes de son émission du soir la plus écoutée à réfuter les dernières prévisions données, un peu à la légère, par le principal rival républicain de M. Carter. Le New-York Times conteste même le chiffre dont M. Reagan est le plus fier : la réduction spectaculaire du nombre des bénéficiaires d'allocation de chômage pendant ses mandats californiens. Selon le quotidien, ce nombre aurait augmenté.

Les journalistes commencent à s'implanter dans à-peu-près de M. Reagan, et parfois des controverses qu'il égrène, semble-t-il, de bonne foi. Le 12 avril, le candidat républicain, faisant allusion à la récente mission envoyée par les Nations unies à Téhéran, a vigoureusement protesté contre la présence, en son sein, d'un représentant de la Libye, qui n'a jamais fait partie du voyage. Rien de tout cela n'a semblé compromettre les chances de M. Reagan d'obtenir la nomination de son parti. Ses derniers électeurs — pas seulement républicains, et on en juge par les dernières élections primaires — ne cessent même de monter. Fin mars, 40 % des personnes interrogées par le Times le désignaient comme le dirigeant « le plus souhaitable en ces temps troubles ».

N. B.

En Inde

Mme GANDHI ÉCHAPPE À UN ATTENTAT

New-Delhi (A.F.P.). — Une tentative d'attentat a eu lieu, lundi 14 avril, contre Mme Gandhi. Alors que le premier ministre quittait le Parlement et gagnait son véhicule, un homme dans la foule qui contenait le service d'ordre, a lancé contre elle un couteau. Mme Gandhi n'a pas été touchée mais l'arme a atteint un de ses gardes du corps. L'attentat a été arrêté par la police. Il s'appellerait M. Chand Sal Lalwani et serait originaire de Baroda, dans l'État du Gujarat, au sud-ouest de l'Inde.

UNE DÉLÉGATION DE LA CROIX-ROUGE INTERNATIONALE A RENDU VISITE AUX OTAGES AMÉRICAINS À TÉHÉRAN

Téhéran (A.F.P.). — Conformément aux promesses, faites, samedi 12 avril, par M. Bani Sadr aux ambassadeurs des Neuf en poste à Téhéran, une délégation de la Croix-Rouge internationale a pénétré, ce lundi 14 avril, en fin de matinée, à l'ambassade américaine où sont détenus les otages. La délégation est composée du représentant du comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.) à Téhéran, M. Harold Schmidt, d'un médecin suisse du C.I.C.R., M. Bernard Lieberkind, et du président du « Lion et Soleil » iranien, M. Mostafa Argas, est également à l'ambassade.

Au Tchad

LES GOMBATS SE POURSUIVENT À N'DJAMENA

N'Djamena. — Les combats se poursuivent à N'Djamena pendant le week-end entre les Forces armées du Nord (F.A.N.) et les Forces armées populaires (F.A.P.) du président Goukouni Oueddei. L'équipe de Médias sans frontières, qui travaillait depuis deux jours à l'hôpital central de la capitale tchadienne, dans la zone contrôlée par les F.A.N., a été évacuée, son chirurgien, M. Jean-Claude Labbé, a été blessé, la veille (le Monde date 13-14 avril).

Depuis samedi, les journalistes ne peuvent plus se rendre dans la partie européenne, administrée par les F.A.N., mais se livrent aux pillages qui profitent de l'absence des Européens pour dévaliser leurs domiciles. Environ quinze mille Tchadiens se sont réfugiés dans le nord-est du Nigeria. La négociation d'un cessez-le-feu, à l'initiative du président du Togo, est au point mort. Duncan Tchad, deux représentants tchadiens, ainsi que deux observateurs français, se trouvaient encore à N'Djamena, mais le général Johnson, du Liberia, a quitté le Tchad à l'annonce du refus de la médiation. D'autre part, les délégués camerounais et nigériens qui doivent prendre part à l'effort de médiation n'ont toujours pas arrivés. — (A.F.P.)

NOUVELLES BRÈVES

• Une transplantation cardiaque a été réalisée, dans la nuit du 13 au 14 avril, à l'hôpital Arnaud-Tranck, de Saint-Louis, rem-du-Var, par l'équipe du professeur Vincent Dor. L'opéré, M. Richard Rovera, a bien supporté l'intervention, de trépanation réalisée par l'équipe en un an et demi. M. Rovera, qui souffrait d'une grave affection cardiaque, a reçu le cœur d'une jeune femme de trente et un ans et de l'hôpital de Grasse, des calices d'une rupture d'anévrisme cérébral.

• Le Syndicat national de la presse médicale et de profession de santé (S.N.P.M.), proteste dans un communiqué contre l'augmentation prochaine des tarifs postaux français, prévue le 1^{er} juin, hausse qui « pénalise particulièrement », selon lui, les périodiques médicaux dont la diffusion est le plus souvent par voie postale.

• Quelques cinq cents personnes ont manifesté le 12 avril à Bordeaux pour soutenir vingt-huit travailleurs immigrés, principalement turcs, qui font une grève de la faim dans cette ville depuis le 29 mars dernier dans le cadre de leur lutte contre leur condition de « sans-papiers ».

• Accident d' avion au Brésil : cinquante-quatre morts. — Un Boeing-727 de la compagnie intérieure brésilienne Transbrasil s'est écrasé le samedi 12 avril avec cinquante-huit personnes à bord alors qu'il s'apprêtait, par mauvais temps, à atterrir à Florianópolis, dans le sud du Brésil. Il y a quatre survivants. L'avion, qui reliait Fortaleza à Porto-Alegre, aurait été frappé par la foudre selon certains renseignements.

• Les saisies de drogue en 1979 : Selon les chiffres de la direction générale des douanes, 5186 kilos de drogue ont été saisis en 1979 dont 4910 kilos par les douanes seules et 278 kilos en collaboration avec les services de police contre 2294 kilos et

En Suède

Le patronat et les syndicats concluent une trêve de dix jours

De notre correspondant

Stockholm. — Sur la demande de la commission de médiation, la confédération du patronat suédois SAF et la centrale ouvrière LO ont accepté, dimanche 13 avril, d'observer une trêve de dix jours pour tenter de trouver un terrain d'entente. Les employeurs ont suspendu le lock-out de sept cent cinquante mille travailleurs du secteur privé, qui devait prendre effet ce lundi 14 avril, tandis que le syndicat a mis fin à la grève des heures supplémentaires en vigueur depuis le 27 mars.

La reprise des négociations salariales, particulièrement difficile cette année, a été rendue possible par une concession du patronat, qui accorde à L.O. une augmentation du salaire horaire de 15 öre, soit environ 15 centimes français. Ce relèvement ne représente que 0,5 % des 11,3 % revendiqués initialement par le syndicat ; mais il est estimé d'un important psychologique, dans la mesure où, depuis plus de cinq mois, les employeurs répètent que la situation économique impose un gel des rémunérations en 1980.

Les partenaires sociaux paraissent disposés à discuter des mesures que le gouvernement est prêt à prendre, et un accord intervient rapidement sur le marché du travail : blocage des prix et des loyers ; diminution de l'impôt pour les revenus moyens compris entre 40 000 et 80 000 couronnes ; versement de 25 % des bénéfices

des entreprises — au-dessus d'un niveau non encore précisé — à un fonds d'investissement industriel. Ces mesures permettraient d'éviter une augmentation brutale des salaires et donc des coûts de revient des sociétés ; mais elles sont, selon les syndicats, insuffisantes. Il n'est pas impossible cependant que le gouvernement accepte de modifier légèrement son plan et d'accorder, par exemple, une baisse de l'impôt supérieure aux 500 couronnes proposées.

La confédération générale du travail estime avoir remporté, dimanche, une « petite victoire » en obligeant le patronat à renoncer à la « ligne zéro ». Pour les employeurs, ce relèvement de 0,5 % va « contribuer à la détérioration de l'économie suédoise, mais l'alternance était le choix. Nous aurons choisi le moindre mal. » — A. D.

M. Lecat recommande l'ouverture des institutions culturelles vers le monde rural

Dans un message adressé au congrès de la Fédération nationale des foyers ruraux (F.N.F.R.) à Beaune (Côte-d'Or) le week-end dernier, M. Giscard d'Estaing écrit que ce mouvement « devient un des principaux instruments d'accès à la culture et aux loisirs des jeunes ruraux ». Le chef de l'État assure que « le gouvernement prendra donc les mesures nécessaires pour que ces associations disposent, au cours des futures années, de moyens en plus, en rapport avec le rôle capital qui est désormais le leur ».

M. Jean-Philippe Lecat, ministre de la culture et de la communication, a annoncé pour sa part un programme d'actions en sept points pour l'animation du milieu rural. Il s'agit de privilégier les interventions des associations, de développer une ligne budgétaire autonome dans le budget de la culture, de faire attribuer au monde rural une part plus importante des actions des organismes dépendant de son ministère, de

Sur les marchés des changes

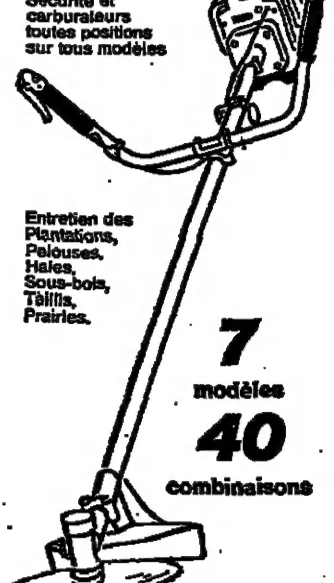
LE DOLLAR CONTINUE À GLISSER

Le dollar a continué à baisser sur les marchés des changes ce lundi matin. A Paris, on le cote en fin de matinée à 4,375 F (contre 4,35 F vendredi) ; à Francfort, 1,889 DM (contre 1,870 DM). Il en résulte un cours de la dracme allemande à Paris de 2,3175 F, en légère hausse. A Zurich aussi, le dollar est en recul : 1,759 F.S. Quant à la livre sterling, elle est tentée à 2,21 dollars. Ce qui domine la situation est l'évolution des taux d'intérêt qui baissent sur toutes les échéances de l'euro-dollar (0,75 % par exemple à 6 mois). Les banques américaines hésitent à embêter le fait. La Citybank, pour sa part, a fait savoir vendredi qu'elle maintenait son taux de base à 20 %, va la perspective d'une vigoureuse demande de crédit. Le prix de l'or se maintient avec une légère tendance orientée à la hausse (les premières transactions se faisaient, lundi matin, sur la base d'un cours officiel entre 522 et 524 dollars l'once).

ECHO

Débroussaillieuses

Sécurité et confort toutes positions sur tous modèles



Entretien des Plantations, Pelouses, Jardins, Sous-bois, Tentes, Prairies.

7 modèles 40 combinaisons

PPK

45 Boulevard St-Denis 92400 COURBOVOIE ☎ 783-42-50

Demandez-nous l'Agent local

LE CHIC, LE RÊVE... TISSUS "COUTURE"

LE CARAVANSERAIL FABRIQUE DES SOIES LA GRANDE PARADE DES IMPRIMÉS DE CHÂRME (depuis 18,50 F le mètre)

LE NOUVEAU CLUB DES LAINAGES ORIGINAUX LE COIN DES TROUVAILLES ET DES BONNES AFFAIRES (depuis 10 F le mètre)

LE DORADO DES COTONS SUISSES, SATINS, VOILES, CRÉPONS, TOILES, ETC.

LA FAMILIÈRE BOUTIQUE DES SOIERIES, DENTELLES, LAINES, TISSUS PRODES ET BROCHES

RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

TOUT LE TRUSSEAU DE L'HOMME

LATREILLE

HABILLEUR CHÉMIER - CHAPÉLIER CHAUSSEUR

QUALITÉS IRREPROCHABLES

62 rue St-André-des-Arts, 6^e

PARKING RÉSERVÉ CATALOGUE SUR DEMANDE

Vive l'anglais!

Mais l'anglais vivant enseigné par ILC. Début du cours "intensif" d'anglais lundi 21 avril. Téléphonez à nos hôtesses : 325.41.37

ILC International Language Centre 20, passage Dauphine 75006 Paris

A B C D E F G

مكتبة المصلح